



# Bulletin Officiel

N° 5594 Mardi 24 Avril 2018

— 19<sup>ème</sup> ANNEE — ISSN 0330-7174

## COMMUNIQUES DU CME

RAPPEL AUX SOCIETES ADMISES A LA COTE DE LA BOURSE	2
RAPPEL DES OBLIGATIONS D'INFORMATION ANNUELLES DES SICAV A L'OCCASION DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES	3-5

## AVIS DES SOCIETES

### EMISSION D'EMPRUNTS OBLIGATAIRE

ABC TUNISIE 2018 -01 »	6-10
------------------------	------

### EMISSION D'EMPRUNTS OBLIGATAIRE

HANNIBAL LEASE SUBORDONNE « 2018 - 1 »	11-17
ATL « 2018 - 1 »	18-21

### AUGMENTATION DE CAPITAL ANNONCEE

SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE - SFBT -	22
---	----

### INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

SOMOCER	23-24
SIAME	25-26
LA SOCIETE CHIMIQUE ALKIMIA	27
CITY CARS	28
SOTEMAIL	29-30
SERVICOM	31-33
SOCIETE DE PRODUCTION AGRICOLE TEBOLBA - SOPAT	34-35

### CLOTURE DES SOUSCRIPTIONS

EMPRUNT OBLIGATAIRE « BH SUBORDONNE 2018-1 »	35
--	----

### ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

TUNISIAN SAUDI BANK - TSB - AGO -	36
ASTREE - AGO -	37
ATTIJARI PLACEMENTS SICAV - AGO -	38
ATTIJARI VALEURS SICAV - AGO -	38
STAR ASSURANCES - AGO -	39

### PROJET DE RESOLUTIONS

TUNISIAN SAUDI BANK - TSB - AGO -	40-42
STAR ASSURANCES - AGO -	43-44

### VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

45-46

### ANNEXE I

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES &amp; ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

### ANNEXE II

#### ETATS FINANCIERS DEFINITIFS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017

- SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE - STB -
- TUNISIAN SAUDI BANK
- ASTREE
- ATTIJARI PLACEMENTS SICAV
- ATTIJARI VALEURS SICAV

### ANNEXE II

#### ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017

- SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE - STB -

<b>COMMUNIQUE DU CMF</b>
--------------------------

## RAPPEL AUX SOCIETES ADMISES A LA COTE DE LA BOURSE

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux sociétés admises à la cote de la Bourse qu'en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier<sup>1</sup>, elles sont tenues, de déposer, au Conseil du Marché Financier et à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, ou de leur adresser des indicateurs d'activité fixés selon les secteurs, par règlement du Conseil du Marché Financier, et ce, au plus tard vingt jours après la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable.

Lesdites sociétés doivent procéder à la publication desdits indicateurs trimestriels au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis.

Ces indicateurs doivent être établis conformément aux dispositions de l'article 44 bis du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne<sup>2</sup> et aux indicateurs fixés par secteur à l'annexe 11 de ce même règlement.

**Les sociétés concernées doivent prendre les dispositions nécessaires à l'effet de respecter les obligations sus-indiquées en communiquant au CMF, sur support papier et magnétique (format Word) suivant le modèle annexé au présent communiqué, leurs indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice comptable 2018, au plus tard le 20 Avril 2018.**

<b>AVIS DES SOCIETES</b>
--------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS**

SOCIETE.....

Siège social : .....

La société .....publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au x<sup>ème</sup> trimestre .....

**Indicateurs :**

Trimestre de l'exercice comptable N	Trimestre correspondant de l'exercice comptable N-1	Du début de l'exercice comptable N à la fin du trimestre	Du début de l'exercice comptable N-1 à la fin du trimestre correspondant de l'exercice comptable N-1	Exercice comptable N-1
-------------------------------------	---	--	--	------------------------

**Commentaires**

- bases retenues pour leur élaboration ;
- justifications des estimations retenues pour la détermination de certains indicateurs ;
- exposé des faits saillants ayant marqué l'activité de la société au cours de la période considérée et leur incidence sur la situation financière de la société et des entreprises qu'elle contrôle ;
- justifications des éventuels écarts par rapport aux prévisions déjà publiées ;
- informations sur les risques encourus par la société selon son secteur d'activité.

Si les indicateurs publiés ont fait l'objet d'une vérification de la part de professionnels indépendants, il y a lieu de le mentionner et de publier l'avis complet de ces professionnels.

La société peut publier d'autres indicateurs spécifiques à son activité, en plus de ceux mentionnés à l'annexe 11 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne, à condition de :

- définir clairement ces indicateurs, au cas où ils ne relèvent pas de définition strictement comptable selon le référentiel comptable tunisien. Ainsi, tout retraitements pour déterminer de tels indicateurs doit être décrit avec publication des montants tels que retraités, comparé à la même période de l'exercice comptable précédent ;
- justifier leur choix et d'expliquer leur portée ;
- les utiliser de manière continue et ne pas se limiter à les publier dans le souci de donner l'image la plus favorable sur la période considérée.

La société doit fournir des informations sur les indicateurs ayant servi de base pour le calcul du loyer au cas où :

- elle sous-traite ou loue la totalité ou le principal de son activité à des tiers ;
- elle exploite des unités louées auprès de tiers.

<sup>1</sup> Telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.

<sup>2</sup> Tel qu'approuvé par l'arrêté du ministre des finances du 17 novembre 2000 et modifié par les arrêtés du Ministre des finances du 7 avril 2001, du 24 septembre 2005, du 12 juillet 2006, du 17 septembre 2008 et du 16 octobre 2009.

**COMMUNIQUE DU CMF**

**Rappel des obligations d'information annuelles des SICAV à l'occasion des assemblées générales ordinaires**

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux Sociétés d'Investissement à Capital Variable – SICAV – et aux sociétés chargées de la gestion des SICAV, les obligations d'information annuelles à l'occasion des assemblées générales ordinaires :

**I - Documents à communiquer au CMF :**

**1- Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

En application des dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117, les SICAV sont tenues de déposer ou d'adresser, sur supports papiers et magnétique, au Conseil du Marché Financier, **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

- l'ordre du jour et le projet des résolutions proposées par le conseil d'administration
- les états financiers annuels arrêtés par le conseil d'administration et certifiés par le commissaire aux comptes
- les rapports du commissaire aux comptes. Lesdits rapports doivent contenir une évaluation générale du contrôle interne.
- le rapport annuel sur l'activité de la SICAV qui est destiné aux actionnaires et établi par le gestionnaire à la clôture de chaque exercice et prévu par l'article 140 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte de tiers.

Ce rapport doit comporter notamment les renseignements suivants :

- ✓ la ventilation de l'actif ;
- ✓ la ventilation du passif ;
- ✓ la ventilation du portefeuille titres ;
- ✓ le nombre d'actions en circulation ;
- ✓ l'orientation de la politique de placement dans le cadre de la politique énoncée dans le prospectus ;
- ✓ la manière avec laquelle la politique de placement a été suivie ;
- ✓ la ventilation des revenus de la SICAV ;
- ✓ les indications des mouvements intervenus dans les actifs de la SICAV au cours de l'exercice ;
- ✓ le compte des produits et charges ;
- ✓ les plus-values ou moins-values réalisées ;
- ✓ l'affectation des résultats ;
- ✓ les changements de méthodes de valorisation et leurs motifs ;
- ✓ le montant global des sommes facturées à la SICAV et leur nature et lorsque les bénéficiaires sont des entreprises liées au gestionnaire, le rapport indique leur identité ainsi que le montant global facturé ;
- ✓ les valeurs liquidatives constatées au début et à la fin de l'exercice.

- Suite -

## **2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

En application des dispositions de l'article 3 ter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent, **dans les quatre jours ouvrables qui suivent la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire**, déposer ou adresser au Conseil du Marché Financier :

- les documents visés à l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117 s'ils ont été modifiés
- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- la liste des actionnaires

## **II - Documents à publier :**

### **1 - Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

En application des dispositions de l'article 276 du code des sociétés commerciales, l'assemblée générale ordinaire est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe, **dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion**. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion, ainsi que l'ordre du jour.

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues d'établir les états financiers conformément à la réglementation comptable en vigueur et de les publier au Journal Officiel de la République Tunisienne **trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire**.

Cette publication comporte :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- la mention que les états financiers dans leur intégralité sont publiés dans le bulletin officiel du CMF.

En application des dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis leurs états financiers annuels accompagnés du texte intégral de l'opinion du commissaire aux comptes **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire**.

Toutefois, à des fins de publication dans le quotidien, les SICAV peuvent se limiter à publier :

- le bilan
- l'état de résultat
- l'état de variation de l'actif net
- les notes aux états financiers obligatoires et les notes les plus pertinentes notamment le portefeuille titres, sous réserve de l'obtention de l'accord écrit du commissaire aux comptes.

- Suite -

## **2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues de publier au Journal Officiel de la République Tunisienne à nouveau les états financiers après la réunion de l'assemblée générale, au cas où cette dernière les modifie.

De plus, en application des dispositions de l'article 3 quarter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis **dans un délai de trente jours après la tenue de l'assemblée générale ordinaire au plus tard :**

- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire
- les états financiers lorsqu'ils ont subi des modifications.

**Les dirigeants des SICAV ou les sociétés chargées de la gestion des SICAV sont appelés, chacun en ce qui le concerne, à respecter ces obligations.**

**AVIS DE SOCIETES**

**EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE**

**VISA du Conseil du Marché Financier :**

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée.**

**Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2018, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2018. Il doit être, également, accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2018.**

**Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

**EMPRUNT OBLIGATAIRE  
« ABC TUNISIE 2018-01 »**

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de ABC TUNISIE réunie le **17/05/2017** a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas 30 millions de dinars à émettre dans un délai maximal de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

La même Assemblée Générale Ordinaire a autorisé le Conseil d'Administration à déléguer à la Direction Générale de la banque le pouvoir de fixer à la veille de l'émission les modalités et conditions des emprunts en question.

Le Conseil d'Administration réuni le **12/09/2017** a décidé d'émettre un emprunt obligataire d'un montant de 20 millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 millions de dinars. Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant une durée entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêts qui varient entre TMM+2,00% brut l'an au minimum et TMM+3,00% brut l'an au maximum pour le taux variable et entre 7,00% brut l'an au minimum et 8,50% brut l'an au maximum pour le taux fixe.

Le Conseil d'Administration a également chargé la Direction Générale de fixer les modalités de l'emprunt à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché.

A cet effet, la Direction Générale a fixé le montant de l'émission à 20 millions de dinars et les durées de l'emprunt ainsi que les taux d'intérêt comme suit :

- ✓ Catégorie A : 8,20% brut l'an et/ou TMM+2,20% sur 5 ans ;
- ✓ Catégorie B : 8,40% brut l'an et/ou TMM+2,40% sur 7 ans dont 2 années de grâce ;
- ✓ Catégorie C : 8,50% brut l'an et/ou TMM+2,50% sur 7 ans avec remboursement in fine.

**But de l'émission :** ABC TUNISIE, de par son statut d'établissement financier, est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Économie.

La banque se trouve dans une situation de conformité totale par rapport aux normes et ratios prudentiels. Par cette émission obligataire, la banque vise à collecter des ressources additionnelles pour supporter sa stratégie de développement future. Aussi, la banque cherche à s'adresser au marché financier et solliciter l'épargne publique, afin de devenir un émetteur récurrent et diversifier ses sources de financement futures.

**Dénomination de l'emprunt :** « ABC TUNISIE 2018-01 ».

**Montant :** 20.000.000 dinars divisé en 200.000 obligations de nominal 100 dinars chacune.

- Suite -

Le montant définitif de l'emprunt « ABC TUNISIE 2018-01 » fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT.

**Prix d'émission** : 100 dinars par obligation payables intégralement à la souscription.

**Prix de remboursement** : Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

**Formes des titres** : Toutes les obligations du présent emprunt seront nominatives.

**Taux d'intérêts** :

Les obligations du présent emprunt seront offertes à des durées et des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

**Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :**

➤ Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + **2,20%** brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 220 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de juillet de l'année N-1 au mois de juin de l'année N.

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de **8,20%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

**Pour la catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 années de grâce :**

➤ Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + **2,40%** brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 240 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de juillet de l'année N-1 au mois de juin de l'année N.

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de **8,40%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

**Pour la catégorie C d'une durée de 7 ans avec remboursement in fine :**

➤ Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + **2,50%** brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 250 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de juillet de l'année N-1 au mois de juin de l'année N.

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de **8,50%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

**Le souscripteur choisira, lors de la souscription, le type de taux à adopter.**

**Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe)** : Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **8,20%** l'an pour la catégorie A, de **8,40%** l'an pour la catégorie B et de **8,50%** l'an pour la catégorie C.

- Suite -

**Marge actuarielle (souscription à taux variable) :** La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de mars 2018 (à titre indicatif), qui est égale à **5,218%**, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de **7,418%** pour la catégorie A, de **7,618%** pour la catégorie B et de **7,718%** pour la catégorie C. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **2,20%** pour la catégorie A, de **2,40%** pour la catégorie B et de **2,50%** pour la catégorie C et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

**Durée totale :** Les obligations de l'emprunt obligataire « ABC TUNISIE 2018-01 » sont émises selon trois catégories :

- ✓ une catégorie A sur une durée de **5 ans** ;
- ✓ une catégorie B sur une durée de **7 ans dont deux années de grâce** ;
- ✓ une catégorie C sur une durée de **7 ans**.

**Durée de vie moyenne :** La durée de vie moyenne est la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Cette durée de vie moyenne est de **3 ans** pour la catégorie A, de **5 ans** pour la catégorie B et de **7 ans** pour la catégorie C.

**Duration (souscription à taux fixe) :** La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre.

La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'années) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,714 années** pour la catégorie A, de **4,227 années** pour la catégorie B et de **5,554 années** pour la catégorie C.

**Période de souscription et de versement :** Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **07/05/2018** et clôturées, sans préavis, au plus tard le **02/07/2018**. Elles peuvent être clôturées, sans préavis, dès que le montant maximum de l'émission (20.000.000 dinars) est intégralement souscrit.

Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 200.000 obligations.

En cas de placement d'un montant inférieur à 20.000.000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **02/07/2018**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **16/07/2018** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la banque.

Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.



- Suite -

**Date de jouissance en intérêts :** Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt obligataire portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **02/07/2018**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, pour toutes les obligations émises et qui servira de base pour les besoins de la cotation en Bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions, soit le **02/07/2018** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

**Amortissement et remboursement :** Toutes les obligations émises sous les catégories A et B sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et à la troisième année pour la catégorie B.

Les obligations émises sous la catégorie C feront l'objet d'un seul amortissement in fine.

L'emprunt sera amorti en totalité le **02/07/2023** pour la catégorie A et le **02/07/2025** pour les catégories B et C.

**Paiement :** Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **02 juillet** de chaque année.

Pour la catégorie A, le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **02/07/2019**.

Pour la catégorie B, le premier paiement en intérêts aura lieu le **02/07/2019** et le premier remboursement en capital aura lieu le **02/07/2021**.

Pour la catégorie C, le premier paiement en intérêts aura lieu le **02/07/2019** et le remboursement en capital aura lieu in fine le **02/07/2025**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

**Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public :** Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **07/05/2018** aux guichets de TUNISIE VALEURS intermédiaire en Bourse (Agence de Tunis Centre Urbain Nord, Agence de Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

**Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations :** L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues (autres que celles délivrées lors de la souscription à cet emprunt) ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « ABC TUNISIE 2018-01 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par Tunisie Clearing.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisis par ce dernier, ainsi que la quantité d'obligations y afférente

**Garantie :** Le présent emprunt obligataire n'est assorti d'aucune garantie particulière.

**Notation :** Le présent emprunt obligataire n'est pas noté. Néanmoins, la banque ABC Tunisie s'est engagée à se faire noter et à noter les titres émis dans le cadre du présent emprunt obligataire auprès d'une agence de notation spécialisée et reconnue par le Conseil du Marché Financier et ce, pour toute la durée de vie de l'emprunt.

Dans ce cadre, la banque a déjà pris contact avec l'agence de notation Fitch Ratings et le commencement des travaux est imminent.

- Suite -

**Cotation en Bourse :** Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, ABC TUNISIE s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse « TUNISIE VALEURS » de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt « ABC TUNISIE 2018-01 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

**Prise en charge par Tunisie Clearing :** ABC TUNISIE s'engage, dès la clôture de l'emprunt « ABC TUNISIE 2018-01 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de Tunisie Clearing, en vue de la prise en charge des titres souscrits.

**Fiscalité des titres :** Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

**Tribunal compétent en cas de litige :** Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

**Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :** Selon les règles prudentielles régissant les établissements financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à taux fixe, et à l'inverse la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le N° **18-1000** en date du **19 avril 2018**, du document de référence « Bank ABC Tunisie 2018 » enregistré par le CMF en date du **13 avril 2018** sous le N° **18-003**, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre de l'exercice 2018, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2018 et des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2018.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de ABC TUNISIE, ABC Building Rue du Lac d'Annecy, Les Berges du Lac, 1053 Tunis, TUNISIE VALEURS, intermédiaire en Bourse, Immeuble Integra - Centre Urbain Nord, 1082 Tunis Mahrajène et sur le site internet du CMF : [www.cmf.tn](http://www.cmf.tn).

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2018 et les états financiers relatifs à l'exercice 2017 seront publiés au bulletin officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 avril 2018 et le 30 avril 2018.

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE****VISA du Conseil du Marché Financier :**

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2018 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2018. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2018.**

**Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

## Emprunt Obligataire «Hannibal Lease Subordonné 2018-01»

**Décisions à l'origine de l'émission**

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 17/05/2017 a autorisé l'émission par Hannibal Lease d'un ou plusieurs emprunts obligataires ordinaires et/ou subordonnés d'un montant de Cent Cinquante Millions de Dinars (150.000.000 DT) sur 2017 et 2018 et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration réuni 23/03/2018 a approuvé les modalités et les conditions de l'emprunt obligataire subordonné « Emprunt Subordonné HL 2018-01 » à savoir :

Montant de l'emprunt obligataire	: 15 000 000 dinars susceptible d'être porté à 20 000 000 dinars ;
Nominal de l'obligation	: 100 dinars par obligation ;
Forme d'Obligation	: les obligations sont nominatives ;
Prix d'émission	: 100 dinars par obligation payable intégralement à la souscription ;
Taux d'intérêt	: Catégorie A : 8,3% et/ou TMM+2,1% brut par an au choix du souscripteur, Catégorie B : 8,5% brut par an ;
Durée	: 5 ans pour la catégorie A et 7 ans (dont 2 années de grâce) pour la catégorie B ;
Amortissement	: les obligations sont amortissables annuellement par un cinquième de valeur nominale, soit 20 dinars par obligation. Cet amortissement commence à la première année pour la catégorie A et à la 3ème année pour la catégorie B.

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION****Montant**

L'emprunt obligataire subordonné « HL 2018-1 » est d'un montant de 15 000 000 dinars susceptible d'être porté à 20 000 000 dinars divisé en 150 000 obligations subordonnées susceptibles d'être portées à 200 000 obligations subordonnées de nominal 100 dinars. Le

- Suite -

montant définitif de l'emprunt subordonné « Emprunt subordonné HL 2018-01 » fera l'objet d'une publication officielle du CMF et de la BVMT.

### **Période de souscription et de versement**

Les souscriptions à cet emprunt subordonné seront ouvertes le **26/04/2018** et clôturées, sans préavis, au plus tard le **28/05/2018**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant maximum de l'émission (20 000 000 dinars) est intégralement souscrit.

Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soient un maximum de 200 000 obligations subordonnées.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 15 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **28/05/2018**, les souscriptions à cet emprunt subordonné seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 15 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **28/05/2018**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **20/07/2018** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis dès la clôture effective des souscriptions.

### **Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public**

Les souscriptions au présent emprunt obligataire subordonné et les versements seront reçus à partir du **26/04/2018** auprès de MAC SA intermédiaire en bourse, sis au Green Center – Bloc C 2ème étage, Rue du Lac constance – Les Berges du Lac Tunis.

### **But de l'émission**

Hannibal Lease, de par son statut d'établissement de crédit est appelé à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'économie. A ce titre, le présent emprunt obligataire subordonné permettra à la société de renforcer davantage ses fonds propres nets au vu de la réglementation bancaire. En effet, la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie aux banques n°91-24 du 17 décembre 1991 relative aux règles de gestion et aux normes prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers fait référence aux emprunts subordonnés pour définir les fonds propres complémentaires, composantes des fonds propres nets. Ces emprunts subordonnés ne seront pris en compte annuellement pour le calcul des fonds propres complémentaires qu'à concurrence du capital restant dû et dans les limites fixées par la circulaire susvisée (à savoir 50% du montant des fonds propres nets de base).

## **CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS**

### **Dénomination de l'emprunt : « Emprunt subordonné HL 2018-01 ».**

- **Nature des titres** : Titres de créance.
- **Forme des titres** : Les obligations subordonnées du présent emprunt seront nominatives.
- **Catégorie des titres** : Obligations subordonnées qui se caractérisent par leur rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.
- **Modalités et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre d'obligations subordonnées détenues délivrée par l'intermédiaire agréé mandaté (MAC SA, intermédiaire en Bourse).
- **Législation sous laquelle les titres sont créés** : Les obligations sont soumises aux dispositions du code des sociétés commerciales : Livre 4 – Titre premier – Sous titre 5 – Chapitre 3 : des obligations.

- Suite -

**Prix de souscription et d'émission:**

Le prix d'émission est de **100 dinars** par obligation subordonnée, payables intégralement à la souscription.

**Date de jouissance en intérêts :**

Chaque obligation subordonnée souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation subordonnée entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **28/05/2018**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, pour toutes les obligations subordonnées émises, servant de base pour les besoins de la cotation en bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt subordonné, soit le **28/05/2018** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

**Date de règlement :**

Les obligations subordonnées seront payables en totalité à la souscription.

**Taux d'intérêt :**

Les obligations subordonnées du présent emprunt seront offertes à des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

**Catégorie A d'une durée de 5 ans**

- Taux fixe : Taux annuel brut de **8,3%** l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.
- Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + **2,1%** brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 210 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de **Mai** de l'année N-1 au mois d'**Avril** de l'année N.

**Catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 ans de grâce**

- Taux fixe : Taux annuel brut de **8,5%** l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

**Amortissement-remboursement :**

Toutes les obligations subordonnées émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation subordonnée, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et à la troisième année pour la catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **28/05/2023** pour la catégorie A et le **28/05/2025** pour la catégorie B.

**Prix de remboursement :**

Le prix de remboursement est de **100 dinars** par obligation subordonnée.

**Paiement :**

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **28/05** de chaque année.

Le premier paiement en intérêts aura lieu le **28/05/2019** pour toutes les catégories.

- Suite -

Le premier remboursement en capital aura lieu le **28/05/2019** pour la catégorie A et le **28/05/2021** pour la catégorie B.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers TUNISIE CLEARING.

**Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :**

- **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **8,3%** l'an pour la catégorie A et **8,5%** l'an pour la catégorie B.

- **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêté au mois de Mars 2018 (à titre indicatif), qui est égale à 5,2175%; et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 7,3175%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **2,1%**, et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

**Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :**

**Durée totale:**

Catégorie A :

Les obligations subordonnées de la catégorie A sont émises pour une période totale de **5 ans**.

Catégorie B :

Les obligations subordonnées de la catégorie B sont émises pour une durée totale de **7 ans dont 2 ans de grâce**.

**Durée de vie moyenne:**

Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Cette durée est de **3 ans** pour la catégorie **A** et **5 ans** pour la catégorie **B**.

**Duration de l'emprunt :**

La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations subordonnées de cet emprunt est de **2,711 années** pour la catégorie A et **4,219 années** pour la catégorie B.

**Rang de créance et maintien de l'emprunt à son rang**

**Rang de créance :**

En cas de liquidation de l'émetteur, les obligations subordonnées de la présente émission seront remboursées à un prix égal au nominal et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des titres participatifs émis par l'émetteur. Le remboursement des présentes obligations subordonnées interviendra au même rang que celui de tous les autres emprunts

- Suite -

obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant, le cas échéant (clause de subordination).

Il est à signaler que ce rang dépendrait des emprunts obligataires qui seront émis conformément aux limites prévues au niveau des prévisions annoncées au document de référence enregistré auprès du CMF en date du 03 Août 2017 sous le numéro 17/003. Toute modification susceptible de changer le rang des titulaires d'obligations subordonnées doit être soumise à l'accord de l'Assemblée Spéciale des titulaires des obligations prévues par l'article 333 du Code des Sociétés Commerciales.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'émetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'émetteur.

#### **Maintien de l'emprunt à son rang :**

L'émetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations subordonnées du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres créances qu'il pourrait émettre ultérieurement, en dehors de celles prévues au niveau du document de référence susvisé aucune priorité quant à leur rang de remboursement, sans consentir ces mêmes droits aux obligations subordonnées du présent emprunt.

#### **Garantie :**

Le présent emprunt obligataire subordonné ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

#### **Notation de l'emprunt:**

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué, sur l'échelle nationale, la note B+ (tun) à la présente émission de la société Hannibal Lease et ce, en date du **20/03/2018**.

#### **Mode de placement :**

L'emprunt obligataire subordonné objet de la présente note d'opération est émis par Appel Public à l'Epargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes, à tout investisseur potentiel ayant une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les obligations subordonnées (cf. facteurs de risques spécifiques liés aux obligations subordonnées).

Les souscriptions à cet emprunt seront reçues aux guichets de MAC SA, intermédiaire en bourse Green Center, Bloc C, 2ème étage, Rue du Lac Constance 1053 Les Berges du Lac.

#### **Organisation de la représentation des porteurs des obligations**

L'émission d'un emprunt obligataire subordonné est soumise aux règles et textes régissant les obligations. En matière de représentation des obligations subordonnées, l'article 333 du code des sociétés commerciales est applicable : les porteurs des obligations subordonnées sont rassemblés en une assemblée générale spéciale qui désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des porteurs des obligations subordonnées.

Les dispositions des articles 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'assemblée générale spéciale des porteurs des obligations subordonnées et à son représentant. Le représentant de l'assemblée générale des porteurs des obligations subordonnées a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

#### **Fiscalité des titres**

Les intérêts annuels des obligations subordonnées de cet emprunt seront soumis à une retenue d'impôt que la loi met ou pourrait mettre à la charge des personnes physiques ou morales.

En l'état actuel de la législation, et suite à l'unification des taux de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, telle qu'instituée par la loi n°96-113 du 30/12/1996 portant loi de finances pour la gestion 1997, les intérêts sont soumis à une retenue à la source au taux

- Suite -

unique de 20%. Cette retenue est définitive et non susceptible de restitution sur les revenus des obligations subordonnées revenant à des personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ou qui en sont totalement exonérées en vertu de la législation en vigueur.

Conformément à l'article 39 du code de l'IRPP et de l'IS tel que modifié par l'article 13 de la loi de finances 2017, sont déductibles de la base imposable les intérêts perçus par le contribuable au cours de l'année au titre des comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques, ou de la Caisse d'Epargne Nationale de Tunisie ou au titre des emprunts obligataires émis à partir du premier Janvier 1992 dans la limite d'un montant annuel de cinq mille dinars (5 000 DT) sans que ce montant n'excède trois mille dinars (3 000 DT) pour les intérêts provenant des comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques et auprès de la Caisse d'Epargne Nationale de Tunisie.

#### **Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations:**

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue du registre des obligations subordonnées de l'emprunt subordonné « **Emprunt subordonné HL 2018-01** » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par MAC SA, intermédiaire en bourse.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner le taux d'intérêt choisi par ce dernier ainsi que la quantité d'obligations subordonnées y afférente.

#### **Marché des titres**

Il existe à fin Mars 2018, 10 emprunts obligataires en cours émis par l'émetteur qui sont cotés sur le marché obligataire.

Par ailleurs, il n'existe pas de titres de même catégorie négociés sur des marchés de titres étrangers.

Hannibal Lease s'engage à charger l'intermédiaire en bourse MAC SA de demander, dès la clôture des souscriptions, l'admission de l'emprunt subordonné « Emprunt subordonné HL 2018-01 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

#### **Prise en charge par Tunisie Clearing :**

Hannibal Lease s'engage, dès la clôture des souscriptions de l'emprunt subordonné « Emprunt subordonné HL 2018-01 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de TUNISIE CLEARING, en vue de la prise en charge des obligations subordonnées souscrites.

#### **Tribunaux compétents en cas de litige :**

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, paiement et extinction de cet emprunt obligataire subordonné sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

#### **Facteurs de risque spécifiques liés aux obligations subordonnées**

Les obligations subordonnées ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels et ce en fonction de leur situation financière particulière, de leurs objectifs d'investissement et en raison de leur caractère de subordination.

#### **Nature du titre :**

L'obligation subordonnée est un titre de créance qui se caractérise par son rang de créance contractuel déterminé par la clause de subordination. La clause de subordination se définit par le fait qu'en cas de liquidation de la société émettrice, les obligations subordonnées ne seront remboursées qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des titres participatifs et de capital émis par l'émetteur. Les obligations subordonnées interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant restant dû, le cas échéant (clause de subordination).



- Suite -

---

**Qualité de crédit de l'émetteur :**

Les obligations subordonnées constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'émetteur. Le principal des obligations subordonnées constitue une dette subordonnée de l'émetteur. Les intérêts sur les obligations subordonnées constituent une dette chirographaire de l'émetteur. En achetant les obligations subordonnées, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'émetteur et de nulle autre personne.

**Le marché secondaire :**

Les obligations subordonnées sont cotées sur le marché obligataire de la cote de la bourse mais il se peut qu'il ne soit pas suffisamment liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs obligations subordonnées facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. Les investisseurs potentiels devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les obligations subordonnées, de même qu'ils devraient avoir accès aux instruments d'analyse appropriés ou avoir suffisamment d'acquis pour pouvoir évaluer ces avantages et ces risques au regard de leur situation financière.

**Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :**

Selon les règles prudentielles régissant les établissements de crédit exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à l'entreprise un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à l'entreprise un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué de la note d'opération « **Emprunt Subordonné HL 2018-01** » visée par le CMF en date du **10/04/2018** sous le numéro **18-0999**, du document de référence « **Hannibal Lease 2017** » enregistré par le CMF en date du **03/08/2017** sous le n°**17-003**, de son actualisation enregistrée par le CMF en date du **30 Novembre 2017** sous le numéro **17-003/A001**. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2018 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le **20 avril 2018**. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017 pour tout placement sollicité après le **30 avril 2018**.

La note d'opération et le document de référence « HL 2017 » ainsi que son actualisation sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de Hannibal Lease, Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki, les Berges du Lac, de MAC SA, intermédiaire en bourse, Green Center, Bloc C, 2ème étage, Rue du Lac Constance, les Berges du Lac, sur le site internet du CMF : [www.cmf.tn](http://www.cmf.tn) et sur le site de MAC SA : [www.macsa.com.tn](http://www.macsa.com.tn).

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2018 et les états financiers relatifs à l'exercice 2017 seront publiés sur le bulletin officiel du CMF et sur son site internet, respectivement au plus tard le **20 avril 2018** et le **30 avril 2018**.

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE****VISA du Conseil du Marché Financier :**

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée.**

**Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre de l'exercice 2018, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2017. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2018.**

**Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

**EMPRUNT OBLIGATAIRE****« ATL 2018-1 »**

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de l'ATL tenue le **11/05/2017** a autorisé l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires pour un montant total de 150 millions de dinars et ce, avant la date de la tenue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et a donné pouvoirs au Conseil d'Administration pour fixer les montants et les conditions des émissions envisagées.

Le Conseil d'Administration réuni le **12/03/2018** a décidé d'émettre un emprunt obligataire de 30 millions de dinars susceptible d'être porté à 50 millions de dinars aux conditions suivantes :

<b>Catégorie</b>	<b>Durée</b>	<b>Taux d'intérêt</b>	<b>Amortissement annuel</b>
Catégorie A	5 ans	8,30%	Constant par 1/5 à partir de la 1ère année
Catégorie B	5 ans	TMM+2,20%	Constant par 1/5 à partir de la 1ère année
Catégorie C	7 ans dont 2 ans de grâce	8,50%	Constant par 1/5 à partir de la 3ème année

**Dénomination de l'emprunt :** « ATL 2018-1 ».

**Montant :** **30 000 000 dinars** susceptible d'être porté à **50 000 000 dinars** divisé en 300 000 obligations susceptibles d'être portées à 500 000 obligations de nominal 100 dinars chacune.

Le montant définitif de l'emprunt « ATL 2018-1 » fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT

**Prix d'émission :** 100 dinars par obligation payables intégralement à la souscription.

**Prix de remboursement :** Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

**Formes des titres :** Toutes les obligations du présent emprunt seront nominatives.

**Taux d'intérêts :**

Les obligations du présent emprunt « ATL 2018-1 » seront offertes à des durées et des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

**Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :**

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de **8,30%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

**Pour la catégorie B d'une durée de 5 ans :**

Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + **2,20%** brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze

- Suite -

➤ derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 220 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de juillet de l'année N-1 au mois de juin de l'année N.

**Pour la catégorie C d'une durée de 7 ans dont 2 ans de grâce :**

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de **8,50%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

**Le souscripteur choisira, lors de la souscription, le type de taux à adopter.**

**Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :** Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **8,30%** l'an pour la catégorie A et **8,50%** l'an pour la catégorie C.

**Marge actuarielle (souscription à taux variable) :** Pour les obligations de la catégorie B, la marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de Mars 2018 (à titre indicatif), qui est égale à **5,218%**, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de **7,418%**. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **2,20%** et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

**Durée totale :**

✓ Catégories A et B : Les obligations des catégories A et B sont émises pour une période totale de **5 ans** ;

✓ Catégorie C : Les obligations de la catégorie C sont émises pour une durée totale de **7 ans dont 2 ans de grâce**.

**Durée de vie moyenne :** La durée de vie moyenne est la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Cette durée de vie moyenne est de **3 ans** pour les obligations des catégories A et B et de **5 ans** pour les obligations de la catégorie C.

**Duration (souscription à taux fixe) :** La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre.

La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'années) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les obligations de la catégorie A est égale à **2,711 années** et de **4,219 années** pour les obligations de la catégorie C.

**Période de souscription et de versement :** Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **27/04/2018** et clôturées, sans préavis, au plus tard le **17/07/2018**. Elles peuvent être clôturées, sans préavis, dès que le montant maximum de l'émission (50 000 000 dinars) est intégralement souscrit.

Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soient un maximum de 500 000 obligations.

- Suite -

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 30 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **17/07/2018**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 30 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **17/07/2018**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **27/07/2018** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis dès la clôture effective des souscriptions.

**Date de jouissance en intérêts** : Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **17/07/2018** seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises et qui servira de base pour les besoins de la cotation en Bourse est fixée à la date limite de clôture des souscriptions, soit le **17/07/2018** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

**Amortissement et remboursement** : Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale de chaque obligation. Cet amortissement commencera à la première année pour les catégories A et B et à la troisième année pour la catégorie C.

L'emprunt sera amorti en totalité le **17/07/2023** pour les catégories A et B et le **07/07/2025** pour la catégorie C.

**Paiement** : Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **17 juillet** de chaque année.

Le premier remboursement des intérêts aura lieu le **17/07/2019** et ce, pour toutes les catégories.

Le premier remboursement en capital aura lieu le **17/07/2019** pour les catégories A et B et le **17/07/2021** pour la catégorie C.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers **TUNISIE CLEARING**.

**Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public** : Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **27/04/2018** auprès de l'Arab Financial Consultants, intermédiaire en bourse, sis Building El Karama Bloc A – Les jardins du Lac II – les Berges du Lac – 1053 – Tunis et de la BNA Capitaux– intermédiaire en bourse, Complexe « le Banquier », Avenue Tahar HADDAD – les Berges du Lac – 1053 – Tunis.

**Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations** : L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligation détenues ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « **ATL 2018-1** » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par AFC, intermédiaire en Bourse.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisis par ce dernier ainsi que la quantité d'obligations y afférente.

**Garantie** : Le présent emprunt obligataire n'est assorti d'aucune garantie particulière.

**Notation de l'émission** : L'agence de notation Fitch Ratings a attribué en date du **23/03/2018**, la note à long terme « **BB (tun)** » à l'emprunt obligataire « **ATL 2018-1** ».

- Suite -

**Cotation en Bourse :** L'Arab Tunisian Lease s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse « AFC » de demander, dès la clôture des souscriptions, l'admission de l'emprunt « **ATL 2018-1** » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

**Prise en charge par Tunisie Clearing :** L'Arab Tunisian Lease s'engage, dès la clôture des souscriptions de l'emprunt obligataire « **ATL 2018-1** », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de Tunisie Clearing, en vue de la prise en charge des obligations souscrites.

**Fiscalité des titres :** Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

**Tribunal compétent en cas de litige :** Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

**Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :** Selon les règles prudentielles régissant les établissements financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la société un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à taux fixe, et à l'inverse la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la société un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le N° **18-0998** en date du **06 avril 2018**, du document de référence « **ATL 2017** » enregistré par le CMF en date du **30 juin 2017** sous le N° **17-002**, de son actualisation enregistrée par le CMF en date du **30 novembre 2017** sous le N° **17-002/A001**, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2018 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20/04/2018 et des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017 pour tout placement sollicité après le 30/04/2018.

La note d'opération, le document de référence « **ATL 2017** » ainsi que son actualisation sont mis à la disposition du public sans frais auprès de l'ATL – Ennour Building – Centre Urbain Nord – 1082 – Mahragène ; de l'AFC intermédiaire en bourse – Building El Karama Bloc A – Les jardins du Lac II – les Berges du Lac – 1053 – Tunis, de la BNA Capitaux intermédiaire en bourse – Complexe « le Banquier », Avenue Tahar HADDAD – les Berges du Lac – 1053 – Tunis, sur le site Internet du CMF [www.cmf.org.tn](http://www.cmf.org.tn) et de l'ATL : [www.atl.com.tn](http://www.atl.com.tn)

Les indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2018 et les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2017 seront publiés sur le Bulletin Officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20/04/2018 et le 30/04/2018.

**AVIS DE SOCIETES**

**Augmentation de capital annoncée**

**Société de Fabrication des Boissons de Tunisie  
- SFBT -**

Siège social : 5, Boulevard de la Terre –Centre Urbain Nord- 1080 Tunis-

La Société de Fabrication des Boissons de Tunisie -SFBT- porte à la connaissance de ses actionnaires et du public que son Assemblée Générale Extraordinaire, réunie le **11 avril 2018**, a décidé, sur proposition du Conseil d'Administration, d'augmenter le capital social d'un montant de **33 000 000 de dinars** par incorporation de réserves, par l'émission de **33 000 000 d'actions nouvelles gratuites**, de nominal 1 dinar chacune, pour le porter ainsi de **132 000 000 de dinars à 165 000 000 de dinars**.

La même Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réaliser ladite augmentation de **33 000 000 de dinars**, par incorporation du compte de réserves spéciales d'investissement (investissements au sein de l'entreprise) pour un montant de 32 592 360 dinars et prélèvement d'un montant de 407 640 dinars du compte spécial d'investissement devenu disponible, et l'émission de **33 000 000 d'actions nouvelles gratuites** de nominal 1 dinar chacune à attribuer aux anciens actionnaires et aux cessionnaires de droits d'attribution en bourse à raison d'**une (1) action nouvelle gratuite pour quatre (4) actions anciennes**, avec entrée en jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Le capital sera ainsi porté de **132 000 000** de dinars à **165 000 000** de dinars.

**Jouissance des actions nouvelles gratuites :**

Les actions nouvelles gratuites porteront jouissance en dividendes à partir du **1er janvier 2017**.

**Cotation en bourse :**

Les droits d'attribution seront détachés et négociés en Bourse à partir du **30 avril 2018**.

Bénéficiant du paiement des dividendes relatifs à l'exercice 2017, les actions nouvelles gratuites seront négociables en bourse à partir du **30 avril 2018**, sur la même ligne que les actions anciennes auxquelles elles seront assimilées dès leur création.

Les droits d'attribution seront négociables en bourse à partir du **30 avril 2018**.

**Prise en charge par TUNISIE CLEARING :**

Les actions nouvelles gratuites et les droits d'attribution seront pris en charge par TUNISIE CLEARING à partir du **30 avril 2018**.

## AVIS DE SOCIETES

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS**SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE - SOMOCER**

Siège social : Menzel Hayet 5033- Monastir.

La Société Moderne de Céramique- SOMOCER, publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Libellé	1 <sup>er</sup> Trimestre			2017
	1 T 2018	1T 2017	Variation 2018/2017	
En millions de dinars				
<b>1- Chiffre d'Affaires</b>	<b>18,784</b>	<b>21,113</b>	-11,03%	<b>84,808</b>
<i>CA Local</i>	16,896	17,097	-1,18%	73,767
<i>CA Export</i>	1,888	4,016	-52,99%	11,041
<b>2- Production</b>	21,042	20,977	0,31%	82,994
<b>3- Investissements</b>	1,779	0,705	152,32%	6,053
<b>4- Engagements bancaires</b>	<b>64,698</b>	<b>66,023</b>	-2,0%	58,388
<i>Dettes à Moyen et long terme</i>	26,369	29,870	-11,7%	27,105
<i>Dettes à court terme (Engagement bilan )</i>	38,329	36,153	6%	31,283

\*\* Les chiffres au 31 décembre 2017 restent provisoires jusqu'à approbation des états financiers de l'exercice 2017.

Faits saillants du premier trimestre 2018

- **Le Chiffre d'Affaires Total du premier trimestre 2018** s'établit à 18,784 millions TND, enregistrant ainsi une baisse de (-11,03 %) par rapport à la même période de l'année 2017, arrêté à 21,113 millions TND.
- **Le Chiffre d'Affaires Local** est passé de 17,097 millions TND au 31 mars 2017 à 16,896 millions TND au 31 mars 2018, soit une légère baisse de (-1,18%).
- **Le Chiffre d'Affaires Export au 31 mars 2018** est passé de 4,016 millions TND au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 à 1,888 millions TND en 2018, soit une baisse de (-52,99%) tributaire exclusivement à l'écoulement de l'intégralité de la commande relative au marché Algérien dès le premier trimestre de l'année 2017. Il demeure toutefois entendu que la société table sur un chiffre d'affaires global à l'export nettement supérieur à celui réalisé en 2017.
- **La production** a enregistré au 31 mars 2018 une légère progression de (+0,31%) par rapport à la même période de 2017.

- Suite -

- **Les investissements au 31 mars 2018** totalisent 1,779 millions de dinars contre 0,705 millions de dinars au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.
- **Les engagements bancaires** (engagements bilan) au 31 mars 2018 s'établissent à 64,698 millions de TND contre un total de 66,023 millions de TND à la même période de 2017 marquant une baisse de (-2 %). Les dettes à long et moyens termes représentent (25,8%) du total engagement au 31 mars 2018.

Les engagements hors bilan ont baissé de (-4%) au 31 mars 2018 par rapport au 31-12-2017 suite au paiement d'une partie des engagements par signature.

Ceci étant, il y a lieu de préciser que la répartition des engagements bancaires ainsi que leurs évolutions par rapport au 31 décembre 2017 se représentent comme suit :

<b>(En dinars)</b>			
<b>Désignations</b>	<b>31-12-2017</b>	<b>31-03-2018</b>	<b>Evolution (%)</b>
<b>Engagements Bilan</b>	<b>58 388 663</b>	<b>64 698 997</b>	<b>10,8%</b>
Crédits à Moyen Terme	27 105 377	26 369 273	-2.7%
Crédits de trésorerie	31 283 286	38 329 724	22,5%
<b>Engagements hors bilan</b>	<b>38 892 021</b>	<b>37 340 859</b>	<b>-4,0%</b>
Engagements par signature	14 104 852	13 476 443	-4,5%
Escompte commercial et avances sur factures	24 787 169	23 864 416	-3,7%



<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS**

**SOCIETE INDUSTRIELLE D'APPAREILLAGE ET DE MATERIELS ELECTRIQUES  
- SIAME-**

Siège social : ZI 8030 GROMBALIA.

La Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques -SIAME- publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

*Chiffres En DT*

<i>Indicateur</i>	<i>1er trimestre 2018</i>	<i>1er trimestre 2017</i>	<i>Du début de l'ex 2018 à la fin du 1er trim 2018</i>	<i>Du début de l'ex 2017 à la fin du 1er trim 2017</i>	<i>Exercice 2017</i>
Revenus (Marché local)	6 191 137	3 937 801	6 191 137	3 937 801	19 063 787
Revenus (Marché de l'export)	2 866 580	2 095 877	2 866 580	2 095 877	10 423 210
<b><i>Total des Revenus</i></b>	<b><i>9 057 718</i></b>	<b><i>6 033 678</i></b>	<b><i>9 057 718</i></b>	<b><i>6 033 678</i></b>	<b><i>29 486 997</i></b>
<b><i>Production</i></b>	<b><i>8 722 653</i></b>	<b><i>6 939 316</i></b>	<b><i>8 722 653</i></b>	<b><i>6 939 316</i></b>	<b><i>30 139 051</i></b>
Investissements matériels	146 309	301 728	146 309	301 728	795 495
Investissements immatériels	9 595	70 890	9 595	70 890	558 461
Investissements financiers		450 000		450 000	450 000
<b><i>Total des Investissements</i></b>	<b><i>155 904</i></b>	<b><i>822 618</i></b>	<b><i>155 904</i></b>	<b><i>822 618</i></b>	<b><i>1 803 956</i></b>
Encours dettes à moyen et long terme	1 285 039	1 571 071	1 285 039	1 571 071	1 356 547
Financement en devises	0	915 012	0	915 012	0
Financement en dinars tunisiens	0	0	0	0	1 000 000
Encours Escompte	5 310 624	3 624 551	5 310 624	3 624 551	5 347 810
Financement de stock	1 700 000	900 000	1 700 000	900 000	1 700 000
Préfinancement export	2 700 000	2 150 000	2 700 000	2 150 000	2 700 000
Autres financements	1 500 000	0	1 500 000	0	0
Liquidités disponibles / Découvert bancaire	944 720	-176 398	944 720	-176 398	-760 473
<b><i>Total endettement bancaire</i></b>	<b><i>13 440 383</i></b>	<b><i>8 984 236</i></b>	<b><i>13 440 383</i></b>	<b><i>8 984 236</i></b>	<b><i>11 343 884</i></b>

**1) Ces indicateurs ont été calculés ainsi :**

- Revenus : tels qu'ils ressortent des données comptables arrêtées en fin de période.
- Production : selon la formule (*Revenus de la période - Stock initial PF et encours + Stock final PF et encours*)
- Endettement : tel qu'il ressort des données comptables arrêtées en fin de période.
- Investissements : tels qu'ils ressortent des données comptables arrêtées en fin de période.
- Les chiffres de l'exercice 2017 sont provisoires.
- Les chiffres de la période de 2018 restent provisoires et non audités.

- Suite -

## 2)-Commentaire des indicateurs :

### Chiffre d'affaires

Les revenus de la SIAME ont enregistré au terme des trois premiers mois de l'année 2018, une évolution de +50.1%, soit +3 024 KTND, par rapport aux revenus enregistrés durant la même période de l'année écoulée 2017. L'évolution des ventes durant cette période s'explique par :

- L'accroissement des ventes sur le Marché Local de +2 253 KTND soit +57.2%. Cette augmentation s'explique par :
  - L'évolution des ventes dans le réseau de la distribution privée de +1 754 KTND, soit +62.5 %.
  - L'accroissement des ventes à la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz « STEG », de +500 KTND, soit +44.2 %, par rapport à celles réalisées à la même période de l'exercice 2017.
- L'évolution des ventes à l'export de +36.8 %, soit +771 KTND, suite à l'amélioration de nos ventes sur les marchés Irakien, Malien, Togolais et Congolais.

### Investissements

Le total des investissements réalisés au 31/03/2018, a atteint 156 KTND, contre 823 KTND durant la même période de l'année 2017. Les investissements entrepris au terme du premier trimestre 2018, se détaillent comme suit :

- Investissement dans des équipements de production pour un montant de 38 KTND.
- Investissement dans l'aménagement des bureaux du siège social de la SIAME à Grombalia, pour un montant de 118 KTND.

### Endettement

L'endettement bancaire de la SIAME, a enregistré au 31 Mars 2018, une évolution de +2097 KTND, soit +18.5% par rapport à son niveau au 31 Décembre 2017. L'évolution de l'endettement de la SIAME s'explique principalement par :

- Le financement des investissements entrepris durant le premier trimestre de l'exercice 2018 pour un montant de 156 KTND.
- L'évolution de l'encours Clients de +895 KTND et ce comme conséquence directe de l'évolution des ventes.
- Et le paiement anticipé d'une partie des dettes fournisseurs, libellées en devise, principalement en Euro, pour limiter autant que faire se peut, les pertes de change suite à la forte dépréciation du Dinar Tunisien. Ainsi, Plus de 7,5 Millions de Dinars ont été payés durant le premier trimestre 2018, en règlement des soldes fournisseurs étrangers.

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS****La Société Chimique ALKIMIA**

Siège social : 11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE -

La société ALKIMIA publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

	Indicateurs	Unités	Au 31 Mars		Au 31/12/2017	
			2018	2017		
1	Production	t	4 455,000	17 945,000	83 730,000	
2	Ventes	t	7 550,500	18 082,800	86 092,290	
3	Consommations spécifiques par tonne de STPP produite	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	t	0,659	0,661	0,662
		Total alcalis	t	0,580	0,577	0,578
		Eau Industrielle	m <sup>3</sup>	4,180	2,985	3,024
		Electricité	kwh	633,696	281,589	279,018
		Gaz naturel	th	2882,268	3 430,068	2 273,081
4	Chiffre d'affaires	A l'export	DT	13 944 733,841	29 279 720,584	144 424 444,940
		Sur le marché local	DT	1 778 416,585	1 762 139,376	6 259 705,075
		<b>Total</b>	<b>DT</b>	<b>15 723 150,426</b>	<b>31 041 859,960</b>	<b>150 684 150,015</b>
6	Endettement	CMT	DT	4 917 582,407	6 401 098,893	4 917 582,407
		CCT	DT	2 876 822,997	13 353 878,301	8 330 458,780
7	Investissements	DT	22 452,500	320 150,440	632 503,593	

**Commentaires :**

- La production a enregistré une chute importante par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 en passant de 17 945 tonnes à 4 455 tonnes en raison de l'arrêt total de nos usines par manque d'acide phosphorique, matière première principale entrant dans la fabrication du STPP, unique produit commercialisé par la Société.
- Les ventes, en conséquence de l'arrêt de l'usine, sont passées de 18 082, 800 tonnes au 31.03.2017 à 7 550,500 tonnes au 31.03.2018.
- Le chiffre d'affaires a ainsi enregistré une baisse conséquente passant de 31 140 341 DT à 15 723 150,426 DT.
- Compte tenu de l'arrêt total de ses usines, la Société Chimique ALKIMIA a déclaré la Force Majeure à ses clients le 06 Février 2018.

**Situation actuelle et perspectives d'avenir :**

- L'activité des Usines vient de reprendre progressivement à partir du 14 Avril 2018 suite à la levée des sit-in dans le bassin minier et la reprise des livraisons d'acide phosphorique.
- Les ventes de STPP reprendront progressivement en fonction de la production et en fonction de la demande des clients. C'est un véritable challenge de reconquérir la confiance de nos clients après les épreuves qu'ils ont subies du fait des interruptions des livraisons de STPP.
- Les prix de l'acide phosphorique ont enregistré deux augmentations importantes successives en janvier et Avril 2018.
- Les prix du STPP vont eux aussi enregistrer une augmentation, par rapport à ceux de 2017, à un niveau qui dépendra surtout de la position des concurrents, sachant que la Société Chimique ALKIMIA était absente du Marché au premier trimestre 2018.
- Si la production durant la période restante de l'année observait un rythme normal sans interruption, la Société pourrait couvrir les pertes enregistrées suite à l'arrêt de l'usine.

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITÉ TRIMESTRIELS****CITY CARS**

Siège Social : 31, Rue des usines, Z.I Kheireddine, 2015, la Goulette, Tunis

La société CITY CARS publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Désignation	1 <sup>er</sup> Trimestre 2018 *	1 <sup>er</sup> Trimestre 2017	Au 31/12/2017
Total des Revenus (Hors taxes)	26 572 766	33 045 062	160 058 085
Coût d'achat des marchandises vendues	22 571 703	28 702 051	139 101 505
Charges Financières nettes	812	(28 632)	405 684
Produits des placements	362 955	488 991	2 339 190
Trésorerie nette	34 282 982	33 492 683	27 606 860
Délai Moyen de règlement des fournisseurs	100	135	83
Nombre de points de vente	16	14	16
Surface totale des points de vente (en m <sup>2</sup> )	19 092	16 692	19 092
Masse Salariale	581 936	520 130	2 421 191
Effectif fin de période	68	65	67

**\* : Selon les données comptables disponibles**

Les indicateurs publiés ci-dessus sont issus des comptes comptables établis conformément aux principes et normes comptables Tunisiens.

**Faits saillants :**

- Le chiffre d'affaires s'est établi au terme du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 26,573 MD contre 33,045 MD courant la même période en 2017, enregistrant une baisse de 19,6%.

La régression du chiffre d'affaires est expliquée par :

- ✓ La remarquable baisse du stock disponible à la vente courant le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 comparativement à la même période en 2017 due à des perturbations au niveau des approvisionnements en véhicules suite au blocage des importations par les autorités courant octobre 2017.
- ✓ L'augmentation des prix de vente des véhicules en 2018 suite la révision à la hausse des droits et taxes.

Il est à signaler que durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le marché de distribution automobile a baissé de 20% par rapport à la même période en 2017.

- Au 31/03/2018, la trésorerie nette a atteint 34,283 MD contre 33,493 MD au 31/03/2017, marquant une progression de 2,4%.
- Courant le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les produits des placements ont baissé de 0,126 MD, passant de 0,489 MD durant les trois premiers mois 2017 à 0,363 MD pendant la même période en 2018.
- La masse salariale s'est élevée au terme du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 0,582 MD contre 0,520 MD durant la même période en 2017, soit une évolution de 11,8% due d'une part à l'accroissement de l'effectif et d'autre part à l'augmentation conventionnelle servie à partir de juillet 2017.

MD : Million(s) de Dinars.

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS****Société Tunisienne d'Email -SOTEMAIL-**

SIEGE SOCIAL : MENZEL HAYET - MONASTIR

La société Tunisienne d'Email - SOTEMAIL publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Libellé	1 ère Trimestre			Cumul 2017*	
	En dinars	2018	2017		Variation en %
1- Chiffre d'Affaires		10 678 464	10 948 650	-2%	47 820 692
	CA Local	10 401 867	9 813 014	6%	44 900 664
	CA Export	276 597	1 135 637	-76%	2 920 028
2- Production		10 680 681	9 708 619	10%	39 088 744
3- Investissements		849 662	551 064	54%	3 188 399
4- Engagements bancaires		54 150 148	49 930 703	8%	49 550 474
	Dettes à Moyen et Long terme	17 032 566	21 175 155	-20%	15 383 991
	Dettes à Court terme (crédits de gestion, escompte, découverts bancaires)	37 117 583	28 755 548	29%	34 166 483

\* Les indicateurs se rapportant à l'exercice 2017 restent provisoires jusqu'à l'approbation des Etats financiers par l'Assemblée Générale Ordinaire de la société.

- Ces indicateurs ont été calculés en se basant sur les données comptables établies au 31/03/2018 et au 31/12/2017

**LES PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS.**

1- **Les revenus** du 1T 2018 de la société SOTEMAIL totalisent 10 678 464 dinars, en légère baisse de **(-2%)** comparé à la même période de 2017 (10 948 650 dinars).

Les revenus du 1T 2018 réalisés sur le marché local s'établissent à 10 401 867 dinars, en progression de **(6%)** comparé à la même période de 2017.

Les revenus à l'export du 1T 2018 sont passé de 1 135 637 dinars au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 à 276 597 en 2018, soit une baisse de **(-76%)** tributaire exclusivement à l'écoulement de l'intégralité de la commande relative au marché Algérien dès le premier trimestre de l'année 2017. Il demeure toutefois entendu que la société table sur un chiffre d'affaires global à l'export nettement supérieur à celui réalisé en 2017.

- Suite -

**2-La valeur de la production** au titre du 1T 2018 est de 10 680 681 dinars, en progression de **(10%)** comparée à la même période de 2017 (9 708 619 dinars). Elle est déterminée en rapportant le total des coûts directs de production aux quantités produites pour la période concernée.

**3-Les investissements** réalisés au courant du 1T 2018 s'établissent à 849 662 dinars contre 551 064 dinars à la même période de 2017.

**4-Les engagements bancaires** de SOTEMAIL totalisent 54 150 148 dinars à la fin du 1T 2018, en hausse de 8 % comparé à la même période de 2017.

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITÉ TRIMESTRIELS****SERVICOM**

Siège Social: 65, Rue 8610 Zone Industrielle Charguia I - Tunis

La Société SERVICOM publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

- **Indicateurs d'activités SERVICOM Consolidés au 31/03/2018 (KDT)**

Désignation	1 <sup>er</sup> trimestre			31/12/2017
	2017	2018	Variation	
<b>1-Produits d'exploitation</b>	<b>17 752</b>	<b>13 916</b>	<b>-22%</b>	<b>54 144</b>
Travaux Publics	12 444	8 197	-34%	33 669
Climatisation & Chauffage	2 420	2 471	2%	6 877
Ascenseurs	2 120	2 321	9%	9 065
IT & Télécom & Autres	768	927	21%	4 533
<b>2-Charges d'Exploitation</b>	<b>16 021</b>	<b>11 699</b>	<b>-27%</b>	<b>54 274</b>
Dont Charges de personnel	1 697	1 356	-20%	5 981
<b>3-EBITDA</b>	<b>3 013</b>	<b>3 400</b>	<b>13%</b>	<b>6 500</b>
Dont Dotations aux amortissements	1 282	1 183	-8%	6 630
<b>4-EBIT</b>	<b>1 731</b>	<b>2 217</b>	<b>28%</b>	<b>-130</b>
<b>5-Marge d'Exploitation</b>	<b>10%</b>	<b>16%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>
<b>6-Charges Financières</b>	<b>1 064</b>	<b>1 023</b>	<b>-4%</b>	<b>8 350</b>
<b>7-Produits Financiers</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>-60%</b>	<b>2 440</b>
<b>8-Charges Financières Nettes</b>	<b>1 059</b>	<b>1 021</b>	<b>-4%</b>	<b>5 910</b>

Les revenus consolidés de SERVICOM ont observé durant le premier trimestre 2018 une baisse de 22% passant de 17.8 MDT en 2017 à 13.9 MDT. Cette baisse est due principalement à la baisse de 34% du chiffre d'affaires de l'activité travaux publics qui est passé de 12.4 MDT au 31/03/2017 à 8.2 MDT au 31/03/2018. En effet, SERVICOM a choisi de se concentrer sur les grands projets à forte composante Asphalte.

Le carnet de commande de l'activité travaux publics à fin Mars 2018 s'élève à 70.9 MDT.

Le chiffre d'affaires de l'activité climatisations & chauffage a augmenté de 2% durant le premier trimestre 2018 et est passé de 2.420 MDT en 2017 à 2.471 MDT.

Le chiffre d'affaires de l'activité ascenseurs a augmenté de 9% durant le premier trimestre 2018 et est passé de 7.1 MDT en 2017 à 9.1 MDT. Le premier trimestre 2018 a été marqué également par la

- Suite -

certification de conformité des ascenseurs Servicom aux toutes nouvelles normes européennes « CE 81-20/70 » qui sont entrées en vigueur au mois de Septembre 2017.

Le premier trimestre 2018 a connu une croissance importante du chiffre d'affaires provenant de la composante service (climatisations et ascenseurs) qui est passé de 156 kdt au premier trimestre 2017 à 303 kdt en 2018 et qui constitue un des objectifs du groupe qui va contribuer à l'amélioration de sa rentabilité.

L'activité Smartphones et Tablettes SERVICOM a connu durant le premier trimestre 2018, une croissance solide de ses ventes d'un mois à l'autre. La croissance de cette activité est le résultat de la croissance continue du nombre des points de vente, l'amélioration de la disponibilité des produits qui sont au nombre de 13 modèles entre téléphones, Smartphones et tablettes, et la digitalisation de l'entreprise avec la mise en place d'une plateforme de vente électronique B2B.

Les charges d'exploitation ont atteint 11.7 MDT durant le premier trimestre 2018 contre 16 MDT en 2017 soit une diminution de 27%. La marge d'exploitation est passée donc de 10% en 2017 à 16%.

Durant le premier trimestre 2018, Servicom a enregistré un rebond de sa rentabilité par rapport à celle réalisée en 2017. Cette amélioration est justifiée par la baisse importante des charges d'exploitation, des charges de personnel et des amortissements.

SERVICOM a réalisé en début d'année une opération de refinancement de ses immobilisations achetées par leasing ce qui lui a permis d'alléger la pression sur sa trésorerie due aux retards de paiement des clients publics en travaux publics.

SERVICOM continue avec réussite sa politique de désengagement des clients publics dans les secteurs de climatisations et ascenseurs entamée en octobre 2017.

SERVICOM a mis en place un plan d'actions pour pallier aux causes des contretemps observés en 2017, à savoir la dépréciation du dinar et la hausse du prix de la matière première bitume / pétrole et elle continue à œuvrer dans ce sens.

SERVICOM a réglé fin du mois de Mars 2018, sa dernière échéance de l'emprunt obligataire de 8 MDT octroyé en janvier 2013.



- Suite -**Indicateurs d'activités au 31/03/2018 SERVICOM INDIVIDUEL (KDT)**

Servicom individuel assure le rôle de Holding, ce qui implique qu'elle assume une grande partie des coûts financiers du groupe. Par ailleurs, les chiffres individuels de la société Servicom, cotée en bourse, correspondent aux services fournis par la société aux différentes filiales.

Ainsi, les données consolidées permettent une meilleure analyse financière du groupe Servicom.

Désignation	1 <sup>er</sup> trimestre			31/12/2017
	2017	2018	Variation	
<b>1-Produits d'exploitation</b>	<b>766</b>	<b>397</b>	<b>-48%</b>	<b>2 432</b>
<b>2-Charges d'Exploitation</b>	<b>532</b>	<b>438</b>	<b>-18%</b>	<b>2 963</b>
Dont Charges de personnel	256	203	-21%	1 047
<b>3-EBITDA</b>	<b>441</b>	<b>115</b>	<b>-74%</b>	<b>998</b>
Dont Dotations aux amortissements	207	156	-25%	1 529
<b>4-EBIT</b>	<b>234</b>	<b>-41</b>	<b>-118%</b>	<b>-531</b>
<b>5-Marge d'Exploitation</b>	<b>31%</b>	<b>-10%</b>	<b>-40.9%</b>	<b>-22%</b>
<b>6-Charges Financières</b>	<b>260</b>	<b>-241</b>	<b>-193%</b>	<b>2 556</b>
<b>7-Produits Financiers</b>	<b>147</b>	<b>307</b>	<b>109%</b>	<b>2 249</b>
<b>8-Charges Financières Nettes</b>	<b>113</b>	<b>66</b>	<b>-41%</b>	<b>307</b>

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS****Société de Production Agricole Teboulba "SOPAT"**

Siège social : Zone Industrielle - BP 19 , Teboulba

La Société de Production Agricole Teboulba "SOPAT" publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Indicateurs	1 <sup>er</sup> Trimestre			Cumul au 31/03			Exercice 2017
	2018	2017	Var en %	2018	2017	Var en %	
- Production Viandes et dérivées (en tonne)	3 123	3 427	-9%	3 123	3 427	-9%	10 226
- Production Aliments composés (en tonne)	0	7 090	-100%	0	7 090	-100%	24 619
<b>Total Production (en tonne)</b>	<b>3 123</b>	<b>10 516</b>	<b>-70%</b>	<b>3 123</b>	<b>10 516</b>	<b>-70%</b>	<b>34 845</b>
- CA viandes local (en KDT)	17 983	13 298	35%	17 983	13 298	35%	54 554
- CA viandes export (en KDT)	0	58	-100%	0	58	-100%	118
- CA Aliments composés et poussins (en KDT)	2 700	1 940	39%	2 700	1 940	39%	12 047
- Divers	253	14	1718%	253	14	1718%	319
<b>Chiffre d'affaires (en KDT)</b>	<b>20 936</b>	<b>15 311</b>	<b>37%</b>	<b>20 936</b>	<b>15 311</b>	<b>37%</b>	<b>67 038</b>
Investissements (en KDT)				1 415	118	1097%	3 352
Endettement LMT (en KDT) à + d'un an				6 247	3 817	64%	3 016
Endettement LMT (en KDT) à - d'un an				1 448	1 909	-24%	1 562
Crédit de gestion (en KDT)				12 951	15 290	-15%	15 925

- Les chiffres de 2017 sont provisoires.

L'analyse des indicateurs d'activité trimestriels au 31/03/2018 de la société SOPAT se présente comme suit :

**PRODUCTION**

- La production de viandes et dérivées a atteint 3123 tonnes avec une baisse de 9% par rapport à la production réalisée au premier trimestre 2017.
- La baisse de la production d'aliments composés revient à l'arrivée à terme du contrat de sous-traitance conclu avec la société NUTRITOP, et la conclusion de nouveaux contrats d'approvisionnement d'aliments auprès d'autres fournisseurs.

**CHIFFRE D'AFFAIRES**

- Les ventes de viandes et dérivées du premier trimestre 2018 ont connu une hausse de 35% par rapport à la même période de l'année précédente, avec une évolution des ventes des produits transformés et découpés qui ont impacté positivement le chiffre d'affaires.
- Les ventes d'aliments ont connu une hausse par rapport à celui de la même période de l'année 2017. Cette hausse est due à l'augmentation des mises en place poussin pour les éleveurs de poulets de chair.

- Suite -

## **INVESTISSEMENT**

Dans le cadre d'une stratégie de développement et de restructuration de la société, la SOPAT envisage, d'ici fin 2019, l'achèvement d'un programme d'investissement et de mise à niveau, entamé depuis l'année 2017, pour une enveloppe d'environ 22 MDT.

La SOPAT a obtenu un crédit bancaire à moyen terme de 15,4 MDT qui servira au financement partiel du dit programme.

Ainsi, les dépenses d'investissement entretenues au cours du premier trimestre 2018 ont atteint 1,415 million de dinars avec une hausse de 1097% par rapport à la même période de l'année précédente.

## **ENDETTEMENT**

- L'endettement à LMT de la SOPAT a augmenté de 64% par rapport au premier trimestre 2017, cette hausse revient au déblocage de la première tranche du crédit bancaire destiné au financement des opérations d'investissement.
- Les crédits de gestion bancaires ont connu une baisse de 15% par rapport au premier trimestre 2017. Cette baisse s'explique par la hausse du chiffre d'affaires et l'amélioration de la capacité d'autofinancement de la société.

2018 - AS - 5821

---

### **AVIS DE SOCIETES**

## **CLOTURE DES SOUSCRIPTIONS**

### **EMPRUNT OBLIGATAIRE**

#### **« BH Subordonné 2018-1 »**

BH INVEST, intermédiaire en Bourse, porte à la connaissance du public que les souscriptions à l'emprunt obligataire subordonné «**BH Subordonné 2018-1**» de 50 000 000 DT susceptible d'être porté à un maximum de 70 000 000 DT, ouvertes au public le 19 mars 2018, ont été clôturées le **20 avril 2018**, pour un montant de **50 000 000 DT**.

2018 - AS - 5822

AVIS DE SOCIETES

## استدعاء للجمعية العامة العادية

البنك التونسي السعودي

المقر الاجتماعي : 32, نهج الهادي كراي- 1082 تونس

يدعو مجلس إدارة البنك التونسي السعودي كافة المساهمين بالبنك لحضور اجتماع الجمعية العامة العادية الذي سينعقد يوم الأربعاء 25 أفريل 2018 على الساعة الحادية عشر صباحا بـ " المجمع البيئي للتنمية المستدامة " سيدي عمر - برج الطويل - أريانة ، وذلك للنظر في جدول الأعمال التالي :

- 1- تلاوة تقرير مجلس الإدارة حول نشاط البنك التونسي السعودي خلال السنة المالية 2017،
- 2- تلاوة التقريرين العام والخاص لمراقبي الحسابات حول القوائم المالية للبنك للسنة المالية 2017 ،
- 3- المصادقة على القوائم المالية للبنك للسنة المالية المقفلة في 31 ديسمبر 2017،
- 4- تلاوة تقرير مراقبي الحسابات حول القوائم المالية المجمعّة لمجموعة البنك التونسي السعودي المقفلة في 31 ديسمبر 2017،
- 5- المصادقة على القوائم المالية المجمعّة المتعلقة بمجموعة البنك التونسي السعودي للسنة المالية 2017،
- 6- المصادقة على تعيين أعضاء مجلس الإدارة،
- 7- إبراء ذمّة أعضاء مجلس الإدارة عن تصرفهم للسنة المالية 2017،
- 8- تخصيص النتائج المالية،
- 9- تعيين عضو مستقل لسنوات 2018-2019-2020 ،
- 10- تعيين مراقب حسابات لسنوات 2018-2019-2020،
- 11- تمديد في مدّة الترخيص لإصدار قروض رقاعية وتفويض الصلاحيات في ذلك .

**AVIS DE SOCIETES**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES  
- ASTREE-**

Siège social :45, Avenue Kheireddine Pacha BP 780 - 1080 – Tunis Cedex

Messieurs les actionnaires de l'ASTREE Compagnie d'Assurances et de Réassurances sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le Jeudi 10 Mai 2018 à 10 heures, au siège social de la Compagnie, 45 – Avenue Kheïreddine Pacha – Tunis Belvédère, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de l'exercice 2017.
- 2) Lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur les états financiers de l'exercice 2017.
- 3) Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux opérations visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales.
- 4) Approbation des états financiers et des opérations prévues par les articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales.
- 5) Quitus aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2017.
- 6) Affectation du résultat de l'exercice 2017.
- 7) Fixation des jetons de présence et de la rémunération des Comités réglementaires.
- 8) Nomination d'un commissaire aux Comptes.

**AVIS DE SOCIETES**

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**ATTIJARI PLACEMENTS SICAV**  
**Société d'Investissement à Capital Variable en cours de liquidation**  
**Agrément du Ministre des Finances du 25 octobre 1993**  
**Siège social : Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie**  
**Les Berges du Lac- 1053 Tunis**

Le liquidateur de «ATTIJARI PLACEMENTS SICAV» convoque les actionnaires à une Assemblée Générale Ordinaire qui sera tenue le **11 mai 2018 à 14h** au deuxième étage de l'immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie - Les Berges du Lac - 1053 Tunis, pour se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

- ❖ Présentation des états financiers relatifs à l'exercice 2017 ;
- ❖ Lecture du rapport intermédiaire relatif à l'avancement des opérations de liquidation pour la période allant du 10/10/2017 au 31/12/2017 ;
- ❖ Lecture des rapports, général et spécial, du commissaire aux comptes sur l'exercice 2017 ;
- ❖ Approbation des états financiers et du rapport intermédiaire relatif à l'avancement des opérations de liquidation pour la période allant du 10/10/2017 au 31/12/2017 ;
- ❖ Approbation des conventions réglementées ;
- ❖ Affectation des résultats ;
- ❖ Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

Tous les documents que la loi permet qu'ils soient mis à la disposition des actionnaires se trouvent au siège social de la société «ATTIJARI PLACEMENTS SICAV».

---

2018 - AS - 5825

---

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**ATTIJARI VALEURS SICAV**  
**Société d'Investissement à Capital Variable en cours de liquidation**  
**Agrément du Ministre des Finances du 25 octobre 1993**  
**Siège social : Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie**  
**Les Berges du Lac- 1053 Tunis**

Le liquidateur de «ATTIJARI VALEURS SICAV» convoque les actionnaires à une Assemblée Générale Ordinaire qui sera tenue le **11 mai 2018 à 14h45** au deuxième étage de l'immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie - Les Berges du Lac - 1053 Tunis, pour se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

- ❖ Présentation des états financiers relatifs à l'exercice 2017 ;
- ❖ Lecture du rapport intermédiaire relatif à l'avancement des opérations de liquidation pour la période allant du 10/10/2017 au 31/12/2017 ;
- ❖ Lecture des rapports, général et spécial, du commissaire aux comptes sur l'exercice 2017 ;
- ❖ Approbation des états financiers et du rapport intermédiaire relatif à l'avancement des opérations de liquidation pour la période allant du 10/10/2017 au 31/12/2017 ;
- ❖ Approbation des conventions réglementées ;
- ❖ Affectation des résultats ;
- ❖ Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes.

Tous les documents que la loi permet qu'ils soient mis à la disposition des actionnaires se trouvent au siège social de la société «ATTIJARI VALEURS SICAV».

---

2018 - AS - 5826

**AVIS DE SOCIETES**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**STAR ASSURANCES**

Siège Social : Square Avenue de Paris 1080 Tunis Cedex-BP 667

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances sont convoqués le Lundi 14 mai 2018 à 09h30' à l'hôtel Acropole Les Berges du Lac pour se réunir en Assemblée Générale Ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire relatif à l'exercice 2017,
- 2- Lecture des rapports général et spécial des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2017 et approbation des conventions,
- 3- Approbation des états financiers de l'exercice 2017,
- 4- Quitus aux administrateurs,
- 5- Affectation du résultat de l'exercice 2017,
- 6- Ratification de la cooptation d'administrateurs ,
- 7- Fixation des jetons de présence des administrateurs, des membres du comité permanent d'audit, des membres du comité de placement et des membres du comité de gestion des risques,
- 8- Pouvoirs en vue des formalités.

Conformément à l'article 47 des statuts l'Assemblée Générale Ordinaire se compose de tous les actionnaires possédant depuis quinze jours (15 jours) au moment de la convocation de l'Assemblée au moins cinq actions. Les propriétaires d'un nombre d'actions inférieur peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un deux ou un membre de l'Assemblée.

Les rapports se trouvent à la disposition des actionnaires à la direction comptabilité -square avenue de Paris- Tunis dans les délais impartis par la réglementation en vigueur.

## AVIS DE SOCIETES

مشروع لوائح

## البنك التونسي السعودي

المقر الاجتماعي : 32, نهج الهادي كراي - 1082 تونس

مشروع لوائح التي ستعرض للمصادقة في الجلسة العامة العادية التي ستعقد يوم 25 أبريل 2018.

## اللائحة الأولى

إنّ الجمعية العامة العادية للمساهمين، بعد إطلاعها على تقرير مجلس الإدارة حول أنشطة "البنك التونسي السعودي" خلال السنة المالية 2017 وعلى القوائم المالية المختومة في 2017/12/31 وعلى تقارير مراقبي الحسابات حول القوائم المالية للبنك التونسي السعودي ، تصادق على تقرير مجلس الإدارة وعلى الاتفاقات الواردة بالتقرير الخاص لمراقبي الحسابات وعلى القوائم المالية للبنك التونسي السعودي المتعلقة بالسنة المالية المنتهية في 31 ديسمبر 2017 كما وقع تقديمها من قبل مجلس الإدارة.

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع

## اللائحة الثانية

إنّ الجمعية العامة العادية للمساهمين، بعد إطلاعها على القوائم المالية المجمّعة المختومة في 2017/12/31 وعلى تقارير مراقبي الحسابات حول القوائم المالية المجمّعة لمجموعة البنك التونسي السعودي ، تصادق على القوائم المالية المجمّعة لمجموعة البنك التونسي السعودي المتعلقة بالسنة المالية المنتهية في 31 ديسمبر 2017 كما وقع تقديمها من قبل مجلس الإدارة.

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع

## اللائحة الثالثة

تبرئ الجمعية العامة العادية للمساهمين ذمّة أعضاء مجلس الإدارة إبراء تامًا وكاملاً وبدون تحقّظ أو شرط في خصوص ممارسة مهامّهم في مجلس الإدارة وعن نتائج أعمالهم بالنسبة للسنة المالية المنتهية في 31 ديسمبر 2017.

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع

## اللائحة الرابعة

تقرّر الجمعية العامة العادية للمساهمين تخصيص النتيجة الصافية للسنة المالية 2017 والبالغة 2 222 356,997 دينار على النحو التالي :

الخسائر المرحّلة قبل التخصيص	: 44 954 972,297 دينار
النتيجة الصافية	: 2 222 356,997 دينار
الخسائر المرحّلة بعد التخصيص	: 42 732 615,300 دينار

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع



- Suite -

**اللائحة الخامسة**

طبقا للمادة 29 من النظام الأساسي للبنك التونسي السعودي، تقرّر الجمعية العامة تحديد بدل الحضور، بالنسبة للسنة المالية 2017، بمبلغ 6.600 دينار بعد الخصم من الضرائب بالنسبة لكلّ عضو. كما تقرّر الجمعية العامة العادية للمساهمين منح مكافأة بمبلغ 8.000 دينار بعد الخصم من الضرائب لأعضاء اللجنة الدائمة للتدقيق واللجنة التنفيذية للقرض ولجنة المخاطر ولجنة التعيينات والتأجير ومقرري مجلس الإدارة واللجنة الدائمة للتدقيق واللجنة التنفيذية للقرض ولجنة المخاطر.

**تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع**

**اللائحة السادسة**

طبقا لأحكام الفصل 25 من النظام الأساسي للبنك التونسي السعودي تقرّر الجمعية العامة العادية التعيينات التالية :

\* السيد توفيق عباس عضوا بمجلس الإدارة اعتبارا من 14 مارس 2018 خلفا للسيدة أمال بن فرحات،

\* السيد زهير عطاء الله عضوا بمجلس الإدارة اعتبارا من 14 مارس 2018 خلفا للسيدة حبيبة اللواتي،

وذلك لبقية عضوية السلف التي تنتهي عند انعقاد الجمعية العامة العادية للمساهمين التي ستنظر في حسابات السنة المالية 2018.

وقد عبّر السيد توفيق عباس والسيد زهير عطاء الله عن قبوله ما لهذه المهام وأمضيا هذا المحضر تأكيدا لهذا القبول.

**تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع**

**اللائحة السابعة**

طبقا لأحكام الفصل 19 من النظام الأساسي للبنك التونسي السعودي، تصادق الجمعية العامة العادية على تعيين :

\* السيد خليل شطورو عضوا بمجلس الإدارة لمدة ثلاث سنوات قابلة للتجديد تنتهي عند انعقاد الجمعية العامة العادية التي ستنظر في حسابات السنة المالية 2019

\* السيد عبد الحميد رزام كعضو مستقل بمجلس إدارة البنك تنتهي عند انعقاد الجمعية العامة العادية التي ستنظر في حسابات السنة المالية 2020.

وقد عبّر السيد خليل شطورو و السيد عبد الحميد رزام عن قبوله ما لهذه المهام وأمضيا هذا المحضر تأكيدا لهذا القبول.

**تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالإجماع**

- Suite -

**اللائحة العاشرة**

عملاً بأحكام القانون عدد 19 المؤرخ في 2 ماي 2006، تقرّر الجمعية العامة العادية للمساهمين تعيين مكتب حسابات جديد "S.N.J" تمثله السيّدة نادرة جلاصي سمّار خلفاً لمكتب "تدقيق - تصرف - استشارة" "C.M.C" والذي يمثله شريف بن زينة مراقباً لحسابات البنك التونسي السعودي بالنسبة للسنوات المالية 2018-2019-2020 وتقرّر تعيينه مراقباً للحسابات المجمعّة للسنوات المالية 2018-2019-2020 قابلة للتجديد مرّة واحدة وتحدّد أجرته طبقاً للتراتب الجاري بها العمل.

وقد عبّرت السيّدة نادرة جلاصي سمّار عن قبوله لهذه المهامّ وأمضت هذا المحضر تأكيداً لهذا القبول.

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالاجماع

**اللائحة التاسعة**

تمدّد الجمعية العامة العادية الترخيص في إصدار قرض أو قروض رقاعية من طرف البنك بمبلغ إجمالي لا يتعدّى 50 مليون دينار، لسنة أخرى تنطلق من تاريخ انعقاد الجلسة العادية الحالية إلى تاريخ الجلسة العادية التي ستنظر في حسابات السنة المحاسبية القادمة. و تفوض الجمعية العامة العادية الصّلاحيات لمجلس إدارة البنك التونسي السعودي لتحديد قيمة كلّ إصدار وآلياته و شروطه و ذلك طبقاً للفصل 331 من مجلة الشّركات التّجارية.

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالاجماع

**اللائحة العاشرة**

تفوض الجمعية العامة العادية كلّ التفوذ و الصّلاحيات للمدير العامّ أو الشّخص الذي يعيّنه، للقيام بجميع عمليّات الإيداع و النّشر التي يقتضيها القانون والنظام الأساسي للبنك.

تمّت المصادقة على هذه اللائحة بالاجماع

<b>AVIS DE SOCIETES</b>
-------------------------

**PROJET DE RESOLUTIONS****STAR ASSURANCES**

Siège Social : Square Avenue de Paris 1080 Tunis Cedex-BP 667

Projet des résolutions de la société STAR ASSURANCES à soumettre à l'approbation de son Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 14 mai 2018

**Première Résolution**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports général et spécial des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice 2017, approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers arrêtés au 31/12/2017 tels qu'ils ont été présentés.

Cette résolution est adoptée à .....

**Deuxième Résolution**

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les conventions mentionnées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux opérations prévues par les articles 200 et suivants du code des sociétés commerciales.

Cette résolution est adoptée à .....

**Troisième Résolution**

L'Assemblée Générale Ordinaire Donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée à .....

**Quatrième Résolution**

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice 2017 comme suit :

Résultat 2017	7 048 488 790
Résultats reportés 2013 & antérieurs	43 086 864 578
Résultats reportés 2016	93 640 232 383
Total	143 775 585 751
Réserves Ordinaires prélevées sur le résultat de l'exercice 2017	3 102 000 000
Réserves pour Fonds Social	1 000 000 000
Dividendes prélevées sur les résultats reportés 2013 et antérieurs	2 815 385 460
Résultats reportés 2013 & antérieurs	40 271 479 118
Report à nouveau 2017	96 586 721 173
Total report à nouveau	136 858 200 291

- Suite -

En conséquence, il sera servi un dividende de **1,220 dinar** par action. Ces dividendes seront distribués en totalité sur le reliquat du report à nouveau disponible au 31/12/2013 et sont donc exonérés de la retenue à la source au titre de l'Impôt sur le revenu ou de l'Impôt sur les sociétés.

Ces dividendes seront mis en paiement à compter du ..... Auprès des intermédiaires en bourse et des teneurs des comptes dépositaires des titres pour les titres qui y sont déposés et à la Société Tunisienne de Banque pour les titres non déposés.

Cette résolution est adoptée à .....

### **Cinquième Résolution**

Le Conseil d'Administration a coopté :

- Messieurs Olivier PEQUEUX et Fabrice HEYRIES en tant qu'administrateur représentant Groupama SA en remplacement de Messieurs Dominique UZEL et Mehdi MASMOUDI.

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie cette cooptation et approuve la désignation de Messieurs Olivier PEQUEUX et Fabrice HEYRIES en qualité d'administrateurs. Leurs mandats prendront fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les états financiers de l'exercice 2019.

Cette résolution est adoptée à .....

### **Sixième Résolution**

Le Conseil d'Administration a coopté :

- \* Monsieur Charles DE TINGUY
- \* Monsieur Olivier DE BAGLION
- \* Monsieur Olivier PEQUEUX
- \* Monsieur Fabrice HEYRIES
- \* Monsieur Habib KARAOULI

En tant qu'administrateurs représentant Groupama Holding Filiales et Participations, leurs mandats prendront fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les états financiers de l'exercice 2019.

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie cette cooptation.

Cette résolution est adoptée à .....

### **Septième Résolution**

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe à 7.200 DT le montant brut annuel des jetons de présence à allouer à chaque membre du Conseil d'Administration, le même montant sera alloué aux administrateurs membres du comité permanent d'audit et aux administrateurs membres du comité de placement et du comité de gestion des risques.

Cette résolution est adoptée à .....

## TITRES OPCVM

## TITRES OPCVM

## TITRES OPCVM

## TITRES OPCVM

Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 29/12/2017	VL antérieure	Dernière VL			
<b>OPCVM DE CAPITALISATION</b>								
<i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i>								
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS	20/07/92	170,852	173,172	173,194		
2	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/04/07	115,772	117,496	117,513		
3	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI BOURSE (2)	01/02/99	98,966	100,342	100,354		
4	SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE	STB MANAGER	18/09/17	101,218	102,736	102,754		
5	LA GENERALE OBLIG-SICAV	CGI	01/06/01	102,288	103,636	103,648		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
6	FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	15,246	15,456	15,458		
7	MCP SAFE FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	111,464	113,109	113,123		
8	CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP (1) ***	CGF	25/02/08	1,097	1,111	1,111		
9	FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION	TSI	15/11/17	100,541	101,813	101,825		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
10	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,568	1,589	1,591		
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>								
11	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	41,547	42,034	42,039		
12	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17/05/93	56,210	56,850	56,856		
13	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	25/04/94	120,343	124,443	124,415		
14	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	11/11/01	116,387	121,626	121,521		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
15	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	141,802	151,526	151,908		
16	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	524,819	552,909	554,487		
17	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	122,909	131,576	131,414		
18	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15/10/08	133,083	138,168	138,202		
19	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15/10/08	140,747	141,080	141,015		
20	FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18/05/09	125,763	120,105	120,261		
21	FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23/10/09	107,962	120,178	120,190		
22	FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	159,796	169,046	170,772		
23	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06/09/10	92,784	98,693	98,507		
24	FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS	09/05/11	99,333	106,055	106,137		
25	MCP CEA FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	150,521	166,666	166,693		
26	MCP EQUITY FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	134,034	145,216	145,221		
27	FCP SMART EQUILIBRE	SMART ASSET MANAGEMENT	18/12/15	104,465	112,155	111,970		
28	FCP SMART CROISSANCE	SMART ASSET MANAGEMENT	27/05/11	107,196	114,673	114,924		
29	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04/06/07	21,155	23,689	23,702		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
30	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	05/02/04	2318,238	2359,378	2339,727		
31	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	118,554	126,949	128,341		
32	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	153,314	159,440	159,833		
33	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	168,825	190,644	194,098		
34	AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16/03/09	16,471	18,541	18,790		
35	FCP VALEURS QUIETUDE 2018	TUNISIE VALEURS	01/11/13	5133,800	5369,554	5360,985		
36	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,656	2,835	2,856		
37	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	2,308	2,427	2,442		
38	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,213	1,263	1,249		
39	FCP HAYETT MODERATION	AMEN INVEST	24/03/15	1,104	1,147	1,145		
40	FCP HAYETT PLENITUDE	AMEN INVEST	24/03/15	1,109	1,178	1,177		
41	FCP HAYETT VITALITE	AMEN INVEST	24/03/15	1,105	1,185	1,182		
42	MAC HORIZON 2022 FCP	MAC SA	09/11/15	116,717	126,698	126,508		
43	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25/02/08	119,704	121,821	123,163		
44	FCP MOUASSASSET	AFC	17/04/17	1036,800	1108,430	1112,494		
45	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MAC SA	19/05/17	10,667	11,796	11,753		
46	FCP BIAT-CEA PNT TUNISAIR	BIAT ASSET MANAGEMENT	06/11/17	10,038	10,797	10,822		
<b>OPCVM DE DISTRIBUTION</b>								
Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 29/12/2017	VL antérieure	Dernière VL	
			Date de paiement	Montant				
<i>SICAV OBLIGATAIRES</i>								
47	SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	10/05/17	4,182	108,185	109,796	109,811
48	AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	10/04/00	23/05/17	3,902	103,092	104,240	104,249
49	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	31/05/17	4,475	105,266	106,774	106,789
50	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01/11/00	22/05/17	4,244	102,783	104,195	104,211
51	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GERE	07/05/07	17/04/18	4,570	104,389	101,507	101,523
52	SICAV AXIS TRÉSORERIE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	01/09/03	31/05/17	3,972	107,299	108,731	108,744
53	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	15/05/17	4,525	104,822	106,429	106,444
54	SICAV TRESOR	BIAT ASSET MANAGEMENT	03/02/97	23/05/17	3,835	101,810	103,016	103,028
55	MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	26/05/17	3,837	103,541	104,684	104,699
56	CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	27/04/17	4,357	104,289	105,783	105,797
57	FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	25/05/17	3,91	103,490	104,820	104,833
58	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	09/05/17	4,201	106,999	108,570	108,584
59	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	25/05/17	3,848	105,057	106,341	106,353
60	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	30/05/17	3,258	103,993	105,159	105,168
61	SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	30/03/18	3,637	102,757	100,567	100,579
62	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	30/05/17	3,643	104,210	105,377	105,388
63	SICAV BH OBLIGATAIRE	BH INVEST	10/11/97	22/05/17	4,283	102,910	104,555	104,569
64	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	BH INVEST	06/07/09	26/05/17	3,934	104,024	105,443	105,455
65	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	30/05/17	3,689	105,352	106,579	106,588
66	SICAV L'EPARGNANT	STB MANAGER	20/02/97	29/05/17	4,492	103,018	104,571	104,585
67	AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	31/05/17	4,394	103,033	104,476	104,488
68	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01/08/05	26/05/17	3,472	105,331	106,615	106,626
69	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI BOURSE (2)	15/11/93	10/05/17	3,739	102,452	103,709	103,720

## TITRES OPCVM

## TITRES OPCVM

## TITRES OPCVM

## TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
70	FCP SALAMMETT PLUS	AFC	02/01/07	10/05/17	0,404	10,631	10,784	10,786
71	FCP AXIS AAA	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	10/11/08	31/05/17	3,677	103,846	105,126	105,137
72	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	19/05/17	4,098	104,269	105,713	105,728
73	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	STB FINANCE	20/01/15	31/05/17	4,409	104,984	106,432	106,445
74	UGFS BONDS FUND	UGFS-NA	10/07/15	29/05/17	0,502	10,445	10,586	10,588
SICAV MIXTES								
75	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	10/05/17	0,682	60,435	62,565	62,752
76	ATTIJARI VALEURS SICAV **	ATTIJARI GESTION	22/03/94	22/05/17	1,976	En liquidation	En liquidation	En liquidation
77	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV **	ATTIJARI GESTION	22/03/94	22/05/17	13,313	En liquidation	En liquidation	En liquidation
78	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	15/05/17	1,165	97,811	105,083	105,257
79	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	27/04/17	0,560	17,758	18,429	18,448
80	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	30/03/18	7,298	297,226	317,711	317,212
81	SICAV BH PLACEMENT	BH INVEST	22/09/94	22/05/17	0,585	30,075	30,812	30,765
82	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	26/05/17	37,174	2346,304	2492,272	2497,388
83	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30/03/94	19/05/17	2,472	74,028	76,276	76,228
84	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01/02/95	18/05/17	2,149	55,672	57,750	57,752
85	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI BOURSE (2)	17/05/99	10/05/17	0,463	108,844	115,543	115,578
86	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI BOURSE (2)	10/04/00	10/05/17	0,652	95,960	105,425	105,388
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
87	FCP IRADETT 20	AFC	02/01/07	10/05/17	0,25	10,990	11,182	11,189
88	FCP IRADETT 50	AFC	04/11/12	10/05/17	0,208	11,950	12,055	12,084
89	FCP IRADETT 100	AFC	04/01/02	10/05/17	0,099	14,977	15,311	15,352
90	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	10/05/17	0,221	13,451	14,559	14,600
91	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	22/05/17	0,277	14,146	15,847	15,898
92	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	22/05/17	0,195	12,407	13,503	13,517
93	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	15/05/17	2,782	147,896	159,250	159,540
94	BNAC CONFIANCE FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	15/05/17	2,663	141,068	148,503	148,690
95	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	26/05/17	0,175	8,889	9,521	9,533
96	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08/09/08	30/05/17	3,584	109,614	122,388	123,280
97	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	02/05/17	0,997	87,316	93,199	93,667
98	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	02/05/17	0,574	90,784	97,358	97,812
99	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	29/05/17	3,341	96,888	98,870	99,054
100	UBCI - FCP CEA	UBCI BOURSE (2)	22/09/14	18/04/18	1,090	102,804	113,407	113,535
101	FCP AL HIKMA	STB MANAGER	19/01/16	31/05/17	1,972	96,246	98,774	99,194
102	CGF TUNISIE ACTIONS FCP	CGF	06/01/17	-	-	10,031	10,546	10,545
103	FCP BH CEA	BH INVEST	18/12/17	-	-	100,008	105,992	105,848
104	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSET MANAGEMENT	15/01/07	23/04/18	4,174	154,546	165,300	165,201
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
105	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	31/05/17	1,037	102,772	113,153	112,580
106	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	19/05/17	1,329	109,363	112,959	112,494
107	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	19/05/17	0,174	108,645	117,933	118,382
108	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	29/05/17	2,037	199,619	214,615	214,256
109	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	29/05/17	2,729	184,558	192,095	191,725
110	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	29/05/17	5,167	158,436	163,842	163,860
111	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	-	-	21,015	24,138	24,157
112	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	136,190	149,526	149,579
113	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	04/04/17	1,244	112,659	118,269	118,935
114	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30/11/09	24/05/13	32,752	8826,209	9274,834	9274,959
115	FCP UNIVERS AMBITION CEA *	SCIF	26/03/13	26/05/16	0,102	En liquidation	En liquidation	En liquidation
116	UGFS ISLAMIC FUND	UGFS-NA	11/12/14	-	-	83,087	80,027	79,281
117	FCP SMART EQUITY 2	SMART ASSET MANAGEMENT	15/06/15	26/04/17	17,382	984,261	1071,398	1072,085
118	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	TUNISIE VALEURS	14/12/15	26/05/17	130,174	5490,845	6088,440	6079,556
119	TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND	CGF	29/07/16	-	-	4974,724	5363,309	5415,042
120	FCP AMEN SELECTION	AMEN INVEST	04/07/17	-	-	101,335	102,218	102,285
FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE								
121	FCP INNOVATION	STB FINANCE	20/01/15	31/05/17	2,231	115,210	124,430	124,745
FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE								
122	FCP UNIVERS AMBITION PLUS *	SCIF	12/02/13	10/05/17	0,089	En liquidation	En liquidation	En liquidation
123	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/05/16	23/04/18	176,964	11091,766	11980,480	11835,394

\* FCP en liquidation anticipée

\*\* SICAV en liquidation anticipée

\*\*\* VL ajustée suite à la modification de la valeur d'origine de 100D à 1D

(1) initialement dénommé AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP

(2) initialement dénommée UBCI FINANCE

**BULLETIN OFFICIEL**  
**DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER**  
 Immeuble CMF - Centre Urbain Nord  
 4<sup>ème</sup> Tranche - Lot B6 Tunis 1003  
 Tél : (216) 71 947 062  
 Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

Publication paraissant  
 du Lundi au Vendredi sauf jours fériés  
 www.cmf.org.tn  
 email 1 : cmf@cmf.org.tn  
 email 2 : cmf@cmf.org.tn  
 Le Président du CMF  
**Mr. Salah Essayel**

<b>COMMUNIQUE</b>
-------------------

Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse que, suite à l'opération de fusion par absorption de la société Tunisie Factoring par la société Tunisie Leasing, l'ouverture au public du FCPR « FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL II » et le retrait d'agrément du FCPR « A.T.I.D. FUND II », la liste mis à jour des sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne s'établit comme suit :

**LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES  
FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE \***

**I.- SOCIETES ADMISES A LA COTE**

**I-1 Marché Principal**

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adwya SA	Route de la Marsa GP 9 , Km 14, BP 658 -2070 La Marsa	71 778 555
2. Air Liquide Tunisie	37,rue des entrepreneurs, ZI La Charguia II -2035 Ariana-	70 164 600
3. Amen Bank	Avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 835 500
4. Automobile Réseau Tunisien et Services -ARTES-	39, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 841 100
5. Arab Tunisian Bank "ATB"	9, rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 351 155
6. Arab Tunisian Lease "ATL"	Ennour Building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	70 135 000
7. Attijari Leasing	Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac-	71 862 122
8. Banque Attijari de Tunisie "Attijari bank" (ex Banque du Sud)	24, Rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord - 1080 Tunis -	70 012 000
9. Banque de l'Habitat "BH"	18, Avenue Mohamed V 1080 Tunis	71 126 000
10.Banque de Tunisie "BT"	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
11. Banque de Tunisie et des Emirats S.A "BTE"	5 bis, rue Mohamed Badra -1002 TUNIS-	71 783 600
12. Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT"	70-72, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 340 733
13. Banque Nationale Agricole "BNA"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 831 200
14.Best Lease	54, Avenue Charles Nicolle Mutuelle ville -1002 Tunis-	71 799 011
15.Cellcom	25, rue de l'Artisanat Charguia II-2035 Ariana-	71 941 444
16. City Cars	51, Rue Ali Darghouth -1001 Tunis-	71 333 111
17. Compagnie d'Assurances et de Réassurances "ASTREE"	45, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 792 211
18. Compagnie Internationale de Leasing "CIL"	16, avenue Jean Jaurès -1000 Tunis-	71 336 655
19. Délice Holding	Immeuble le Dôme, rue Lac Léman, Les Berges du Lac - 1053 Tunis-	71 964 969
20. ELBENE INDUSTRIE SA	Centrale Laitière de Sidi Bou Ali -4040 SOUSSE-	36 409 221
21.Electrostar	Boulevard de l'environnement Route de Naâssen 2013 Bir El Kassâa Ben Arous	71 396 222
22.Essoukna	46, rue Tarak Ibnou Zied Mutuelle ville - 1082 TUNIS -	71 843 511
23.EURO-CYCLES	Zone Industrielle Kalâa Kébira -4060 Sousse-	73 342 036
24. Générale Industrielle de Filtration - GIF -	Km 35, GP1- 8030 Grombalia -	72 255 844
25.Hannibal Lease S.A	Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki 1053 -Les Berges du Lac-	71 139 400
26. L'Accumulateur Tunisien ASSAD	Rue de la Fonte Zone Industrielle Ben Arous BP. N°7 -2013 Ben Arous-	71 381 688
27. Les Ciments de Bizerte	Baie de Sebra BP 53 -7018 Bizerte-	72 510 988
28.Manufacture de Panneaux Bois du Sud -MPBS-	Route de Gabes, km 1.5 -3003 Sfax-	74 468 044
29. Modern Leasing	Immeuble Assurance Salim lot AFH BC5 centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	71 893 963
30. One Tech Holding	16 Rue des Entrepreneurs – Zone Industrielle la Charguia 2 – 2035 Ariana.	70 102 400

31. Placements de Tunisie -SICAF-	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
32.Poulina Group Holding	GP1 Km 12 Ezzahra, Ben Arous	71 454 545
33.Société Atelier du Meuble Intérieurs	Z.I Sidi Daoud La Marsa - 2046 Tunis -	71 854 666
34. Société Chimique "ALKIMIA"	11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE-	71 792 564
35. Société ENNAKL Automobiles	Z.I Charguia II BP 129 -1080 Tunis	70 836 570
36. Société d'Articles Hygiéniques Tunisie -Lilas-	5, rue 8610, Zone Industrielle – La Charguia 1-1080 Tunis-	71 809 222
37.Société d'Assurances "SALIM"	Immeuble Assurances Salim lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -1003 Tunis	71 948 700
38. Sté de Placement & de Dévelop. Industriel et Touristique -SPDIT SICAF-	Avenue de la Terre Zone Urbain Nord Charguia I -1080 Tunis-	71 189 200
39. Société des Industries Chimiques du Fluor "ICF"	4, bis rue Amine Al Abbassi 1002 Tunis Belvédère	71 789 733
40. Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie -SIPHAT-	Fondouk Choucha 2013 Ben Arous	71 381 222
41. .Société de Production Agricole Teboulba -SOPAT SA-	Avenue du 23 janvier BP 19 -5080 Téboulba-	73 604 149
42. Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines "SOTRAPIL"	Boulevard de la Terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis	71 766 900
43. Société de Fabrication des Boissons de Tunisie "SFBT"	Boulevard de la Terre, Centre urbain nord -1080 Tunis-	71 189 200
44. Société Immobilière et de Participations "SIMPAR"	14, rue Masmouda, Mutuelleville -1082 TUNIS-	71 840 869
45. Société Immobilière Tuniso-Séoudienne "SITS"	Centre Urbain Nord, International City center, Tour des bureaux, 5 <sup>ème</sup> étage, bureau n°1-1082 Tunis-	70 728 728
46. Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques SIAME-	Zone Industrielle -8030 GROMBALIA-	72 255 065
47. Société Moderne de Céramiques - SOMOCER -	Menzel Hayet 5033 Zaramdine Monastir TUNIS	73 410 416
48. Société Magasin Général "SMG"	28, rue Mustapha Kamel Attaturk 1001	71 126 800
49. Société Nouvelle Maison de la Ville de Tunis "SNMVT" (Monoprix)	1, rue Larbi Zarrouk BP 740 -2014 MEGRINE-	71 432 599
50. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR"	Square avenue de Paris -1025 TUNIS-	71 340 866
51. Société Tunisienne de Banque "STB"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 340 477
52. Société Tunisienne de l'Air "TUNISAIR"	Boulevard Mohamed BOUAZIZI -2035 Tunis Carthage-	70 837 000
53. Société Tunisienne de l'Industrie Pneumatique -STIP-	Centre Urbain Nord Boulevard de la Terre 1003 Tunis El Khadra	71 230 400
54. société Tunisienne Industrielle du Papier et du Carton - SOTIPAPIER-	13, rue Ibn Abi Dhi'af, Zone Industrielle de Saint Gobain, Megrine Riadh - 2014 Tunis -	71 434 957
55. Société Tunisienne d'Entreprises de Télécommunications "SOTETEL"	Rue des entrepreneurs ZI Charguia II, BP 640 -1080 TUNIS-	71 713 100
56. Société Tunisienne d'Equipement "STEQ"	8, rue 8601, Z.I la Charguia I BP N° 746 -1080 Tunis-	71 115 500
57. Société Tunisienne des Marchés de Gros "SOTUMAG"	Route de Naâssen, Bir Kassaa -BEN AROUS-	71 384 200
58. Société Tunisienne de Réassurance "Tunis Re"	12 Avenue du Japon- Montplaisir BP 29 - Tunis 1073-	71 904 911
59. Société Tunisienne de Verreries "SOTUVER"	Nelle Z.I 1111 Djebel El Oust K 21 Route de Zaghouan BP n° 48	72 640 650
60.Telnet Holding	Immeuble Ennour –Centre Urbain Nord -1082 Tunis-	71 706 922
61. Tunisie Leasing "TL"	Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 132 000
62. Tunisie Profilés Aluminium " TPR"	Rue des Usines, ZI Sidi Rézig, Mégrine -2033 Tunis-	71 433 299
63. TUNINVEST SICAR	Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 800
64. Universal Auto Distributors Holding -UADH-	62, avenue de Carthage -1000 Tunis-	71 354 366
65. Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie "UBCI"	139, avenue de la Liberté -1002 TUNIS-	71 842 000
66. Unité de Fabrication de Médicaments –UNIMED-	Zone Industrielle de Kalaa Kébira -4060 Sousse-	73 342 669
67. Union Internationale de Banques "UIB"	65, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 120 392
68. Wifack International Bank SA- WIB Bank-	Avenue Habib Bourguiba –Médenine 4100 BP 356	75 643 000



**I-2 Marché Alternatif**

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adv e-Technologies- AeTECH	29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II -2035 Tunis-	71 940 094
2.Carthage Cement	Rue 8002, Espace Tunis Bloc H, 3 <sup>ème</sup> étage Montplaisir -1073 Tunis-	71 964 593
3.CEREALIS S.A	Immeuble Amir El Bouhaira, Appt.N°1, rue du Lac Turkana, Les Berges du Lac -1053 Tunis -	71 961 996
4.HexaByte	Avenue Habib Bourguiba immeuble CTAMA -9000 Béja-	78 456 666
5.Les Ateliers Mécaniques du Sahel "AMS"	Rue Ibn Khaldoun BP. 63 - 4018 SOUSSE-	73 231 111
6.Maghreb International Publicité « MIP »	Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 -2035 ZI Charguia I Tunis	71 112 300
7. OFFICEPLAST	Z.I 2, Medjez El Bab B.P. 156 -9070 Tunis	78 564 155
8. SANIMED	Route de Gremda Km 10.5-BP 68 Markez Sahnoun -3012 Sfax -	74 658 777
9.SERVICOM	65, rue 8610 Z.I Charguia I -Tunis-	70 730 250
10.Société LAND'OR	Bir Jedid, 2054 Khelidia -Ben Arous-	71 366 666
11.Société Tawasol Group Holding « TAWASOL »	20, rue des entrepreneurs Charguia II -2035 Tunis-	71 940 389
12.Société Tunisienne d'Email –SOTEMAIL-	Route de Sfax Menzel el Hayet -5033 Monastir-	73 410 416
13.Société NEW BODY LINE	Avenue Ali Balhaouane -5199 Mahdia –	73 680 435

**II.- SOCIETES ET ORGANISMES NON ADMIS A LA COTE**

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Alubaf International Bank –AIB -	Rue 8007, Montplaisir -1002 Tunis-	70 015 600
2. AL KHOUTAF ONDULE	Route de Tunis Km 13 –Sidi Salah 3091 SFAX	74 273 069
3. Al Baraka Bank Tunisia ( EX BEST-Bank)	90, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 790 000
4. Amen Project SICAF	Immeuble Amen Bank, Avenue Mohamed V-1002 Tunis-	71 833 346
5. Arab Banking Corporation -Tunisie- "ABC-Tunisie"	ABC Building, rue du Lac d'Annecy -1053 Les Berges du Lac-	71 861 861
6. Arab International Lease "AIL"	11, rue Hédi Nouria, 8ème étage -1001 TUNIS-	71 349 100
7. Assurances BIAT	Immeuble Assurance BIAT - Les Jardins du Lac-Lac II	30 300 100
8. Assurances Maghrébia Vie	24, rue du royaume d'Arabie Saoudite 1002 Tunis	71 155 700
9. Assurances Multirisques Ittihad S.A -AMI Assurances -	Cité Les Pins, Les Berges du Lac II -Tunis-	70 026 000
10.Banque de Coopération du Maghreb Arabe "BCMA"	Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières, 19, avenue de paris -1000 Tunis -	
11.Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises - BFPME-	34, rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord -1004 El Menzah IV-	70 102 200
12. Banque Franco-Tunisienne "BFT"	Rue Aboubakr Echahid – Cité Ennacim Montplaisir -1002 TUNIS-	71 903 505
13. Banque Tunisienne de Solidarité "BTS"	56, avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 844 040
14. Banque Tuniso-Koweïtienne	10bis, avenue Mohamed V, B.P.49 -1001 TUNIS-	71 340 000
15. Banque Tuniso-Lybiennne « BTL »	25, avenue Kheireddine Pacha, B.P. 102 -1002 TUNIS-	71 781 500
16. Banque Zitouna	2, Boulevard Qualité de la Vie -2015 Kram-	71 164 000
17. Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE"	Immeuble Carte, Lot BC4- Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 000
18 . Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE VIE "	Immeuble Carte, Entrée B- Lot BC4-Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 160
19. Caisse Tunisienne d'Assurance Mutuelle Agricole "CTAMA"	6, avenue Habib Thameur -1069 TUNIS-	71 340 916

20 . Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation "HAYETT"	Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 333 400
21. Compagnie Nouvelle d'Assurance "Attijari Assurance"	Angle rue Winnipeg et Annecy, les Berges du lac	71 141 420
22. Cie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances "COMAR"	26, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 340 899
23. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur "COTUNACE"	Rue Borjine (ex 8006), Montplaisir -1073 TUNIS	71 90 86 00
24. Comptoir National du Plastique	Route de Tunis, km 6,5 AKOUDA	73 343 200
25. Comptoir National Tunisien "CNT"	Route de Gabès Km 1,5, Cité des Martyrs -3003 SFAX-	74 467 500
26. Citi Bank	55, avenue Jugurtha -1002 TUNIS-	71 782 056
27. Evolution Economique	Route de Monastir -4018 SOUSSE-	73 227 233
28. Groupe des Assurances de Tunisie "GAT"	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	31 350 000
29. International Tourism Investment "ITI SICAF"	9, rue Ibn Hamdiss Esskelli, El Menzah I - 1004 Tunis -	71 235 701
30. La Tunisienne des Assurances Takaful « At-Takâfoulia »	15, rue de Jérusalem 1002-Tunis Belvédère	31 331 800
31. Loan and Investment Co	Avenue Ouled Haffouz, Complexe El Mechtel, Tunis	71 790 255
32. Meublatex	Route de Tunis -4011 HAMMAM SOUSSE-	73 308 777
33. North Africa International Bank -NAIB -	Avenue Kheireddine Pacha Taksim Ennasim -1002 Tunis	71 950 800
34. Palm Beach Palace Jerba	Avenue Farhat Hached, BP 383 Hourmt Souk -4128 DJERBA-	75 653 621
35. Pharmalys Tunisie	Z.I Kondar 4020,BP 10 Sousse	73 389 755
36. Plaza SICAF	Rue 8610 - Z.I. -2035 CHARGUIA-	71 797 433
37. Safety Distribution	Résidence El Fel, Rue Hédi Nouira Aiana	71 810 750
38. Société Al Jazira de Transport & de Tourisme	Centre d'animation et de Loisir Aljazira- Plage Sidi Mahrez Djerba-	75 657 300
39. Société Agro Technologies « AGROTECH »	Cité Jugurtha Bloc A, App n°4, 2 <sup>ème</sup> étage Sidi Daoud La Marsa	
40. Société Africaine Distribution Autocar -ADA-	Route El Fejja km2 El Mornaguia -1153 Manouba-	71 550 711
41. Société Carthage Médical - Centre International Carthage Médical-	Zone Touristique, Jinen El Ouest Dkhila -5000 Monastir-	73 524 000
42. Société Commerciale Import-Export du Gouvernorat de Nabeul « El Karama »	63, Avenue Bir Challouf -8000 Nabeul-	72 285 330
43. Société d'Assurances et de Réassurances "MAGHREBIA"	Angle 64, rue de Palestine-22, rue du Royaume d'Arabie Saoudite -1002 TUNIS-	71 788 800
44. Société de Conditionnement des Huiles d'Olives « CHO »	Route de Mahdia Km 10 -3054 Sfax-	74 831 522
45. Société de Conditionnement des Huiles d'Olives « CHO Campany »	Route de Mahdia Km 10 -3054 Sfax-	74 447 677
46. Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Mégrine " SEPCM "	20, avenue Taïb Mhiri 2014 Mégrine Riadh	71 433 318
47. Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK"	Siège de l'Office de Développement du Centre Ouest Rue Sufteitula, Ezzouhour -1200 KASSERINE-	77 478 680
48. Société de Développement & d'Exploitation de la Zone Franche de Zarzis	Port de Zarzis -B.P 40 -4137 ZARZIS-	75 682 856
49. Société de Développement et d'Investissement du Sud "SODIS-SICAR"	Immeuble Ettanmia -4119 MEDENINE-	75 642 628
50. Société de Développement & d'Investissement du Nord-Ouest "SODINO SICAR"	Avenue Taïb M'hiri -Batiment Société de la Foire de Siliana - 6100 SILIANA-	78 873 085
51. Société de Fabrication de Matériel Médical « SOFAMM »	Zone Industrielle El Mahres -3060 SFAX-	74 291 486
52. Société de Mise en Valeur des Iles de Kerkennah "SOMVIK"	Zone Touristique Sidi Frej -3070 Kerkennah-	74 486 858
53. Société de Promotion Immobilière & Commerciale " SPRIC "	5, avenue Tahar Ben Ammar EL Manar -2092 Tunis-	71 884 120
54. Société de services des Huileries	Route Menzel Chaker Km 3 Immeuble Salem 1 <sup>er</sup> étage app n°13-3013 Sfax.-	74 624 424
55. Société des Aghlabites de Boissons et Confiseries " SOBOCO "	Rue de Métal Z. I. Ariana BP 303 -1080 TUNIS-	70 837 332
56. Société des Produits Pharmaceutique « SO.PRO.PHA »	Avenue Majida Bouleila -Sfax El Jadida-	74 401 510
57. Société de Tourisme Amel " Hôtel Panorama"	Boulevard Taïb M'hiri 4000 Sousse	73 228 156

58.Société de Transport du Sahel	Avenue Léopold Senghor -4001 Sousse-	73 221 910
59.Société Touristique TOUR KHALAF	Route Touristique -4051 Sousse-	73 241 844
60. Société HELA d'Electro-ménagers & de Confort -BATAM-	Rue Habib Maazoun, Im. Taparura n° 46-49 -3000 SFAX-	73 221 910
61.Société Gabesienne d'Emballage "SOGEMBAL"	GP 1 , km 14, Aouinet -GABES-	75 238 353
62. Société Groupe GMT « GMT »	Avenue de la liberté Zaghouan -1100 Tunis-	72 675 998
63. Société Ghouila de Promotion Immobilière	Cité Essaâda App N°12 bloc A, El Menzah VII	
64.Société Immobilière & Touristique de Nabeul "SITNA"	Hôtel Nabeul Beach, BP 194 -8000 NABEUL-	72 286 111
65.Société Hôtelière & Touristique "le Marabout"	Boulevard 7 Novembre -Sousse-	73 226 245
66.Société Hôtelière & Touristique Syphax	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
67.Société Hôtelière KURIAT Palace	Hôtel KURIAT Palace Zone Touristique 5000 Skanés Monastir	73 521 200
68.Société Hôtelière Touristique & Balnéaire MARHABA	Route touristique -4000 SOUSSE -	73 242 170
69.Société Industrielle de l'Enveloppe et de Cartonnage "EL KHOUTAF"	Route de Gabès Km 1.5-3003 BP.E Safax	74 468 190
70.Société Industrielle de Textile "SITEX"	Avenue Habib Bourguiba -KSAR HELLAL-	73 455 267
71.Société Industrielle d'Ouvrage en Caoutchouc "SIOC"	Route de Gabès, Km 3,5, BP 362 -3018 SFAX-	74 677 072
72.Société Industrielle Oléicole Sfaxienne "SIOS ZITEX"	Route de Gabès, Km 2 -3003 SFAX-	74 468 326
73.Société Marja de Développement de l'Elevage "SMADEA"	Marja I, BP 117 -8170 BOU SALEM-	78 638 499
74. Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux International « SONEDE International »	Avenue Slimane Ben Slimane El Manar II- Tunis 2092-	71 887 000
75.Société Plasticum Tunisie	Z.I Innopark 8 & 9 El Agba -2087 Tunis-	71 646 360
76.Société Régionale de Transport du Gouvernorat de Nabeul "SRTGN"	Avenue Habib Thameur -8 000 NABEUL-	72 285 443
77.Société Régionale d'Importation et d'Exportation « SORIMEX »	Avenue des Martyrs -3000 SFAX-	74 298 838
78.Société Régionale Immobilière & Touristique de Sfax "SORITS "	Rue Habib Mâazoun, Imm. El Manar, Entrée D, 2ème entresol -3000 SFAX-	74 223 483
79.Société STEG International Services	Centre Urbain Nord-Immeuble Assurances Salim Bloc B Parcelle BC5 -1082 Tunis	71 948 314
80.Société Touristique et Balnéaire "Hôtel Houria"	Port El Kantaoui 4011 Hammam Sousse	73 348 250
81.Société Touristique du Cap Bon "STCB"	Hôtel Riadh, avenue Mongi Slim -8000 NABEUL-	72 285 346
82.Société Touristique SANGHO Zarzis	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
83.Société Tunisienne d'Assurances "LLOYD Tunisien"	Avenue Tahar Haddad les Berges du Lac -1053 TUNIS-	71 962 777
84.Société Tunisienne d'Assurance Takaful –El Amana Takaful-	13, rue Borjine, Montplaisir -1073	70 015 151
85.GAT Vie	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 843 900
86.Société Tunisienne de l'Industrie Laitière "STIL"- En Liquidation -	Escalie A Bureau n°215, 2ème étage Ariana Center -2080 ARIANA-	71 231 172
87.Société Tunisienne d'Habillement Populaire	8, rue El Moez El Menzah -1004 TUNIS-	71 755 543
88.Société Tunisienne d'Industrie Automobile "STIA"	Rue Taha Houcine Khezama Est -4000 Sousse-	
89.Société Tunisienne des Arts Graphiques "STAG"	19, rue de l'Usine Z.I Aéroport -2080 ARIANA-	71 940 191
90. Société Tunisienne de Siderurgie « EL FOULADH »	Route de Tunis Km 3, 7050 Menzel Bourguiba, BP 23-24 7050 Menzel Bourguiba	72 473 222
91.Société Tunisienne du Sucre "STS"	Avenue Tahar Haddad -9018 BEJA-	78 454 768
92.Société UNION DE FACTORING	Building Ennour - Centre Urbain Nord- 1004 TUNIS	71 234 000
93.SYPHAX airlines	Aéroport International de Sfax BP Thyna BP 1119 - 3018 Sfax-	74 682 400
94.Tunisian Foreign Bank –TFB-	Angle Avenue Mohamed V et rue 8006, Montplaisir -1002 Tunis-	71 950 100

95. Tunisian Saudi Bank -TSB-	32, rue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 243 000
96. Tunis International Bank –TIB-	18, Avenue des Etats Unis, Tunis	71 782 411
97. QATAR NATIONAL BANK –TUNISIA-	Rue Cité des Sciences Centre Urbain Nord - B.P. 320 -1080 TUNIS-	36 005 000
98. Tyna Travaux	Route Gremda Km 0,5 Immeuble Phinicia Bloc « G » 1 <sup>er</sup> étage étage, App N°3 -3027 Sfax-	74 403 609
99. Zitouna Takaful	Rue du Travail, immeuble Tej El Molk, Bloc B, 1 <sup>er</sup> étage, ZI Khair-Eddine –Le Kram-	71 971 370

### III. ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

#### LISTE DES SICAV ET FCP

	OPCVM	Catégorie	Type	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	AIRLINES FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord- 1082 Tunis Mahrajène
2	AL AMANAH PRUDENCE FCP	MIXTE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
3	AL HIFADH SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
4	AMEN PREMIÈRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
5	AMEN TRESOR SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
6	ARABIA SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
7	ATTIJARI FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
8	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
9	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
10	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV (1)	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
11	ATTIJARI VALEURS SICAV (1)	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
12	BNAC CONFIANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
13	BNAC PROGRÈS FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
14	CAP OBLIG SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCE -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
15	CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP(2)	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
16	CGF TUNISIE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
17	FCP AFEK CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
18	FCP AL HIKMA	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
19	FCP AL IMTIEZ	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
20	FCP AMEN CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
21	FCP AMEN SELECTION	MIXTE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
22	FCP AXIS AAA	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
23	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis

24	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
25	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
26	FCP BH CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH/ BC5, Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
27	FCP BIAT- CEA PNT TUNISAIR	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
28	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
29	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	ACTIONS	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
30	FCP CEA MAXULA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
31	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
32	FCP HAYETT MODERATION	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
33	FCP HAYETT PLENITUDE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
34	FCP HAYETT VITALITE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
35	FCP HÉLION ACTIONS DEFENSIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
36	FCP HÉLION ACTIONS PROACTIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
37	FCP HÉLION MONEO	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
38	FCP INDICE MAXULA	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
39	FCP INNOVATION	ACTIONS	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
40	FCP IRADETT 100	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
41	FCP IRADETT 20	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
42	FCP IRADETT 50	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
43	FCP IRADETT CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
44	FCP KOUNOUZ	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
45	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
46	FCP MAGHREBIA MODERE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
47	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
48	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
49	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
50	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
51	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
52	FCP MAXULA STABILITY	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
53	FCP MOUASSASSETT	MIXTE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis

54	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
55	FCP OPTIMA	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac -1053 Tunis
56	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
57	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
58	FCP SALAMETT CAP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
59	FCP SALAMETT PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
60	FCP SECURITE	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac -1053 Tunis
61	FCP SMART CROISSANCE	MIXTE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
62	FCP SMART EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
63	FCP SMART EQUITY 2	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
64	FCP UNIVERS AMBITION CEA (3)	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	Rue du Lac Oubeira- Immeuble El Faouz - Les Berges du Lac-1053 Tunis
65	FCP UNIVERS AMBITION PLUS (3)	ACTIONS	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	Rue du Lac Oubeira- Immeuble El Faouz - Les Berges du Lac-1053 Tunis
66	FCP VALEURS AL KAOUTHER	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
67	FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
68	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
69	FCP VALEURS MIXTES	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
70	FCP VALEURS QUIETUDE 2018	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
71	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	MIXTE	DISTRIBUTION	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	Rue du Lac Léman, Immeuble Nawrez, Bloc C, Appartement C21, Les Berges du Lac- 1053 Tunis
72	FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
73	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
74	FINACORP OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	FINANCE ET INVESTISSEMENT IN NORTH AFRICA - FINACORP-	Rue du Lac Loch Ness (Angle de la rue du Lac Windermere) - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
75	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UIB FINANCE	Rue du Lac Turkana- Immeuble les Reflets du Lac - Les Berges du Lac-1053 Tunis
76	LA GENERALE OBLIG-SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT -CGI-	16, Avenue Jean Jaurès –1001 Tunis
77	MAC AL HOUDA FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
78	MAC CROISSANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
79	MAC ÉPARGNANT FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
80	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
81	MAC EQUILIBRE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
82	MAC HORIZON 2022 FCP	MIXTE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

83	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère
84	MAXULA PLACEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
85	MCP CEA FUND	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
86	MCP EQUITY FUND	MIXTE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
87	MCP SAFE FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
88	MILLENIU OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
89	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
90	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH/ BC5, Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
91	SANADETT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
92	SICAV AMEN	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
93	SICAV AVENIR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
94	SICAV AXIS TRÉSORERIE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
95	SICAV BH OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH/ BC5, Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
96	SICAV BH PLACEMENT	MIXTE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM, Lotissement AFH/ BC5, Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
97	SICAV BNA	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
98	SICAV CROISSANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place 14 janvier 2011- 1001 Tunis
99	SICAV ENTREPRISE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
100	SICAV L'ÉPARGNANT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
101	SICAV L'ÉPARGNE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
102	SICAV L'INVESTISSEUR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
103	SICAV OPPORTUNITY	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
104	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
105	SICAV PLUS	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
106	SICAV PROSPERITY	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
107	SICAV RENDEMENT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place 14 janvier 2011- 1001 Tunis
108	SICAV SECURITY	MIXTE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCE -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
109	SICAV TRESOR	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
110	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère
111	TUNISIAN EQUITY FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

112	TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II
113	TUNISIAN PRUDENCE FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac-1053 Tunis
114	TUNISIE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
115	TUNISO-EMIRATIE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AUTO GEREE	5 bis, rue Mohamed Badra 1002 Tunis
116	UBCI-FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE (4)	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
117	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE (4)	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
118	UGFS BONDS FUND	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac-1053 Tunis
119	UGFS ISLAMIC FUND	MIXTE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac-1053 Tunis
120	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE (4)	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
121	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE (4)	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
122	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UBCI BOURSE (4)	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
123	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	Rue du Lac Oubeira- Immeuble El Faouz - Les Berges du Lac-1053 Tunis

(1) SICAV en liquidation anticipée

(2) initialement dénommé AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP

(3) FCP en liquidation anticipée

(4) Initialement dénommée « UBCI FINANCE »

## LISTE DES FCC

	FCC	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	FCC BIAT CREDIMMO 1	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II-1053 Tunis
2	FCC BIAT CREDIMMO 2	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II-1053 Tunis

## LISTE DES FONDS D'AMORCAGE

		Gestionnaire	Adresse
1	Fonds IKDAM I	IKDAM GESTION	Centre urbain nord Immeuble ICC Tour El Makateb 2ème étage – bureau n° 6 T
2	PHENICIA SEED FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
3	CAPITALease Seed Fund	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
4	Startup Factory Seed Fund	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
5	Social Business	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
6	CAPITALease Seed Fund 2	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

## LISTE DES FCPR

		Gestionnaire	Adresse
1	ATID FUND I	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT (A.T.I.D Co)	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
2	FIDELIUM ESSOR	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax



3	FCPR CIOK	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
4	FCPR GCT	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
5	FCPR GCT II	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
6	FCPR GCT III	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
7	FCPR GCT IV	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
8	FCPR ONAS	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
9	FCPR ONP	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
10	FCPR SNCPA	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
11	FCPR SONEDE	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
12	FCPR STEG	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
13	FCPR-TAAHIL INVEST	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
14	FRPR IN'TECH	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
15	FCPR-CB	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
16	FCPR VALEURS DEVELOPMENT	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
17	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
18	FCPR MAX-ESPOIR	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
19	FCPR AMENCAPITAL 1	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
20	FCPR AMENCAPITAL 2	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
21	FCPR THEEMAR INVESTMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
22	FCPR TUNINVEST CROISSANCE	TUNINVEST GESTION FINANCIÈRE	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
23	FCPR SWING	CAPSA Capital Partners	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis
24	FCPR Tunisian Development Fund II	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
25	FCPR PHENICIA FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 & 10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
26	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
27	FCPR AMENCAPITAL 3	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis

28	FCPR IntilaQ For Growth	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
29	FCPR IntilaQ For Excellence	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax
30	NETINVEST POTENTIEL	NETINVEST	51, rue Elakhtal, El Menzah 4, 1004 - Tunis
31	FCPR Fonds CDC Croissance 1	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
32	FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
33	FCPR Tunisian Development Fund III	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 <sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
34	FCPR AFRICAMEN	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
35	ITQAN INVESTMENT FUND	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT A.T.I.D Co	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
36	FCPR AZIMUTS	CAPSA Capital Partners	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis
37	FCPR MAXULA JASMIN	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
38	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL II	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis

\* Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative. Les sociétés ne figurant pas sur cette liste et qui répondent à l'un des critères énoncés par l'article 1er de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 peuvent se faire opposer le caractère de sociétés faisant appel public à l'épargne.

## AVIS DES SOCIETES

### ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

#### SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE-STB-

Siège social : Rue Hédi Nouria 1001 Tunis

La Société Tunisienne de Banque- STB- publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 28 avril 2018. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes Mr Fathi SAIDI et Mr Samir LABIDI.

#### BILAN

Arrêté au 31/12/2017

(en 1.000 DT)

<u>ACTIF</u>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
AC 1 Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	5.1	284 853	279 765
AC 2 Créances sur les établissements bancaires et financiers	5.2	355 759	328816 (*)
AC 3 Créances sur la clientèle	5.3	6 114 771	5529776 (*)
AC 4 Portefeuille titres commercial	5.4	1 134 342	1 066 542
AC 5 Portefeuille d'investissement	5.5	350 899	354 612
AC 6 Valeurs immobilisées	5.6	122 605	99 183
AC 7 Autres actifs	5.7	687 141	620 538
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>9 050 370</b>	<b>8 279 232</b>
 <u>PASSIF</u>			
PA 1 Banque centrale et C.C.P	5.8	1 256 663	827 873
PA 2 Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	5.9	74 756	83 052
PA 3 Dépôts et avoirs de la clientèle	5.1	5 963 809	5 443 231
PA 4 Emprunts et ressources spéciales	5.11	288 958	354 291
PA 5 Autres passifs	5.12	677 318	834 180
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>8 261 504</b>	<b>7 542 627</b>
 <u>CAPITAUX PROPRES</u>			
CP1 Capital	5.13	776 875	776 875
CP2 Dotation de l'Etat	5.13	117 000	117 000
CP3 Réserves	5.13	465 614	465 131
CP4 Actions propres	5.13	-5 509	-5 509
CP5 Autres capitaux propres	5.13	24 978	37 324
CP6 Résultats reportés	5.13	-641 870	-694 734
CP7 Résultat de l'exercice	5.13	51 778	40 518
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>788 866</b>	<b>736 605</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>9 050 370</b>	<b>8 279 232</b>

(\*) données retraitées pour le besoin de la comparabilité

**ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ARRETE AU 31-12-2017**

**(unité : en 1000DT)**

	Notes	31-12-2017	31-12-2016
<b>PASSIFS EVENTUELS</b>			
HB 1 Cautions, avals et autres garanties données	6.1	1 282 704	1 141 151
HB 2 Crédits documentaires	6.1	462 411	335 555
HB 3 Actifs donnés en garantie			
<b>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</b>		<b>1 745 114</b>	<b>1 476 705</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
HB 4 Engagements de financements donnés	6.2	143 277	128 194
HB 5 Engagements sur titres	6.2	2 809	4 933
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>146 086</b>	<b>133 127</b>
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>			
HB 6 Engagements de financements reçus			
HB 7 Garanties reçues	6.3	1 679 044	1 418 553

**ETAT DE RESULTAT**  
Période allant du 01/01/2017 au 31/12/2017

(en 1.000 DT)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
<b><u>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</u></b>			
PR 1	Intérêts et revenus assimilés	442 596	373 862 (*)
PR 2	Commissions	81 445	71894 (*)
PR 3	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	104 634	65 634
PR 4	Revenus du portefeuille-titres d'investissement	18 115	16 287
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		<b>646 790</b>	<b>527 677</b>
<b><u>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</u></b>			
CH 1	Intérêts encourus et charges assimilées	-252 243	-214 177
CH 2	Commissions encourues	-4 386	-3 919
CH 3	Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	0	0
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		<b>-256 629</b>	<b>-218 096</b>
<b><u>PRODUIT NET BANCAIRE</u></b>		<b>390 161</b>	<b>309 581</b>
PR5/CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-129 596	-105 232
PR6/CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-10 423	-12 186
PR7	Autres produits d'exploitation	6 856	6 058
CH6	Frais de personnel	-156 505	-114 219
CH7	Charges générales d'exploitation	-42 096	-33 605
CH8	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-7 543	-7 253
<b><u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u></b>		<b>50 854</b>	<b>43 144</b>
-	Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	2 280	-1 521
-	Impôts sur les sociétés	-1 351	-1 100
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>51 783</b>	<b>40 523</b>
-	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires	-5	-5
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>51 778</b>	<b>40 518</b>
<b>EFFETS DES MODIFICATIONS COMPTABLES ( NET D'IMPOT)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES</b>		<b>51 778</b>	<b>40 518</b>

(\*) données retraitées pour le besoin de la comparabilité

**ETAT DE FLUX DE TRESORERIE**  
Période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2017  
*(Unité : en milliers de dinars)*

	<i>Note</i>	<i>31/12/2017</i>	<i>31/12/2016</i>
<b><u>ACTIVITES D'EXPLOITATION</u></b>			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		649 508	536 672
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-265 254	-212 562
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers		2 584	-23 137
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-779 916	-405 084 (*)
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle		523 991	160 044
Acquisitions/cessions des titres de placement		-58 953	-318 949
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-154 132	-114 498
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		-241 966	-6 795
Impôts sur les sociétés payés		-2 323	-2 033
<b>Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation</b>	<b>8.1</b>	<b>-326 462</b>	<b>-386 339</b>
<b><u>ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</u></b>			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement		17 010	16 494
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement		-7 326	-62 981
Acquisitions / cessions des immobilisations		-12 735	-18 387
<b>Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement</b>	<b>8.2</b>	<b>-3 051</b>	<b>-64 874</b>
<b><u>ACTIVITES DE FINANCEMENT</u></b>			
Emissions d'actions		0	0
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales		-64 025	-87 821
Dividendes versés		0	0
<b>Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement</b>	<b>8.3</b>	<b>-64 025</b>	<b>-87 821</b>
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		-393 538	-539 034
Liquidités et équivalents en début de l'exercice		-382 050	156 984
<b>Liquidités et équivalents en fin de l'exercice</b>	<b>8.4</b>	<b>-775 588</b>	<b>-382 050</b>

(\*) Données retraitées pour le besoin de la comparabilité

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31 DECEMBRE 2017

### 1. PRESENTATION DE LA BANQUE

La Société Tunisienne de Banque est une société anonyme régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers. L'assemblée générale constitutive de la STB date du 18 Janvier 1957. Le capital social de la STB s'élève à 776 875 mDT et il est composé de 155 375 000 actions d'une valeur de 5 dinars chacune, admise à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la STB est sis à Avenue Hédi Nouira 1001 Tunis. Son réseau comprend 140 agences et 181 Distributeurs Automatique de Billets-DAB.

La structure du capital de la Banque se présente au 31 Décembre 2017 comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en mDT	% du Capital
<b>A/ACTIONNAIRES TUNISIENS</b>	<b>153 375 774</b>	<b>766 879</b>	<b>98.71%</b>
- L'ETAT TUNISIEN	111 160 004	555 800	71.54%
- ENTREPRISES PUBLIQUES	18 408 461	92 042	11.85%
- PERSONNES MORALES PRIVEES	11 048 692	55 244	7.11%
- RACHAT DE LA BANQUE DE SES TITRES			
- PERSONNES PHYSIQUES	12 758 617	63 793	8.21%
<b>B/ACTIONNAIRES ETRANGERS</b>	<b>1 999 226</b>	<b>9 996</b>	<b>1.29%</b>
- PERSONNES MORALES	1 312 724	6 564	0.85%
- PERSONNES PHYSIQUES	686 502	3 432	0.44%
<b>Total</b>	<b>155 375 000</b>	<b>776 875</b>	<b>100.00%</b>

### 2. REFERENCIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de la Société Tunisienne de Banque « S.T.B. » arrêtés au 31 décembre 2017 sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises et des normes comptables tunisiennes dont notamment les Normes Comptables sectorielles (NCT 21, 22, 23, 24 et 25) relatives aux établissements bancaires.

### **3. BASES DE MESURES ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUES**

Les états financiers de la « S.T.B » sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

#### **3.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents**

##### **3.1.1 Comptabilisation des engagements hors bilan**

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloques des fonds pour leur valeur nominale.

##### **3.1.2 Comptabilisation des crédits à la clientèle**

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

##### **3.1.3 Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle**

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clôt au 31 Décembre 2017 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe B2, B3 et B4), au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste "Créances sur la clientèle". Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe A) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe B1) au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère « gel du compte » et classe de risque.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

##### **3.1.4 Comptabilisation des intérêts de retard**

Les intérêts de retard sont constatés par la « S.T.B » lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.



Toutefois, et suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux « IMX » une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 476 369 mD.

### **3.1.5 Provisions sur engagements**

#### *i. Provisions individuelles*

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire B.C.T n° 91- 24, telle que modifiée par les textes subséquents qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

• A	: actifs courants	0%	Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de
• B1	: actifs nécessitant un suivi particulier	0%	
• B2	: actifs incertains	20%	
• B3	: actifs préoccupants	50%	
• B4	: Actifs compromis	100%	

l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique « Autres postes des passifs ».

#### *ii. Provisions collectives*

En application de l'article 10<sup>bis</sup> de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 ajoutée par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la STB a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

Pour la détermination du montant de cette provision, la banque a retenu la méthodologie référentielle annexée à la circulaire 91-24.

#### *iii. Provisions additionnelles*

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans.
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans.
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

*iv. Mesures exceptionnelles pour le secteur touristique*

En application de la circulaire BCT n°2017-05 du 24 juillet 2017, la STB a maintenu la classe de risque au 31 décembre 2014 et a gelé l'ancienneté au sens de l'article 10 quater de la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 pour les clients qui ont bénéficié des mesures exceptionnelles de soutien du secteur de tourisme prévues par la circulaire BCT n°2015-12 du 22 juillet 2015.

Au 31 Décembre 2017, la banque n'a pas constaté une dotation aux provisions additionnelles de l'ordre de 40,674 millions de dinars au titre des créances classées 4 (19 relations).

**3.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents**

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

***3.2.1 Portefeuille d'investissement et revenus y afférents***

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque (titres de participation à caractère durable) : Titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenus fixes acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;
- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;
- Les fonds gérés par les sociétés SICAR.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

*i. Titres de participation à caractère durable*

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

*ii. Titres d'investissement.*

Les revenus des titres à revenu fixe (obligations) sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

*iii. Les titres représentant des participations de financement.*

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

*iv. Provisions sur participations*

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage à la date d'arrêté des comptes et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

**3.2.2 Portefeuille titre commercial et revenus y afférents**

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois (Bons de trésor à court terme) ;
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

Les titres de placement sont évalués à la juste valeur par référence à la courbe de taux publiée par la BCT. Les plus et moins values sont constatés en Résultat.

**3.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes.**

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à la circulaire n° 91-22.
- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

### **3.4. Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes.**

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs libellés en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de fluctuation du taux de change fait l'objet d'une couverture auprès du fonds national de garantie géré par la Compagnie de réassurances « Tunis – Ré ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont actualisées au cours de change à la date de clôture. Et le contrat de couverture, conclu avec Tunis-Ré, contre les fluctuations du taux de change est comptabilisé en tant qu'instrument de couverture, selon la norme comptable internationale IAS 39. Il est ensuite évalué à sa juste-valeur qui correspond au risque de change encouru et estimé à la date de clôture.

### **3.5. Rachats d'actions propres**

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte « Résultats reportés ».

### **3.6. Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change.**

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêté. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan « 38.391 : Écart de conversion ».

### **3.7. Les valeurs immobilisées et amortissements**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par la Banque se détaillent comme suit :

-Immeubles	2%
-Matériel de transport	20%
-Mobilier et matériel de bureau	10 % 15% 20% (*)
-Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
-Matériel informatique	15% 33% (*)
-Logiciels informatiques	33%
-Agencements, aménagements et installations	10%

(\*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1er Janvier 2008.

Toutefois, et par dérogation au principe comptable du coût historique, la Banque a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 MD présenté au niveau du poste « Autres capitaux propres » .

Au 31/12/2017, en application de la norme IAS 16 une partie du solde de l'écart de réévaluation soit 12 345 mD a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte de la diminution de la valeur comptable des immobilisations réévaluées.

### **3.8 Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la banque pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles ( six mensualités ) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

## **4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

### **4.1 Créance de la STB envers la Tunis-Ré**

En vertu du contrat de couverture du risque de change conclu par la STB, La banque a remboursé l'emprunt syndiqué contracté en devise au cours de la date de remboursement et a supporté ainsi une différence de change de l'ordre de 127,121 millions de dinars.

Cette différence de change doit être réglée par l'État et ce en application du contrat de couverture contre le risque de fluctuation du taux de change par le fond national de garantie.

La créance envers TUNIS-RE, gestionnaire de ce fond, est ainsi de l'ordre de 127,578 millions de dinars.

### **4.2 Garantie de l'État au profit de la Banque Franco-Tunisienne**

La STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne »BFT » dont elle détient 78,18% un prêt interbancaire de 70 millions de dinars. Ce prêt est garanti par l'État qui a accordé une

enveloppe totale de garantie à hauteur de 361 millions de dinars qui couvre 82% du passif de la BFT.

#### **4.3 Migration vers le nouveau système d'information**

Dans le cadre de la refonte de son système d'information, la société Tunisienne de Banque a acquis deux nouvelles applications Carthago-Agence et Carthago-Engagements. Le déploiement de ces applications a été entamé courant le mois d'Avril 2017 et achevé au mois de Novembre 2017.

#### **4.4 Départ volontaire à la retraite**

Dans le cadre de son programme de restructuration, la Banque a élaboré un plan d'assainissement social qui porte sur le départ volontaire à la retraite de 378 employés dont 136 employés ont bénéficié de cette mesure fin 2017. Le départ de 242 employés a été programmé pour les exercices 2018 et 2019.

Le coût actualisé du plan d'assainissement s'élevant au 31 décembre 2017 à 76 millions de dinars dont 51 millions de dinars ont été comptabilisés parmi les provisions par références à la norme comptable internationale IAS 19 et 19 millions de dinars ont été comptabilisés parmi les charges de l'exercice 2017.

#### **4.5 Prorogation des mesures exceptionnelles pour le secteur touristique**

La BCT a émis une circulaire n°2017-05 en date du 24 juillet 2017 prévoyant la prorogation des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises du secteur touristique objet de la circulaire n°2015-12 à l'exception de l'article 2 de ladite-circulaire concernant l'octroi de nouveaux crédits destinés au financement du besoin en fonds de roulement.

En effet, les établissements de crédit peuvent rééchelonner les échéances de l'année 2017 des crédits accordés aux entreprises touristiques ayant déjà bénéficié des mesures de la circulaire 2015-12. Le remboursement de ces échéances pourrait commencer à partir de l'année 2018.

#### **4.6 Affaire BRUNO POLI**

Affaire engagée contre la banque par Mr BRUNO POLI prétendant avoir déposé auprès de l'Ex BNDT 07 bons de caisse au porteur libellés en dollars sans préciser la banque émettrice et la date d'échéance en se prévalant d'une copie conforme à l'originale d'une attestation non datée établie au nom personnel d'un ex-employé de la BNDT et sans porter le cachet de la banque. Un jugement mal fondé a condamné la STB à lui restituer les bons en question ou la valeur équivalente, ce jugement fait l'objet d'un appel qui a confirmé le jugement de première instance.

Un pourvoi en cassation a été formulé avec obtention d'un sursis à l'exécution sans consignation.

Un arrêt a été rendu en faveur de la Banque en date du 26 mars 2018, par lequel la cour de cassation a cassé l'arrêt d'appel avec renvoi.

#### **4.7 Radiation et cession des créances**

En application du paragraphe VII quater decies de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS, la STB a procédé à la radiation des créances bancaires irrécouvrables courant l'exercice 2017.

Et par référence à la loi n°98-4 du 2 février 1998, relative aux sociétés de recouvrement des créances, la STB a procédé à la cession de deux lots de créances bancaires à sa filiale STRC.

L'enveloppe totale des créances radiées et cédées sont à hauteur de 460,6 millions de dinars dont 197 millions de dinars au titre des intérêts de retard.

## 5. NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

### Note 5.1 – Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de ce poste s'élève à 284 853 mDT au 31/12/2017 contre 279 765 mDT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
<b>Caisses</b>	<b>47 006</b>	<b>40 710</b>
- Caisse dinars	42 459	36 167
- Caisse devises	4 547	4 543
<b>BCT</b>	<b>237 790</b>	<b>238 986</b>
- BCT dinars	52 911	15 190
- BCT devise	184 879	223 796
<b>CCP</b>	<b>52</b>	<b>65</b>
<b>TGT</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>284 853</b>	<b>279 765</b>

Les comptes « B.C.T » Dinars présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par date d'antériorité :

Antériorité	Débit BCT	Débit STB	Crédit BCT	Crédit STB
Moins d'un trimestre	735 267 567	432 598 737	507 906 210	620 513 354
Plus d'un trimestre	191 972 001	53 855 132	250 578 472	14 046 255
Plus d'un semestre	19 149 609	37 078 619	38 063 296	19 284 193
Plus d'un an	82 090 888	76 836 116	81 729 747	62 890 081
<b>TOTAL</b>	<b>1 028 480 065</b>	<b>600 368 604</b>	<b>878 277 726</b>	<b>716 733 884</b>

Les comptes BCT en devises présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Ces suspens sont récapitulés par devises et par ancienneté dans le tableau suivant :

Devise	Antériorité	LC	LD	NC	ND	LC ET NC BCT	LD ET ND BCT	Cours	LC ET NC BCT en DT	LD ET ND BCT en DT
CAD	Moins d'un trimestre	1	500	-	70 142	1	70 642	1,952	2	137 900
	Plus d'un trimestre	12	-	-	-	12	-	1,952	23	-
	Plus d'un semestre	1 709	-	-	-	1 709	-	1,952	3 337	-
	Plus d'un an	51 007	1 146	9 826	20 003	60 833	21 150	1,952	118 752	41 286
			<b>52 729</b>	<b>1 646</b>	<b>9 826</b>	<b>90 145</b>	<b>62 555</b>	<b>91 792</b>		<b>122 114</b>
CHF	Moins d'un trimestre	9	4 280	8	136	17	4 416	2,508	42	11 074
	Plus d'un trimestre	-	-	-	16	-	16	2,508	-	40
	Plus d'un semestre	-	-	-	283	-	283	2,508	-	709
	Plus d'un an	744	1 325	49 657	1 191	50 402	2 516	2,508	126 397	6 310
			<b>753</b>	<b>5 605</b>	<b>49 665</b>	<b>1 626</b>	<b>50 418</b>	<b>7 231</b>		<b>126 438</b>
DKK	Moins d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,394	-	-
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,394	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,394	-	-

	Plus d'un an	-	101	-	500	-	601	0,394	-	237
		-	<b>101</b>	-	<b>500</b>	-	<b>601</b>		-	<b>237</b>
DZD	Moins d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,021	-	-
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,021	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,021	-	-
	Plus d'un an	-	-	4 000	460 720	4 000	460 720	0,021	85	9 804
		-	-	<b>4 000</b>	<b>460 720</b>	<b>4 000</b>	<b>460 720</b>		<b>85</b>	<b>9 804</b>
EURO	Moins d'un trimestre	976 620	1 709 364	5 057 998	3 869 485	6 034 618	5 578 849	2,948	17 788 847	16 445 330
	Plus d'un trimestre	121 563	307 366	108 809	97 152	230 371	404 517	2,948	679 089	1 192 437
	Plus d'un semestre	1 363 524	780 238	931 670	668 623	2 295 194	1 448 860	2,948	6 765 774	4 270 951
	Plus d'un an	11 778 856	3 283 984	1 671 922	830 442	13 450 778	4 114 426	2,948	39 650 204	12 128 505
		<b>14 240 563</b>	<b>6 080 951</b>	<b>7 770 399</b>	<b>5 465 701</b>	<b>22 010 962</b>	<b>11 546 652</b>		<b>64 883 914</b>	<b>34 037 222</b>
JPY	Moins d'un trimestre	80	40 000	-	-	80	40 000	0,022	2	870
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,022	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	204 900	-	204 900	0,022	-	4 458
	Plus d'un an	2 574 423	1	-	1 346 676	2 574 423	1 346 677	0,022	56 009	29 298
		<b>2 574 503</b>	<b>40 001</b>	<b>-</b>	<b>1 551 576</b>	<b>2 574 503</b>	<b>1 591 577</b>		<b>56 011</b>	<b>34 627</b>
NOK	Moins d'un trimestre	44	22 100	8	-	52	22 100	0,298	16	6 590
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,298	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,298	-	-
	Plus d'un an	474	142 317	97	500	571	142 817	0,298	170	42 589
		<b>518</b>	<b>164 417</b>	<b>105</b>	<b>500</b>	<b>623</b>	<b>164 917</b>		<b>186</b>	<b>49 179</b>
QAR	Moins d'un trimestre	0	35	-	-	-	35	0,672	-	24
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,672	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,672	-	-
	Plus d'un an	-	-	-	-	-	-	0,672	-	-
		-	<b>35</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35</b>		<b>-</b>	<b>24</b>
SAR	Moins d'un trimestre	46	23 210	-	-	46	23 210	0,657	30	15 237
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,657	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,657	-	-
	Plus d'un an	35	25 650	-	-	35	25 650	0,657	23	16 839
		<b>82</b>	<b>48 860</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>82</b>	<b>48 860</b>		<b>54</b>	<b>32 077</b>
SEK	Moins d'un trimestre	20	10 000	-	400	20	10 400	0,298	6	3 101
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,298	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,298	-	-
	Plus d'un an	312	-	45 579	700	45 891	700	0,298	13 683	209
		<b>332</b>	<b>10 000</b>	<b>45 579</b>	<b>1 100</b>	<b>45 911</b>	<b>11 100</b>		<b>13 689</b>	<b>3 310</b>
USD	Moins d'un trimestre	742 694	31 129 657	60 669 815	27 786 214	61 412 509	58 915 872	2,484	152 542 530	146 341 134
	Plus d'un trimestre	5 000	225 107	660 114	1 039 895	665 114	1 265 002	2,484	1 652 077	3 142 138
	Plus d'un semestre	1 567 271	83 776	49 281	1 456 805	1 616 552	1 540 582	2,484	4 015 353	3 826 651
	Plus d'un an	19 904 612	37 933 066	7 819 013	13 222 893	27 723 624	51 155 959	2,484	68 862 710	127 066 287
		<b>22 219 576</b>	<b>69 371 606</b>	<b>69 198 222</b>	<b>43 505 808</b>	<b>91 417 799</b>	<b>112 877 415</b>		<b>227 072 670</b>	<b>280 376 210</b>

*Ratio de liquidité :*



En application des dispositions de la circulaire BCT n°2014-14 du 10 novembre 2014, les banques sont tenues de respecter un ratio de liquidité de 70% durant l'année 2016 et de 80% durant l'année 2017. La STB a affiché les ratios de liquidité suivants :

	31/12/2017	31/12/2016
Ratio de liquidité	88.3%	199.25%

### Note 5.2 – Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de ce poste s'élève à 355 759 mDT au 31/12/2017 contre 328 816 mDT au 31/12/2016. Il se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/12/2017	Solde au 31/12/2016
<b>Créances sur les établissements bancaires :</b>	<b>102 331</b>	<b>115 066</b>
- Comptes courants des banques résidentes	2	2
- Comptes courants des banques non résidentes	102 326	114 105
- Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	3	959
<b>Prêts aux établissements bancaires :</b>	<b>200 005</b>	<b>169 162</b>
- Prêts sur le marché monétaire en Dinars	100 000	122 000
- Prêts sur le marché monétaire en Devises	100 005	47 162
<b>Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)</b>	<b>51 516</b>	<b>39 679(*)</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>1 908</b>	<b>4909</b>
- Créances rattachées sur prêts interbancaires en dinars	75	58
- Créances rattachées sur prêts interbancaires en devises	1 832	4 851
<b>Total</b>	<b>355 759</b>	<b>328 816(*)</b>

(\*) : Données retraitées pour le besoin de comparabilité

Les comptes correspondants débiteurs sont présentés nets des comptes correspondants créditeurs par devise.

Les comptes correspondants présentent des suspens qui sont en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par devises et par ancienneté :

Antériorité	Devises	Débit CORRES	Crédit CORRES	Débit STB	Crédit STB	Total Débit	Total Crédit	Total Débit réévalué	Total crédit réévalué
Moins d'un trimestre	AED	49 691	-	-	313 422	49 691	313 422	33 118	208 889
Moins d'un trimestre	CAD	1 697	33 070	35 942	3 351	37 639	36 421	73 475	71 098
Moins d'un trimestre	CHF	4 200	5 658	25 078	13 896	29 278	19 554	73 422	49 036
Moins d'un trimestre	DKK	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins d'un trimestre	DZD	-	-	-	744	-	744	-	16
Moins d'un trimestre	EUR	1 889 732	2 641 172	3 265 521	2 590 576	5 155 252	5 231 748	15 196 653	15 422 145
Moins d'un trimestre	GBP	-	713	64	545	64	1 258	212	4 164
Moins d'un trimestre	JPY	-	-	-	77 250	-	77 250	-	1 681
Moins d'un trimestre	KWD	-	630 000	-	630 000	-	1 260 000	-	10 221 624
Moins d'un trimestre	LYD	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins d'un trimestre	NOK	-	0	-	3 431	-	3 431	-	1 023

Moins d'un trimestre	SAR	10 000	10 000	-	95	10 000	10 095	6 565	6 627
Moins d'un trimestre	USD	654 453	690 134	196 561	1 328 946	851 014	2 019 079	2 113 834	5 015 191
								<b>17 497 279</b>	<b>31 001 496</b>
Plus d'un trimestre	AED	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus d'un trimestre	CAD	75	37 017	24 706	5 850	24 781	42 867	48 376	83 680
Plus d'un trimestre	CHF	-	675	482	4 282	482	4 957	1 208	12 431
Plus d'un trimestre	DKK	-	-	178	-	178	-	70	-
Plus d'un trimestre	DZD	236 351	-	-	236 411	236 351	236 411	5 030	5 031
Plus d'un trimestre	EUR	3 669 600	576 270	3 973 163	581 641	7 642 763	1 157 911	22 529 336	3 413 291
Plus d'un trimestre	GBP	50	9	-	366	50	375	166	1 242
Plus d'un trimestre	JPY	-	-	-	88 000	-	88 000	-	1 915
Plus d'un trimestre	KWD	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus d'un trimestre	LYD	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus d'un trimestre	NOK	-	-	-	3 447	-	3 447	-	1 028
Plus d'un trimestre	SAR	-	-	-	120	-	120	-	79
Plus d'un trimestre	USD	1 932 633	1 349 254	3 046 373	1 588 119	4 979 006	2 937 373	12 367 353	7 296 140
								<b>34 951 538</b>	<b>10 814 836</b>
Plus d'un semestre	AED	1 071	-	-	257 103	1 071	257 103	714	171 354
Plus d'un semestre	CAD	78 870	87 511	14 084	90 082	92 954	177 593	181 455	346 680
Plus d'un semestre	CHF	-	1 339	1 893	6 847	1 893	8 186	4 747	20 528
Plus d'un semestre	DKK	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus d'un semestre	DZD	-	-	-	2 231	-	2 231	-	47
Plus d'un semestre	EUR	510 965	463 759	602 839	558 908	1 113 805	1 022 668	3 283 273	3 014 620
Plus d'un semestre	GBP	393	9 725	2 266	5 898	2 659	15 623	8 805	51 731
Plus d'un semestre	JPY	40 000	25 842	-	87 250	40 000	113 092	870	2 460
Plus d'un semestre	KWD	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus d'un semestre	LYD	-	-	-	-	-	-	-	-
Plus d'un semestre	NOK	-	-	-	8 650	-	8 650	-	2 579
Plus d'un semestre	SAR	-	-	-	195	-	195	-	128
Plus d'un semestre	USD	8 514 217	289 076	8 689 286	906 934	17 203 502	1 196 010	42 731 779	2 970 769
								<b>46 211 643</b>	<b>6 580 898</b>
Plus d'un an	AED	48 425	434	5	118	48 430	552	32 278	368
Plus d'un an	CAD	1 442 409	337 990	1 085 189	556 304	2 527 598	894 295	4 934 123	1 745 753
Plus d'un an	CHF	454 278	199 405	585 566	103 704	1 039 844	303 109	2 607 669	760 122
Plus d'un an	DKK	6 699	11 382	13 327	821	20 026	12 203	7 893	4 810
Plus d'un an	DZD	2 644 829	12 340 148	22 414	297 672	2 667 243	12 637 820	56 759	268 933
Plus d'un an	EUR	78 613 143	46 970 343	103 693 384	26 311 629	182 306 527	73 281 972	537 403 181	216 020 597
Plus d'un an	GBP	539 320	998 250	1 787 789	520 246	2 327 109	1 518 497	7 705 756	5 028 198
Plus d'un an	JPY	240 075	1 324 867	49 373	2 374 265	289 448	3 699 132	6 297	80 479
Plus d'un an	KWD	6 017	0	0	103	6 017	103	48 811	835
Plus d'un an	LYD	659 388	437 176	823 361	350 021	1 482 749	787 197	2 668 059	1 416 482
Plus d'un an	NOK	1 883	11 920	35 044	6 980	36 928	18 900	11 012	5 636

Plus d'un an	SAR	69 987	670	12 526	82 302	82 513	82 972	54 170	54 471
Plus d'un an	USD	59 806 095	53 620 229	53 298 634	37 296 395	113 104 729	90 916 624	280 940 837	225 827 802
								<b>836 476 845</b>	<b>451 214 485</b>

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2017 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	] 3 mois-1 an]	] 1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
<b>Créances sur les établissements bancaires</b>	<b>102 331</b>	-	-	-	<b>102 331</b>
comptes courants des banques résidentes	2	-	-	-	2
comptes courants des banques non résidentes	102 326	-	-	-	102 326
comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	3	-	-	-	3
<b>Prêts aux établissements bancaires</b>	<b>200 005</b>	-	-	-	<b>200 005</b>
Prêts sur le marché monétaire en dinars	100 000	-	-	-	100 000
Prêts sur le marché monétaire en devises	100 005	-	-	-	100 005
<b>Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)</b>	<b>2 516</b>	<b>9 500</b>	<b>39 500</b>	-	<b>51 516</b>
<b>Total</b>	<b>304 852</b>	<b>9 500</b>	<b>39 500</b>	-	<b>353 852</b>

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la nature de la relation : entreprises liées, entreprises associées et autres:

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
<b>Créances sur les établissements bancaires</b>	<b>2 005</b>	-	<b>100 326</b>	<b>102 331</b>
comptes courants des banques résidentes		-	2	2
comptes courants des banques non résidentes	2 005	-	100 321	102 326
comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	0	-	3	3
<b>Prêts aux établissements bancaires</b>	<b>76 806</b>	-	<b>123 199</b>	<b>200 005</b>
Prêts sur le marché monétaire en dinars	70 000	-	30 000	100 000
Prêts sur le marché monétaire en devises	6 806	-	93 199	100 005
<b>Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)</b>	-	-	<b>51 516</b>	<b>51 516</b>
<b>Total</b>	<b>78 811</b>	-	<b>275 041</b>	<b>353 852</b>

### Note 5.3 – Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2017 et 2016 se présente comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
- Comptes courants débiteurs	1 022 409	928 195
- Crédits sur ressources spéciales	198 208	274 047
- Les créances prises en charge par l'État	30 793	35 063
- Bonification prise en charge par l'État	6 177	10 071
- Comptes courants associés	173 071	187 245
- Autres concours à la clientèle	7 155 166	6 788 755(*)
- Créances à abandonner	3 562	3 562
- Créances rattachées	56 231	57 894
<b>Total Brut</b>	<b>8 645 618</b>	<b>8 274 833 (*)</b>
<b>Provisions</b>	<b>1 374 097</b>	<b>1 475 113</b>
- Provisions sur comptes courants	219 020	246 744
- Provisions sur ressources spéciales	82 710	138 833
- Provisions sur autres concours à la clientèle	952 615	972 856
- Provisions sur comptes courants associés	64 276	60 961
- Provisions sur créances à abandonner	455	455
- Provisions collectives	55 022	55 264
<b>-Agios réservés</b>	<b>1 137 982</b>	<b>1 257 249</b>
- Agios réservés sur comptes courants	92 342	88 739
- Agios réservés sur autres concours à la clientèle	947 148	1 029 119
- Agios réservés sur comptes courants associés	38 037	38 201
- Agios réservés sur ressources spéciales	46 512	78 957
- Agios réservés sur créances à abandonner	3 107	3 107
- Agios réservés sur créances rattachées	10 836	19 126
<b>- Produits perçus d'avance</b>	<b>18 767</b>	<b>12 695</b>
<b><i>Total Net en mDT</i></b>	<b>6 114 771</b>	<b>5 529 776(*)</b>

(\*) : Données retraitées pour le besoin de comparabilité

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2017 est la suivante :

Libellé	Encours Bruts	Provisions Individuelles	Provisions additionnelles	Agios Réservés	Pdt perçus d'avance	Encours Net
C/C Débiteurs	1 022 409	- 170 991	- 48 028	- 92 342		711 048
C/ Ressources spéciales	198 208	-30 179	-52 531	- 46 512		68 986
Comptes courants associés	173 071	-49 222	-15 053	- 38 037		70 759
Autres conc. à la clientèle	7 192 136	-436 718	-515 898	- 947 148	-18 767	5 236 635
Créances à abandonner	3 562	-455		-3 107		-
Créances rattachées	56 231			-10 836		45 395
<b>Total</b>	<b>8 645 618</b>	<b>-687 565</b>	<b>-631 510</b>	<b>-1 137 982</b>	<b>-18 767</b>	<b>6 132 824</b>
Provisions collectives						-55 022
<b>Encours net</b>						<b>6 114 771</b>

L'encours des créances au 31 décembre 2017 tient compte de l'opération de radiation et de cession des créances pour un montant total de 263 560 mD.

L'encours brut des créances sur la clientèle hors impayés et créances rattachées est ventilé selon la durée résiduelle comme suit :

Libellé	Inf à 3 mois	3mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	de 5 ans à plus	Encours brut
C/C Débiteurs	1 022 409				<b>1 022 409</b>
Autres concours à la clientèle	1 335 888	1 377 291	2 051 421	744 507	<b>5 509 107</b>
Crédits sur ressources spéciales	684	3 621	23 334	15 491	<b>43 130</b>
<b>Total</b>	<b>2 358 981</b>	<b>1 380 912</b>	<b>2 074 755</b>	<b>759 998</b>	<b>6 574 646</b>

**Agios réservés :** Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2017 se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Agios réservés sur C/C	92 342	88 739
Agios réservés sur Avals et Cautions	5 309	6 266
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	199 825	187 943
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	263 039	241 826
Agios réservés sur crédits garantis par l'État	2 606	2 895
Agios réservés sur Ressources Spéciales	46 512	78 957
Agios réservés sur C/C Associés	38 037	38 201
Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses	476 369	590 189
Agios réservés/ créances à abandonner	3 107	3 107
Agios réservés sur créances rattachées	10 836	19 126
<b><u>Sous Total</u></b>	<b>1 137 982</b>	<b>1 257 249</b>
Agios réservés sur créances prises en charge par l'État	5 877	6 716
<b><u>Total</u></b>	<b>1 143 859</b>	<b>1 263 965</b>

Les intérêts de retard réservés sur créances contentieuses sont calculés et comptabilisés automatiquement par le système ils s'élèvent au 31/12/2017 à 476 369 mille dinars

### Note 5.3.1 – Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI....).

### Note 5.3.2 – Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué une reprise sur provisions additionnelles de l'ordre de 30 995 mille dinars au titre de l'exercice 2017, sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans .

Le solde des provisions additionnelles s'élève au 31 décembre 2017 à 656 117 mille dinars.

### Note 5.3.3 – Provisions collectives

En application de l'article 10<sup>bis</sup> de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 ajoutée par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la STB a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

La provision collective, déterminée conformément à la méthodologie référentielle annexée à la circulaire 91-24, a été estimée fin 2017 à 55, 022 millions de dinars. Elle se détaille comme suit :

ACTIVITE	Classes 0&1 2017	Tx MIG Moyen	Facteur scalaire	Tx de prov.	Provision collective 2017
Agriculture	72 440 927	3,52%	1,00	38,73%	987 046
Autres	119 401 846	3,54%	1,70	55,83%	4 007 866
Autres industries	15 295 509	43,90%	1,00	25,00%	1 678 542
Autres services	1 372 410 628	2,32%	1,00	28,14%	8 953 419
Bâtiment & travaux publiques	593 040 451	0,78%	1,02	29,56%	1 396 824
Commerce	1 046 105 833	3,01%	1,09	25,17%	8 648 156
Consommation	1 281 733 852	0,84%	1,00	56,11%	6 019 084
Habitat	394 977 092	1,38%	1,00	44,96%	2 453 253
Industries manufacturières	1 831 425 935	1,92%	1,00	28,73%	10 122 980
Promotions immobilières	197 346 281	5,37%	1,00	15,00%	1 591 058
Tourisme	397 377 300	6,94%	1,23	27,01%	9 163 880
<b>Total</b>					<b>50 022 107</b>

### Note 5.3.4 – Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 30,793 millions de dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.

### Note 5.4 – Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste s'élève à 1 134 342 mDT au 31/12/2017 contre 1 066 542 mDT au 31/12/2016. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
<b>Titres de transaction</b>	<b>25 056</b>	<b>20 879</b>
Bons de trésor à court terme	26 112	21 450
Intérêts perçus d'avance	(1 056)	(571)
<b>Titres de placement</b>	<b>1 109 286</b>	<b>1 045 663</b>
Bons de trésor assimilables	1 068 443	1 009 974
Créances et dettes rattachées	40 843	35 689
<b>Total en mDT</b>	<b>1 134 342</b>	<b>1 066 542</b>

### Note 5.5 – Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille titres est passée de 354 612 mDT au 31/12/2016 à 350 899 mDT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
-Titres d'investissement	143 337	156 918
- Fonds gérés SICAR	76 428	79 374
- Fonds commun de Placement	22 990	22 740
-Titres de participations	96 638	96 346
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	47 555	48 339
-Parts dans les entreprises liées	165 417	141 959
-Sociétés en liquidation	30	30
-Participations en rétrocession	19 709	19 709
-Créances et dettes rattachées	4 025	3 506
<b>Valeur Brute en mDT</b>	<b>576 129</b>	<b>568 921</b>
Provisions	225 230	214 309
<b>Valeur Nette en mDT</b>	<b>350 899</b>	<b>354 612</b>

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

Description	Solde au 31/12/2016	Souscription	Cession /remboursement /restitution	Résultats capitalisés	Conversion (1)		Solde au 31/12/2017
					(+)	(-)	
Titres d'investissement	156 918	20 500	19 246	-	-	- 14 835	143 337
Fonds gérés SICAR	79 374	-		- 2 946	-	-	76 428
Fonds commun de placement	22 740	1 250	1 000	-	-	-	22 990
Titres de participation	96 346	486	194	-	-	-	96 638
Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	48 339	-	784	-	-	-	47 555
Parts dans les entreprises liées	141 959	8 623	-	-	14 835	-	165 417
Société en liquidation	30	-	-	-	-	-	30
Participation en rétrocession	19 709	-	-	-	-	-	19 709
<b>Total en mDT</b>	<b>565 415</b>	<b>30 859</b>	<b>21 224</b>	<b>- 2 946</b>	<b>14 835</b>	<b>- 14 835</b>	<b>572 104</b>

(1) : En date du 26 mai 2017, la STB a procédé à la conversion de 6 millions d'Euro de l'emprunt obligataire subordonné émis par la société du groupe TFB en capital de ladite société soit l'équivalent de 14,835 millions de dinars.

La ventilation des titres au 31/12/2017 en titres cotés et titres non cotés est comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
-Titres cotés	20 002	20 002
- Titres non cotés	552 152	545 413
<b>Valeur Brute en mDT</b>	<b>572 104</b>	<b>565 415</b>

La liste des principales entreprises filiales au 31/12/2017 se détaille comme suit :

Filiales	Quote part du capital détenu par la « S.T.B »	Valeur Comptable Brute	Provision	Valeur Comptable Nette
<b>SECTEUR FINANCIER</b>				
STRC	91,4%	33 801	33 801	-
STB SICAR	81,9%	16 205	-	16 205
STB INVEST	98,4%	36 132	-	36 132
STB-FINANCE (Ex-SOFIGES)	61,3%	4 749	-	4 749
BFT	78,2%	3 535	3 535	-
<b>SECTEUR TOURISTIQUE</b>				
SKANES PALACE INTERNATIO	99,8%	6 180	6 180	-
AFRICA SOUSSE	96,9%	9 050	9 050	-
ED-DKHILA	61,2%	3 221	-	3 221
CIE HOTELI CENTRES VILLES	70,3%	2 488	2 488	-



Filiales	Quote part du capital déte nu par la « S.T.B »	Valeur Comptable Brute	Provision	Valeur Comptable Nette
<b>SECTEUR BATIMENT</b>				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	84,7%	7 461	1 492	5 969
<b>SECTEUR SERVICES</b>				
STE LA GENERALE DE VENTE	50%	2 000	1 407	593

Le portefeuille investissement comprend les Fonds Gérés par la société « STB SICAR » d'une valeur totale de 76 428 mDT, et qui ont été provisionnés à hauteur de 49 192 mDT. Le solde des fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Fonds initial	Remboursements Antérieur	Souscriptions fonds	Résultats capitalisés	Solde au 31/12/2017
FG STB 1	8 000	2 127		-1 168	<b>4 705</b>
FG STB 2	8 000	4 331		1 380	<b>5 049</b>
FG STB 3	5 000	2 077		905	<b>3 828</b>
FG STB 4	6 500	2 008		1 455	<b>5 947</b>
FG STB 5	6 824	2 633		1 463	<b>5 654</b>
FG STB 6	2 707	1 085		162	<b>1 784</b>
FG STB 7	800	140		70	<b>730</b>
FG STB 8	6 752	3 852	0	3 294	<b>6 194</b>
FG STB 9	4 800	519		388	<b>4 669</b>
FG STB 10	8 748	186		166	<b>8 728</b>
FG STB 11	6 000	0		492	<b>6 492</b>
FG STB 12	9 898	0		1 296	<b>11 194</b>
FG STB 13	10 000	10 000		0	<b>0</b>
FG ID 1	2 000	1 630		861	<b>1 231</b>
FG ID 2	2 000	957		215	<b>1 258</b>
FG ID 3	5 436	2 839		1 161	<b>3 758</b>
FG ID 4	360	28		26	<b>358</b>
FG ID 5	1 133	173		276	<b>1 236</b>
FG ID 6	4 000	1 023		636	<b>3 613</b>
<b>Total</b>	<b>98 958</b>	<b>35 608</b>	<b>0</b>	<b>13 078</b>	<b>76 428</b>

Au 31 Décembre 2017, la situation des emplois des Fonds Gérés se détaille comme suit :

Fonds Gérés	Titres de participations à rétrocéder	Participations directes	Titres SICAV
Fonds gérés STB 1 (1999)	2 216	2 094	62
Fonds gérés STB 2 (2000)	4 875	299	69
Fonds gérés STB 3 (2001)	2 483	1 000	175
Fonds gérés STB 4 (2002)	6 127	120	642

Fonds Gérés	Titres de participations à rétrocéder	Participations directes	Titres SICAV
Fonds gérés STB 5 (2003)	5 183	231	306
Fonds gérés STB 6 (2005)	1 466	80	956
Fonds gérés STB 7 (2006)	165	390	173
Fonds gérés STB 8 (2007)	3 343	382	3776
Fonds gérés STB 9 (2008)	4 377		808
Fonds gérés STB 10 (2008)	8 541		211
Fonds gérés STB 11 (2009)	4 871	83	1 670
Fonds gérés STB 12 (2009)	5 976	1 526	1 901
FG 1 ID SICAR ( 2002 )	1 289		1
FG 2 ID SICAR ( 2002 )	1 639		2
FG 3 ID SICAR ( 2003 )	3 874	140	72
FG 4 ID SICAR ( 2005 )	358		17
FG 5 ID SICAR ( 2006 )	903		359
FG 6 ID SICAR ( 2007 )	2 551		1 311

#### Note 5.6 – Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 122 606 mDT au 31/12/2017. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2017 se détaillent comme suit

Libellé	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisition/ Cession 2017	Valeur Brute au 31/12/2017	Amort. Au 31/12/2016	Dotation / Régul. 2017	Sortie Amort actif 2017	Amort 31/12/2017	Valeur Nette au 31/12/2017
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>16 377</b>	<b>1 426</b>	<b>17 803</b>	<b>14 364</b>	<b>1 787</b>	<b>-</b>	<b>16 151</b>	<b>1 654</b>
Logiciel informatique	16 320	1 426	17 746	14 364	1 787		16 151	1 595
Droit au bail	57	0	57	0			0	57
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>220 534</b>	<b>29 502</b>	<b>250 037</b>	<b>123 366</b>	<b>5 756</b>	<b>37</b>	<b>129 085</b>	<b>120 951</b>
Terrains	17 773	-219	17 554	0	0			17 554
Constructions	75 056	0	75 056	31 211	1 523		32 734	42 322
Mobilier de bureaux	5 935	351	6 286	5 266	247		5 513	773
Matériel de transport	1 161	742	1 903	921	1	0	922	981
Matériel informatique	35 040	4 210	39 250	33 645	1 314		34 959	4 291
Matériel de communication	3 002	221	3 223	2 053	143		2 196	1 027
Matériel de bureaux	16 206	273	16 479	15 538	297		15 835	644
Matériel de sécurité	3 329	319	3 648	2 420	140		2 560	1 088
Matériel de climatisation	5 458	313	5 771	4 535	227		4 762	1 009
Agencements, amén. et instal.	36 509	762	37 271	25 322	1 502		26 824	10 447
Mob- bureau hors expl	33	0	33	30	0		30	3

Mat-outil hors exploit	372	5	377	312	9		321	56
Immeubles hors exploit	18 281	19 133	37 414	2 113	353	37	2 429	34 985
Constructions en cours	0	0	0	0			0	0
Imm. En attente affectation	2 380	3 392	5 772	0			0	5 771
<b>TOTAL</b>	<b>236 911</b>	<b>30 928</b>	<b>267 840</b>	<b>137 728</b>	<b>7 543</b>	<b>37</b>	<b>145 234</b>	<b>122 605</b>

La Banque ne dispose pas d'une base de données détaillant les immobilisations comptabilisées par la banque par nature d'immobilisations et par référence.

### Note 5.7 – Autres actifs

Au 31/12/2017, les autres postes d'actif totalisent 687 141 mDT contre 620 538 mDT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Prêts au personnel	151 201	148 891
Frais médicaux à récupérer	3 147	3 147
État, impôt et taxes	31 101	30 212
Stock divers	1 643	1 751
Différence de change à la charge de l'état	127 579	4 457
Écart de conversion (3)	16 548	-
Siège, succursales et agences (1)	13	5 100
Comptes de régularisation actif *	77 317	292 755
Valeurs présentées à la compensation *	56 929	27 517
Effets financiers en recette	107	107
Débits à régulariser	5 506	1 848
Charges payées d'avance	491	918
Produits à recevoir	735	1 082
Créances cédées	2 136	2 136
Différence PF encaissement exigible après encaissement (2)	5403	-
Autres	207 285	100 617
<b>TOTAL</b>	<b>687 141</b>	<b>620 538</b>

(1) Les suspens débiteurs nets non identifiés et relatifs à l'inter-siège sont provisionnés à concurrence de 8 338 mD. Ce montant a été déterminé par application d'un taux de provisionnement de 100% pour les suspens antérieurs à 2016, de 50% pour les suspens du premier semestre 2017 et de 20% pour les suspens du troisième trimestre 2017.

(2) La rubrique portefeuille encaissement exigible après encaissement présente un solde débiteur de 5 403 mDT. Ce solde est le résultat de la compensation entre plusieurs comptes d'actif et de passif relatifs aux valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Nature	Montant
Valeur à l'encaissement	112 470
Valeurs exigibles après encaissement	107 067
<b>Total</b>	<b>5 403</b>

(3) Les soldes des comptes en devises sont convertis en dinars à chaque date d'arrêtée en appliquant le cours moyen à cette date. L'écart de conversion dégagé compensé avec les soldes des comptes de positions et de contre valeurs position de change est provisionné à hauteur de 50% s'il présente un solde débiteur.

(\*) L'information au 31/12/2016 a été retraitée pour le besoin de comparabilité, le retraitement consiste au reclassement du compte compensation interne /prélèvement de la rubrique valeurs présentées à la compensation à la rubrique comptes de régularisation actif.

Le détail des provisions constatées sur les éléments des autres actifs est le suivant :

Libellé	provision 31/12/2016	Reprises 2017	dotation 2017	provision au 31/12/2017
- Prêts au personnel	1 732	-	-	1 732
- État, impôt et taxes	829	-	-	829
- Stock divers	28	-	-	28
- Écart de conversion	7 642	-	830	8 472
- Siège, succursales et agences	6 156	394	2 576	8 338
- Comptes de régularisation actif	8 133	-	-	8 133
- Valeurs présentées à la compensation	10	-	1	11
- Effets financiers en recette	111	-	-	111
- Débits à régulariser	1 064	-	144	1 208
- Charges payées d'avance	134	-	-	134
- Produits à recevoir				-
- Créances cédées	2 137	-	-	2 137
- Différence PF encaissement exigible après encaissement	439	-	31	471
- Autres	23 145	6 828	1 958	18 275
<b>TOTAL</b>	<b>51 561</b>	<b>7 222</b>	<b>5 540</b>	<b>49 878</b>

#### Note 5.8 – Banque centrale et CCP

Au 31/12/2017 ce poste totalise 1 256 663 mDT contre 827 873 mDT au 31/12/2016. Ce poste se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Appel d'offre	1 032 000	827 000
Facilité de prêt	222 000	-

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Utilisations auprès de la BCT en devises	1 813	380
Dettes rattachées	850	492
<b>TOTAL</b>	<b>1 256 663</b>	<b>827 873</b>

Les comptes « B.C.T » Devises présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Ces suspens sont récapitulés par devises et par ancienneté dans le tableau suivant :

Devise	Antériorité	LC	LD	NC	ND	LC ET NC BCT	LD ET ND BCT	Cours	LC ET NC BCT en DT	LD ET ND BCT en DT
AED	Moins d'un trimestre	-	49 691	0	57 927	0	107 618	0,667	-	71 725
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,667	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	257 103	-	257 103	-	0,667	171 355	-
	Plus d'un an	-	191	21 350	52 950	21 350	53 141	0,667	14 229	35 417
		-	<b>49 882</b>	<b>278 453</b>	<b>110 877</b>	<b>278 453</b>	<b>160 759</b>		<b>185 583</b>	<b>107 141</b>
GBP	Moins d'un trimestre	12	10	343	-	355	10	3,311	1 174	33
	Plus d'un trimestre	-	-	129	-	129	-	3,311	429	-
	Plus d'un semestre	-	3 600	3 476	-	3 476	3 600	3,311	11 511	11 921
	Plus d'un an	879 949	90 914	90 412	42 235	970 361	133 149	3,311	3 213 156	440 891
		<b>879 961</b>	<b>94 524</b>	<b>94 361</b>	<b>42 235</b>	<b>974 321</b>	<b>136 759</b>		<b>3 226 270</b>	<b>452 851</b>
KWD	Moins d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	8,112	-	-
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	8,112	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	8,112	-	-
	Plus d'un an	6	6 000	-	-	6	6 000	8,112	49	48 674
		<b>6</b>	<b>6 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6 000</b>		<b>49</b>	<b>48 674</b>
MAD	Moins d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,261	-	-
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,261	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,261	-	-
	Plus d'un an	-	-	612	-	612	-	0,261	160	-
		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>612</b>	<b>-</b>	<b>612</b>	<b>-</b>		<b>160</b>	<b>-</b>
MRO	Moins d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,007	-	-
	Plus d'un trimestre	-	-	-	-	-	-	0,007	-	-
	Plus d'un semestre	-	-	-	-	-	-	0,007	-	-
	Plus d'un an	5 421 190	-	300 165	-	5 721 355	-	0,007	39 529	-
		<b>5 421 190</b>	<b>-</b>	<b>300 165</b>	<b>-</b>	<b>5 721 355</b>	<b>-</b>		<b>39 529</b>	<b>-</b>

#### Note 5.9 – Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2017 ce poste totalise 74 756 mDT contre 83 052 mDT au 31/12/2016. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
<b>Comptes à vue des établissements financiers</b>	<b>31 791</b>	<b>41 037</b>
- Banques de dépôts	1	1
- Banques non résidentes	31 790	41 036

<b>Emprunts auprès des établissements financiers</b>	<b>42 965</b>	<b>42 015</b>
- Emprunts en dinars	40 000	42 000
- Emprunts en devises	2 948	0
- Dettes rattachées	17	15
<b>Total</b>	<b>74 756</b>	<b>83 052</b>

Les comptes correspondants créditeurs sont présentés compensés nets des comptes correspondants débiteurs par devise.

Les comptes correspondants présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par devises et par ancienneté :

Antériorité	Devises	Débit CORRES	Crédit CORRES	Débit STB	Crédit STB	Total Débit	Total Crédit	Total Débit réévalué	Total crédit réévalué
Moins d'un trimestre	AED	5 520	11 977	481	23 491	6 001	35 468	<b>30 708</b>	<b>2 548 684</b>
Moins d'un trimestre	CAD	-	8 512 486	97 736	4 486	97 736	8 516 972	<b>30 708</b>	<b>2 548 684</b>
								<b>30 708</b>	<b>2 548 684</b>
Plus d'un trimestre	AED	-	5 500	-	663	-	6 163	-	1 610
Plus d'un trimestre	CAD	-	67 448	79 398	7 409	79 398	74 857	23 673	22 319
								<b>23 673</b>	<b>23 929</b>
Plus d'un semestre	AED	11 770	7 056	-	10 649	11 770	17 705	3 074	4 624
Plus d'un semestre	CAD	-	57 408	46 008	7 546	46 008	64 954	13 718	19 367
								<b>16 792</b>	<b>23 991</b>
Plus d'un an	AED	207 793	142 411	10 080	47 782	217 873	190 193	56 904	49 675
Plus d'un an	CAD	17 767	67 856	79 618	26 568	97 386	94 424	29 036	28 153
								<b>85 941</b>	<b>77 828</b>

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2017 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	] 3 mois-1 an]	] 1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
<b>Comptes à vue des établissements financiers</b>	<b>31 791</b>	-	-	-	<b>31 791</b>
Banques de dépôts	1	-	-	-	1
Banques non résidentes	31 790	-	-	-	31 790
<b>Emprunts auprès des établissements financiers</b>	<b>40 000</b>	<b>2 948</b>	-	-	<b>42 948</b>
Emprunts en dinars	40 000	-	-	-	40 000
Emprunts en devises	0	2 948	-	-	2 948
<b>Total</b>	<b>71 791</b>	<b>2 948</b>	-	-	<b>74 739</b>

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées) selon la nature de la relation au 31/12/2017 se détaille comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
<b>Comptes à vue des établissements financiers</b>	-	-	<b>31 791</b>	<b>31 791</b>
Banques de dépôts	-	-	1	1
Banques non résidentes	-	-	31 790	31 790
<b>Emprunts auprès des établissements financiers</b>	-	-	<b>42 948</b>	<b>42 948</b>
Emprunts en dinars	-	-	40 000	40 000
Emprunts en devises	-	-	2 948	2 948
<b>Total</b>	-	-	<b>74 739</b>	<b>74 739</b>

#### Note 5.10 – Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 5 963 809 mDT au 31/12/2017 contre 5 443 231 mDT au 31/12/2016. Les dépôts se détaillent comme suit:

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Dépôts à vue	1 584 712	1 466 245
Dépôts épargne	2 524 109	2 320 327
Compte à terme	492 641	439 800
Comptes en dinars convertibles	81 509	82 807
Dépôts en devises	483 380	381 064
Placements en devises	167 056	153 806
Bons de caisse	370 907	337 020
Autres sommes dues à la clientèle	170 698	162 253
Dettes rattachées	(10 203)	(6 791)
Certificats de dépôts	99 000	106 700
<b>Total</b>	<b>5 963 809</b>	<b>5 443 231</b>

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle hors dettes rattachées se détaille come suit :

Libellé	Inf à 3 mois	3mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	de 5 ans à plus	Encours brut
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 249 742</b>	<b>66 915</b>	-	-	<b>2 316 657</b>
Dépôts à vue dinars	1 584 712	-	-	-	1 584 712
Comptes en dinars convertibles	81 509	-	-	-	81 509
Comptes en devises	483 380	-	-	-	483 380
Placement en devises	100 141	66 915	-	-	167 056
<b>Dépôts épargne</b>	<b>2 482 731</b>		<b>41 378</b>		<b>2 524 109</b>
Comptes spéciaux d'épargne	2 482 731	-	-	-	2 482 731
Autres comptes d'épargne	-	-	41 378	-	41 378
<b>Dépôts à terme</b>	<b>314 496</b>	<b>368 079</b>	<b>279 873</b>	<b>100</b>	<b>962 548</b>

Compte à terme	169 556	195 754	127 331	-	<b>492 641</b>
Bons de caisse	63 940	156 325	150 542	100	370 907
Certificats de dépôts	81 000	16 000	2 000	-	99 000
<b>Autres sommes dues à la clientèle</b>	<b>170 698</b>	-	-	-	<b>170 698</b>
<b>Total</b>	<b>5 217 667</b>	<b>434 994</b>	<b>321 251</b>	<b>100</b>	<b>5 974 012</b>

### Note 5.11 – Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste totalise 288 958 mDT au 31/12/2017 contre 354 291mDT au 31/12/2016 et se répartit comme suit:

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
<b>Emprunts obligataires &amp; privés</b>	<b>178 700</b>	<b>154 422</b>
<b>Ressources spéciales</b>	<b>105 363</b>	<b>190 069</b>
Ressources budgétaires	38 962	34 608
Ressources extérieures	66 401	155 461
<b>Intérêts sur emprunts obligataires</b>	<b>8 606</b>	<b>6 788</b>
<b>Intérêts à payer sur ressources extérieures</b>	<b>1 824</b>	<b>2 624</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>388</b>	<b>388</b>
<b>Écart de conversion sur emprunt *</b>	<b>(5 923)</b>	-
<b>Total</b>	<b>288 958</b>	<b>354 291</b>

(\*) La couverture contre la fluctuation de taux de change est couverte par le fond national de garantie géré par Tunis Ré.

#### (a) Emprunts obligataires & privés

La ventilation des emprunts obligataires et privés selon la durée résiduelle au 31/12/2017 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	]3 mois-1 an]	]1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires et privés	21 386	13591	81 072	62 651	178 700

La ventilation des emprunts obligataires et privés en emprunt long terme et court terme se détaille au 31/12/2017 comme suit :

Description	Solde 31/12/2016	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Solde 31/12/2017
Emprunt long terme	120 545	49 100	34 822	0	134 823
Emprunt court terme	33 877	10 000		0	43 877
<b>Total</b>	<b>154 422</b>	<b>59 100</b>	<b>34 822</b>	<b>0</b>	<b>178 700</b>

#### (b) Ressources spéciales

La ventilation des ressources spéciales selon la durée résiduelle se détaille au 31/12/2017 comme suit :



Description	≤3 mois	] 3 mois-1 an]	] 1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
ressources spéciales	12 549	7 018	30 863	54 933	105 363

La ventilation des ressources spéciales en ressources long terme et court terme se détaille au 31/12/2017 comme suit :

Description	Solde 31/12/2016	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Solde 31/12/2017
Ressources long terme	83 475	14 602	0	-19 280	78 797
Ressources court terme	106 594	0	111 154	19 280	26 566
<b>Total ressources</b>	<b>190 069</b>	<b>14 602</b>	<b>111 154</b>	<b>-</b>	<b>105 363</b>

### Note 5.12 – Autres passifs

Ce poste totalise 677 318 mDT au 31/12/2017 contre 834 180 mDT au 31/12/2016:

Libellé	Solde au 31/06/2017	Solde au 31/12/2016
Provisions pour passifs et charges (1)	222 642	196 211
État, impôts, taxes et dettes sociales (2)	25 902	21 301
Effets financiers non échus (3)	51 661	204 486
Agios réservés pris en charge par l'État	5 877	6 716
Charges à payer	44 249	42 216
Créditeurs divers	2 692	2 595
Suspens à régulariser	5 915	5 915
Siège, succursales et agences	48 591	11 732
Comptes de régularisation-Passif	136 447	111 089
Valeurs télé-compensées en instance de règlement	114 918	206 912
Écart de conversion	0	5 386
Autres crédits	518	336
Crédits à régulariser	4 189	3 338
Intérêts à recouvrer sur ressources spéciales	13 719	13 719
Différence PF encaissement exigibles après encaissement(2)	0	2 228
<b>Total en mDT</b>	<b>677 318</b>	<b>834 180</b>

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par la banque au terme de l'exercice 2017 s'élèvent à 222 642 mDT contre 196 211 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>Provisions 31/12/2016</b>	<b>Reprises</b>	<b>Dotations</b>	<b>Réaffectation et correction</b>	<b>Provisions 31/12/2017</b>
Prov sur E/S	43 185	-1 260	4 702	25	46 652
Prov pour départ à la retraite	50 840	-480	33 797		84 157
Prov pour risques divers	102 186	-18 691	8338		91 833
<b>Total</b>	<b>196 211</b>	<b>-20 431</b>	<b>46 837</b>	<b>25</b>	<b>222 642</b>

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

<b>Rubrique</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
TVA	1 948	2 113
Retenues à la source	12 540	8 632
Fonds de péréquation de change	7 713	7 185
Autres	3 701	3 371
<b>Total</b>	<b>25 902</b>	<b>21 301</b>

(3) cette rubrique se détaille comme suit :

<b>Rubrique</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Effets financiers moyen terme non échus	1 072	88 061
Effets financiers court terme non échus	0	88 415
Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus	4 384	27 463
Effets financiers non échus reçus de la compensation	547	547
Effets à l'encaissement non échus envoyés à la télé-compensation	19 942	0
Effets à l'escompte non échus envoyés au recouvrement	25 716	0
<b>Total</b>	<b>51 661</b>	<b>204 486</b>

### Note 5.13 – Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 776 875 mDT. Il est composé de 155 375 000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la banque se détaillent comme suit :

	Solde au 31/12/2016	Affectation du résultat 2016	Autres mouvements	Résultat de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Capital social	776 875	-	-	-	776 875
Dotation de l'État	117 000	-	-	-	117 000
Primes liées au capital	142 663	-	-	-	142 663
Réserves légales	12 430	-	-	-	12 430
Réserves statutaires	49479	-	-	-	49479
Réserves à régime spécial	196906	-	-	-	196906
Réserves pour réinvestissements exonérés	9974	-	-	-	9974
Réserves pour fonds social	8652	-	483	-	9 135
Réserves pour risques bancaires	45 028	-	-	-	45 028
Actions propres	-5 509	-	-	-	-5 509
Autres capitaux propres (1)	37 324	-	-12 345	-	24 978
Résultats reportés	-54 624	40 518	12 345	-	-1 761
Résultats reportés liés aux MOD comptables	640 110	-	-	-	640 110
Résultat net de l'exercice	40 518	-40 518	-	51 778	51 778
<b>TOTAL</b>	<b>736 605</b>	<b>-</b>	<b>483</b>	<b>51 778</b>	<b>788 866</b>

(1) Il s'agit des réserves de réévaluation pour un montant de 37 324 mDT (terrains : 15 328 mDT et immeubles d'exploitation : 21 996 mDT). Au 31/12/2017, en application de la norme IAS 16 une partie du solde de l'écart de réévaluation soit 12 345 mDT a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte de la diminution de la valeur comptable des immobilisations réévaluées.

#### Note 5.13.1 – Dotation de l'État

En vertu de la loi n°2012-17 du 17 septembre 2012, la STB a constaté parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de Dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

## 6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

### Note 6.1 – Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques « Cautions, avals et autres garanties données » et « crédits documentaires » se détaille au 31 décembre 2017 des éléments suivants :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Cautions et avals d'ordre de la clientèle	702 847	634 782
Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques	579 857	506 369
<b>Total cautions, avals et autres garanties données</b>	<b>1 282 704</b>	<b>1 141 151</b>
Crédits documentaires et acceptations import	437 308	285 249
Crédits documentaires et acceptations export	25 103	50 306
<b>Total crédits documentaires</b>	<b>462 411</b>	<b>335 555</b>
<b>Total passifs éventuels</b>	<b>1 745 114</b>	<b>1 476 705</b>

### Note 6.2– Engagements donnés

Le poste « Engagements donnés » s'élève au 31 décembre 2017 à 146 086 mDT contre 133 127mDT au 31 décembre 2016.

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement	143 277	128 194
Engagements sur titres	2 809	4 933
<b>Total</b>	<b>146 086</b>	<b>133 127</b>

### Note 6.3–Garanties reçues

Le solde du poste « Garanties reçues » s'élève au 31 décembre 2017 à 1 679 044 mDT contre 1 418 553 mDT au 31 décembre 2016 :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Contre garanties reçus des Banques installées à l'étranger	579 856	556 908
Garanties reçues des Banques et des établissements financiers installés en Tunisie	15 962	12 066
Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance	754 007	585 207
Garanties reçues de la clientèle	329 219	264 372
<b>Total</b>	<b>1 679 044</b>	<b>1 418 553</b>

Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la banque.

Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.

Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises en compte au niveau de l'hors bilan.

## 7. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE RESULTAT

### Note 7.1 – Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2017 à 442 596 mDT contre à 373 862 mDT au 31 Décembre 2016 et s'analysent comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
<b>Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers</b>	<b>15 903</b>	<b>15 667</b>
Intérêt sur prêts sur le marché monétaire dinars	4 637	4 642
Intérêt sur prêts sur le marché monétaire devises	11 266	11 025
<b>Intérêts sur créances sur la clientèle</b>	<b>408 242</b>	<b>342 546</b>
Intérêts en agios sur comptes débiteurs	64 668	54 205
Intérêts sur crédit à la clientèle	343 574	288 341
<b>Revenus assimilés</b>	<b>18 451</b>	<b>15 649(*)</b>
<i>Total</i>	<b>442 596</b>	<b>373 862</b>

(\*) Données retraitées pour le besoin de comparabilité

### Note 7.2 – Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2017 à 81 445 mDT contre 71 894 mDT au 31 Décembre 2016 et s'analyse comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
Chèques, effets, virements et tenue de compte	37 012	32 763(*)
Opérations sur titres	681	531
Opérations de change	9 277	8 175
Opérations de commerce extérieur	1 775	1 760
Coffre-fort	40	35
Études	14 660	13 496
Autres	18 000	15 134(*)
<i>Total</i>	<b>81 445</b>	<b>71 894</b>

(\*) Données retraitées pour le besoin de comparabilité

### Note 7.3 – Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2017 à 104 634 mDT contre 65 634 mDT au 31 décembre 2016 et s'analyse comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>Exercice clos le 31/12/2017</b>	<b>Exercice clos le 31/12/2016</b>
<b>Gains/Pertes nets sur titres de transaction</b>	<b>8 630</b>	<b>-13 334</b>
- Plus-value de cession de titres	208	1 898
- Plus-value de réévaluation des titres	10 135	25 698
- Moins-value de cession de titres	- 5	-3
- Moins-value de réévaluation des titres	- 2 476	-42 494
- Intérêts sur BTC	768	1 563
<b>Gains nets sur titres de placement (Intérêt)</b>	<b>66 746</b>	<b>57 772</b>
<b>Gains nets sur opérations de change</b>	<b>29 258</b>	<b>21 196</b>
<b>Total</b>	<b>104 634</b>	<b>65 634</b>

### Note 7.4 – Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titre d'investissement s'élèvent au 31 décembre 2017 à 18 115 mDT contre 16 287 mDT au 31 décembre 2016 et s'analysent comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>Exercice clos le 31/12/2017</b>	<b>Exercice clos le 31/12/2016</b>
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	9 527	6 779
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	8 588	9 508
<b>Total</b>	<b>18 115</b>	<b>16 287</b>

Au 31/12/2017, la ventilation des dividendes et revenus assimilés en participations, entreprises liées et entreprises se présente comme suit :

<b>Description</b>	<b>Entreprises liées</b>	<b>Entreprises associées</b>	<b>Participations</b>	<b>Autres</b>	<b>Total en mDT</b>
Dividendes	1 272	3 468	2 689		7 429
Jetons de présence	55	35	76		166
Revenus SICAR	993				993
<b>Total en mDT</b>	<b>2 320</b>	<b>3 503</b>	<b>2 765</b>		<b>8 588</b>

### Note 7.5 – Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 décembre 2017 à 252 243 mDT contre 214 177 mDT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
Opérations avec les établissements bancaires	57 198	27 673
Opérations avec la clientèle	178 624	166 370
Emprunts et ressources spéciales	16 074	19 741
Autres intérêts et charges	348	393
<b>Total</b>	<b>252 243</b>	<b>214 177</b>

### Note 7.6 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
<b>Dotations aux provisions sur engagements clientèle</b>	<b>-106 631</b>	<b>-81 369</b>
- Dotations aux provisions pour créances douteuses	-88 468	-44 563
- Dotations aux provisions additionnelles	-80 612	-77 973
- Reprises sur provisions pour créances douteuses	155 401	34 200
- Reprises sur provisions additionnelles	110 987	7 589
- Reprise sur provisions collectives sur créances non classées	242	489
- Créances cédées à STREC et abandonnées	-263 560	-
- Créances cédées ou passées par pertes	-1 835	-1 111
- Reprise agios réservés sur créances abandonnées	61 215	-
<b>Dotations aux provisions pour risques et charges</b>	<b>-22 964</b>	<b>-23 862</b>
- Dotations aux provisions pour risques et charges	-42 136	-26 025
- Reprises de provisions pour risques et charges	19 171	2 163
<b>TOTAL</b>	<b>-129 596</b>	<b>-105 232</b>

### Note 7.7 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2017, le solde de ce poste se détaille comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-13 061	-3 925
Dotations aux provisions pour fonds gérés	-1 309	-1 022
Plus values ou moins values de cession du portefeuille d'investissement	549	-303
Pertes sur fonds SICAR	- 50	-5
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	1 759	23 285
Pertes sur titres de participations	-	-31 739
Reprises sur provisions pour fonds gérés	1 689	1 523
<b>Total</b>	<b>-10 423</b>	<b>-12 186</b>

### Note 7.8 – Autres produits d'exploitation

La rubrique autres produits d'exploitation a atteint au 31/12/2017 un total de 6 855 mDT contre 6 058 mDT au 31/12/2016, détaillés comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
Revenus des immeubles	963	1 015
Intérêts sur crédits au personnel	5 709	4 950
Autres produits accessoires	185	93
<b>Total</b>	<b>6 856</b>	<b>6 058</b>

### Note 7.9 – Frais de personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2017 un total de 156 505 mDT contre 114 219 mDT au 31 Décembre 2016, détaillés comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
Rémunération du personnel	123 306	87 774
Charges sociales	31 119	24 529
Autres charges liées au personnel	2 079	1 916
<b>Total</b>	<b>156 505</b>	<b>114 219</b>



### Note 7.10 – Charges générales d’exploitation

Les charges générales d’exploitation ont atteint au 31 Décembre 2017 un total de 42 096 mDT contre 33 605 mDT au 31 Décembre 2016, détaillées comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
Loyer	3 455	3 318
Entretiens et réparations confiés à des tiers	10 932	7 507
Travaux et façons exécutés par des tiers	8 067	6 438
Primes d'assurance	414	451
Autres	2 185	2 062
Impôts et taxes	1 399	1 264
Fournitures faites à l'entreprise	1 887	1 682
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	802	1 237
Transport et déplacement	757	491
Frais divers de gestion	12 198	9 155
<b>Total</b>	<b>42 096</b>	<b>33 605</b>

### Notes 7.11 – Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires est de 2 280 au 31/12/2017 à contre – 1 521 au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2017	Exercice clos le 31/12/2016
<b>Gains provenant des autres éléments ordinaires</b>	<b>3 499</b>	<b>1 986</b>
- Plus-value de cession	1 071	-
- Subvention TFP	1 013	918
- Autres gains	1 415	1 068
<b>Pertes provenant des autres éléments ordinaires</b>	<b>-1 219</b>	<b>- 3 508</b>
<b>Total</b>	<b>2 280</b>	<b>- 1 521</b>

### Note 7.12 – Impôt sur les sociétés

L’impôt sur les sociétés au titre de l’exercice 2017 et e 2016 correspond au minimum d’impôt.

## 8. Notes sur l'état des flux de trésorerie

### Note 8.1 – Flux de trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2017, un flux de trésorerie net négatif de 326 462mDT.

Les principales variations se détaillent comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 384 254mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées.
- Les crédits et les remboursements sur crédits effectués par la clientèle ont dégagé un flux net négatif de 777 916mDT.
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 523 991mDT.
- Les acquisitions/ cessions des titres de placement ont dégagé un flux net négatif de 58 953 mDT.
- Les sommes versées au personnel et aux créiteurs divers ont atteint 154 132mDT.
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un décaissement net de 241 966mDT.

### Note 8.2 – Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé au cours de l'exercice 2017, un flux net négatif de 3 051 mDT.

### Note 8.3 – Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2017, un flux de trésorerie net négatif de 64 025mDT.

### Note 8.4 – Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la banque ont atteint au 31 Décembre 2017, un solde de -775 588 mDT contre -382 050 mDT au 31 Décembre 2016, détaillées comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, CCP et reprise de liquidité	47 063	40 710
BCT (**)	-1 018 023	-588 887
Banques et organismes spécialisés	70 162	73 692*
Prêts emprunts sur le marché monétaire	100 155	71 556*
Titres de transactions	25 056	20 879
<b>Total</b>	<b>-775 588</b>	<b>-382 050</b>

(\*) Données retraitées pour le besoin de comparabilité

(\*\*) Les montants inscrits dans la rubrique BCT correspondent à la différence entre les avoirs et les engagements de la banque envers la BCT.

## **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

### **I. Rapport sur les états financiers annuels**

#### **1. Opinion avec réserves**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, l'état de résultat, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, sous réserve des incidences des questions décrites dans la section « *fondement de l'opinion avec réserves* », les états financiers, ci joints, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

#### **2. Fondement de l'opinion avec réserves**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

2.1 Ainsi qu'il a été donné en informations au niveau des notes 5.1, 5.2, 5.8 et 5.9, les rubriques « Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT », « Créances sur les établissements bancaires et financiers », « Banque Centrale et CCP » et « Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers » comportent des comptes qui présentent des suspens anciens non apurés se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

En attendant la justification et l'apurement des opérations restées en suspens, nous ne sommes pas en mesure d'établir que ces comptes ne contiennent pas d'anomalies significatives provenant d'erreurs ou d'opérations non autorisées, ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres de la banque que ces travaux pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

2.2 La STB ne dispose pas d'une comptabilité régulière et exhaustive des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base des situations communiquées par les structures internes à la STB à l'exception des avals et des cautions.

Par conséquent, nous formulons une réserve sur la régularité et l'exhaustivité de l'état des engagements hors bilan.

### **3. Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport :

#### **3.1 Classification des créances et estimation des provisions**

##### Question clé d'audit

Les créances s'élèvent au 31 décembre 2017 à 9 950 millions de dinars, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 1369 millions de dinars et les intérêts et agios réservés à 645 millions de dinars.

Comme indiqué dans la note aux états financiers 3.1 « La comptabilisation des engagements et des revenus y afférents », la banque procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes soient remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

##### Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi poursuivi la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;

- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par la Banque.

### ***3.2 Comptabilisation des intérêts et des commissions***

#### Question clé d'audit

Les intérêts sur les engagements et commissions portés au niveau du résultat de l'exercice 2017 s'élèvent à 524 millions de dinars.

Nous avons estimé que la prise en compte des intérêts et des commissions en résultat constitue un point clé d'audit en raison de l'importance de cette rubrique et des limites inhérentes au système d'information de la banque.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par la banque en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux « engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La vérification de la fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

### ***3.3 Prise en compte et de présentation des Bons de Trésor Assimilables – BTA***

#### Question clé d'audit

La présentation des BTA en portefeuille d'investissement ou en portefeuille commercial découle de la politique retenue par la Banque.

Au 31 décembre 2017, la valeur du portefeuille BTA de la Banque s'élève à 1068 millions de dinars. L'application de la politique adoptée par la banque aboutit à la présentation d'un portefeuille BTA en Portefeuille titres Commercial.

En raison du caractère significatif des encours de BTA et du recours aux hypothèses et aux intentions de la gouvernance de la Banque quant à l'affectation de ces titres, nous estimons que la prise en compte du portefeuille et sa valorisation constitue un point clé de l'audit.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons apprécié le dispositif de contrôle mis en place par la Banque concernant l'évaluation et la comptabilisation de son portefeuille. Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants:

- La conformité aux dispositions de la norme comptable n°25 relative au portefeuille titre dans les établissements bancaires ;
- L'appréciation de la politique de liquidité de la Banque et sa corroboration avec l'historique de détention et de placement des BTA ;
- L'appréciation des critères de classement du portefeuille et la fiabilité des modèles d'évaluation appliqués ;
- La vérification des informations fournies au niveau des notes aux états financiers.

### ***3.4 Migration vers le nouveau système d'information***

#### Question clé d'audit

Dans le cadre de la refonte de son système d'information, la banque a acquis deux nouvelles applications Carthago-Agence et Carthago-Engagements. Le déploiement de ces applications a été entamé courant le mois d'Avril 2017 et achevé au mois de Novembre 2017.

En raison des risques que peut renfermer le nouveau système d'information, nous estimons que l'examen de ce système constitue un point clé de l'audit.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons examiné le nouveau système d'information mis en place par la banque du point de vue documentation, validation des données, paramétrage, sauvegarde des opérations de migration et de basculement, contrôle de l'exploitation et maîtrise des pistes d'audit .

### ***4 Paragraphes d'observation***

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les capitaux propres de la banque comportent une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars constituée en vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
2. Les actifs de la banque comportent des engagements des entreprises opérant dans le secteur touristique, ayant bénéficié des mesures exceptionnelles prévues par la circulaire BCT n°2015-12 du 22 juillet 2015 et prorogées par la circulaire BCT n°2017-05 du 24 juillet 2017 et maintenus dans leurs classes de risque de l'exercice 2014, s'élevant à 534 millions de dinars. Ces créances sont couvertes par des provisions de l'ordre de 49 millions de dinars.

3. Les actifs de la banque comportent 31 millions de dinars au titre de créances prises en charge par l'État, sur une période de 25 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999.
4. Une action en justice a été intentée contre la banque en 2011 par Monsieur BRUNO POLI pour la restitution de bons de caisse remis à la BNDT. En date du 29/10/2015, un jugement de première instance, confirmé en appel, a été prononcé contre la banque la condamnant à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. Un pourvoi en cassation a été formulé avec obtention d'un sursis de l'exécution sans consignation. Par référence à l'avis de l'avocat chargé de cette affaire, la banque n'encourt aucun risque.
5. Les états financiers de la Banque Franco-Tunisienne « BFT », filiale de la STB à 78,18%, ont fait l'objet d'une opinion défavorable de la part des commissaires aux comptes en raison de l'incertitude significative qui pèse sur la capacité de la BFT à poursuivre son exploitation et sur sa capacité de recouvrer ses actifs et de payer ses dettes dans le cours normal de ses activités.

En application de l'article 102 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, la STB, actionnaire de référence, pourrait, dans le cadre d'un plan de redressement, être invitée à apporter le soutien nécessaire pour rétablir l'équilibre financier de la BFT.

## **5 *Rapport de gestion***

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la Banque dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## **6 *Responsabilité de la Direction et du Conseil d'Administration dans la préparation et la présentation des états financiers***

Le Conseil d'Administration et la Direction sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au Conseil d'Administration et à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer,

le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration et la Direction ont l'intention de proposer de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

### **7 Responsabilité des Co-commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers



représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

## **II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires**

Dans le cadre de notre mission de co-commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

### **1. Efficacité du système de contrôle interne.**

En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 2) du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne relatif au traitement de l'information comptable et la préparation des états financiers. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que de la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombe à la Direction et au Conseil d'Administration.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction de la banque. Ce rapport fait état d'insuffisances qui impactent les procédures et processus de traitement et de présentation de l'information financière.

Ces défaillances se rapportent particulièrement, à la justification et la réconciliation des flux et des opérations, à l'arrêté du tableau des engagements, à l'auxiliarisation des produits et à la comptabilisation des opérations en devises.

### **2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur**

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la Banque avec la réglementation en vigueur.

### **3. Participations croisées**

Conformément aux dispositions de l'article 466 du code des sociétés commerciales « Une société par actions ne peut posséder d'actions d'une autre société par actions, si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à dix pour cent. ». Cinq sociétés du groupe STB détiennent, au 31 Décembre 2017, 338245 actions dans le capital de la STB.

Ces sociétés seront privées des droits de vote qui y sont rattachés lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les états financiers arrêtés au 31 décembre 2017.

**4. *Position de change***

Par référence à l'article 5 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N°97-08, nous n'avons pas pu apprécier la position de change de la Banque en raison du défaut de tenue d'une comptabilité multidevises tenue conformément aux prescriptions de la norme comptable tunisienne n°23.

**Tunis, le 13avril 2018**

**Les Co-commissaires aux comptes**

**CFA Fathi Saidi**

**Fathi Saidi**

**Groupement CSL-  
CNH**

**Samir Labidi**

## **RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

En application des dispositions des articles 43 et 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers.

Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

### **I. Conventions et opérations nouvellement réalisées**

1. La Société Tunisienne de Banque « STB » a conclu, avec sa filiale la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances « STRC », deux conventions de cession de deux lots des créances bancaires d'un montant égal à 91,398 millions de dinars augmenté des frais engagés et diminués des versements reçus par la STB. La cession a été consentie au prix d'un dinar symbolique.

Suite rectification des lots des créances cédées, le montant de ces créances a été arrêté à 69,996 millions de dinars. Les avenants aux dites conventions ne sont pas encore signés.

2. La STB a conclu, en date du 29 décembre 2017, avec sa filiale la Société Immobilière de l'avenue, une convention de dation en paiement intégral des engagements sous forme de compte courant associé pour 6 millions de dinars et en paiement partiel des engagements provenant du crédit de consolidation pour 12,057 millions de dinars.

En vertu de cette convention, la filiale cède et transporte en toute propriété et avec les toutes les garanties de fait et de droit à la STB qui accepte deux terrains et des immeubles pour un prix de cession égal à 18,015 millions de dinars.

3. La STB a conclu, en date du 29 décembre 2017, avec sa filiale la Société Immobilière de l'avenue, une convention de dation en paiement partiel des engagements découlant de la convention du compte courant associé soit la somme de 1,244 millions de dinars.

En vertu de cette convention, la filiale cède et transporte en toute propriété et avec les toutes les garanties de fait et de droit à la STB qui accepte des immeubles pour un prix de cession égal à 1,244 millions de dinars.

La dite convention a prévu qu'un contrat interviendra ultérieurement pour formaliser la cession des contrats de promesse de vente au profit de la STB dans le cadre d'une opération

de dation en paiement au prix de 3,838 millions de dinars soit le reliquat des engagements irréguliers reconnus initialement à hauteur de 5,082 millions de dinars.

4. En vertu des décisions du ministre des Finances signées le 26 mars 2018, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garantie accordée par l'État, principal actionnaire, pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques au 31 décembre 2017. Ces garanties sont à hauteur de 62,105 millions de dinars.
5. Courant l'exercice 2017, Mr HAMROUNI Abdelkader, membre du conseil d'administration, a souscrit à l'emprunt obligataire privé émis parla STB, pour un montant de 10,940 millions de dinars dont l'amortissement est fixé à un cinquième par an à partir de la première année. Les intérêts sont calculés au taux de 7,5 % l'an.

La charge d'intérêts supportée par la STB au titre de l'exercice 2017 s'élève à 586 mille dinars.

6. Courant l'exercice 2017, Mr HAMROUNI Abdelkader, membre du conseil d'administration, a souscrit à des placements sous forme de CAT en dinars pour un total de 11 millions de dinars détaillés comme suit :

<b>Nature</b>	<b>Montant souscrit</b>	<b>Date souscription</b>	<b>Date échéance</b>	<b>Taux d'intérêt</b>	<b>Total intérêts</b>
CAT	1 000 000	06/01/2017	05/01/2018	TMM+3%	72 913
CAT	1 000 000	03/08/2017	02/08/2018	8%	79 000
CAT	2 750 000	13/10/2017	17/10/2018	TMM+3%	226 539
CAT	6 250 000	18/10/2017	15/01/2018	TMM+3%	129 890
<b>Total en dinars</b>	<b>11 000 000</b>				<b>508 343</b>

7. Courant l'exercice 2017, la société du Pôle de Compétitivité de Monastir-EL FEJJA, partie liée, a souscrit à des placements sous forme de CAT en dinars pour un montant de 2 millions de dinars dont les intérêts sont calculés au taux de 6%. La charge d'intérêts supportée par la STB au titre de l'exercice 2017 s'élève à 14 mille dinars.
8. Courant l'exercice 2017, STB INVEST, filiale de la STB, a souscrit à l'emprunt obligataire privé émis parla STB, pour un montant de un (1) million de dinars dont l'amortissement est fixé à un cinquième par an à partir de la troisième année. Les intérêts sont calculés au taux de 7,6 % l'an.

La charge d'intérêts supportée par la STB au titre de l'exercice 2017 s'élève à 54 mille dinars.

9. Courant l'exercice 2017, SOFIELAN, filiale de la STB, a souscrit à l'emprunt obligataire privé émis parla STB, pour un montant de 0,300 millions de dinars dont l'amortissement est fixé à un cinquième par an à partir de la première année. Les intérêts sont calculés au taux de 7,5 % l'an.

La charge d'intérêts supportée par la STB au titre de l'exercice 2017 s'élève à 16 mille dinars.

## II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

1. En vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
2. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.

L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2017 à 39,455 millions de dinars contre 35,101 millions de dinars au 31 décembre 2016.

3. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a souscrit à l'emprunt national 2014 émis par l'État Tunisien, principal actionnaire, pour 78 millions de dinars dont 70 millions de dinars remboursable sur 7 ans avec une période de grâce de 2 ans et un taux d'intérêt égal à 6,15% (catégorie B) et 7,556 millions de dinars remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 1 an et un taux d'intérêt égal à 5,95% (catégorie A). L'encours de cet emprunt s'élève au 31 décembre 2017 à 56,363 millions de dinars.
4. En vertu de la convention de la garantie de l'État signée suite à la décision du Conseil Ministériel du 02 juin 2011, la STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne « BFT » un prêt interbancaire à hauteur de 70 millions de dinars pour une période de 7 jours renouvelable avec un taux d'intérêt de 5,50%.
5. La STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne « BFT » un prêt interbancaire en devise à court terme qui s'élève au 31 décembre 2017 à 2,740 millions USD soit l'équivalent de 6,806 millions de dinars.
6. La STB a souscrit le 18 octobre 2016 à l'emprunt obligataire subordonné privé émis par la TFB, entreprise appartenant au groupe STB, pour un montant global de 16 millions Euro soit l'équivalent de 39,560 millions de Dinars garanti par l'État en vertu de la décision du ministre des Finances en date du 17 octobre 2016.

En date du 26 mai 2017, la STB a procédé à la conversion de 6 millions d'Euro en capital de ladite société soit l'équivalent de 14,835 millions de dinars. L'encours de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2017 à 24,725 millions de dinars.

7. Antérieurement à l'exercice audité, les sociétés SICAV AVENIR et SICAV INVESTISSEUR, ont souscrits à des placements sous forme de CAT en dinars dont l'encours s'élève au 31/12/2017 à 400 mille dinars. Les intérêts sont calculés au taux de TMM majoré de 3%.
8. Les comptes de dépôts à vue ouverts par certaines sociétés faisant partie du groupe STB accusent au 31/12/2017, un total de 16,3 millions de dinars détaillé comme suit :

<b>Parties liées</b>	<b>Soldes créditeurs</b>
EDDKHILA	3 746 083

STRC	3 632 437
STB FINANCE	3 527 557
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	3 408 746
STB MANAGER	1 412 185
STB SICAR	420 046
BFT	119 058
GEVE	35 428
STB MOYENS GENERAUX	7 875
<b>Total en dinars</b>	<b>16 309 414</b>

9. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a conclu des conventions de comptes courants associés avec les sociétés appartenant au groupe dont l'encours au 31 décembre 2017 s'élève à 79,950 millions de dinars détaillés comme suit :

Société	Encours 31/12/2017	Taux de Rémunération	Intérêt 2017
STRC	50 283	TMM+0,5%	2833
ACTIVHOTELS	12 800	TMM+2%	-
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	12 500	2%	-
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE- avance CCA	4 367	Non rémunéré	-
<b>Total en mille Dinars</b>	<b>79 950</b>		<b>2 833</b>

10. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale STB SICAR plusieurs conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds gérés STB 1	1999	8 000	4 706
Fonds gérés STB 2	2000	8 000	5 049
Fonds gérés STB 3	2001	5 000	3 828
Fonds gérés STB 4	2002	6 500	5 948
Fonds gérés STB 5	2003	6 824	5 654
Fonds gérés STB 6	2005	2 707	1 784
Fonds gérés STB 7	2006	800	729
Fonds gérés STB 8	2007	9 371	6 194
Fonds gérés STB 9	2008	4 800	4 669
Fonds gérés STB 10	2008	8 748	8 728
Fonds gérés STB 11	2009	6 000	6 492
Fonds gérés STB 12	2009	9 898	11 195

Fonds gérés ID STB 1	2002	2 000	1 231
Fonds gérés ID STB 2	2002	2 000	1 258
Fonds gérés ID STB 3	2003	5 436	3 758
Fonds gérés ID STB 4	2005	360	357
Fonds gérés ID STB 5	2006	1 133	1 235
Fonds gérés ID STB 6	2007	4 000	3 613
<b>Total en mille dinars</b>		<b>101 577</b>	<b>76 428</b>

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% prélevée sur les actifs valorisés à la date de clôture du fonds géré payée préalablement à la déduction de tous frais et commissions avec un minimum de 1% du montant des fonds alloués par an ;
- Commission de performance de 10% à 20% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis ;
- Commission de rendement de 10% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

Au cours de l'exercice 2017, la STB a comptabilisé une charge globale de 924 mille dinars au titre de ces différentes commissions.

**11.** En vertu des conventions conclues avec la SICAV L'Épargnant, la SICAV Investisseur et la SICAV Avenir, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces SICAV.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,05% du montant de l'actif net de la SICAV l'épargnant calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève en TTC à 309 945 DT.
- 0,1% du montant de l'actif net de la SICAV l'investisseur calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 1 375 DT.
- 1 000 DT (hors taxes), commission fixe versée annuellement par la SICAV Avenir.

**12.** En vertu des conventions conclues avec sa filiale STB MANAGER, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour les fonds FCP DELTA et FCP HIKMA, gérés par la STB MANAGER.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit une commission de 0,1% (TTC) du montant de l'actif net de chaque fonds calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 263 727 DT en hors taxes.

**13.** En vertu des conventions conclues avec sa filiale STB FINANCE, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour les fonds FCP INNOVATION et FCP CAPITAL PLUS, gérés par la STB FINANCE.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit une commission de 0,1% (hors taxes) du montant de l'actif net de chaque fonds calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 7 990 DT en hors taxes.

**14.** En vertu des conventions conclues avec sa filiale STB FINANCE, cette dernière assure les fonctions suivantes :

- Gestion de toutes les lignes de portefeuille titres actions et droits y afférents et obligations en dépôts sur les comptes de la STB s'engage à transférer tous les portefeuilles titres propres et pour le compte de ses clients. La STB-Finance rétrocédera à la STB une commission, dénommée commission de courtage, égale à 40% des commissions facturées par la STB Finance se rapportant aux transactions émanant du réseau de la Banque. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 2 054 DT en hors taxes.

En rémunération de ces services, la STB FINANCE perçoit une commission de 0,2% sur toutes les opérations qui lui sont confiées et se rapportant au portefeuille titres de la STB. Toutefois, au-delà d'un certain montant, un plafond sera fixé en commun accord entre les deux parties. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 14 579 DT en hors taxes.

Gestion des opérations sur titres de toutes les lignes de l'Emprunt Obligataire National 2014 souscrites par la STB et par ses clients. La STB FINANCE rétrocède à la STB le tiers des commissions perçues dans le cadre du traitement des lignes de l'Emprunt Obligataire National 2014. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 1 932 DT en hors taxes.

- Gestion de l'actionariat STB qui englobe les opérations relatives à la tenue du registre d'actionnaires de la STB ainsi que la tenue des assemblées et opérations rattachées. En rémunération de ces services, la STB FINANCE perçoit un montant forfaitaire annuel de 40 mille dinars (hors taxes).

**15.** Certains personnels de la STB ont fait l'objet de détachement auprès de ses filiales. Les montants facturés par la STB au titre de l'année 2017 se présentent comme suit :

<b>Filiales</b>	<b>1er trimestre</b>	<b>2ème trimestre</b>	<b>3ème trimestre</b>	<b>4ème trimestre</b>
ACTIVHOTELS	19 281	28 396	18 552	17 483
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	19 888	28 823	19 120	21 799
SOFI-ELAN	19 372	28 500	18 581	17 521
STB FINANCE	70 893	105 986	62 284	52 503
STB INVEST	17 129	25 691	16 835	15 815
STB MANAGER	67 986	102 171	66 733	62 711
STB SECURITE ET GARDIENNAGE	20 484	29 664	19 737	22 460
STRC	19 384	28 546	18 656	22 282
STB MOYENS GENERAUX	-	-	10 006	18 020
<b>Total en dinars</b>	<b>254 417</b>	<b>377 777</b>	<b>250 502</b>	<b>250 594</b>



16. La STB loue à ses filiales certains de ses locaux. Les conditions annuelles des contrats de location se détaillent comme suit :

Filiales	Montant du loyer annuel en Dinars	Date début de la location	Majoration par année	Date de début de la majoration	loyer 2017 TTC
STRC 1 <sup>er</sup> étage	10000 (TTC)	01/07/2004	5%	deuxième année de la location	15 600
STRC 2 <sup>ème</sup> étage	10000 (TTC)	01/09/2001	5%	deuxième année de la location	17 838
STRC 3 <sup>ème</sup> étage	10000 (TTC)	01/05/2005	5%	deuxième année de la location	15 038
STB INVEST	8400 (HTVA)	01/07/2004	5%	deuxième année de la location	24 297
STB MANAGER	5400 (HTVA)	01/01/2003	5%	deuxième année de la location	22 631
SOFIGES	27875 (HTVA)	01/01/2010	5% (tous les deux ans)	troisième année de la location	13 018
SOFI-ELAN	5 227 (HTVA)	01/12/2011	5% (tous les deux ans)	troisième année de la location	5 763
STB SECURITE ET GARDIENNAGE	4 800 (HTVA)	01/01/2016	5% (tous les deux ans)	troisième année de la location	4 800
STB MOYENS GENERAUX	5 400 (HTVA)	01/01/2016	5% (tous les deux ans)	troisième année de la location	5 400
<b>TOTAL EN DINARS</b>					<b>124 385</b>

17. Courant 2016, la STB a signé avec sa filiale, la société STB Sécurité et Gardiennage une convention de prestation de services ayant pour objet d'assurer les prestations de gardiennage des locaux et des établissements appartenant à la STB pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 renouvelable par tacite reconduction. Le prix des prestations de gardiennage est calculé en fonction du salaire brut mensuel de chaque agent de gardiennage majoré des avantages ainsi que les frais du siège de la STB Sécurité et Gardiennage. Les montants facturés au titre des prestations réalisées pour l'année 2017 ont totalisés la somme de 3 976 mille dinars.

18. Courant 2015, la STB a signé avec sa filiale, la société STB Moyens Généraux une convention de prestation de services ayant pour objet d'assurer les services de nettoyage des locaux et des établissements appartenant à la STB pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> février 2015 renouvelable par tacite reconduction. Le prix des prestations de nettoyage calculé en fonction du salaire brut mensuel de chaque agent de nettoyage majoré des avantages ainsi que les frais du siège de la STB Moyens Généraux. Les montants facturés au titre des prestations réalisées pour l'année 2017 ont totalisés la somme de 4 451 mille dinars.

19. Les concours bancaires accordés par la STB à ses administrateurs et ses dirigeants totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 139,354 millions de dinars, répartis comme suit :

Administrateurs et Dirigeants	Encours au 31/12/2017
STAR	2 430 109
GRUPE HAMROUNI ABDELKADER	26 421 733

GROUPE KHALFALLAH BECHIR	110 426 582
KHALFALLAH MOHAMED SALAH	808
ZARROUK MOHAMED	250
Directeur général adjoint	74 896
<b>Total en dinars</b>	<b>139 354378</b>

20. Les concours bancaires accordés par la STB aux sociétés, parties liées, totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 44,186 millions de dinars, répartis comme suit :

<b>Parties liées</b>	<b>Encours au 31/12/2017</b>
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	33 975 565
ED-EDDKHILA	8 660 721
GENERALE DES VENTES	847 000
STB FINANCE	700 000
STB SICAR	2 973
STB INVEST	2
<b>Total</b>	<b>44 186 261</b>

### III. Obligations et engagements de la STB envers les dirigeants

1. Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

▪ Les éléments de rémunération du Directeur Général tels que fixés par le comité de rémunération de la banque, ont été approuvés par le conseil d'administration de la STB réuni en date du 30 mai 2016. Les éléments de rémunération du DG se composent comme suit :

- un élément fixe qui consiste en un salaire net mensuel fixé à 16 mille dinars,
- et un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe soit 96 mille dinars et qui sera calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.

Les avantages en nature sont une voiture de fonction avec un quota de 500 litres de carburant par mois, une 2ème voiture de fonction à usage domestique avec un quota de 250 litres de carburant par mois, prise en charge des frais de communication téléphonique avec un plafond de 250 dinars par mois ainsi que le remboursement de tous les frais engagés dans le cadre de l'exercice de son activité sur présentation des factures y afférentes.

▪ Les éléments de rémunération du Directeur Général Adjoint tels que révisés par le comité de nomination et de rémunération de la banque, ont été approuvés par le conseil d'administration de la STB réuni en date du 16 novembre 2016. Les éléments de rémunération du DGA ont été révisés comme suit :

- un élément fixe qui consiste en un salaire brut mensuel fixé à 4,767 mille dinars soit un salaire net de 2,670 mille dinars ;

- et un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe et qui sera calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.

Les avantages en nature sont une voiture de fonction avec un quota de 400 litres de carburant par mois ainsi que le remboursement des frais téléphoniques.

- Les rémunérations des conseillers de la direction générale ont été fixées par décisions des conseils d'administration réunis en dates du 29 juin 2016, 27 avril 2017 et 4 décembre 2017. Les éléments de rémunération se détaillent comme suit :

Nature	Conseiller 1		Conseiller 2
	Du 01/01/2017 au 30/06/2017	Du 01/07/2017 au 31/12/2017	Du 04/12/2017 au 31/12/2017
<b>Rémunération fixe</b>	2 498 dinars en brut/mois	4 790 dinars en brut/mois	5 000 dinars en net/mois
<b>Rémunération variable</b>	allant jusqu'à 10 mille dinars sur proposition du DG et à la discretion du conseil d'administration		allant jusqu'à 10 mille dinars à la discretion du DG en fonction de la réalisation des objectifs
<b>Avantages en nature</b>	voiture de fonction et 400 litres de carburants/mois		200 litres de carburants/mois

- Suite recommandation du conseil d'administration réuni en date du 9 novembre 2016, et pour régulariser la situation du conseiller de la direction générale, un contrat de prestation de service a été signé entre la STB et la société Business and Financial Consulting en date du 27 mars 2017 pour une période allant du 15 septembre 2016 au 14 septembre 2017. En vertu de cette convention, la société BFC s'engage à affecter un conseiller auprès de la direction générale moyennant un prix fixé à 36 mille dinars en hors taxes. Et suite décision du conseil d'administration réuni en date du 6 février 2018, un avenant au contrat indiqué ci-haut a été signé afin que la société BFC Tunisie subroge BFC pour la période allant du 14 septembre 2017 au 14 septembre 2018 en maintenant la même rémunération.

Aucune rémunération n'a été payée en 2017.

- Le montant des jetons de présence à servir aux administrateurs de la STB a été fixé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 23 mai 2017 à 4000 dinars en nets par séance pour le président du conseil d'administration et à 2000 dinars en nets par séance pour les membres du conseil d'administration.
- Le montant des jetons de présence à servir aux administrateurs membres du comité permanent d'audit et du comité des risques a été fixé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 23 mai 2017 à 2000 dinars en nets et par séance pour le président de chaque comité et à 1000 dinars en nets et par séance pour les membres des comités. Les présidents et membres de plus d'un comité seront rémunérés sur la base de leurs présences dans un seul comité de leurs choix.

2. Les obligations et engagements de la STB envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017, se présentent comme suit (en DT) :

Nature de la rémunération	DG		DGA et conseillers		Administrateurs	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017
Avantages à court terme	617 689	-	278813	37 623	150 000	164 735
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-	5 195	60 061	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>617 689</b>	<b>-</b>	<b>284007</b>	<b>97 684</b>	<b>150 000</b>	<b>164 735</b>

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des textes de loi sus-indiqués.

**Tunis, le 13 avril 2018**

**Les Co-commissaires aux comptes**

**CFA Fathi Saidi**

**Fathi Saidi**

**Groupement CSL- CNH**

**Samir Labidi**

البنك التونسي السعودي  
المقر الاجتماعي : 32, نهج الهادي كراي - 1082 تونس

ينشر البنك التونسي السعودي قوائمه المالية للسنة المحاسبية المختومة في 2017/12/31 هذه القوائم مصحوبة بالتقرير العام و الخاص لمراقبي السيد شريف بن زينة والسيد زياد خديم الله.

الموازنة المقارنة  
في نهاية ديسمبر 2017  
(الوحدة : ألف دينار تونسي)

2016/12/31	2017/12/31	مذكرة	الأصول
16 531	21 335	1	أرصدة بالصندوق ولدى البنك المركزي
13 574	23 400	2	ودائع ومستحقات لدى المؤسسات البنكية
498 557	563 717	3	مستحقات على الحرفاء
53 556	42 314	4	المحفظة التجارية (*)
79 247	120 528	5	محفظة الاستثمار (*)
12 520	13 200	6	الأصول الثابتة
65 600	67 249	7	أصول أخرى
<b>739 585</b>	<b>851 743</b>		<b>مجموع الأصول</b>
			<b>الخصوم</b>
95 057	100 073		البنك المركزي والحساب البريدي
36 315	41 902	8	إيداعات وأرصدة المؤسسات البنكية والمالية
397 397	487 409	9	ودائع الحرفاء
179	119	10	الإقتراضات الخارجية
72 411	81 681	11	خصوم أخرى
<b>601 359</b>	<b>711 184</b>		<b>مجموع الخصوم</b>
		12	<b>الأموال الذاتية</b>
100 000	100 000		رأس المال
83 290	83 292		الاحتياطيات
-	-		أموال ذاتية أخرى
- 50 403	- 44 955		أرباح مرحلة
5 339	2 222		النتيجة المحاسبية
<b>138 226</b>	<b>140 559</b>		<b>مجموع الأموال الذاتية</b>
<b>739 585</b>	<b>851 743</b>		<b>مجموع الخصوم و الأموال الذاتية</b>

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016 خارج المحاسبة لغاية المقارنة.

**التعهدات خارج الموازنة المقارنة**  
**في نهاية ديسمبر 2017**  
(الوحدة : ألف دينار تونسي)

2016/12/31	2017/12/31	مذكرة	البنود
60 155	64 784		- الضمانات و الكفالات المقدّمة
13 845	20 498		- إتماداتمستندية
95 000	100 000		-الأصول المقدمة بضمان
<b>169 000</b>	<b>185 282</b>	<b>1.13</b>	<b>مجموع خصوم محتملة</b>
398	70 033		تعهدات تمويل مقدّمة
313	313		تعهدات على المساهمات
<b>711</b>	<b>70 346</b>	<b>1.13</b>	<b>مجموع تعهدات ممنوحة للحرفاء</b>
-	-		- اقتراضات متعهّد فيها وغير مسحوبة
253 927	379 863		- ضمانات مقبولة
<b>253 927</b>	<b>379 863</b>	<b>2.13</b>	<b>مجموع تعهدات مستلمة</b>

**قائمة النتائج المقارنة**  
**من 1 جانفي الى 31 ديسمبر 2017**  
(الوحدة: ألف دينار تونسي)

2016/12/31	2017/12/31	مذكرة	البند
			<b>إيرادات الإستغلال البنكي</b>
36 658	41 897	<b>1.1.14</b>	فوائد مستلمة وإيرادات أخرى (*)
11 267	13 144	<b>2.1.14</b>	عمولات
8 799	5 537	<b>3.1.14</b>	أرباح المحفظة التجارية والعمليات المالية (*)
4 774	8 664	<b>4.1.14</b>	أرباح محفظة الإستثمار
<b>61 498</b>	<b>69 242</b>		<b>مجموع إيرادات الإستغلال البنكي</b>
			<b>أعباء الإستغلال البنكي</b>
-23 581	-25 737	<b>5.1.14</b>	فوائد مدفوعة وأعباء أخرى
<b>-23 581</b>	<b>-25 737</b>		<b>مجموع أعباء الإستغلال البنكي</b>
<b>37 917</b>	<b>43 505</b>	<b>1.14</b>	<b>النتائج البنكي الصافي</b>
-2 923	-14 687	<b>4.14</b>	مخصصات المدخرات ونتيجة تصحيح قيم المستحقات (*)
7 753	782	<b>5.14</b>	مخصصات المدخرات ونتيجة تصحيح قيم محفظة الاستثمار (*)
134	72	<b>7.14</b>	إيرادات الإستغلال الأخرى
-17 226	-19 554	<b>3.14</b>	أجور وتكاليف إجتماعية
-6 174	-6 794	<b>2.14</b>	تكاليف الإستغلال العامة
-2 034	-2 372	<b>6.14</b>	رصد الإستهلاكات والإطفاءات
<b>17 447</b>	<b>952</b>		<b>نتيجة الإستغلال</b>
-11 954	1 440	<b>8.14</b>	أرباح وخسائر عادية أخرى
-149	-165	<b>4.11</b>	الضريبة على الشركات
<b>5 344</b>	<b>2 227</b>		<b>نتيجة الأنشطة العادية</b>
-5	-5	<b>5.11</b>	أرباح وخسائر خارقة للعادة
<b>5 339</b>	<b>2 222</b>		<b>نتيجة السنة المالية بعد مفعول التغيرات المحاسبية</b>

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة.

**جدول التدفقات النقدية المقارن  
في نهاية ديسمبر 2017  
(الوحدة: ألف دينار تونسي)**

2016/12/31	2017/12/31	مذكرة	
<b>أنشطة الاستغلال</b>			
54 974	62 402		إيرادات الاستغلال البنكي المقبوض
-30 718	-32 314		أعباء الاستغلال البنكي المدفوعة
-643	11 660		إيداعات المؤسسات المالية والبنكية
-19 756	-79 526		قروض و تسبيقات/سداد قروض و تسبيقات ممنوحة للحرفاء
9 756	90 885		ودائع/ مسحوبات للحرفاء
25 413	38 726		سندات التوظيف
-21 563	-15 227		مبالغ مسددة للأعوان ودائنون آخرون
-9 098	5 160		تدفقات نقدية أخرى متأتية من أنشطة الإستغلال
-154	-169		الأداءات المدفوعة على الأرباح
<b>8 211</b>	<b>81 597</b>	<b>1.15</b>	<b>التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستغلال</b>
<b>أنشطة الاستثمار</b>			
4 791	5 391		فوائد وحصص أرباح مقبوضة على محفظة الاستثمار
8 480	-68 298		إقتناء/تقويت في محفظة الاستثمار
-3 644	-3 052		إقتناء/تقويت في أصول ثابتة
<b>9 627</b>	<b>-65 959</b>	<b>2.15</b>	<b>التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستثمار</b>
<b>أنشطة التمويل</b>			
184	110		إصدار أسهم
-	-		إصدار إقتراضات
-	-		سداد إقتراضات
-79	-60		إرتفاع / إنخفاض الموارد الخصوصية
-	-		حصص أرباح مدفوعة
<b>105</b>	<b>50</b>	<b>3.15</b>	<b>التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل</b>
17 943	15 688		التغيير الصافي في السيولة أو ما يعادلها خلال الفترة المحاسبية
-88 901	-70 958		السيولة أو ما يعادل السيولة في بداية الفترة المحاسبية
<b>-70 958</b>	<b>-55 270</b>	<b>15</b>	<b>السيولة أو ما يعادل السيولة في نهاية الفترة المحاسبية</b>



# إيضاحات حول القوائم المالية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2017

## 1 - تقديم البنك

تأسس البنك التونسي السعودي يوم 30 ماي 1981، إثر توقيع إتفاقية في الغرض بين الجمهورية التونسية والمملكة العربية السعودية. وقد تم تغيير الاسم و الغرض الاجتماعي للبنك طبقا لقرار الجمعية العامة الخارفة للعادة المنعقدة بتاريخ 15 ديسمبر 2004، لتمارس نشاط البنك الشامل بعد أن تم إلغاء الإتفاقية المذكورة.

أهمّ مشمولات البنك قبول الودائع ومنح القروض بجميع أشكالها، القيام بعمليات الصرف، وضع وسائل الدفع، القيام بالإستثمارات والمساهمة في رأس مال الشركات التونسية العربية والأجنبية وبصفة عامة جميع العمليات المصرفية.

و يبلغ رأس مال البنك 100 مليون دينار مجزأ على مليون سهم بقيمة إسمية للسهم الواحد تساوي 100 دينار، موزعة مناصفة بين المملكة العربية السعودية والدولة التونسية.

و في نطاق تطهير الوضعية المالية و تحويل البنك التونسي السعودي إلى بنك شامل وقع أثناء سنة 2002 التفويت في مستحقات متعثرة على الحرفاء بما قيمته 162 351 ألف دينار و قسط من محفظة الاستثمار يبلغ 74 127 ألف دينار.

وقد تم طبقا لقرار الجمعية العامة غير العادية المنعقدة بتاريخ 15 مارس 2017، تغيير الاسم لتصبح البنك التونسي السعودي (ت.س.ب).

## 2- الإتفاقيات والطرق في المحاسبة

إنّ القوائم المالية للبنك معدة ومقدمة حسب القوانين المعمول بها وخاصة النظام المحاسبي للمؤسسات. وهي تشمل المفاهيم العامة و الإتفاقيات المحاسبية كما ضبطها الأمر 96- 2459 والقرار المؤرخ في 25 مارس 1999، الصادر عن وزير المالية المتعلق بمعايير المحاسبة في القطاع البنكي.

### 1.2. تقديم القوائم المالية

يعتمد البنك التونسي السعودي محاسبية طبقا لقرار وزير المالية حسب القانون والمعايير المحاسبية المحدثة التي تخصّ المؤسسات المالية كما وردت في القرار المذكور. وتتكوّن هذه القوائم المالية من الموازنة، وجدول التعهدات خارج الموازنة وقائمة النتائج وجدول التدفقات النقدية والمذكرات للقوائم المالية كما ينصّ عليها معيار المحاسبة رقم 21 الذي يخصّ تنظيم طريقة تقديم القوائم المحاسبية للمؤسسات المالية.

### 2.2. أسس القياس والمعايير المحاسبية المطبقة

ترتكز القوائم المالية للبنك التونسي السعودي على أسس تقييم الأصول بكلفة الإقتناء وهو ما يطابق المعايير المحاسبية في البلاد التونسية. ويمكن تلخيص أهمّ المعايير المتوخاة لضبط القوائم المالية للبنك كما يلي:

#### 1.2.2. الأصول الثابتة

أدرجت الأصول حسب سعر الإقتناء مع إدماج المصروفات المباشرة دون إحتساب الأداء على القيمة المضافة القابلة للطرح.

وتمّ احتساب استهلاك هذه الأصول بصفة قارة مقارنة بالسنة الفارطة و حسب النسب المفصلة بالجدول التالي :

البيان	2017 (%)	2016 (%)
أراضي	-	-
بنايات	2%	2%
معدات مختلفة	10%	10%
معدات نقل	20%	20%
معدات إعلامية	33%	33%
معدات مكاتب	20%	20%
أثاث مكاتب	20%	20%
معدات تصوير و فيديو	20%	20%
تجهيزات وتركيبات مختلفة	10%	10%
برامج إعلامية	33%	33%

## 2.2.2. محفظة المساهمات

تنقسم محفظة مساهمات البنك إلى نوعين إثنين هما محفظة الاستثمار و محفظة التوظيف.

تتضمن محفظة الإستثمار الأسهم التي تم شراؤها للحفاظ عليها لفترة غير محدّدة وخاصّة منها أسهم المساهمات في الشركات أو المساهمات في المؤسسات المشتركة وكذلك الحصص في الشركات المرتبطة. يتم ادراج أسهم المساهمة بتكلفة اقتناءها وبتاريخ 31 ديسمبر 2017، تم تقسيم هذه الأسهم حسب قيمتها المتداولة على أساس أسعار البورصة بالنسبة للأسهم المسوّمة بالبورصة وحسب القيمة العادلة بالنسبة للأسهم الغير مسوّمة بإستثناء أسهم سوتاسيب والتي وقع تقييمها بالإعتماد على القيمة ذات الجدوى وذلك طبقاً للفقرات 30 و 33 من معيار المحاسبة رقم 25.

وتعتمد هذه القيمة ذات الجدوى على السعر المعمول به في المعاملات الأخيرة، و على القيمة الصافية المعدلة للأصول وعلى النتائج وعلى المرودية المنتظرة للشركة المصدرة للأسهم وعلى درجة سيولة و مردودية السهم.

أما محفظة التوظيفات فهي تحتوي على أسهم تم اقتناءها لفترة قصيرة المدى ويقع إدراجها محاسبيا بسعر الإقتناء.

لقد تم التقييم لأسهم المدرجة بالبورصة حسب معدل التسعيرة المرجّح. وذلك في 31 ديسمبر 2017. أما بالنسبة للأسهم غير المدرجة فقد وقع تقييمها حسب القيمة العادلة.

خلافا لما ورد بالمعيار رقم 24 واعتبارا لاستقلالية السنوات المحاسبية بالنسبة للأسهم ذات إتفاقية تفويت للحرفاء، لم يقع الربط بين إيرادات المؤسسة و أعبائها. وتوخيا للحذر، تسجل البنك التونسي السعودي هذه الإيرادات عند قبضها.

لا تدوّن إيرادات فوائض قيمة بيع أسهم محفظة المساهمات و محفظة التوظيفات إلا عند الإنجاز.

أمّا بالنسبة لفوائض القيمة الكامنة لأسهم محفظة المساهمات أو لأسهم المحفظة التجارية فلا يقع احتسابها ضمن الإيرادات إلا عند الإنجاز و ذلك طبقا لاتفاقية الحذر المحاسبية.

في المقابل وقع تخصيص مدّخرات لنواقص القيمة الكامنة لمحفظة المساهمات و محفظة التوظيفات.

خلافا لمقتضيات الفصل 21 من قانون 2001 الصادر في 10 جويلية 2001، والمتعلق بمؤسسات القرض، يوجد بمحفظة أسهم البنك مساهمات تفوق النسبة القانونية.

## 3.2.2. التعهدات

تشمل التعهدات جميع القروض و التسبيقات الممنوحة من البنك وكذلك التعهدات والضمانات و الكفالات تحت الطلب.

## 1.3.2.2. مخصصات المدخرات الفردية

وقع تقييم التعهدات للمعيار المحاسبي القطاعي عدد 24 وحسب مراجع التدقيق في المحاسبة الخاصة بالنظام المالي طبقا للمذكرة رقم 23-93 والناشير 24-91 و 04-99 و 12-2001 الصادرة عن البنك المركزي و المنظمة لتوزيع المخاطر وتصنيف الديون.

كما وقع تخصيص جميع التعهدات المشكوك في إستخلاصها إن حلّ استحقاقها أو لم يحل بعد، إلى جانب الإيرادات المحتسبة في النتائج خلال السنوات الفارطة.

أمّا بالنسبة للإيرادات المرتبطة بالتعهدات بالمتعاقد عليها، فإنه يتم ادراجها كعائد يتم ربطه بنسبة الإستحقاق، ما عدا إذا كان استخلاصها الفعلي غير مأمّن بصفة معقولة.

وطبقا للفصل 9 من منشور البنك المركزي رقم 24-91، وقع تقييد إيرادات الديون المستحقة على الحرفاء المصنفة بالدرجات (2، 3 و 4) في بند الفوائد المخصصة.

طبقا لما ورد بنفس الفصل، وقع تدوين الفوائد غير المستخلصة للإستحقاقات المصنفة (1) ضمن إيرادات الفترة.

### ■ التصنيف

وقع تصنيف المستحقات بالنظر الى المعلومات المتوفرة إلى تاريخ الإقفال وذلك :  
- سواء حسب أقدمية الإستحقاق غير المسدد وذلك على النحو التالي :

الصف	تأخير التسديد
1	أقلّ من 90 يوم
2	ما بين 90 و 180 يوم
3	ما بين 180 و 360 يوم
4	ما فوق 360 يوم
5	في طور النزاعات

- سواء حسب تقييم مردودية المشروع والوضعية المالية الشاملة للحريف.

- سواء حسب تجميد الحساب الجاري.

ولقد وقع تعديل هذه الطريقة لأخذ الوضعيات الخاصة بعين الاعتبار و نذكر منها :

\* المصالحات الواردة بعد تاريخ الإقفال والإستخلاصات غير المسددة الواردة بعد 31 ديسمبر 2017.

\* توقعات حظوظ إستخلاص الإستحقاقات للمشاريع التي هي في طور الإنجاز.

### ■ نسبة مخصصات المدخرات :

يفتضي تطبيق معايير الحذر في القطاع البنكي بالبلاد التونسية نسب تخصيص مدخرات منصوص عليها حسب تصنيف المستحقات الصافي (أي إجمالي المستحقات بعد طرح الضمانات العينية المعتمدة) كما يلي:

الصف	نسبة التخصيص
صنف 0	0%
صنف 1	0%
صنف 2	20%

50%	صنف 3
100%	صنف 4
100%	صنف 5

أدرج البنك الفوائد غير المستخلصة بالنسبة للإستحقاقات من الأصناف (2، 3، 4 و 5) ضمن الفوائد المؤجلة. وهذا يتطابق مع ما ورد بالفصل 9 من المنشور رقم 91-24 الصادر عن البنك المركزي.

## ■ الضمانات المعتبرة

### ● الضمانات المحتسبة

لتقييم مخصصات المدخرات وقع اعتبار الضمانات الآتية:

- ◀ الضمانات الصادرة عن الدولة والبنوك وشركات التأمين عندما تكون مجسمة.
- ◀ ودائع ضمانات أو أصول مالية يمكن التحصيل عليها دون أن يتم التنقيص من قيمتها.
- ◀ الرهون المسجلة و المتعلقة بعقارات وقع ترسيمها بإدارة الملكية العقارية.
- ◀ وعود ضمان رهون متعلقة بأراضي وقع إقتناؤها لدى الوكالة العقارية للسكنى أو لدى الوكالة العقارية الصناعية أو لدى الوكالة العقارية السياحية أو لدى شركات التنمية السياحية.

### ● تقييم الضمانات

#### - الرهون العقارية :

- وقع تقييم الرهون العقارية المرتكزة على أسس قانونية بالإعتماد على طبيعة وإمكانيات تحقيق النفويت فيها ونظرا لإعتبار القيمة العادلة المحتسبة وقد تم احتساب هذه القيمة حسب المتغيرات التالية :
- ◀ القيمة المحددة حسب تقرير خبير خارجي.
  - ◀ القيمة المحددة داخليا من طرف البنك التونسي السعودي.

## 2.3.2.2. مخصصات المدخرات الجماعية

طبقا لمنشور البنك المركزي عدد 24 لسنة 1991، فقد خصص البنك مدخرات ذات صبغة عامّة تسمى "المدخرات الجماعية" على التعهدات العادية (صنف 0) والتعهدات التي تتطلب متابعة خاصة (صنف 1). وقد تم احتساب هذه المدخرات تطبيقا لمبادئ المنهجية المرجعية التي أقرها البنك المركزي. وتنص هذه المنهجية على ما يلي :

- احتساب نسبة مرّحلة ومعدّلة حسب كل قطاع نشاط والذي يطابق الأخطار الإضافية للسنة المعنية (N) بالعودة إلى التعهدات صنف 0 و 1 للسنة القبل المعنية (N-1).
- ويتم احتساب الأخطار الإضافية بالرجوع إلى تفاقم الأصناف السنوية (تعهدات 0 و 1 للسنة القبل المعنية -N) (1) والتي أصبحت مصنفة 2-3-4 في آخر السنة المعنية ((N)).
- احتساب عامل غير موجّه حسب كل قطاع نشاط والذي يطابق العلاقة بين نسبة المتأخرات الجارية والتعهدات المدّعمة لصنفي 0 و 1 لسنة 2017، مع مثيلتها لسنة 2016. ويتم ارجاع هذا العامل الغير موجّه إلى 1 عندما تعطي القاعدة التي نصت عليها المنهجية المرجعية نتيجة أقلّ.
- تطبيق نسب مدخرات لكل قطاع نشاط الذي يطابق العلاقة بين مبلغ المدخرات والأخطار الإضافية.

### 3.3.2.2 مخصصات المدخرات الإضافية

تلزم مقتضيات منشور البنك المركزي 2013-21 المؤرخ في 30 ديسمبر 2013، مؤسسات القرض بتخصيص مدخرات إضافية على الأصول المصنفة "4" والتي بلغت فترة تصنيفها 3 سنوات أو أكثر. تخصص هذه المدخرات حسب النسب الدنيا و المحددة كما يلي :

- 40% من المخاطر الصافية على الأصول التي بلغ تصنيفها 4 لفترة تتراوح بين 3 و 5 سنوات.
- 70% من المخاطر الصافية على الأصول التي بلغ تصنيفها 4 لفترة تتراوح بين 6 و 7 سنوات.
- 100% من المخاطر الصافية على الأصول التي بلغ تصنيفها 4 لفترة تفوق أو تعادل 8 سنوات.

تطبق هذه النسب على المخاطر الصافية أي ما يعادل مجموع التعهدات بعد طرح :

- الفوائد المخصصة
  - ضمانات الدولة و مؤسسات التأمين و القرض
  - الضمانات المتمثلة في ودائع أو أصول مالية قابلة للتفويت دون التأثير على القيمة
  - المدخرات المخصصة في إطار مقتضيات الفصل 10 من منشور البنك المركزي 24-91 .
- وقع إعتبار سند المنشور المذكور أعلاه كتغيير في الطريقة المحاسبية و ذلك بتعديل الأموال الذاتية في بداية الفترة 2013، و المتمثلة في المدخرات الإضافية على الأصول المصنفة "4" والتي بلغت فترة تصنيفها 3 سنوات أو أكثر في أواخر 2012.

### 3- النظام الجبائي

يخضع البنك التونسي السعودي للنظام الجبائي العام غير أنّ البنك يتمتع بنظام تقاضي بتخفيض الضريبة على الدخل لمدة 20 سنة، الأولى من ابتداء النشاط وذلك حسب ما ورد بالقانون الخاص ببنوك الاستثمار 88-93 المؤرخ في 2 أوت 1988.

و حسب مقتضيات الفصل 3 من قانون بنوك الاستثمار، أصبح البنك خاضعا للنظام الجبائي العام ابتداء من 31 ماي 2001.

و يتمتع البنك كذلك بتخفيضات على الضريبة حسب نوعية المساهمات في رأس مال الشركات التي تنشط في القطاعات المنصوص عليها بمجلة تشجيع الاستثمار.

و حسب ما ورد بمجلة الضريبة على الأشخاص الطبيعيين و الشركات يخول بداية الفقرة الأولى من الفصل 48 للبنك التونسي السعودي تخصيص إحتياطات على إستحقاقات مشكوك في استخلاصها والقابلة للطرح كليا من المربح الخاضعة للضريبة والمنجزة ابتداء من فاتح جانفي 2005 إلى غاية 31 ديسمبر 2017.

و عند احتساب المربح الخاضعة للضريبة، يمكن للبنك خصم المخصصات المحتسبة على قيمة الأسهم والحصص الإجتماعية وذلك بنفس النسبة.

ومن جهة أخرى، ينتفع البنك كذلك بطرح المدخرات لإحتياطات نقص قيمة الأسهم والمساهمات كليا من قاعدة الضريبة على الشركات.

طبقا لما جاء بالقانون عدد 32 لسنة 2003، المؤرخ في 28 افريل 2003، والمتعلق بالإجراءات الجبائية المدّعمة لعمليات التطهير المالي لبنوك الإستثمار، فإن الخسائر المنجزة عن إحالة المستحقات إلى شركات الإستخلاص والمساهمات في شركات الإستثمار قد تم ادراجها في الإحتياطات الخاصة طبقا للقرار الرابع للجلسة العامة العادية بتاريخ 26 جوان 2003، دون الرجوع في الإمتيازات الجبائية المتحصل عليها.

ويسمح هذا القانون للبنك بتحميل هذه الخسائر على نتائج السنوات الموالية للسنة المعنية حتى لا يتم محو الخسائر كليا.

أما بالنسبة للأداء على القيمة المضافة فإن البنك التونسي السعودي خاضع جزئيا للأداء. و قد كانت النسبة المطبقة أثناء سنة 2017 تساوي 17,55% .

#### 4- الوحدة النقدية

تنجز القوائم المالية للبنك التونسي السعودي بالدينار التونسي. أما العمليات المنجزة بالعملات الأجنبية فقد تم تحويلها حسب سعر الصرف المعمول به بتاريخ الإقفال.

#### 5- توضيحات حول القوائم المالية

##### توضيح-1 أرصدة بالصندوق ولدى البنك المركزي والبريد والخزينة العامة

يشمل هذا البند رصيد الصندوق نقدا ورصيد البنك لدى البنك المركزي والحسابات الجارية بالبريد والخزينة العامة. وعند تاريخ الإقفال بلغ مجموع السيولة 21 335 ألف دينار مقابل 16 531 ألف دينار لسنة 2016.

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
نقد في الصندوق*	9536	5 465
البنك المركزي	11 799	11 066
المجموع	21 335	16 531

\*يتضمن هذا البند حسابات العمليات النقدية التي تبلغ 3 551 ألف دينار في نهاية 2017، مقابل 221 ألف دينار في نهاية 2016.

##### توضيح 2 – مستحقات على المؤسسات البنكية والمالية

يشمل هذا البند الأرصدة السائلة و المستوجبة كما يشمل عمليات القرض ليوم بيوم وطويلة المدى ولأجل للبنوك والمؤسسات المالية.

وإلى غاية 31 ديسمبر 2017، بلغ مجموع الإستحقاقات على البنوك و المؤسسات المالية 23 400 ألف دينار مقابل 13 574 ألف دينار في نهاية 2016 والمفصلة كالاتي:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
المراسلون	9 587	8 269
توظيفات مالية	13 813	5 305
المجموع	23 400	13 574

##### توضيح 3 – مستحقات على الحرفاء

عند تاريخ الإقفال بلغ مجموع صافي المستحقات على الحرفاء 563 717 ألف دينار مقابل 498 557 ألف دينار بالنسبة للسنة الفارطة. و تتوزع كالاتي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
قروض لم يحل أجلها	1.1.3	398 247	349 332
قروض مصالحة لم يحل أجلها	1.1.3	64 796	84 668
قروض غير مسددة (أصول وفوائد)	2.1.3	150 600	107 860
إستحقاقات أخرى	3.1.3	1 470	1 013
حرفاء مدينون	4.1.3	146 444	127 778
فوائد مستحقة	1.1.3	7 422	5 976
مجموع الإستحقاقات		768 979	676 627
تسبيقات على قسامم الصندوق و شهاداتا لإيداع		4 331	5 204

130	172	فوائد مستحقة على تسبيقات على قسائم الصندوق و شهادات الإيداع
-1 411	-2 170	فوائد مسجلة مسبقا
<b>680 550</b>	<b>771 312</b>	<b>مجموع (1)</b>
-68 780	-80 519	2.5.1.3 الفوائد المؤجلة
-113 213	-127 076	1.5.1.3 مخصصات على الديون
<b>-181 993</b>	<b>-207 595</b>	<b>5.1.3 مجموع (2)</b>
<b>498 557</b>	<b>563 717</b>	<b>صافي الديون (1)+(2)</b>
50 999	155 316	تعهدات خارج الموازنة

### 1.3. هيكلية المستحقات على الحرفاء

بلغت القيمة الخامة للمستحقات الجارية والتي هي من الصنف (0 و1) مبلغ 497 786 ألف دينار في نهاية سنة 2017، وهو ما يمثل 65% من مجموع مستحقات البنك التونسي السعودي مقابل 441 612 ألف دينار في نهاية 2016 وهو ما يوازي 65% من مجموع المستحقات.

أما مجموع المستحقات من الأصناف (2، 3، 4 و 5)، فقد بلغ 271 193 ألف دينار في نهاية سنة 2017، دون اعتبار التعهدات خارج الموازنة وهو ما يمثل 35% من مجموع المستحقات، مقابل 235 015 ألف دينار بالنسبة لسنة 2016، وهو ما يمثل 35% من مجموع المستحقات.

#### ❖ توزيع المستحقات حسب صنف المخاطر

يكون توزيع جميع المستحقات على النحو التالي :

(الوحدة : ألف دينار)

2016		2017		الصنف
%	القيمة	%	القيمة	
53%	358 455	55%	422 621	الصنف 0
12%	83 157	10%	75 165	الصنف 1
3%	19 407	3%	22 263	الصنف 2
4%	25 779	3%	19 313	الصنف 3
8%	54 676	9%	72 707	الصنف 4
20%	135 153	20%	156 910	الصنف 5
<b>100%</b>	<b>676 627</b>	<b>100%</b>	<b>768 979</b>	<b>المجموع</b>

### 1.1.3. المستحقات الجارية

في نهاية سنة 2017، بلغ مجموع هذه المستحقات 470 465 ألف دينار مقابل 439 976 ألف دينار في نهاية 2016، مفصلة على النحو التالي :

(الوحدة: ألف دينار)

2016	2017	الصنف
307 085	355 484	صنف 0
71 054	57 254	صنف 1
12 793	14 193	صنف 2
17 060	8 517	صنف 3
20 456	21 864	صنف 4
11 528	13 153	صنف 5
<b>439 976</b>	<b>470 465</b>	<b>المجموع</b>

يتكون الأصل الجاري للقروض ممّا يلي :

(الوحدة: ألف دينار)

2016	2017	
349 332	398 245	مستحقات جارية
84 668	64 796	مستحقات مدّعمة
5 976	7 422	فوائد للتحويل

### 2.1.3. مستحقات غير مستخلصة

بلغت قيمة المستحقات غير المستخلصة 150 000 ألف دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2017، مقابل 107 860 ألف دينار سنة 2016. وتمثل المستحقات غير المستخلصة إلى نهاية 2017، نسبة 19,5% من مجموع القروض مقابل 16% في نهاية 2016.

وتتوزع المستحقات غير المستخلصة كما يلي:

### ❖ توزيع المستحقات غير المستخلصة حسب الأصل والفوائد

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	المبلغ		التغيرات	
	2016	2017	القيمة	%
الأصل	82 101	116 153	34 052	41%
الفوائد	11 380	14 577	3 197	28%
فوائد التأخير	14 379	19 870	5 491	38%
<b>المجموع</b>	<b>107 860</b>	<b>150 600</b>	<b>42 740</b>	<b>40%</b>

### ❖ توزيع المستحقات غير المستخلصة حسب أصناف المخاطر

تتوزع هذه المستحقات في نهاية 2017، حسب صنف المخاطر كما يلي :

(الوحدة : ألف دينار)

إستحقاقات غير مستخلصة	صنف 0	صنف 1	صنف 2	صنف 3	صنف 4	صنف 5	المجموع
الأصل	5 830	4 143	4 099	6 101	22 975	73 005	116 153
الفوائد	754	506	108	389	2 749	10 071	14 577
فوائد التأخير	64	182	35	302	1 617	17 670	19 870
<b>مجموع 2017</b>	<b>6 648</b>	<b>4 831</b>	<b>4 242</b>	<b>6 792</b>	<b>27 341</b>	<b>100 746</b>	<b>150 600</b>
<b>مجموع 2016</b>	<b>1 033</b>	<b>694</b>	<b>2 692</b>	<b>2 749</b>	<b>16 586</b>	<b>84 106</b>	<b>107 860</b>
<b>التغيرات</b>	<b>5 615</b>	<b>4 137</b>	<b>1 550</b>	<b>4 043</b>	<b>10 755</b>	<b>16 640</b>	<b>42 740</b>

### 3.1.3. مستحقات أخرى

بلغ مجموع المستحقات الاخرى 1 470 ألف ديناراً و تتمثل في مبالغ مختلفة غير مسددة.



### 4.1.3. حسابات مدينة للحرفاء

بلغت ارصدة الحسابات المدينة للحرفاء 146 444 الف دينار في نهاية سنة 2017، مقابل 127 778 الف دينار في نهاية 2016، محققة ارتفاعا قدره 14,6%

### 5.1.3. مخصصات المدخرات والفوائد المؤجلة

بلغ إجمالي مخصصات المدخرات والفوائد المؤجلة 207 595 ألف دينار في نهاية 2017، مقابل 181 993 ألف دينار عند إقفال سنة 2016، ويمكن تحليلها على النحو التالي:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	مخصصات وفوائد مؤجلة
113 213	127 076	مخصصات مدخرات للأصل
68 780	80 519	فوائد مؤجلة
<b>181 993</b>	<b>207 595</b>	<b>المجموع</b>

### 1.5.1.3. مخصصات المدخرات

بلغ مجموع مخصصات المدخرات في نهاية 2017، مبلغ 127 076 ألف دينار مقابل 113 213 ألف دينار في نهاية السنة الفارطة وبلغت التغيرات 13 863 ألف دينار والتي يمكن تقييمها على النحو التالي :

(الوحدة : ألف دينار)

المخصصات	
113 213	مخصصات المدخرات في 2016/12/31
17 992	تكوين مخصصات المدخرات في 2016
3 761	مخصصات تكميلية 2016
808	مخصصات مدخرات جماعية 2016
-8 698	استرجاع مخصصات المدخرات في 2016
<b>127 076</b>	<b>مخصصات المدخرات في 2017/12/31</b>

### 1.1.5.1.3. مخصصات مدخرات فردية

تم تقييم مخصصات المخاطر على القروض طبقا لمعايير تصنيف وتغطية المخاطر ومتابعة التعهدات المنصوص عليها ضمن منشور البنك المركزي التونسي رقم 24 لسنة 1991 . إلى غاية 31 ديسمبر 2017، بلغت هذه المخصصات 83 396 ألف دينار.

### 2.1.5.1.3. مخصصات مدخرات جماعية

تم تكوين هذه المخصصات الجماعية لتغطية المخاطر الكامنة على التعهدات الجارية (صنف 0) و تلك التي تستوجب متابعة خاصة (صنف 1).

اعتمدت الإدارة العامة للبنك كفترة مرجعية لتحديد الأساليب التي يجب الاستناد عليها لتقدير المخصصات الجماعية السنوات التالية: من سنة 2006 إلى سنة 2017. بلغت هذه المخصصات الجماعية في نهاية 2017، ما قدره 11 404 ألف دينار.

### 2.5.1.3. الفوائد المؤجلة

طبقا لقرار وزير المالية المؤرخ في 25 مارس 1999، الذي أورد المعايير المحاسبية للقطاع المالي قد وقع خصم الفوائد المؤجلة من المستحقات. وبلغ مجموع الفوائد المؤجلة عند تاريخ الإقفال في 31 ديسمبر 2017، 80 519 ألف دينار مقابل 68 780 ألف دينار عند ختم 2016. يمكن تحليلها كالاتي:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	البيان
11 379	14 552	فوائد مؤجلة/فوائد غير مستخلصة
17 418	17 235	فوائد مؤجلة/فوائد توطيد
11 319	15 753	فوائد مؤجلة/فوائد تأخير/الأصل
3 059	4 117	فوائد مؤجلة/فوائد تأخير/فوائد
25 605	28 862	فوائد مؤجلة على الحسابات الجارية
<b>68 780</b>	<b>80 519</b>	<b>المجموع</b>

#### التوضيح رقم 4 - المحفظة التجارية

تشمل المحفظة التجارية أسهم التداول وأسهم التوظيف الممسوكة من البنك لحسابه الخاص. بلغ مجموع هذه المحفظة التجارية 42 314 ألف دينار في نهاية 2017، مقابل 53 556 ألف دينار في نهاية 2016 :

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	مذكرة	البيان
261	411	1.4	أسهم تداول وأسهم توظيف
52 427	40 993	2.4	سندات الخزينة القابلة للتنظير*
868	910	3.4	فوائد مطلوبة لم يحل أجلها بعد على سندات الخزينة*
-	-	-	مدخرات على نقص قيمة أسهم التوظيف*
<b>53 556*</b>	<b>42 314</b>		<b>المجموع</b>

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة وذلك اثر تحويل رفاع الخزينة اوت 2022، من اسهم توظيف الى اسهم استثمار في سنة 2017.

#### 1.4. أسهم تداول وأسهم توظيف

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	الكمية	البيان
11	11	517	بنك تونس و الإمارات
250	250	2 500	الإمتياز
-	150	1 500	الوفاء
<b>261</b>	<b>411</b>		<b>المجموع</b>

#### 2.4. رفاع الخزينة القابلة للتنظير

بلغ الرصيد عند الإقفال 40 993 ألف دينار وهو يتوزع كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	البيان
31 239	31 381	رفاع الخزينة (2018/10/12)
10 671	-	رفاع الخزينة (2020/10/14)
998	-	رفاع الخزينة (2017/07/11)
-	-	رفاع الخزينة (2022/08/11)
9 519	9 612	رفاع الخزينة (2022/02/11)
<b>52 427</b>	<b>40 993</b>	<b>المجموع</b>

### 3.4. فوائد مطلوبة لم يحل أجلها متعلقة برقاع الخزينة القابلة للتنظير

بلغ رصيد هذا البند 910 ألف دينار في 31 ديسمبر 2017، مقابل 868 ألف دينار عند الإقفال بالنسبة لسنة 2016.  
(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
فوائض جارية لم يحل أجلها /رقاع الخزينة 2017/07/11	-	32
فوائض جارية لم يحل أجلها بعد/رقاع الخزينة 2022/08/11	-	-
فوائض جارية لم يحل أجلها بعد/رقاع الخزينة 2018/10/12	380	380
فوائض جارية لم يحل أجلها بعد/رقاع الخزينة 2020/10/14	-	129
فوائض جارية لم يحل أجلها بعد/رقاع الخزينة 2022/02/11	530	327
<b>المجموع</b>	<b>910</b>	<b>868</b>

### التوضيح رقم 5 - محفظة الإستثمار

يتكون رصيد المحفظة من أسهم استثمار و أسهم مساهمات في المؤسسات الشريكة والمؤسسات ذات صلة شراكة وكذلك الحصص في الشركات المرتبطة.

بلغ صافي محفظة المساهمات بعد طرح مخصصات المدخرات 120 528 ألف دينار عند تاريخ الإقفال مقابل 79 247\* ألف دينار بنفس التاريخ لسنة 2016.

تتوزع محفظة الإستثمار كالاتي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
أسهم استثمار*	1.5	84 174	40 227
أسهم مساهمات	2.5	46 018	47 025
المخصصات*	3.5	-9 664	-8 005
<b>المجموع</b>		<b>120 528</b>	<b>79 247*</b>

(\*و وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة وذلك اثر تحويل رقاع الخزينة اوت 2022، من اسهم توظيف الى اسهم استثمار في سنة 2017.

### 1.5. أسهم الإستثمار

في 2017، قام البنك بإكتتاب في قرض سندي جبري صادر عن بنك الإسكان و البنك التونسي الليبي والعربية التونسية للايجار. تتمثل القروض الرقاعية الصادرة عن بنك الإسكانو بنك الأمانو البنك العربي الدولي لتونس قروض رقاعية ثانوية.

يمكن تحليل القروض السندية كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	قيمة السهم	مستحقات مرتبطة	المجموع
البنك العربي الدولي لتونس	800	25	825
البنك الوطني الفلاحي	1 000	38	1 038
بنك الأمان	400	6	406
بنك تونس و الامارات	5 900	400	6 300
القرض الرقاعي الوطني	4 000	131	4 131
بنك الإسكان	5 000	311	5 311
البنك التونسي الليبي	3 000	148	3 148
العربية التونسية للايجار	1 290	78	1 368
<b>المجموع</b>	<b>21 390</b>	<b>1 137</b>	<b>22 527</b>

يمكن تحليل راقع الخزينة أسهم الإستثمار كما يلي :

المجموع	مستحقات مرتبطة	قيمة السهم	البيان
6 313	268	6 045	رقاع الخزينة 2022/05/09
5 162	265	4 897	رقاع الخزينة 2022/02/11
29 677	651	29 026	رقاع الخزينة 2022/08/11
20 495	687	19 808	رقاع الخزينة 2023/06/15
<b>61 647</b>	<b>1 871</b>	<b>59 776</b>	<b>المجموع الخام</b>
- 887			مخصصات المدخرات
<b>60 760</b>			<b>المجموع الصافي</b>

## 2.5. هيكلية محفظة المساهمات

بلغ صافي محفظة المساهمات بعد طرح مخصصات المدخرات 37 241 ألف دينار عند تاريخ الإقفال مقابل 39 467 ألف دينار بنفس التاريخ لسنة 2016، وتتنوع على القطاعات الاقتصادية الآتية :

2016		2017		القطاعات
%	المبلغ	%	المبلغ	
46%	21 615	45%	20 608	الصناعة
34%	15 922	35%	15 922	السياحة والعقار
16%	7 589	16%	7 589	الخدمات
4%	1 899	4%	1 899	الزراعة
<b>100%</b>	<b>47 025</b>	<b>100%</b>	<b>46 018</b>	<b>المجموع الخام</b>
	-7 558		-8 777	المخصصات والفوائد المؤجلة
	<b>39 467</b>		<b>37 241</b>	<b>القيمة الصافية</b>

ويبين الجدول التالي حركات محفظة المساهمات على النحو التالي :

(الوحدة : ألف دينار)			
البيان	رصيد 2016	دخول 2017	خروج 2017 رصيد 2017
أسهم استثمار محررة			
تحرير			
اقتناءات			
بيع			-1 007
<b>المجموع (1)</b>	<b>47 025</b>		<b>-1 007</b>
مدخرات لإنخفاض قيمة السندات			
مخصصات السنة		1 331	-
استردادات على المدخرات أسهم عادية		-	-113
<b>مجموع حركة</b>	<b>7 350</b>	<b>1 331</b>	<b>-113</b>
فوائد مؤجلة محولة إلى مخصصات	209	-	-
<b>المجموع</b>	<b>7 559</b>	<b>1 331</b>	<b>-113</b>
<b>مساهمات صافية من المدخرات</b>	<b>39 466</b>		
أسهم استثمار غير محررة	125	-	-
تحرير			
إكتتاب	187	-	-
<b>المجموع (2)</b>	<b>312</b>		
<b>المجموع الخام لمحفظة الإستثمار</b>	<b>39 778</b>		
<b>المكتتبة (1)+(2)</b>			<b>37 553</b>

### 3.5. مخصصات المدخرات على محفظة المساهمات

تم تقييم محفظة الأسهم عند ختم القوائم المالية بالرجوع إلى قيمة إستعمال الأسهم وذلك لتغطية نقص القيمة الناتجة عن التقييم.

يقع تقييم أسهم الشركات المدرجة بالبورصة حسب سعر البورصة.

يقع تقييم الشركات الغير المدرجة بالبورصة حسب القيمة المحاسبية الصافية للمشروع بالإعتماد على القوائم المالية المتوفرة.

يبلغ إجمالي المدخرات 9 664 ألف دينار عند نهاية سنة 2017، أي بنسبة 7.4% من القيمة العامة لمحفظة الاستثمار. إن التغيير الصافي للمدخرات لنقص القيمة في اسهم المساهمة والذي بلغ 782 ألف دينار، يحل كما يلي :

البيان	2017	2016
مخصصات السنة	-1 772	-3 304
أرباح بيع الأسهم	2 441	9 773
خسائر بيع الأسهم	-	-
استرداد تخصيصات مدخرات	113	1 284
<b>المجموع</b>	<b>782</b>	<b>7 753</b>
مدخرات على أخطار عامة	-	-
<b>المجموع</b>	<b>782</b>	<b>7 753</b>

### توضيح رقم 6 - الأصول الثابتة

بلغ مجموع رصيد هذا البند 13 200 ألف دينار في تاريخ 31 ديسمبر 2017، مقابل 12 520 ألف دينار بالنسبة للسنة الفارطة و يتوزع على النحو التالي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017			2016		
	إجمالي خام	إستهلاكات	الصافي	إجمالي خام	إستهلاكات	الصافي
أصول ثابتة غير مادية	2 801	2 268	533	2 582	1 854	728
أصول ثابتة مادية	24 535	14 475	10 060	22 287	12740	9 547
أصول ثابتة في طور الإنشاء	2 607	-	2 607	2 245	-	2 245
<b>المجموع</b>	<b>29 943</b>	<b>16743</b>	<b>13 200</b>	<b>27 114</b>	<b>14594</b>	<b>12 520</b>

### 1.6. الأصول غير المادية

تشمل الأصول غير المادية كلفة اقتناء برمجيات إعلامية. ويفصل الجدول الآتي التغييرات المدققة بهذا البند:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	المبلغ
إجمالي القيمة الخامة في 2016/12/31	2 582
إقتناءات 2017	220
<b>إجمالي القيمة الخامة في 2017/12/31</b>	<b>2 802</b>
إجمالي الإستهلاكات في 2016/12/31	1 854
إستهلاكات 2017	414
<b>قيمة إجمالي الإستهلاكات في 2017/12/31</b>	<b>2 268</b>
<b>القيمة الصافية في 2017/12/31</b>	<b>533</b>

## 2.6. الأصول الثابتة المادية

يلخص الجدول التالي محتوى الأصول الثابتة المادية (الوحدة : ألف دينار) :

البيان	القيمة الخام			الإستهلاكات			القيمة المحاسبية الصافية
	2016	اقتناء	بيوعات	2017	2016	استهلاكات	
أرض المقر	386	-	-	386	-	-	386
بنايات المقر	2 525	-	-	2525	1 464	51	1010
فرع صفاقس	811	-	-	811	188	16	607
معدات مختلفة	29	2	-	31	18	2	11
معدات نقل	655	135	57	733	492	68	215
معدات إعلامية	2 625	757	66	3316	1 675	564	1142
معدات مكاتب	556	93	45	604	432	59	157
أثاث مكاتب	787	66	12	841	659	50	143
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة	7 401	691	1	8091	4 345	455	3293
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة صفاقس	285	2	-	287	273	4	10
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة سوسة	98	1	2	97	80	5	14
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة نابل	277	1	-	278	240	28	10
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة بنزرت	392	-	-	392	334	39	19
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة منستير	248	2	-	250	202	24	24
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة شارع فلسطين	294	1	-	295	238	29	28
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة جربة	287	6	-	293	226	29	38
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة منوبة	222	1	-	223	156	23	44
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة القيروان	493	1	-	494	259	49	186
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة قابس	208	1	-	209	151	20	38
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة مساكين	238	-	-	238	168	23	47
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة أريانة	252	-	-	252	154	25	73
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة البحيرة	199	1	-	200	116	20	64
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة مقربين	247	-	-	247	124	25	98
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة المروج	225	2	-	227	111	22	94
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة سهل	296	-	-	296	136	30	130
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة النصر	291	-	-	291	102	29	160
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة المهدية	267	-	-	267	84	27	156
معدات نسخ	33	-	-	33	13	4	16
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة قصر هلال	337	-	-	337	76	34	227
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة الزهروني	310	-	-	310	70	31	209
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة صفاقس 2	327	-	-	327	98	32	197
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة حلق الوادي	365	-	-	365	46	37	282
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة حمام الانف	298	1	-	299	9	30	260
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة الإدارة العامة سوسة	24	-	13	11	1	1	10
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة مركز العمران الشمالي	-	193	-	193	-	13	180
تهيئة وتجهيزات وترتيبات عامة المرسي	-	486	-	486	-	4	482
<b>المجموع</b>	<b>22 287</b>	<b>2 443</b>	<b>196</b>	<b>24 535</b>	<b>12 740</b>	<b>1 902</b>	<b>10 060</b>

## توضيح رقم 7- الأصول الأخرى

بلغ رصيد الأصول الأخرى على حسابات التسوية و قروض الموظفين و مستحقات أخرى مجموع 67 249 ألف دينار في 31 ديسمبر 2017، مقابل 65 600 ألف دينار في نهاية سنة 2016. و تتوزع هذه الأصول كالآتي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
مدينون مختلفون	1.7	61365	58 898
حساب تسوية الموجودات	2.7	1 166	1 784
قروض الموظفين	3.7	4 718	4 918
<b>المجموع</b>		<b>67 249</b>	<b>65 600</b>

### 1.7. مدينون مختلفون

يشمل هذا البند الإستحقاقات الآتية :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
مدينون مختلفون		1552	12749
مدينون آخرون	1.1.7	59 813	46 149
<b>المجموع</b>		<b>61365</b>	<b>58 898</b>

### 1.1.7. مدينون آخرون

يحتوي هذا الحساب على إستحقاقات جبائية و اجتماعية وأخرى قيد التحصيل. وهي تتوزع كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
مستحقات تكلفت بها الدولة بما في ذلك فوائد قيد الدفع	6 634	7 335
الفوائد المؤجلة على مستحقات تكلفت بها الدولة	-2 138	-2 399
أصول للبيع	695	412
كمبيلات للمقاصة	10 035	4 592
كمبيلات تقدم للحرفاء	12 639	8 919
شيكات في انتظار المقاصة	7 151	9 930
شيكات في طور الإسقاط	3 917	3 108
كمبيلات وشيكات موظفة للتحصيل	9 414	2 706
الدولة، إستحقاقات جبائية	1 867	476
عمليات أخرى	9 599	11070
<b>المجموع</b>	<b>59 813</b>	<b>46 149</b>

### 2.7. حساب تسوية الأصول

تتركب حسابات التسوية للأصول من :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
أرباح على الأسهم للتحصيل	963	1 609
أعباء تم دفعها أو ادراجها محاسيبا	137	115
إيرادات مختلفة للتحصيل	46	46
عمولة تعهد للتحصيل	20	14
<b>المجموع</b>	<b>1 166</b>	<b>1 784</b>

### 3.7. قروض للموظفين

يشتمل حساب قروض الموظفين على أرصدة القروض و التسبيقات لأعوان التي بلغت في نهاية 2017 مبلغ 4 718 ألف دينار مقابل 4 918 ألف دينار في نهاية 2016.

يفصل الجدول التالي تركيبة هذه الأرصدة :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
قروض على الصندوق الاجتماعي	2 238	2 320
تسبيقات على منحة نهاية السنة	696	777
قروض على الموارد الذاتية	1660	1 793
تسبيقات أخرى	124	28
<b>المجموع</b>	<b>4 718</b>	<b>4 918</b>

## توضيح رقم 8 - إيداعات المؤسسات البنكية والمالية

يتمثل هذا الحساب في قروض طويلة المدى بين البنوك وقد بلغ هذا الرصيد 41 902 ألف دينار في نهاية 2017، مقابل 36 315 ألف دينار بتاريخ 2016/12/31. يبين الجدول التالي تفاصيل هذه الإيداعات :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
قروض يوم بيوم	-	6 000
قروض لأجل بين البنوك بالدولار	5 389	6 900
قروض لأجل بين البنوك باليان الياباني	4 114	-
قروض لأجل بين البنوك بالأورو	-	2 426
قروض لأجل بين البنوك بالكورونة السويدية	137	-
قروض لأجل بين البنوك بالدينار التونسي	10 000	-
فرض البركة < سنتان (2)	22 000	20 000
ديون متعلقة بقرض البركة	206	983
فوائد مستحقة لم يحن أجلها على قروض العملة الأجنبية	8	5
فوائد مستحقة لم يحن أجلها على قروض بالدينار التونسي	48	1
<b>المجموع</b>	<b>41 902</b>	<b>36 315</b>

## توضيح رقم 9 - إيداعات الحرفاء

بلغ رصيد إيداعات الحرفاء في نهاية سنة 2017، مبلغ 487 409 ألف دينار مقابل 397 397 ألف دينار عند تاريخ الإقفال للسنة الفارطة مسجلة بذلك تطورا بألف دينار أي بنسبة 22,6%. ويبيّن الجدول التالي تركيبة رصيد بند إيداعات الحرفاء :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
إيداعات تحت الطلب	1.9	160 874	129 170
إيداعات لأجل		142 030	122 418
قسائم الصندوق	2.9	50 809	37 423
شهادات الإيداع وحسابات مرتبطة	3.9	65 679	37 634
إستحقاقات أخرى دائنة للحرفاء	4.9	2 846	2 504
حساب الاتجار الدولي		31	6 194
إيداعات إيداع	5.9	62 580	60 094
حساباتأجنبية بالدينار القابل للتحويل		2 141	1 404
حساب خاص بالدينار القابل للتحويل		15	10
حساب خاص بالعملات الأجنبية		-	38
حساب خاص بالدينار		311	415
الإيجار المالي		93	93
<b>المجموع</b>		<b>487 409</b>	<b>397 397</b>



## 1.9. إيداعات تحت الطلب

تبلغ أرصدة الودائع تحت الطلب مبلغ 160 874 ألف دينار موزعة كالآتي :

(الوحدة : ألف دينار)			
2016	2017	مذكرة	البيان
83 597	96 652		حسابات ودائع تحت الطلب
27 583	40 675	1.1.9	حسابات موقفة
12 577	15 891		حسابات أجنبية بالعملة الصعبة
1 275	3 153		شيكات مضمونة على حسابات ودائع تحت الطلب
4 050	4 503		حسابات بالعملة الأجنبية
88	-		حسابات مزودي الخدمات بالعملة الأجنبية
<b>129 170</b>	<b>160 874</b>		<b>المجموع</b>

### 1.1.9. حسابات موقفة

- يقع اللجوء لهذا الحساب في الحالتين التاليتين :
- عند نقص في المؤونة المتاحة لوقف الرصيد الدائن لحساب وديعة تحت الطلب.
  - عند الإقتضاء لتغطية شيك مقاص فيه عيب في الشكل.
- عند تاريخ الإقفال بلغ رصيد هذا البند 40 675 ألف دينار.

## 2.9. قسائم الصندوق

بلغت قسائم الصندوق ما قيمته 50 809 ألف دينار في 31 ديسمبر 2017.

(الوحدة : ألف دينار)			
2016	2017		البيان
39 474	54 699		قسائم الصندوق
-2 051	-3 890		فوائد مسجلة مسبقا على قسائم الصندوق
<b>37 423</b>	<b>50 809</b>		<b>المجموع</b>

## 3.9. شهادات إيداع

يتجزأ هذا البند كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)			
2016	2017		البيان
34 500	45 000		شهادات إيداع ذات فوائد مسبقة
3 500	22 500		شهادات إيداع ذات فوائد مؤجلة
-410	-2 547		حسابات مرتبطة لشهادات إيداع ذات فوائد مسبقة
44	726		حسابات مرتبطة لشهادات إيداع ذات فوائد مؤجلة
<b>37 634</b>	<b>65 679</b>		<b>المجموع</b>

## 4.9. الودائع الأخرى للحرفاء

أما الودائع الأخرى للحرفاء فقد بلغت 2 846 ألف دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2017، مقابل 2 504 ألف دينار سنة 2016، وتنفرد كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	مذكرة	البيان
18	18		تتفيل في انتظار التسوية
363	598	1.4.9	تسوية معلقة للإنجاز
226	226		تسوية على شراء أسهم
1 598	1 843	2.4.9	حسابات غير متاحة لشركات في طور التكوين
136	136		حسابات غير متاحة لشركات في طور التكوين قيد التصفية
1	1		حسابات غير متاحة للخواص المتوفين
162	24		مستحقات أخرى للدفع
<b>2 504</b>	<b>2 846</b>		<b>المجموع</b>

### 1.4.9 تسوية معلقة للإنجاز

تبلغ هذه الحسابات 598 ألف دينار في تاريخ الإقفال ويشتمل الخلاص على التفاصيل التالية:

2017	البيان
250	شركة DELPHIN HOTELS ET RESORTS DRI
86	شركة الإسمنت SOTACIB
63	MKHENIN FRERES
35	ENTREPRISE DU GOLF
33	WALID BEN GHALI
21	ANIS ROULEMENT
21	شركة « NEAPOLIS »
10	NOOMEN THABET
79	آخرون
<b>598</b>	<b>المجموع</b>

### 2.4.9 حسابات غير متاحة للمؤسسات في طور التكوين

بلغ رصيد هذا البند 1 843 ألف دينار في نهاية سنة 2017، و يتحلل كما يلي:

2017	البيان
1 755	حساب غير متاح للمؤسسات في طور التكوين بالدينار
13	حساب غير متاح للمؤسسات في طور التكوين بالدينار القابل للتحويل
75	حساب غير متاح للمؤسسات في طور التكوين بالعملة
<b>1 843</b>	<b>المجموع</b>

### 5.9 حسابات الإيداع

تبلغ قيمة هذا الحساب 62 580 ألف دينار في تاريخ 31 ديسمبر 2017.

2016	2017	البيان
53 918	55 151	حساب الإيداع
1 437	1 481	حساب الإيداع السكني
468	509	حساب الإيداع الدراسي
4 218	5 095	حساب إيداع خاص ببطاقة
53	344	أرباحية حساب الإيداع
<b>60 094</b>	<b>62 580</b>	<b>المجموع</b>

## توضيح رقم 10 – القروض و الموارد الخصوصية

تتمثل القروض و الموارد الخصوصية في خط قرض إيطالي في 31 ديسمبر 2017، يقدر رصيد هذه الموارد بـ 119 ألف دينار مقابل 179 ألف دينار في نهاية سنة 2016. وتتفرع كما يلي :

البيان	2017	2016
قرض إيطالي	119	179
<b>المجموع</b>	<b>119</b>	<b>179</b>

## توضيح رقم 11 - الخصوم الأخرى

بلغت الخصوم الأخرى في نهاية 2017، مبلغ 81 681 ألف دينار مقابل 72 411 ألف دينار عند ختم سنة 2016، وتشمل البنود الآتية:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
ديون أخرى قصيرة المدى	1.11	60 689	42 994
حسابات تسوية للمطلوبات	2.11	13 851	13 474
مدخرات على المخاطر	3.11	7 141	15 943
<b>المجموع</b>		<b>81 681</b>	<b>72 411</b>

### 1.11. ديون أخرى للدفع قصيرة المدى

تمثل الديون الأخرى القصيرة المدى ديون إستغلال وأخرى جبايئة و إجتماعية. وقد بلغ مجموع هذه الحسابات 60 689 ألف دينار في نهاية 2017، وهي تلخص على النحو التالي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
كمبيالات ممددة	8 314	2 013
كمبيالات ترجع إلى الحريف	12 818	9 099
كمبيالات للمقاصة و التسديد	8 702	10 302
مودعون، أوراق بعد التحصيل	11 594	4 611
صكوك في حالة تصفية	7 810	4 685
كمبيالات مسقطة	5 022	3 997
كمبيالات حاصلة من المقاصة	581	1 146
الدولة، ضرائب للدفع	1 995	1 280
صندوق الضمان الإجتماعي والتأمين	1 477	1 627
دائنون مختلفون	162	196
مزودون	101	234
مزودون، حجز بعنوان الضمان	200	152
ضمانات مقبولة	1	1
مستحقات أخرى للدفع	25	36
صكوك مقدمة عن طريق الفروع إلى المقاصة	24	1 160
أسباب رفض من قبل سبتال في حالة تصفية	9	36
شهادة عدم خلاص في حالة تصفية	214	322
كمبيالات مرفوضة من طرف سبتال	41	40

383	1 056	حساب التصرف
-	-	صكوك مرسله إلى مصلحة المقاصصة
176	233	صكوك للتسوية بين الفروع
1 349	31	مسحوبات للتصفية
149	279	كمبيالات متأتمية من الفروع
<b>42 994</b>	<b>60 689</b>	<b>المجموع العام</b>

### 2.11. حسابات التسوية "الخصوم"

بلغ إجمالي حسابات التسوية إلى غاية 31 ديسمبر 2017، 13 851 ألف دينار مقابل 13 474 ألف دينار في نهاية 2016 . ويأتي الجدول التالي محلاً تركيبة هذه الأرقام:

(الوحدة : ألف دينار)		البيان
2016	2017	
5 983	6 803	أعباء للدفع
917	2 193	حساب رصيد الصرف اليدوي
95	95	حرفاء حسابات تسوية مرتقية
6 479	4 760	حساب رصيد الصرف
<b>13 474</b>	<b>13 851</b>	<b>المجموع</b>

### 3.11. مدخرات لتغطية المخاطر

لقد بلغ مجموع المدخرات لتغطية المخاطر ما قدره 7 141 مليون دينار في موفى ديسمبر 2017، مقابل 15 943 مليون دينار في موفى ديسمبر 2016، وهي تتوزع كما يلي :

(الوحدة : ألف دينار)		البيان
2016	2017	
2000	-	- مدخرات للمخاطر العامة
1 385	1 224	- مدخرات لإرصدة محاسبية عاقبة
318	318	- مدخرات على عمليات الاختلاس
693	1 329	- مدخرات الإمتيازات لاحقة للعمل (*)
4 152	2 338	-مدخرات على العمليات المسترابة بالفرع المركزي
4 886	-	-مدخرات على المراجعة الجبائية المعقدة
1 458	881	-مدخرات على حصص أرباح
531	531	-مدخرات على علة تنفيذية
520	520	- مدخرات أخرى مخصصة
<b>15 943</b>	<b>7 141</b>	<b>المجموع</b>

(\*) يبيّن الجدول التالي تركيبة الإمتيازات لاحقة للعمل :

البيان		
2016	2017	
693	726	- مدخرات التأمين الجماعي للمتقاعدين
-	603	- مدخرات منحة الاحالة على التقاعد الاضافية
<b>693</b>	<b>1 329</b>	<b>المجموع</b>

اتخذ البنك خلال سنة 2017، اجراء جديد ينص على منح المتقاعدين هدية الاحالة على التقاعد والتي تساوي راتبين عند نهاية الخدمة. قام البنك باحتساب مدخرات على هاته المنحة .

## 4.11. الضريبة على دخل الشركات

أفقلت موازنة سنة 2017، على نتيجة جباية سلبية. ولذلك، و تطبيقاً لما ورد بالفقرة الثانية من الفصل 49 من مجلة الضريبة على الشركات وللصنح المنقح له رقم 43 من قانون المالية للتصرف لسنة 2005، حيث يكون الأداء الأدنى المستوجب في هذه الحالة 0.2 % من رقم المعاملات الخام لكامل السنة. وبالتالي، فإن الأداء لسنة 2017، قدر ب 165 ألف دينار و قد تم تسجيله على فائض الأداءات المتمثل في المبلغ القديم المؤجل و الأقساط الإحتياطية لسنة 2017.

## 5.11 أرباح وخسائر خارقة للعادة

وفقاً لمقتضيات الفصل 52 من قانون المالية لسنة 2018، وقع احتساب مساهمة ظرفية لفائدة ميزانية الدولة بنسبة 7.5%. نتج عن ذلك مساهمة تبلغ 5 000 دينار تتمثل في الأداء الأدنى المستوجب.

## توضيح رقم 12- الأموال الذاتية

ارتفعت الأموال الذاتية للبنك التونسي السعودي من 138 226 ألف دينار في 31 ديسمبر 2016، إلى 140 559 ألف دينار في 31 ديسمبر 2017، وبيّن الجدول التالي تركيبة الأموال الذاتية للبنك :

(الوحدة : ألف دينار)				
البيان	2016/12/31	الجلسة العامة 02/11/2016	تغيرات	2017/12/31
رأس المال	100 000	-	-	100 000
إحتياطيات قانونية	14 319	-	-	14 319
إحتياطيات الصندوق الإجتماعي ②	2 551	-	2	2 553
إحتياطيات ذات نظام خاص	15 085	-	-	15 085
إحتياطيات زيادة القيمة	12 635	-	-	12 635
إحتياطيات اختيارية أخرى	38 700	-	-	38 700
نتائج مرحلة ①	-50 403	5 339	109*	-44 955
النتيجة المحاسبية للسنة	5 339	-	-3 117	2 222
<b>المجموع</b>	<b>138 226</b>	<b>5 339</b>	<b>-3 006</b>	<b>140 559</b>

(\*) إسترجاع مخصصات /مدخرات تكميلية سجلت بالأموال الذاتية

① طبقاً للأنحة الثالثة للجلسة العامة العادية المنعقدة بتاريخ 24 ماي 2017، تم توزيع النتيجة المحاسبية لسنة 2016 كالاتي:

(الوحدة : ألف دينار)

نتائج مرحلة	-50 403
النتيجة المحاسبية لسنة 2016	5 339
نتائج مرحلة	-45 064
إسترجاع مخصصات /مدخرات تكميلية سجلت بالأموال الذاتية	109
نتائج مرحلة 2017	-44 955

تتفصل النتائج المرحلة كالاتي:

السنة	خسائر مرحلة	التغيرات المحاسبية	استهلاكات مؤجلة	المجموع العام
2012	11 213	6 771	1 221	19 205
2013	18 703	-	1 251	19 954
2014	2 377	-	1 375	3 752
2015	6 598	- 400	1 468	7 666
2016	-	- 176	2 034	1 858

- 7 480	-	- 109	- 7 371	2017
- 44 955	7 349	6 086	31 520	المجموع

② التغيرات المسجلة في حساب احتياطات الصندوق الإجتماعي تتمثل في فوائد الصندوق الإجتماعي.

## 1.12 رأس المال

يتكون رأس مال البنك التونسي السعودي من 1 000 000 سهم تبلغ القيمة الاسمية للسهم الواحد 100 دينار و يتوزع كالاتي:

البيان	العدد	المبلغ	%
<b>مساهمون تونسيون مقيمون:</b>			
الدولة التونسية	492 499	49 249 900	49,2499 %
*صندوق التقاعد والحيطة الاجتماعية	3 750	375 000	0.375 %
*الديوان الوطني للسياحة التونسية	1 250	125 000	0.125 %
*الشركة التونسية للانشطة البترولية	1 250	125 000	0.125 %
*تونس الجوية	1 250	125 000	0.125 %
*الخزينة العامة	1	100	0.0001 %
<b>- مساهمون اجانب غير مقيمون:</b>			
* دولة المملكة العربية السعودية	500 000	50 000 000	50 %
<b>المجموع</b>	<b>1 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>100 %</b>

## توضيح رقم 13 – تعهدات وكفالات خارج الموازنة

### 1.13 التعهدات الممنوحة

بلغ إجمالي التعهدات والكفالات الممنوحة 255 628 ألف دينار في نهاية 2017، مقابل 169 711 ألف دينار لسنة 2016 ، وهي مفصلة كالاتي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
تعهدات مقدمة لمؤسسات القرض	-	23 400
تعهدات تمويل لفائدة الحرفاء	70 033	398
فتح اعتمادات سنديّة	20498	13 845
الضمانات و الكفالات المقدمة	64 784	36 755
تعهدات مساهمات مكتتبه وغير محررة	313	313
الأصول المقدمة بضمان	100 000	95 000
<b>المجموع</b>	<b>255 628</b>	<b>169 711</b>

### 2.13 التعهدات المستلمة

بلغت التعهدات المستلمة 379 863 ألف دينار عند قفل حساب سنة 2017، مقابل 253 927 ألف دينار في نهاية ديسمبر 2016.

وتشمل التعهدات المستلمة الضمانات الآتية :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
ضمانات مقبولة على قروض ممنوحة جارية ومصنفة	379 863	253 927
ضمانات تمويلمقبولة	-	-
<b>المجموع</b>	<b>379 863</b>	<b>253 927</b>

## توضيح 14 - حساب النتائج

### 1.14. تطور الإيرادات البنكية الصافية

ارتفعت الإيرادات البنكية الصافية في 31 ديسمبر 2017، لتبلغ 43 505 ألف دينار مقابل 37 917\* ألف دينار عند إقفال 2016، أي بزيادة نسبة 14% و يتكون هذا البند من العناصر التالية:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	مذكرة	2017	2016
فوائد مستلمة وإيرادات أخرى	1.1.14	41 897	36 658*
عمولات	2.1.14	13 144	11 267
أرباح المحفظة التجارية والعمليات المالية	3.1.14	5 537	8 799*
أرباح محفظة الإستثمار	4.1.14	8 664	4 774
فوائد مدفوعة وأعباء أخرى	5.1.14	-25 737	-23 581
<b>المجموع*</b>		<b>43 505</b>	<b>37 917</b>

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة.

### 1.1.14. فوائد مستلمة وإيرادات أخرى

بلغ مجموع الفوائد المستلمة والإيرادات الأخرى 41 897 ألف دينار في نهاية 2017 مقابل 36 658 ألف دينار في نهاية 2016، كما يبينها الجدول التالي:

(الوحدة: ألف دينار)

البيان	2017	2016
فوائد تأخير على القروض	2 970	4 635
فوائد على قروض طويلة المدى	8 278	8 859
فوائد على قروض متوسطة المدى	10900	9 458
فوائد على قروض الإيجار المالي	307	51
فوائد على القروض بالعملة الأجنبية	1 465	1 011
فوائد قروض موسم فلاحى	392	270
فوائد على قروض تمويل المخزون	515	389
فوائد على قروض تمويل المحصول	50	-76
فوائد تسبيقات على تصدير	310	237
فوائد تسيل الديون الإدارية	2 381	1 921
فوائد على قروض معدات فلاحية(0)	6	125
إسقاطات على عمليات مع الخارج	194	110
إسقاطات على عمليات محلية	3 162	3 394
فوائد على حسابات تجارية مدينة	7 043	3 505
فوائد على قروض غير قابلة للتعبئة	1 164	531
فوائد على تسبيقات السوق	332	141
فوائد/ تسبيقات حسابات طويلة المدى	176	131
فوائد/ تسبيقات فوائم الصندوق	41	74

34 918	39 685	إجمالي فوائد القروض
229	39	فوائد على قروض لأجل بين البنوك
129	202	فوائد لقروض يوم بيوم بين البنوك
358	341	إجمالي فوائد التوظيفات
1 382	1 971	استرجاع فوائد معلقة*
36 658	41 897	المجموع*

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة.

### 2.1.14. عمولات

بلغ مجموع العمولات 13144 ألف دينار إلى نهاية 2017، مقابل 11 267 ألف دينار عند إقفال حسابات 2016، وتتفصل على النحو الآتي:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	البيان
3 251	3105	عمولات على اشعار
1 574	1 742	عمولات على التصرف في الحسابات و البطاقات البنكية
1 300	1 818	عمولات على كفالات
1 123	1 118	عمولات تعهدات
1 295	1 397	عمولات المكشوف
217	315	عمولات على ضمان
776	1 731	عمولات على عمليات تجارية خارجية
123	114	عمولات على الكمبيالة
433	469	عمولات حركة الحساب
340	364	عمولات على التحويل
96	145	عمولات تحقيق تحويل
125	197	عمولات على العقود
90	93	عمولات صكوك
60	36	عمولات على توطين
46	70	عمولات رفاع مضمنة
175	148	عمولات على سندات الخزينة
243	282	عمولات أخرى
11 267	13 144	المجموع

### 3.1.14. أرباح الحافظة التجارية والعمليات المالية

بلغ مجموع أرباح الحافظة التجارية والعمليات المالية 5 537 ألف دينار لسنة 2017، مقابل 8 799 ألف دينار لسنة 2016، وتشتمل على الحسابات التالية:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	البيان
6 356	3 782	فوائد على رفاع الخزينة القابلة للتظهير
1 609	1 634	صافي على تقييم عمليات بالعملة الصعبة
-*	-	النقص في القيمة الغير مسجلة على رفاع الخزينة المنظرة
272	-	إسترجاع النقص في القيمة الغير مسجلة على رفاع الخزينة المنظرة
573	118	أرباح مسجلة على تفويت رفاع الخزينة المنظرة
- 11	3	أرباح أخرى
8 799	5 537	المجموع

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة.



#### 4.1.14. أرباح محفظة الإستثمار

بلغ مجموع أرباح محفظة الاستثمار 8 664 ألف دينار لسنة 2017 مقابل 4 774 ألف دينار لسنة 2016، وتقدم كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
أرباح المساهمات	4 390	4 002
فوائد قاع الخزينة المنظرة وأسهم استثمار	2 477	-
فوائد/ فروض سنديّة جبرية	1 438	480
بدل الحضور	359	292
<b>المجموع</b>	<b>8 664</b>	<b>4 774</b>

بلغت حصص الأرباح 4,3 م د في نهاية ديسمبر 2017، مقابل 4 م د في نهاية ديسمبر 2016، و تتأتى بالأساس من الشركات التالية:

البيان	2017	2016
شركة استخلاص الديون	1 000	300
الشركة التونسية للإيجار المالي	-	733
شركة منزله طبرقة	788	394
الشركة العقارية التونسية السعودية	-	296
الشركة التونسية السعودية للمساهمة والاستثمار	-	-
شركة تونس سنتر	150	300
شركة طانكمد لتخزين المحروقات	2 200	1 740
الشركات الأخرى	252	239
<b>المجموع</b>	<b>4 390</b>	<b>4 002</b>

#### 5.1.14. فوائد مدفوعة وأعباء أخرى

يتكون مجموع هذا البند، والبالغ 25 737 ألف دينار عند تاريخ الإقفال من الأعباء التالية:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
أعباء عمليات خزينة و بين البنوك	-7 442	-7 038
فوائد قرض الصندوق السعودي للتنمية	-	-
فوائد قرض الوكالة الفرنسية للتنمية	-	-
فوائد قرض إيطالي	-4	-7
أعباء على عمليات الموارد الخصوصية	-4	-7
أعباء على عمليات صرف	-164	-98
أعباء بنكية أخرى	-94	-203
فوائد إيداعات لأجل	-15 093	-13 759
فوائد إيداعات الحرفاء	-2 909	-2 400
أعباء على عمليات مع الحرفاء	-18 096	-16 362
أعباء على عمليات سندات	-21	-76
خسائر أرباح أسهم التوظيف	-10	-
<b>المجموع</b>	<b>-25 737</b>	<b>-23 581</b>

## 2.14. أعباء الإستغلال العام

بلغ إجمالي أعباء الإستغلال في نهاية 2017، ما قدره 6 794 ألف دينار يكون تفصيلها كالاتي:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
أعباء خدمات خارجية	936	970
أعباء خدمات خارجية أخرى إشهار مهمات هاتف ...	2 014	2 133
أعباء أكرية وصيانة وتأمين	2 404	1 853
أعباء الاستغلال المختلفة	1 032	844
الرّسوم والضرائب	408	374
<b>المجموع</b>	<b>6 794</b>	<b>6 174</b>

## 3.14. أجور وتكاليف إجتماعية

بلغ مجموع أجور وتكاليف إجتماعية في تاريخ الإقفال 19 554 ألف دينار في 31 ديسمبر 2017، يبينها الجدول الآتي

(الوحدة : ألف دينار)

البيانات	2017	2016
أجور	14 483	12 933
أعباء إجتماعية	4 175	3 604
أعباء أخرى للموظفين (ملبس، تكوين، مصالح إجتماعية)	896	689
<b>المجموع</b>	<b>19 554</b>	<b>17 226</b>

## 4.14. تخصيصات للمدخرات ونتائج تعديل قيمة المستحقات

تتفصل جملة التخصيصات الصافية على المستحقات لسنة 2017، كالاتي :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
تخصيصات على المستحقات مشكوك فيها	-21 509	-18 374
تخصيصات لمخاطر عامة /مستحقات	-	- 53
إسترجاع تخصيصات لمخاطر عامة /مستحقات	-	1 000
إسترجاع تخصيصات على مستحقات مشكوك فيها	8 471	16 000
خسائر على مستحقات تم التّفويت فيها	-718	-1 933
اسرجاع مصاريف على مستحقات مشكوك فيها*	-	-
تخصيصات لمخاطر جماعية /مستحقات	-808	-
إسترجاع تخصيصات لمخاطر جماعية /مستحقات	-	408
إسترجاع تخصيصات المستحقات المرتبطة	227	29
تخصيصات على المستحقات المرتبطة	-350	-
<b>المجموع</b>	<b>-14 687</b>	<b>-2 923</b>

\* وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة.

## 5.14. التخصيصات الصافية للمدخرات ونتائج التعديلات على قيمة محفظة الإستثمار

تحلل التخصيصات الصافية للمدخرات على محفظة الإستثمار للسنة كما يلي:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	البيان
-3 304	-1 772	تخصيصات لمدخرات لانخفاض قيمة أسهم الإستثمار*
9 773	2 441	زائد/ قيمة المساهمات**
1 284	113	استرجاع تخصيصات لمخاطر عامة / مساهمات
<b>7 753*</b>	<b>782</b>	<b>المجموع</b>

(\*) وقعت معالجة المعلومات المالية المتعلقة بسنة 2016، خارج المحاسبة لغاية المقارنة.

(\*\*) يتكون هذا المبلغ من زائد/ قيمة المساهمات التالية:

(الوحدة : ألف دينار)

المساهمة	زائد/ قيمة
TUNISIE LEASING	2 097
BNA	315
FCP KOUNOUZ	28
AL HIFADH SICAV	1
<b>المجموع</b>	<b>2 441</b>

## 6.14. مخصصات الإستهلاكات والإطفاءات

بلغ إجمالي مخصصات السنة للإستهلاكات و الإطفاءات 2 372 ألف دينار مقابل 2 034 ألف دينار عند تاريخ إقفال سنة 2016. وتتكون مخصصات السنة من البنود الآتية:

(الوحدة : ألف دينار)

2016	2017	البيان
-92	-56	مخصصات لإطفاءات مصاريف دراسة
-412	-414	مخصصات لإطفاءات برمجيات إعلامية
-50	-51	مخصصات لإستهلاكات بناءات المقر
-16	-16	مخصصات لإستهلاكات فرع صفاقس
-2	-2	مخصصات لإستهلاكات أجهزة و معدات
-46	-68	مخصصات لإستهلاكات معدات نقل
-382	-564	مخصصات لإستهلاكات معدات إعلامية
-52	-59	مخصصات لإستهلاكات معدات مكاتب
-55	-54	مخصصات لإستهلاكات مكاتب
-328	-455	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات و التهيئات
-8	-4	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع صفاقس
-10	-5	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع سوسة
-27	-28	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع نابل
-39	-39	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع بنزرت
-25	-24	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع المنستير
-29	-29	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع شارع فلسطين
-29	-29	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع جربة
-22	-23	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع منوبة
-45	-49	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع القيروان
-21	-20	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع قابس
-23	-23	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع مساكن
-25	-25	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع أريانة
-20	-20	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع البحيرة
-25	-25	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع مفرين
-22	-22	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فرع المروج

-29	-30	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر عسهول سوسة
-29	-29	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع النصر
-27	-27	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع المهديه
-33	-32	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع صفاقس 2
-31	-34	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع قصر الهلال
-34	-31	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع الزهروني
-36	-37	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع حلق الوادي
-9	-30	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع حمام النف
-1	-1	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات الادارة الجهوية سوسة
-	-13	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع المركز العمراني الشمالي
-	-4	مخصصات لإستهلاكات الترتيبات فر ع المرسي
<b>- 2 034</b>	<b>-2 372</b>	<b>المجموع</b>

#### 7.14. إيرادات إستغلال أخرى

تشتمل إيرادات الإستغلال الأخرى، والتي بلغت 73 ألف دينار في نهاية 2017 مقابل 134 ألف دينار عند تاريخ إقفال سنة 2016، على البنود التالية:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
بيوعات مختلفة	-	68
فوائد على قروض الموظفين	72	66
<b>المجموع</b>	<b>72</b>	<b>134</b>

#### 8.14. أرباح وخسائر عادية أخرى

يحلل هذا البند على النحو التالي:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
استرجاع مدخرات على المخاطر	9 958 (1)	-
مخصصات مدخرات على المخاطر	-1 156 (2)	- 11 461
خسائر مرتبطة بسنوات فارطة	-7 398 (3)	-739
أرباح مرتبطة بسنوات فارطة	542	246
فائض على الخزينة	55	33
عجز على الخزينة	-25	-25
أرباح استثنائية	27	6
خسائر استثنائية	-563	-14
<b>المجموع</b>	<b>1 440</b>	<b>-11 954</b>

(1) يتكون هذا المبلغ أساسا من استرجاع مدخرات التالية :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017
استرجاع مدخرات على المراجعة الجبائية المعمقة	4 886
استرجاع مدخرات على العمليات المسترابة بالفرع المركزي	2 320
استرجاع مدخرات على مخطر بنكية عامة	2 000
استرجاع مدخرات على حصص أرباح	577
استرجاع مدخرات على عقلة تنفيذية	175
<b>المجموع</b>	<b>9 958</b>

(2) يتكون هذا المبلغ أساسا من التخصيصات التالية :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017
مخصصات مدخرات على منحة الاحالة على التقاعد الاضافية	- 602
مخصصات مدخرات على العمليات المسترابة بالفرع المركزي	-506
مخصصات مدخرات لإرصدة محاسبية عالقة	-14
مخصصات مدخرات الإمتيازات لاحقة للعمل	-34
	<b>-1 156</b>

(1) يتكون هذا المبلغ أساسامن :

البيان	2017
خسائر على المراجعة الجبائية المعقدة	-4 421
خسائر على العمليات المسترابة بالفرع المركزي	-2 290
خسائر أخرى	-687
	<b>-7 398</b>

### توضيح رقم 15 – جدول التدفقات النقدية

أفرزت التدفقات المالية للبنك التونسي السعودي مبلغ 55 270- ألف دينار في 31 ديسمبر 2017، مقابل 70 958- ألف دينار في نهاية 2016، وهو ما يمثل ارتفاعا ب 15 688 ألف دينار يمكن تحليله على النحو التالي :

البيان	2017	2016
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستغلال	81 597	8 211
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستثمار	- 65 959	9 627
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل	50	105
<b>المجموع</b>	<b>15 688</b>	<b>17 943</b>

### 1.15. التدفقات النقدية المتصلة بالإستغلال

تشتمل التدفقات النقدية لعمليات الإستغلال على التحصيلات و الدفوعات الآتية:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
إيرادات الاستغلال البنكي المقبوض	62 402	54 974
أعباء الاستغلال البنكي المدفوعة	-32 314	-30 718
إيداعات المؤسسات المالية والبنكية	11 660	-643
قروض و تسبيقات/سداد قروض و تسبيقات ممنوحة للحرفاء	-79 526	-19 756
ودائع/ مسحوبات للحرفاء	90 885	9 756
سندات التوظيف	38 726	25 413
مبالغ مسددة للأعوان ودائنون آخرون	-15 227	-21 563
تدفقات نقدية أخرى متأتية من أنشطة الإستغلال	5 160	-9 098
الأداءات المدفوعة على الأرباح	-169	-154
<b>التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستغلال</b>	<b>81 597</b>	<b>8 211</b>

## 2.15. التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار

تشتمل التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار على التحصيلات والدفعات التالية :

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
فوائد وحصص أرباح مقبوضة على محفظة الإستثمار	5 391	4 791
إقتناء/تقويت في محفظة الإستثمار	-68 298	8 480
إقتناء/تقويت في أصول ثابتة	-3 052	-3 644
<b>التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الإستثمار</b>	<b>-65 959</b>	<b>9 627</b>

## 3.15. التدفقات النقدية المتصلة بنشاط التمويل

تشتمل التدفقات النقدية لعمليات التمويل على التحصيلات والدفعات الآتية:

(الوحدة : ألف دينار)

البيان	2017	2016
إصدار أسهم	110	184
إرتفاع / إنخفاض الموارد الخصوصية	- 60	-79
<b>التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل</b>	<b>50</b>	<b>105</b>

## تقرير مراقبي الحسابات حول القوائم المالية

### 2017 المختومة في 31 ديسمبر

السيد رئيس مجلس إدارة البنك التونسيالسعودي

#### I. تقرير حول تدقيق القوائم المالية

الرأي

تفقيذاً لمهمة مراقبة الحسابات التي أوكلت إلينا، قمنا بتدقيق القوائم المالية للبنك التونسيالسعودي التي تشتمل على الموازنة وجدول التعهدات خارج الموازنة في 31 ديسمبر 2017 وقائمة النتائج للسنة المنتهية في ذلك التاريخ، والإيضاحات حول القوائم المالية المتضمنة على ملخص لأهم السياسات المحاسبية. تبين هاته القوائم المالية مجموع أصول صافية بعد الاستهلاكات والمدخرات بقيمة 851 743 ألف دينار و ربح صافي قدره 2 222 ألف دينار.

في رأينا، فإن القوائم المالية المرفقة لهذا التقرير، صادقة وصحيحة وتعكس صورة مطابقة من كافة النواحي الجوهرية، الوضعية ولننتيجة عملياته للسنة المنتهية في نفس التاريخ، وفقا للمبادئ المحاسبية 2017 المالية للبنك التونسيالسعودي كما هي في 31 ديسمبر المعتمدة بالبلاد التونسية.

أساس الرأي

تمت عملية التدقيق وفقاً لمعايير التدقيق الدولية المعتمدة في البلاد التونسية. إن مسؤولياتنا بموجب هذه المعايير مفصلة أكثر ضمن بند مسؤوليات مدققي الحسابات عن تدقيق القوائم المالية الواردة في تقريرنا هذا. نحن مستقلون عن البنك التونسيالسعودي وفقاً

لقواعد السلوك الأخلاقي المطبقة على مراجعة القوائم المالية في البلاد التونسية، وقد استوفينا مسؤولياتنا الأخلاقية الأخرى وفقاً لهذه القواعد. إننا نعتقد أن أدلة التدقيق التي حصلنا عليها كافية وملائمة لتكوين أساساً لرأينا.

#### فقرة الملاحظات

دون التأثير على رأينا المذكور أعلاه، نود لفت انتباهكم إلى النقاط التالية:

- إن المخاطر المتأتبة من الحريف « SOTACIB »، وهي شركة تنتمي إلى مجموعة « SOTACIB » بلغت 700 ألف دينار بعنوان المساهمات. و يمر هذا الحريف بصعوبات وقد تم تقييم المساهمة على أساس الآفاق المستقبلية المضمنة للمخطط التشغيلي 2017-2022. وقام البنك بتخصيص مدخرات بقيمة 3948 ألف دينار على المساهمة في الشركة باعتماد طريقة التدفقات النقدية المنتظرة المضمنة بالمخطط التشغيلي.
- خلال سنة 2013 تم الكشف عن عمليات مسترابة تخص حسابات بعض حرفاء الفرع المركزي. وقد صدرت أحكام ضد البنك في بعض القضايا وبعض القضايا الأخرى لازالت جارية. وعلى إثر ذلك قام البنك بتخصيص مدخرات بقيمة 338 ألف دينار لتغطية المخاطر. ولا تزال الأبحاث والتحريات جارية سواء على المستوى القضائي أو على مستوى المصالح الداخلية للبنك إلى تاريخ الإدلاء برأينا في خصوص بعض القضايا التي لم يصدر بشأنها أحكام بعد.
- طبقاً لمقتضيات منشوري البنك المركزي عدد 12-2015 و 05-2017، انتفع بعض حرفاء البنك من الشركات الناشطة في القطاع السياحي بالإجراءات الاستثنائية المضمنة بالمنشورين السابق ذكرهم مما أدى إلى عدم تسجيل مخصصات بقيمة 3 053 ألف دينار.
- تتضمن حسابات العمليات النقدية المسجلة ببند الارصد بالصندوق، في 31 ديسمبر 2017، عوالم مدينة بقيمة 372 ألف دينار متأتبة من عمليات السحب والشراء عبر البطاقات النقدية العالمية لم يقع تخليصها من العوالم من حسابات البنك المفتوحة لدى البنوك المراسلة وذلك إلى غاية تاريخ الإدلاء برأينا. وقد أطلق البنك مهمة خاصة في هذا الغرض بين إدارة النقديت، إدارة المحاسبة وإدارة التدقيق الداخلي لتخليص هاته العوالم.

#### المعلومات الأخرى الواردة في التقرير السنوي لسنة 2017

إن مجلس الإدارة هو المسؤول على المعلومات الواردة في التقرير السنوي.

إن رأينا حول القوائم المالية لا يشمل ما تضمنه تقرير مجلس الإدارة، وإننا لا نبدي أي شكل من أشكال استنتاجات التأكيد على ما ورد في هذا التقرير.

وفقاً لأحكام المادة 266 من مجلة الشركات التجارية، فإن مسؤولياتنا هي التحقق من صحة المعلومات الواردة في حسابات البنك التي تضمنها تقرير مجلس الإدارة بالرجوع إلى المعطيات الواردة بالقوائم المالية. ويتمثل عملنا في قراءة تقرير مجلس الإدارة وتقييم ما إذا كان هناك تناقض جوهري بينه وبين القوائم المالية أو ما اطلعنا عليه خلال مهمة التدقيق أو إذا كان تقرير مجلس الإدارة على خلاف ذلك به أخطاء جوهرية. وإذا استنتجنا استناداً إلى العمل الذي قمنا به أن هناك إخلالات هامة في تقرير المجلس فإننا مطالبون بالإبلاغ عنها.

وليس لنا ما نذكره في هذا الصدد.

#### مسؤوليات مجلس الإدارة عن القوائم المالية

إن مجلس الإدارة هو المسؤول عن إعداد القوائم المالية وعرضها بصورة عادلة وفقاً للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموماً بالبلاد التونسية وعن نظام الرقابة الداخلي الذي يراه مجلس الإدارة ضرورياً لإعداد قوائم مالية خالية من الأخطاء الجوهرية، سواء كانت ناتجة عن الاحتيال أو الخطأ.

عند إعداد القوائم المالية، يكون مجلس الإدارة المسؤول عن تقييم قدرة البنك التونسي السعودي على العمل كمشاة مستمرة، والإفصاح، حيث أمكن، عن الأمور المتعلقة بمبدأ الاستمرارية بما في ذلك استخدام مبدأ الاستمرارية المحاسبي عند إعداد القوائم

المالية، إلا إذا كان في نية مجلس الإدارة تصفية البنك التونسيالسعودي أو إيقاف عملياته أو عدم وجود أي بديل واقعي آخر سوى القيام بذلك.

تقع على عاتق مسؤولي الحوكمة مراقبة إجراءات إعداد التقارير المالية للبنك التونسيالسعودي

## مسؤوليات مدققي الحسابات حول تدقيق القوائم المالية

إن أهدافنا تتمثل في الحصول على تأكيد معقول بأن القوائم المالية ككل خالية من الأخطاء الجوهرية، سواءً كانت ناتجة عن الاحتيال أو الخطأ وإصدار تقرير التدقيق الذي يتضمن رأينا.

يعتبر التأكيد المعقول تأكيد عالي المستوى، ولكنه ليس ضماناً بأن التدقيق الذي يتم وفقاً لمعايير التدقيق الدولية المعمول بها في تونس سيكشف دائماً عن المعلومات الجوهرية الخاطئة عند وجودها. إن الأخطاء قد تحدث نتيجة لاحتيايل أو خطأ ويتم اعتبارها جوهرية، إذا كانت منفردة أو مجتمعة، يمكن أن يكون لها تأثير على القرارات الاقتصادية المتخذة من قبل مستخدمي هذه القوائم المالية.

كجزء من عملية التدقيق وفقاً لمعايير التدقيق الدولية المعمول بها في تونس، نمارس الاجتهاد المهني والحفاظ على الشك المهني في جميع مراحل التدقيق، وكما نقوم بما يلي:

- تحديد وتقييم مخاطر الأخطاء الجوهرية في القوائم المالية، سواءً كانت ناتجة عن الاحتيال أو الخطأ، وتصميم وتنفيذ إجراءات تدقيق تستجيب لتلك المخاطر والحصول على أدلة تدقيق كافية وملائمة توفر أساساً لإبداء رأينا. إن مخاطر عدم اكتشاف خطأ جوهري ناتج عن احتيال يعد أكبر من ذلك الناتج عن خطأ، لما قد يتضمنه الاحتيال من تواطؤ أو تزوير أو حذف متعمد أو تحريف أو تجاوز لنظام الرقابة الداخلي.

- الحصول على فهم لنظام الرقابة الداخلي المتعلق بالتدقيق وذلك لتصميم إجراءات تدقيق ملائمة في ظل الظروف القائمة.

- تقييم مدى ملائمة السياسات المحاسبية المتبعة، ومعقولية التقديرات المحاسبية والإفصاحات ذات الصلة التي قام بها مجلس الإدارة.

- التوصل الى نتيجة حول ملائمة استخدام مجلس الإدارة لمبدأ الاستمرارية في المحاسبة، وبناءً على أدلة التدقيق التي تم الحصول عليها، وفيما إذا كان هناك عدم تيقن جوهري مرتبط بأحداث أو ظروف قد تلقي بشكوك جوهري حول قدرة البنك التونسيالسعودي على الاستمرار كمنشأة مستمرة. وإذا ما توصلنا إلى نتيجة بأن هناك شك جوهري، فعلى الإشارة في تقرير التدقيق إلى الإفصاحات ذات الصلة في القوائم المالية أو تعديل رأينا إذا كانت هذه الإفصاحات غير كافية. إن استنتاجاتنا مبنية على أدلة التدقيق التي حصلنا عليها حتى تاريخ تقرير التدقيق، ومع ذلك، فإن الأحداث أو الظروف المستقبلية قد تؤدي إلى عدم استمرار البنكفي أعمالها كمنشأة مستمرة.

- تقييم العرض العام وهيكل القوائم المالية ومحتواها بما في ذلك الإفصاحات حولها وفيما إذا كانت القوائم المالية تمثل المعاملات والأحداث التي تحقق العرض العادل.

من تلك الأمور التي تم التواصل بها مع مسؤولي الحوكمة للبنك التونسيالسعودي، مجال و رزنامة أعمال التدقيقوأمور التدقيق الرئيسية، بما في ذلك أي وجه من أوجه قصور هامة في نظام الرقابة الداخلية التي لاحظناها خلال أعمال التدقيق التي قمنا بها.

## II. تقرير حول المتطلبات التنظيمية الأخرى



في إطار مهمتنا لمراقبة الحسابات، قمنا بالمراجعات الخاصة المنصوصة بالمعايير التي نشرتها هيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية وكل النصوص المنظمة سارية المفعول في هذا الصدد.

## 1- فعالية نظام الرقابة الداخلية

عملا بأحكام الفصل 3 من قانون 117- 94 بتاريخ 14 نوفمبر 1994 كما تم تنقيحه بقانون 2005-96 بتاريخ 18 أكتوبر 2005، أجرينا تقييمعام لفاعلية نظام الرقابة الداخلية للبنك. وفي هذا الصدد، نذكر أن مسؤولية إحداث وتنفيذ نظام الرقابة الداخلية وكذلك المراقبة الدورية لفاعليته وكفاءته تقع على الإدارة ومجلس الإدارة. بناء على مراجعتنا، لم نلاحظ وجود نقائص مهمة لنظام الرقابة الداخلية. ولقد قمنا بمد الإدارة ومجلس الإدارة تقريراً حول الرقابة الداخليّة تضمن ملاحظاتنا واقتراحاتنا حول إجراءات الإدارة، المالية والمحاسبية.

## 2- مطابقة مسك حسابات الأوراق المالية للقوانين الجاري بها العمل

عملا بأحكام الفصل عدد 19 من الأمر عدد 2728 - 2001 المؤرخ في 20 نوفمبر 2001، أجرينا المراجعات الخاصة بمطابقة مسك حسابات الأوراق المالية الصادرة عن البنك مع القوانين المعمول بها.

تقع مسؤولية ضمان المطابقة لمتطلبات النصوص الجاري بها العمل على كاهل الإدارة.

واستناداً إلى الأعمال التي اعتبرناها ضرورية، لم نكتشف أي إخلال متعلق بمطابقة حسابات الأوراق المالية الصادرة عن البنك مع القوانين الجاري بها العمل.

تونس، في 06 أبريل 2018  
مراقبي الحسابات

زياد خديم الله  
تدقيق و الإستشارة

شريف بن زينة  
سي أم سي - دي أف ك الدولي

## التقرير الخاص لمراقبي الحسابات حول الاتفاقيات المنظمة

(حسب الفصولين 200 و 475 للمجلة التجارية للشركات والفصل 62 من القانون 2016-48)

### للسنة المختومة في 31 ديسمبر 2017

حضرات السادة المساهمين،

تبعاً لتنفيذ مهمة مراقبة الحسابات وطبقاً لأحكام الفصولين 200 و 475 من مجلة الشركات والفصل 62 من القانون 2016-48، يشرفنا إحاطتكم علماً أن مجلس إدارتكم أشعرنا بأن البنك التونسي السعودي قام باتفاقيات تنص عليها الفصول المذكورة أعلاه.

تتمثل مسؤولياتنا في التثبت من احترام الإجراءات القانونية للترخيص والمصادقة على هذه الاتفاقيات والعمليات وترجمتها الصحيحة في القوائم المالية.

ليس من مضمولاتنا البحث بصفة خاصة وبطريقة موسعة عن الوجود المحتمل لهذه الاتفاقيات والعمليات، ولكن من واجبنا إعلامكم بالخصائص والمعطيات الأساسية لهذه الاتفاقيات والعمليات حسب المعلومات التي قدمت إلينا أو التي تمكنا من الوصول إليها عن طريق إجراءات التدقيق، دون إعطاء رأينا حول أسباب تكوينها ومدى جدواها.

## 1- اتفاقيات وقعت في 2017:

### **1.1- اتفاقيات تفويت مستحقات مبرمة مع التونسية السعودية للاستخلاص :**

وقع إمضاء عقود تفويت مجموعة مستحقات بين البنك التونسي السعودي والشركة التونسية السعودية للاستخلاص:  
-العقد الأول بتاريخ 22 جوان 2017، حيث قام البنك بموجب العقد المذكور بالتفويت في مستحقات لفائدة الشركة التونسية السعودية للاستخلاص والتي تبلغ قيمة التعهدات 396 296 د و عليها مجموع فوائد مؤجلة بقيمة 164 290 د و مخصصات بقيمة 006232 د . وقعت عملية التفويت بالدينار الرمزي أي بمبلغ جملي 19 دينار.

- العقد الثاني بتاريخ 13 نوفمبر 2017، حيث قام البنك بموجب العقد المذكور بالتفويت في مستحقات لفائدة الشركة التونسية السعودية للاستخلاص والتي تبلغ قيمة التعهدات 426 623 د و عليها مجموع فوائد مؤجلة بقيمة 083 167 د و مخصصات بقيمة 259 540 د . وقعت عملية التفويت بالدينار الرمزي أي بمبلغ جملي 18 دينار.

### **2.1- اتفاقية كراء مكاتب لاستعمال مهني :**

وقع إبرام عقد كراء بين البنك التونسي السعودي والشركة التونسية السعودية للمساهمات والاستثمار بتاريخ 01 جويلية 2017. يضع المالك، بموجب هذا العقد، على ذمة المستأجر محل تبلغ مساحته 47 متر مربع (متكون بالأساس من مكتب) كائن بالطابق الأول لمبنى البنك التونسي السعودي بمقابل 7 050 دينار دون القيمة المضافة (150 دينار للمتر مربع) في السنة تدفع اول كل سداسي. وقع فسخ هذا العقد بتاريخ 15 فيفري 2018. تمت موافقة مجلس الادارة على هذه الاتفاقية في مجلسه المنعقد في 25 اكتوبر 2017.

## 2-اتفاقيات وقعت في السنوات الفارطة وبقيت سارية المفعول في 2017

### **1-2- اتفاقية توزيع أعباء التصرف الجبائي :**

وقع إمضاء محضر اتفاق بين البنك التونسي السعودي والشركات التالية: الشركة التونسية السعودية للمساهمات والتوظيفات (TSPP)، شركة التونسية السعودية للاستخلاص (TSR)، شركة التونسية السعودية للمساهمات والاستثمار (TSPI) وشركة منتزه طبرقة. قدرت اعباء المتعلقة بإتمام هذه المهمة ب 15 000 دينار سنويا يقع صرفها من طرف البنك التونسي السعودي وتتنوع بين بقية الشركات وفقا للملحق الممضى في 01 جانفي 2016 على النحو الآتي:

شركة البنك التونسي السعودي	5007دينار
شركة التونسية السعودية للمساهمات والتوظيفات	1 875 دينار
شركة التونسية السعودية للاستخلاص	1 875 دينار
شركة التونسية السعودية للمساهمات والاستثمار	1 875 دينار
شركة منتزه طبرقة	1 875 دينار

### **2-2-اتفاقية كراء مكاتب لاستعمال مهني :**

وقع إبرام عقد كراء بين البنك التونسي السعودي والتونسية السعودية للاستخلاص بتاريخ 04 نوفمبر 2016. يضع المالك، بموجب هذا العقد، على ذمة المستأجر محل (متكون بالأساس من 8 مكاتب) كائن بالطابق الارضي لمبنى التونسية السعودية للاستخلاص بمقابل 42 636 دينار (150 دينار للمتر مربع) في السنة تدفع اول كل ثلاثي . إبرم هذا العقد لمدة سنة ابتداء من 01 سبتمبر 2016 إلى 31 أوت 2017، ويقع تجديده بطريقة ضمنية.

### **3-2- انتفاع المدير العام السيد جمال الدين بالحاج بقرض من البنك التونسي السعودي:**

تمتع المدير العام السيد جمال الدين بالحاج منذ 19 أكتوبر 2016، بقرض يبلغ 120 000 دينار على 10 سنوات وبنسبة فائض 5.04%.

وقع ترخيص هاته العملية من قبل مجلس ادارة البنك المنعقد بتاريخ 27 سبتمبر 2016.

#### 4-2- اتفاقيات مبرمة مع التونسية السعودية للوساطة متعلقة بالصندوق المشترك للتوظيف "كنوز":

في سنة 2008، أبرم البنك اتفاقيتين مع التونسية السعودية للوساطة بصفتها الشركة المتصرفة في الصندوق المشترك للتوظيف "كنوز".

وتشمل هاتان الاتفاقيتان:

- إتفاقيّة يقوم بموجبها البنك التونسي السعودي بإيداع أموال و سندات الصندوق المشترك للتوظيف "كنوز" لديه. في المقابل، يتحصّل البنك على عمولة تحتسب يوميًا بنسبة 0,25 % من الأصول الصّافية للصندوق.
- إتفاقيّة يقوم بموجبها البنك التونسي السعودي بتوزيع حصص الصندوق المشترك للتوظيف "كنوز" في مختلف فروعهِ. ويتحصّل البنك مقابل ذلك على عمولة تساوي حصة البنك في العمولة المدفوعة من قبل الصندوق للتونسية السعودية للوساطة. تحتسب هذه الحصة يوميًا باعتماد 0,35 % من الأصول الصّافية للصندوق المشترك للتوظيف "كنوز" ضارب جاري الاكتتابات الصافية من الإسترجاعات للمكتتبين بوساطة البنك التونسي السعودي / جاري الاكتتابات الجمالية الصافية من الإسترجاعات.

#### 5-2- اتفاقيات مبرمة مع شركة الاستثمار ذات رأس المال المتغير "الحفاظ":

قام البنك بإبرام اتفاقيات مع شركة الاستثمار ذات رأس المال المتغير "الحفاظ" تتمثل في:

- إتفاقيّة تتعلق بإيداع أموال شركة "الحفاظ" وسنداتها ويتقاضى البنك مقابل ذلك عمولة تساوي 0,15 % من الأصول الصّافية للشركة تحتسب يوميًا.

- إتفاقيّة توزيع يقوم بموجبها البنك بتسويق "الحفاظ" للإستثمار في فروعهِ يتقاضى بموجبها عمولة تحتسب يوميًا باعتماد 0,25 % من الأصول الصّافية للحفاظ للإستثمار ضارب جاري الاكتتابات الصافية من الإسترجاعات للمكتتبين بوساطة البنك التونسي السعودي/ جاري الاكتتابات الجمالية الصافية من الإسترجاعات.

#### 6-2- اتفاقيات مبرمة مع التونسية السعودية للوساطة متعلقة بالصندوق المشترك للتوظيف "افاق":

أبرم البنك إتفاقيتين مع التونسية السعودية للوساطة بصفتها الشركة المتصرفة في الصندوق المشترك للتوظيف "افاق". وتشمل هاتان الاتفاقيتان:

- إتفاقيّة يقوم بموجبها البنك التونسي السعودي بإيداع أموال وسندات الصندوق المشترك للتوظيف "افاق" لديه. في المقابل، يتحصّل البنك على عمولة تحتسب يوميًا بنسبة 0,2 % من الأصول الصّافية للصندوق.
- إتفاقيّة يقوم بموجبها البنك التونسي السعودي بتوزيع حصص الصندوق المشترك للتوظيف "افاق" في مختلف فروعهِ. ويتحصّل البنك مقابل ذلك على عمولة تساوي حصة البنك في العمولة المدفوعة من قبل الصندوق للتونسية السعودية للوساطة. تحتسب هذه الحصة يوميًا باعتماد 0,4 % من الأصول الصّافية للصندوق المشترك للتوظيف "افاق" ضارب جاري الاكتتابات الصافية من الإسترجاعات للمكتتبين بوساطة البنك التونسي السعودي / جاري الاكتتابات الجمالية الصافية من الإسترجاعات.

#### 7-2- اتفاقيات مبرمة مع التونسية السعودية للوساطة متعلقة بالصندوق المشترك للتوظيف "الامتياز":

أبرم البنك إتفاقيتين مع التونسية السعودية للوساطة بصفتها الشركة المتصرفة في الصندوق المشترك للتوظيف "الامتياز". وتشمل هاتان الاتفاقيتان:

- إتفاقيّة يقوم بموجبها البنك التونسي السعودي بإيداع أموال وسندات الصندوق المشترك للتوظيف "الامتياز" لديه. في المقابل، يتحصّل البنك على عمولة تحتسب يوميًا بنسبة 0,2% من الأصول الصّافية للصندوق.

- إتفاقيّة يقوم بموجبها البنك التونسي السعودي بتوزيع حصص الصندوق المشترك للتوظيف "الامتياز" في مختلف فروع. ويتحصّل البنك مقابل ذلك على عمولة تساوي حصة البنك في العمولة المدفوعة من قبل الصندوق للتونسية السعودية للوساطة. تحتسب هذه الحصة يوميًا باعتماد 0,3% من الأصول الصّافية للصندوق المشترك للتوظيف "الامتياز" ضارب جاري الاكتتابات الصافية من الإسترجاعات للمكتتبين بوساطة البنك التونسي السعودي / جاري الاكتتابات الجمالية الصافية من الإسترجاعات.

### 3-التزامات البنك تجاه المسيرين :

#### 1.3-الالتزامات:

- تم تحديد الراتب الشهري الخام للمدير العام السيد بمقتضى قرار الوزير الأول بتاريخ 10 ديسمبر 2013.
- يتمتع المدير العام بسيارة ويتحمل البنك جميع المصاريف المتعلقة بها.
- وقع إسناد مكافآت حضور سنوية إلى أعضاء مجلس الإدارة بحساب 6 600 دينار صافية من الأداءات لكل عضو حسب محضر الجلسة العامة العادية المنعقدة في 24 ماي 2017.
- وقع إسناد مكافآت إلى أعضاء مجلس الإدارة الذين هم في نفس الوقت أعضاء في لجنة التدقيق، اللجنة التنفيذية للقروض أو لجنة المخاطر بعنوان الحضور في اجتماعات اللجان السابق ذكرهم وذلك بحساب 8 000 دينار صافية من الأداءات لكل عضو حسب محضر الجلسة العامة العادية المنعقدة في 24 ماي 2017.

#### 2.3-المبالغ المتعلقة بالالتزامات حسب القوائم المالية

تمثل التزامات البنك تجاه المسيرين كما وردت في القوائم المالية لسنة 2017، في:

- بلغت رواتب ومكافآت المدير العام السيد جمال الدين بالحاج عبد الله مجموع 124 069 دينار سنة 2017، مفصلة بالجدول التالي:

(الوحدة الدينار)

الخصوم في 2017/12/31	المبلغ الخام للأعباء في 2017/12/31	
		1- امتيازات على المدى القصير:
-	80 600	-رواتب امتيازات طبيعية
-	5 000	-بدل الحضور للجنة التنفيذية للقروض
16 809	11 997	-الاجازة مدفوعة الاجر
		2- امتيازات بعد انتهاء الخدمة:
16 692	16 692	مكافئة الإحالة على التقاعد الاضافية
8 905	8 905	معاليمة التأمين الجماعي(*)
<b>42 406</b>	<b>124 069</b>	<b>المجموع</b>

(\*) يمثل هذا المبلغ المنحة المخصصة من قبل البنك لتغطية تكاليف التأمين الجماعي.

- تسلم أعضاء مجلس الإدارة الذين هم في نفس الوقت أعضاء في لجنة التدقيق، اللجنة التنفيذية للقروض وفي لجنة المخاطر بدل الحضور في اجتماعات اللجان كما هو مبين بالجدول التالي:

(الوحدة الدينار)

أعضاء مجلس الإدارة الذين هم في نفس الوقت أعضاء في لجنة التدقيق، لجنة المخاطر وفي اللجنة التنفيذية للقروض		
الأعباء في 2017/12/31	الخصوم في 2017/12/31	
-	-	امتيازات على المدى القصير
20 000	-	أعضاء مستقلين
80 000	-	أعضاء غير مستقلين
100 000	-	المجموع

- تسلم أعضاء مجلس الإدارة بدل الحضور في اجتماعات المجلس كما هو مبين بالجدول التالي:

(الوحدة الدينار)

أعضاء مجلس الإدارة		
الأعباء في 2017/12/31	الخصوم في 2017/12/31	
-	-	امتيازات على المدى القصير:
16 500	-	أعضاء مستقلين
66 000	231 000	أعضاء غير مستقلين
82 500	231 000	المجموع

ما عدا هذه الاتفاقيات، لم يتم إشعارنا بأي اتفاقية أخرى خاضعة لمقتضيات الفصلين 200 و 475 من مجلة الشركات التجارية كما لم تفرض أعمالنا إلى الكشف عن مثل هذه الاتفاقيات.

تونس، في 06 أفريل 2018

مراقبي الحسابات

زياد خديم الله  
شركة أعمال التدقيق والاستشارة

شريف بن زينة  
سي أم سي - دي أف ك الدولي

**AVIS DES SOCIETES**

**ETATS FINANCIERS**

**COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES  
- ASTREE-**

Siège social : 45, Avenue Kheireddine Pacha BP 780 - 1080 – Tunis Cedex

La Compagnie d'Assurances et de Réassurances -ASTREE-, publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2018. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes Mr Mohamed Hédi KAMMOUN (ECC MAZARS) et Mr Chiheb GHANMI (La Générale d'Audit & Conseil).

(Chiffres en dinars tunisien)

Annexe n°1 Actif du bilan		31 décembre 2017			31/12/2016
		Brut	Amortissements et provisions	Net	
<b>AC1 Actifs incorporels</b>	<b>A 1</b>	<b>1 131 439</b>	<b>798 705</b>	<b>332 734</b>	<b>193 722</b>
AC11,12,13 Investissements de recherche et développement		1 131 439	798 705	332 734	193 722
AC14 Acomptes versés		0	0	0	0
<b>AC2 Actifs corporels d'exploitation</b>	<b>A 2</b>	<b>6 318 604</b>	<b>5 126 562</b>	<b>1 192 042</b>	<b>1 284 809</b>
AC21 Installations techniques et machines		5 242 605	4 211 261	1 031 344	1 030 210
AC22 Autres installations, outillages et mobiliers		1 066 271	915 301	150 970	134 266
AC23 Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours		9 728	0	9 728	120 333
<b>AC3 Placements</b>	<b>A 3</b>	<b>366 802 454</b>	<b>18 976 027</b>	<b>347 826 427</b>	<b>317 604 057</b>
AC31 <u>Terrains, constructions et actions de sociétés immobilières non cotées</u>	A 3.1	<b>22 953 691</b>	<b>5 123 587</b>	<b>17 830 104</b>	<b>5 943 038</b>
AC311 Terrains et constructions d'exploitation		3 855 502	2 325 036	1 530 466	1 618 499
AC312 Terrains et constructions hors exploitation		10 001 689	2 798 551	7 203 138	3 634 539
AC313 Parts et actions de sociétés immobilières non cotées		9 096 500	0	9 096 500	690 000
AC32 <u>Placements dans les entreprises liées et participations</u>	A 3.2	<b>32 204 421</b>	0	<b>32 204 421</b>	<b>32 204 421</b>
AC33 <u>Autres placements financiers</u>	A 3.3	<b>309 912 003</b>	<b>13 852 440</b>	<b>296 059 563</b>	<b>277 835 081</b>
AC331 Actions, autres titres à revenu variable et parts dans les FCP		97 070 643	13 731 996	83 338 647	82 516 953
AC332 Obligations et autres titres à revenu fixe		102 705 191	417	102 704 774	92 098 635
AC333 Prêts hypothécaires		577 417	0	577 417	512 931
AC334 Autres Prêts		588 752	120 027	468 725	436 562
AC335 Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		108 970 000	0	108 970 000	102 270 000
AC34 <u>Créances pour espèces déposées auprès des Entreprises cédantes</u>	A 3.4	<b>1 732 339</b>	0	<b>1 732 339</b>	<b>1 621 517</b>
<b>AC5 Part des réassureurs dans les provisions techniques</b>	<b>A 4</b>	<b>30 865 494</b>	0	<b>30 865 494</b>	<b>34 075 068</b>
AC510 Provisions pour primes non acquises		8 236 053	0	8 236 053	7 261 892
AC530 Provisions pour sinistres Vie		0	0	0	181 272
AC531 Provisions pour sinistres Non Vie		22 363 197	0	22 363 197	26 365 660
AC550 Provisions d'égalisation et d'équilibrage Non Vie		266 244	0	266 244	266 244
<b>AC6 Créances</b>	<b>A 5</b>	<b>72 557 533</b>	<b>21 131 838</b>	<b>51 425 695</b>	<b>51 995 207</b>
AC61 <u>Créances nées d'opérations d'Assurance directe</u>	A 5.1	<b>65 647 630</b>	<b>19 556 106</b>	<b>46 091 524</b>	<b>47 332 231</b>
AC611 Primes acquises et non émises	A 5.1.1	5 180 569	0	5 180 569	3 295 200
AC612 Autres créances nées d'opération d'assurance directe	A 5.1.2	54 753 288	18 799 722	35 953 566	39 735 124
AC613 Créances indemnisées subrogées à l'Entreprise d'assurance	A 5.1.3	5 713 773	756 384	4 957 389	4 301 907
AC62 <u>Créances nées d'opérations de réassurance</u>	A 5.2	<b>1 262 814</b>	<b>614 433</b>	<b>648 381</b>	<b>671 734</b>
AC63 <u>Autres Créances</u>	A 5.3	<b>5 647 089</b>	<b>961 299</b>	<b>4 685 790</b>	<b>3 991 242</b>
AC631 Personnel	A 5.3.1	207 243	0	207 243	152 743
AC632 Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	A 5.3.2	4 465 010	0	4 465 010	3 826 321
AC633 Débiteurs divers	A 5.3.3	974 836	961 299	13 537	12 178
<b>AC7 Autres éléments d'Actif</b>	<b>A 6</b>	<b>20 246 892</b>	0	<b>20 246 892</b>	<b>18 349 562</b>
AC71 <u>Avoirs en banques, CCP, chèques et caisse</u>	A 6.1	<b>8 830 742</b>	0	<b>8 830 742</b>	<b>9 321 666</b>
AC72 <u>Frais d'acquisition reportés</u>	A 6.2	<b>3 569 413</b>	0	<b>3 569 413</b>	<b>3 051 075</b>
AC73 <u>Comptes de régularisation Actif</u>	A 6.3	<b>7 846 737</b>	0	<b>7 846 737</b>	<b>5 976 821</b>
AC731 Intérêts et loyers acquis non échus	A 6.3.1	6 877 194	0	6 877 194	5 517 997
AC733 Autres comptes de régularisation	A 6.3.2	969 543	0	969 543	458 824
<b>Total de l'Actif :</b>		<b>497 922 416</b>	<b>46 033 131</b>	<b>451 889 285</b>	<b>423 502 425</b>

**Annexe n°2**  
**Capitaux propres et passif du Bilan**

*(Chiffres en dinars tunisien)*

		31/12/2017	31/12/2016
	<i>Notes</i>		
<b>Capitaux propres</b>	<b>P 1</b>		
CP1 Capital social ou fonds équivalent	P 1.1	30 000 000	20 000 000
CP2 Réserves et primes liées au capital	P 1.2	24 155 873	22 831 873
CP4 Autres capitaux propres	P 1.3	35 633 815	39 730 315
CP5 Résultat reporté	P 1.4	11 797 136	14 037 420
<b>Total capitaux propres avant résultat :</b>		<b>101 586 824</b>	<b>96 599 608</b>
CP6 Résultat au 31 Décembre	P 1.5	15 029 794	13 787 216
<b>Total capitaux propres avant affectation :</b>		<b>116 616 618</b>	<b>110 386 824</b>
<b>Passif</b>	<b>P 2</b>		
PA2 Provisions pour autres risques et charges	P 2.1	<u>9 472 109</u>	<u>7 132 109</u>
PA23 Autres provisions		9 472 109	7 132 109
PA3 Provisions techniques brutes	P 2.2	<u>266 543 005</u>	<u>240 195 900</u>
PA310 Provisions pour primes non acquises Non Vie		33 716 646	30 478 375
PA320 Provisions d'assurances Vie		115 667 038	95 396 348
PA330 Provisions pour sinistres Vie		2 635 102	2 733 268
PA331 Provisions pour sinistres Non Vie		107 367 343	105 455 451
PA340 Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes Vie		1 414 896	1 297 766
PA341 Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes Non Vie		1 715 621	1 589 568
PA350 Provision pour égalisation et équilibrage Non Vie		281 510	281 510
PA360 Autres provisions techniques Vie		787 248	53 685
PA361 Autres provisions techniques Non Vie		2 957 603	2 909 929
PA5 Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires	P 2.3	<u>19 473 260</u>	<u>23 736 588</u>
PA6 Autres dettes	P 2.4	<u>38 730 216</u>	<u>41 141 432</u>
PA61 <u>Dettes nées d'opérations d'assurance directe</u>	P 2.4.1	<u>9 830 223</u>	<u>12 143 987</u>
PA611 Autres dettes nées d'opérations d'assurance	P 2.4.1.1	8 284 759	9 654 113
PA612 Dettes indemnisées subrogées à l'Entreprise	P 2.4.1.2	1 545 463	2 489 874
PA62 <u>Dettes nées d'opérations de réassurance</u>	P 2.4.2	<u>16 273 499</u>	<u>18 333 832</u>
PA63 <u>Autres dettes</u>	P 2.5	<u>12 626 494</u>	<u>10 663 613</u>
PA631 Dépôts et cautionnements reçus	P 2.5.1	493 861	492 251
PA632 Personnel	P 2.5.2	1 211 913	1 377 629
PA633 Etat, organismes de sécurité sociale, collect	P 2.5.3	10 163 330	8 119 038
PA634 Crédoiteurs divers	P 2.5.4	757 390	674 695
PA7 Autres passifs	2.6	<u>1 054 077</u>	<u>909 572</u>
PA71 <u>Comptes de régularisation passif</u>	P 2.6.1	1 054 077	909 572
<b>Total des capitaux propres et du Passif :</b>		<b>451 889 285</b>	<b>423 502 425</b>



(Chiffres en dinars tunisiens)

Annexe n°3 Etat de résultat technique de l'Assurance Non Vie	Opérations brutes	Cessions	Opérations nettes	Opérations nettes
	31/12/2017	31/12/2017	31/12/2017	31/12/2016
<b>PRNV1 Primes acquises</b>	<b>110 077 636</b>	<b>-21 477 847</b>	<b>88 599 789</b>	<b>79 378 882</b>
<b>PRNV11</b> Primes émises et acceptées	113 315 907	-22 241 440	91 074 467	81 596 920
<b>PRNV12</b> Variation de la provision pour primes non acquises	-3 238 271	763 593	-2 474 678	-2 218 038
<b>PRNT3 Produits de placements alloués, transférés de l'état de résultat</b>	<b>7 795 054</b>	<b>0</b>	<b>7 795 054</b>	<b>5 595 953</b>
<b>PRNV2 Autres produits techniques</b>	<b>174 264</b>	<b>0</b>	<b>174 264</b>	<b>85 515</b>
<b>CHNV1 Charges de sinistres</b>	<b>-64 883 937</b>	<b>3 019 900</b>	<b>-61 864 037</b>	<b>-59 661 207</b>
<b>CHNV11</b> Montants payés	-62 977 415	7 022 363	-55 955 053	-50 531 797
<b>CHNV12</b> Variation de la provision pour sinistres	-1 906 521	-4 002 463	-5 908 984	-9 129 410
<b>CHNV2 Variation des autres provisions techniques</b>	<b>-47 675</b>	<b>0</b>	<b>-47 675</b>	<b>-62 438</b>
<b>CHNV3 Participation aux bénéfices et ristournes</b>	<b>-3 496 917</b>	<b>157 755</b>	<b>-3 339 163</b>	<b>-1 363 942</b>
<b>CHNV4 Frais d'exploitation</b>	<b>-15 997 344</b>	<b>6 751 287</b>	<b>-9 246 057</b>	<b>-7 626 031</b>
<b>CHNV41</b> Frais d'acquisition	-6 556 622	0	-6 556 622	-5 394 512
<b>CHNV42</b> Variation du montant des frais d'acquisition reportés	382 174	0	382 174	100 170
<b>CHNV43</b> Frais d'administration	-9 822 895	0	-9 822 895	-8 574 742
<b>CHNV44</b> Commissions reçues des réassureurs	0	6 751 287	6 751 287	6 243 053
<b>CHNV5 Autres charges techniques</b>	<b>-8 128 491</b>	<b>0</b>	<b>-8 128 491</b>	<b>-3 715 430</b>
<b>CHNV6 Variation de la provision pour égalisation &amp; équilibrage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-13 187</b>
<b>RTNV Sous Total: Résultat technique de l'assurance Non Vie</b>	<b>25 492 591</b>	<b>-11 548 906</b>	<b>13 943 685</b>	<b>12 618 115</b>

Annexe n°4  
Etat de résultat technique de l'Assurance Vie

(Chiffres en dinars tunisiens)

	Opérations Brutes 31/12/2017	Cessions 31/12/2017	Opérations nettes 31/12/2017	Opérations nettes 31/12/2016
<b>PRV1 Primes</b>	32 186 737	-400 388	31 786 349	27 563 982
PRV11 Primes émises et acceptées	32 186 737	-400 388	31 786 349	27 563 982
<b>PRV2 Produits de placements</b>	7 302 984	0	7 302 984	5 189 674
PRV21 Revenus des placements	6 019 292	0	6 019 292	4 431 617
PRV23 Reprise de correction de valeurs sur placements	700 978	0	700 978	515 357
PRV24 Profits provenant de la réalisation des placements	582 714	0	582 714	242 700
<b>PRV4 Autres produits techniques</b>	0	0	0	0
<b>CHV1 Charge de sinistres</b>	-5 783 430	155 138	-5 628 292	-5 536 145
CHV11 Montants payés	-5 881 595	336 410	-5 545 185	-5 290 276
CHV12 Variation de la provision pour sinistres	98 166	-181 272	-83 107	-245 869
<b>CHV2 Variation des autres provisions techniques</b>	-20 500 056	0	-20 500 056	-17 704 297
CHV21 Provisions d'assurance vie	-19 766 494	0	-19 766 494	-17 886 707
CHV22 Autres provisions techniques	-733 562	0	-733 562	182 410
<b>CHV3 Participation aux bénéfices et ristournes</b>	-653 773	18 448	-635 325	-270 097
<b>CHV4 Frais d'exploitation</b>	-3 938 791	31 712	-3 907 079	-3 176 620
CHV41 Frais d'acquisition	-3 564 831	0	-3 564 831	-2 888 520
CHV42 Variation du montant des frais d'acquisition reportés	136 164	0	136 164	268 025
CHV43 Frais d'Administration	-510 124	0	-510 124	-568 506
CHV44 Commissions reçues des réassureurs		31 712	31 712	12 381
<b>CHV5 Autres charges techniques</b>	-1 674 879	0	-1 674 879	-64 840
<b>CHV9 Charges des placements</b>	-1 322 944	0	-1 322 944	-1 557 695
CHV91 Charges de gestion des placements, y compris les charges d'intérêts	-439 725	0	-439 725	-412 091
CHV92 Correction de valeur sur placements	-498 878	0	-498 878	-955 821
CHV93 Pertes provenant de la réalisation des placements	-384 342	0	-384 342	-189 783
<b>RTV Sous Total : Résultat technique de l'assurance Vie</b>	5 615 848	-195 090	5 420 758	4 443 962

Annexe n°5  
Etat de Résultat

*(Chiffres en dinars tunisiens)*

		31/12/2017	31/12/2016
<b>RTNV</b>	<b><u>Résultat Technique de l'Assurance Non Vie</u></b>	<b>13 943 685</b>	<b>12 618 115</b>
<b>RTV</b>	<b><u>Résultat Technique de l'Assurance Vie</u></b>	<b>5 420 758</b>	<b>4 443 962</b>
<b>PRNT1</b>	<b><u>Produits des placements Assurance Non Vie</u></b>	<b>16 098 839</b>	<b>13 412 153</b>
	PRNT11 Revenus des placements	13 269 045	11 453 035
	PRNT13 Reprise de correction de valeurs sur placements	1 545 249	1 331 886
	PRNT14 Profits provenant de la réalisation des placements	1 284 546	627 232
<b>CHNT1</b>	<b><u>Charges des placements de l'Assurance Non Vie</u></b>	<b>-2 916 323</b>	<b>-4 025 693</b>
	CHNT11 Charges de gestion des placements, y compris les charges d'intérêts	-969 338	-1 065 006
	CHNT12 Correction de valeurs sur placements	-1 099 736	-2 470 215
	CHNT13 Pertes provenant de la réalisation des placements	-847 250	-490 472
<b>CHNT2</b>	<b><u>Produits des placements alloués, transférés à l'état de résultat technique de l'Assurance Non Vie</u></b>	<b>-7 795 054</b>	<b>-5 595 953</b>
<b>PRNT2</b>	Autres produits non techniques	207 876	2 997 924
<b>CHNT3</b>	Autres charges non techniques	-2 340 031	-4 000 572
	<b>Résultats provenant des activités ordinaires</b>	<b>22 619 750</b>	<b>19 849 936</b>
<b>CHNT4</b>	Impôts sur le Résultat	-6 641 212	-4 620 542
	<b>Résultats provenant des activités ordinaires après impôts</b>	<b>15 978 538</b>	<b>15 229 394</b>
<b>CHNT5</b>	Pertes extraordinaires	-948 744	-1 442 178
<b>Résultat net après modifications comptables :</b>		<b>15 029 794</b>	<b>13 787 216</b>

**Annexe n° 6 : Tableau des engagements reçus et donnés**

Intitulé	31/12/2017	31/12/2016
<b>HB1 Engagements reçus</b>	<b>912 626</b>	<b>839 140</b>
Engagements hypothécaires reçues sur Prêts octroyés	577 417	512 931
Avals, cautions de garanties	335 209	326 209
<b>HB2 Engagements donnés</b>	<b>1 155 024</b>	<b>1 305 013</b>
HB21 Avals, cautions de garanties octroyés au titre d'appel d'offres	1 155 024	1 305 013
HB22 Titres et actifs acquis avec engagements de revente		
HB23 Autres engagements sur titres, actifs ou revenus		
HB24 Autres engagements donnés		
<b>HB3 Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et des rétrocessionnaires</b>		
<b>HB4 Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou de substitution</b>		
<b>HB5 Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance</b>		
<b>HB6 Autres valeurs détenues pour compte de tiers</b>		

**Annexe n° 7 : État de flux de trésorerie (méthode directe)**

<b>État de flux de trésorerie (méthode directe) GENERAL</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>		
E1 Encaissements des primes reçues des assurés	147 292 731	134 610 883
E2 Sommes versées pour paiement des sinistres	-62 617 613	-57 411 742
E3 Encaissements des primes reçues (acceptations)	421 682	1 026 668
E4 Sommes versées pour les sinistres (acceptations)	-1 604	-56 902
E5 Commissions versées sur les acceptations	-115 901	-268 890
E6 Décaissements de primes pour les cessions	-18 672 090	-23 314 957
E7 Encaissements des sinistres pour les cessions	10 536 656	5 086 540
E8 Commissions reçues sur les cessions	4 909 801	5 171 388
E9 Commissions versées aux intermédiaires	-13 114 723	-11 383 007
E10 Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	-11 947 975	-6 103 605
E11 Variation des dépôts auprès des cédantes	-74 257	15 308
E12 Variation des espèces reçues des cessionnaires	3 514 289	18 092 820
E13 Décaissements liés à l'acquisition de placements financiers	-119 532 286	-169 994 599
E14 Encaissements liés à la cession de placements financiers	92 017 194	132 030 677
E15 Taxes sur les assurances versées au Trésor	-10 104 876	-9 463 396
E16 Produit financiers reçus	17 242 414	14 522 568
E17 Impôts sur les bénéfices payés	0	0
E18 Autres mouvements	-31 308 412	-24 307 665
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>8 445 030</b>	<b>8 252 089</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
V1 Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
V2 Encaissements provenant de la cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	89 667	6 262
V3 Décaissements provenant de l'acquisition de terrains et constructions destinées à l'exploitation	0	0
V4 Encaissements provenant de la cession de terrains et constructions destinées à l'exploitation	0	0
V5 Décaissements provenant de l'acquisition de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation	0	0
V6 Encaissements provenant de la cession de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation	0	0
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>89 667</b>	<b>6 262</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
F1 Encaissements suite à l'émission d'actions	0	0
F2 Dividendes et autres distributions	-8 778 621	-7 980 570
F3 Encaissements provenant d'emprunts	0	0
F4 Remboursements d'emprunts	0	0
F5 Augmentation/Diminutions des ressources spéciales	0	0
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-8 778 621</b>	<b>-7 980 570</b>
<b>Incidence des variations de taux de change sur les liquidités ou équivalents de liquidités</b>	<b>-247 000</b>	<b>-201 001</b>
<b>Variations de trésorerie</b>	<b>-490 924</b>	<b>76 780</b>
<b>Trésorerie de début d'exercice</b>	<b>9 321 666</b>	<b>9 244 886</b>
<b>Trésorerie de fin d'exercice</b>	<b>8 830 742</b>	<b>9 321 666</b>

# NOTES AUX ETATS FINANCIERS

## 1. Présentation de l'entreprise, de ses opérations et de ses activités

- **Dénomination sociale** : Compagnie d'Assurances et de Réassurances « **ASTREE** »
- **Date de constitution** : 22/10/1949
- **Forme juridique** : S.A faisant appel public à l'épargne
- **Siège social** : 45, Avenue Kheireddine Pacha – Tunis, B.P. 780 TUNIS Cedex
- **Capital Social** : 30 000 000 DT
- **Branches exploitées** : Toutes branches
- **Principaux Réassureurs** :
  - MUNCHENER RUCK
  - PARTNER RE
  - TUNIS RE
  - SCOR
  - CCR
  - EULER
  - EUROPE ASSISTANCE
- **Conseil d'Administration**
  - M. Mohamed Habib BEN SAAD; Président du Conseil d'Administration ;
  - M. Abdel Monem KOLSI, Directeur Général ;
- **Administrateurs**
  - M. Zouheir HASSEN ;
  - M. Ahmed KAMMOUN ;
  - M. Pierre REICHERT, représentant le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel.
  - M. Kamel JENDOUBI, représentant la Banque de Tunisie.
  - M. Eric CHARPENTIER, représentant la Banque Fédératrice du crédit Mutuel.
- **Réseau de production** :
  - Bureau Direct
  - **70** Agences d'assurances
  - **39** Courtiers
- **Nom et siège de la société mère qui publie les comptes consolidés** :
  - La Banque de Tunisie, 2 Rue de Turquie 1001- Tunis.

## 2. Faits marquants de l'exercice

## A/ Le secteur des assurances :

Les faits saillants ayant marqué l'activité du secteur des assurances en 2017 :

- L'augmentation du tarif obligatoire RC automobile contre une réduction du tarif des garanties facultatives visant l'équilibrage des résultats de la garantie RC.
- La poursuite du projet de mise en place d'une centrale de risque pour le suivi de l'application du système Bonus-Malus en assurance Automobile (réf : Circulaire N°01- 2015 du 25/12/2015 du Comité Générale des Assurances CGA).
- L'entrée en application effective de la levée des protocoles d'accords inter-Compagnies régissant les conditions tarifaires en matière d'assurances Incendie, Maladie Groupe et Vie.
- Le changement de la méthode de provisionnement sur les arriérés de primes conformément aux nouveaux impératifs réglementaires (réf-Circulaire N°24/2017 du 29/03/2017 du Comité général des Assurances CGA).

## B/ Activité de la Compagnie en 2017 :

### ▪ Production :

#### Situation comparative des primes émises au 31/12/2017 (hors acceptation) : En DT

Branche	31/12/2017	Part %	31/12/2016	Part %
Automobile	51 564 922	35,78	47 549 252	36,46
Vie	32 312 479	22,42	28 058 289	21,51
Maladie	25 979 905	18,03	24 257 382	18,60
Transport et aviation	5 675 686	3,94	4 883 342	3,75
Multirisques	7 267 218	5,04	6 967 071	5,34
Incendie	4 927 740	3,42	4 977 840	3,82
Individuelle	788 678	0,55	628 162	0,48
Responsabilité Civile	4 317 270	3,00	3 268 617	2,51
Risques Spéciaux	5 110 503	3,55	3 858 695	2,96
Risques Agricoles	1 051 804	0,73	707 768	0,54
Invalidité	2 806 196	1,95	2 912 002	2,24
Assistance	820 099	0,57	905 324	0,69
Assurance-Crédit	790 605	0,55	768 487	0,59
Vol	676 524	0,47	642 224	0,49
Bris de glaces et dégâts des eaux	30 017	0,02	31 331	0,02
	<b>144 119 646</b>	<b>100</b>	<b>130 415 786</b>	<b>100</b>

Source : Etats de production au 31/12/2017

Au terme de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires de la Compagnie a atteint un montant de **144,120 MD** contre **130,416 MD** à la même période en 2016, soit une enveloppe en primes additionnelles d'environ 13,704 MD qui correspond à une progression de **10,51 %**.

### ▪ Structure du portefeuille :

La croissance du niveau d'activité de la Compagnie, en 2017, s'est accompagnée d'une certaine modification de la structure de son portefeuille, dont les plus importantes sont :

- La branche **Automobile** consolide sa position de leadership dans le portefeuille de la Compagnie avec une part de **35,78%** et ce en dépit de son retrait de **0,68 point**.

- Une avancée de **0,91 point** du poids de la branche **Vie (22,42%** contre **21,51%** au 31/12/2016). Celle-ci renforce sa position au **second rang** dans la structure globale du portefeuille de la Compagnie.
- Un recul de **0,57 point** de la part de la branche **Maladie**, soit **18,03%** contre **18,60%** en décembre 2016. Celle-ci maintient sa position au **3<sup>ème</sup> rang** dans la structure globale du portefeuille de la Compagnie.
- Une avancée de la part de la branche **Transport** de **0,19 point (3,94%** contre **3,75%** au 31/12/2016).

- **Sinistres :**

La **sinistralité globale** de la Compagnie est en **amélioration** de **2,69 points (49,63%** contre **52,32%** en 2016). Celle-ci est induite essentiellement par l'**amélioration** de la sinistralité des branches **Incendie** de **31,06 points (S/P : 23,80%)**, **Multirisques** de **5,16 points (S/P : 25,45%)**, **Maladie Groupe** de **4,86 points (S/P : 92,81%)** et **Auto** de **0,9 point (S/P : 67,56%)**.

- **Encaissements :**

Au 31 décembre 2017, le ratio d'encaissement s'est établi à **74,99 %** contre **74,83%** en 2016.

- **Placements :**

- L'ensemble des placements nets de la Compagnie totalise, au 31 décembre 2017, un montant net de **347 826 428 DT** contre **317 604 057 DT** à la même date une année auparavant, soit une progression de **9,52%**.
- Le revenu total des placements de la Compagnie totalise, au 31/12/ 2017, un montant de **23 401 823 DT** contre **18 601 827 DT** en 2016.

- **Réassurance & Acceptation :**

- Les soldes de la réassurance Non Vie & Vie demeurent déficitaires. Ils se sont établis au 31/12/2017 respectivement à **11 548 906 DT** et **195 090 DT** contre **13 628 524 DT** et **7 572 DT** au 31/12/2016. Quant aux Acceptations, le résultat bénéficiaire a observé une progression de **20,18%** en passant de **451 267 DT** en 2016 à **542 319 DT** en 2017.

- **Les autres produits & charges techniques :**

- Au 31/12/2017, les autres produits techniques Non Vie se sont établis **174 264 DT** contre **85 515 DT** en 2016.
- Les autres charges techniques Non Vie & Vie se sont élevées respectivement à **8 128 491 DT** et **1 674 879 DT** contre **3 715 430 DT** et **64 840 DT**, une année auparavant.

### **3. Normalisation comptable**

- Les états financiers sont établis par référence aux dispositions de la loi 96-112 du 30 décembre 1996, portant promulgation du système comptable des entreprises et conformément aux principes et méthodes comptables définis par le décret 96-2459, portant promulgation du cadre conceptuel comptable.
- Les divers postes de bilan et des états de résultats sont déterminés à partir des regroupements des comptes principaux. Ces mêmes comptes sont alimentés par les comptes imputables ayant fait l'objet des écritures d'origine et ce conformément aux tableaux de rattachement des comptes aux états financiers.



- L'évaluation, la comptabilisation et la présentation des divers postes des états financiers ont été effectuées conformément aux normes suivantes :
  - Norme comptable **n°26** relative à la présentation des états financiers des entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
  - Norme comptable **n°27** relative au contrôle interne et à l'organisation comptable dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
  - Norme comptable **n°28** relative aux revenus dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
  - Norme comptable **n°29** relative aux provisions techniques dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
  - Norme comptable **n°30** relative aux charges techniques dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance ;
  - Norme comptable **n°31** relative aux placements dans les entreprises d'assurances et/ou de réassurance.

#### **4. Principes comptables et méthodes d'évaluation appliqués aux divers postes du bilan et des comptes de résultats**

##### **4.1 / Primes émises et acceptées :**

Les primes correspondent aux primes émises et acceptées, hors taxes, brutes de réassurance et nettes d'annulations et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date d'arrêté des comptes.

##### **4.2 / Opérations techniques d'assurance Non Vie :**

###### **Provision pour primes non acquises :**

Les provisions pour primes non acquises sont des provisions destinées à constater, pour l'ensemble des contrats en cours, la part des primes émises et des primes restant à émettre se rapportant à la période comprise entre la date d'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime ou, à défaut, du terme du contrat. Ces provisions sont calculées, séparément pour chaque contrat d'assurance, sur la base de la méthode du « prorata temporis » et portent sur la prime commerciale ; c'est à dire la prime du risque, majorée des différents chargements.

Le calcul est réalisé sur la base des primes nettes de cessions dans une première phase, puis dans une seconde phase sur la base de la partie des primes cédées. La provision pour primes non acquises relative aux cessions ne doit en aucun cas être portée au passif du bilan pour un montant inférieur à celui pour lequel la part du réassureur dans la provision pour primes non acquises figurant à l'actif.

###### **Frais d'acquisition reportés :**

Les frais d'acquisition des contrats, incluant notamment les commissions d'acquisition et les frais internes liés à l'établissement des contrats, sont répartis sur la durée de vie des contrats selon les mêmes règles que la provision pour primes non acquises.

La part des frais d'acquisition relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime est constatée à l'actif du bilan dans le poste « frais d'acquisition reportés »

inclus dans les autres éléments d'actif. La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'exploitation au compte de résultat.

Ces frais sont évalués en appliquant au montant des primes non acquises le coefficient des frais d'acquisition déterminé par le rapport des frais d'acquisition aux primes émises.

- **Montants payés :**

Ce poste est composé des éléments suivants :

- Sinistres réglés durant l'exercice relatifs à l'exercice en cours et aux exercices antérieurs nets de recours encaissés ;
- Montant des rentes et des rachats de rentes payés au cours de l'exercice relatifs aux branches accident du travail et invalidité ;
- Frais de règlement des sinistres notamment les frais relatifs aux services régleurs de sinistres et les commissions affectées à la gestion des sinistres.

- **Provisions pour sinistres à payer :**

Les provisions pour sinistres à payer correspondent au coût total estimé que représentera pour l'entreprise d'assurances le paiement de tous les sinistres survenus jusqu'à la fin de l'exercice, déclarés ou non, déduction faite des sommes déjà payées au titre de ces sinistres. La provision pour sinistres à payer est calculée pour son montant brut sans tenir compte des recours à encaisser. Elle tient compte également des sinistres survenus mais non déclarés à la date de clôture du bilan.

Ces provisions incluent aussi une provision pour frais de gestion déterminée en fonction des taux de frais réels observés.

- **Provision pour participation aux bénéfices et ristournes Non Vie :**

La provision pour participation aux bénéfices et ristournes comprend les montants destinés aux assurés ou aux bénéficiaires des contrats sous la forme de participations aux bénéfices et ristournes dans la mesure où ces derniers n'ont pas été crédités aux assurés.

Le montant de la participation aux bénéfices est évalué selon les engagements contractuels de la compagnie.

- **Autres provisions techniques :**

- **Provision pour risques en cours :**

La provision pour risques en cours représente les montants à provisionner en supplément des primes non acquises pour couvrir les risques à assumer. Cette provision est destinée à faire face à toutes les demandes d'indemnisation et à tous les frais liés aux contrats d'assurance en cours excédent le montant des primes non acquises et des primes exigibles relatives aux dits contrats.

Le poste « Autres provisions techniques » comprend également une réserve de rente d'invalidité et les arrérages de rentes à payer.

- **Provision mathématique de rentes :**

Les provisions mathématiques des rentes sont constituées lorsque les indemnités au titre d'un sinistre seront versées sous forme d'annuités. Ces provisions correspondent à la valeur actuelle probable des montants qui seront versés, sous forme de rentes et accessoires de rentes, postérieurement à la clôture de l'exercice au titre d'évènements qui se sont réalisés antérieurement à la clôture de l'exercice. Elles sont calculées sur la base de méthodes actuarielles reconnues. Le montant de la provision mathématique des rentes est majoré de 5% à titre de chargement de gestion.

#### **4.3 / Opérations techniques d'assurance vie :**

- **Provision mathématique Vie :**

La provision mathématique représente la différence, à la date d'inventaire, entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré.

La provision mathématique comprend la valeur actuarielle estimée des engagements de l'entreprise d'assurance y compris les participations aux bénéficiaires déjà allouées et déduction faite de la valeur actuarielle des primes futures. Le calcul de cette provision se fait sur la base de la prime commerciale en excluant les chargements d'acquisition des contrats. La provision mathématique est calculée contrat par contrat sur la base des normes techniques telle que définie par l'arrêté du ministre des finances du 5 janvier 2009 et des formules actuarielles figurant au niveau des notes techniques.

- **Provision pour sinistres à payer :**

Les provisions pour sinistres à payer représentent la dette de l'entreprise d'assurance envers ses assurés pour les sinistres, rachats arrivés à échéance déclarés mais non encore décaissés par l'entreprise d'assurance ainsi que les sinistres survenus mais non encore déclarés (les sinistres tardifs).

- **Provision pour participation aux bénéficiaires et ristournes Vie :**

La provision pour participation aux bénéficiaires et ristournes comprend les montants destinés aux assurés ou aux bénéficiaires des contrats sous la forme de participations aux bénéficiaires et ristournes dans la mesure où ces derniers n'ont pas été crédités aux assurés.

- **Provision d'égalisation :**

La provision d'égalisation comprend les montants provisionnés pour permettre d'égaliser les fluctuations des taux de sinistres pour les années à venir dans le cadre des opérations d'assurance.

#### **4.4 / Les opérations de réassurance & d'acceptation**

Lors de l'arrêté des comptes, les opérations courantes au titre de la réassurance et de l'acceptation sont comptabilisées sur la base des décomptes trimestriels. Les opérations d'inventaire sont comptabilisées sur la base d'un bilan de réassurance et d'acceptation consolidé.

#### **4.5 / Les opérations financières & non techniques :**

- **Placements :**

Les placements et les produits y afférents sont comptabilisés conformément à la norme NC31. Aucune anticipation ou report n'est effectué sur les produits comme l'exige la norme NC19, les dividendes, intérêts courus non échus et les loyers sont comptabilisés à la date de leur réalisation effective.

La répartition des produits des placements nets des charges aux différentes catégories est effectuée conformément à la norme NC27.

- **Provision pour dépréciation des placements et des créances :**

L'évaluation des placements est appliquée conformément à la norme des placements NC31.

La méthode de provisionnement des créances nées d'opérations d'assurance directe est celle instaurée par la tutelle (circulaire du « CGA » datée du 29 Mars 2017) et qui consiste à constater des provisions sur :

- Les créances envers les assurés à concurrence de 20% pour les créances datant de (N-1) et 100 % pour les créances datant de (N-2 & antérieures) ;
- Les créances envers les intermédiaires\_ : à concurrence de 10%, 40 %, 60% et 100 % pour les créances datant respectivement de (N), (N-1), (N-2) et (N-3 & antérieures).

Toutefois, un complément de provision est constaté en plus de la méthode de la tutelle pour permettre de couvrir les arriérés présentant un risque supérieur.

La méthode de provisionnement des autres éléments des créances est calculée au cas par cas relativement à l'échéance de l'impayé, la qualité du créancier et de l'avancement de la procédure du contentieux le cas échéant.

#### **4.6 / Ventilation des frais généraux par destination :**

Les frais généraux sont comptabilisés initialement par nature, puis ventilés par destination dans les postes des comptes de résultats au moyen de clés de répartition s'appuyant sur des indices d'activité. Les clefs de répartition analytique sont objectives et contrôlables. Par ailleurs, la présentation des frais se présentent comme suit :

- Les frais de gestion des placements sont inclus dans les charges des placements ;
- Les frais de règlement des sinistres sont compris dans les charges de sinistres ;
- Les frais d'acquisition des contrats, les frais d'administration et les autres charges techniques apparaissent au niveau de la rubrique « frais d'exploitation » correspondante aux comptes de résultats vie et non vie. Les commissions reçues des réassureurs sont inscrites en déduction de ce poste dans la mesure où ces commissions ne sont pas considérées comme un revenu mais comme une couverture des frais de gestion engagés par l'assureur.

## 5. Notes sur le Bilan

### 5.1 / Mouvements sur les éléments de l'actif

Les mouvements sur les éléments d'actif sont présentés au niveau de l'annexe N°8.

### 5.2 / Etat récapitulatif des placements

L'état récapitulatif des placements reprenant la valeur brute, nette et la juste valeur des placements est présenté au niveau de l'annexe N° 9.

### 5.3 / Ventilation des créances et dettes selon la durée résiduelle

Créances	Moins d'un an	1 an et (-) de 5 ans	Plus que 5 ans	Total
Primes acquises et non émises	5 180 569	-	-	5 180 569
Autres créances nées d'opération d'assurance directe	36 068 199	13 860 497	4 824 592	54 753 288
Créances indemnisées, subrogées à l'entreprise d'assurance	4 109 528	1 381 585	222 660	5 713 773
Créances nées d'opération de Réassurance	466 143	182 238	614 433	1 262 814
Personnel	207 243	-	-	207 243
Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	4 465 010	-	-	4 465 010
Débiteurs divers	13 537	-	961 299	974 836
<b>Total :</b>	<b>50 510 229</b>	<b>15 424 320</b>	<b>6 622 984</b>	<b>72 557 533</b>

Dettes	Moins d'un an	1 an et (-) de 5 ans	Plus que 5 ans	Total
Dettes nées d'opération d'assurance directe	5 154 897	2 737 906	391 957	8 284 760
Dettes nées d'opération de réassurance	12 973 409	3 300 090	-	16 273 499
Dettes indemnisées, subrogées à l'entreprise d'assurance	1 034 964	510 499	-	1 545 463
Dépôts et cautionnements reçus	1 960	-	491 901	493 861
Personnel	1 211 913	-	-	1 211 913
Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	10 163 330	-	-	10 163 330
Créditeurs divers	757 390	-	-	757 390
<b>Total :</b>	<b>31 297 863</b>	<b>6 548 495</b>	<b>883 858</b>	<b>38 730 216</b>

### 5.4 / Capitaux propres

Le capital de l'entreprise « Astrée » s'élève à 30 000 000 DT constitué par 6 000 000 actions nominatives de 5 dinars chacune.

Le détail des mouvements ayant affecté la composition des fonds propres et la ventilation des réserves au 31 décembre 2017 se détaille comme suit :

	Capital	Réserves	Autres capitaux propres	Dividendes	Résultat reporté	Résultat de l'exercice
<b>Solde au 31/12/2016</b>	20 000 000	22 831 873	39 730 315	-	14 037 420	13 787 216
<b>Affectation</b>	-	11 324 000	-4 096 500	8 800 000	-2 240 284	-13 787 216
<b>Augmentation de Capital</b>	10 000 000	-10 000 000	-	-	-	-
<b>Résultat 2017</b>	-	-	-	-	-	15 029 794
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>30 000 000</b>	<b>24 155 873</b>	<b>35 633 815</b>	<b>8 800 000</b>	<b>11 797 136</b>	<b>15 029 794</b>

Il ressort de l'analyse des capitaux propres de l'entreprise « ASTREE » que les sommes au 31/12/2017 non soumises à la retenue à la source prévue par l'article 19 de la loi des finances 2014 s'élèvent à 43 484 473 DT détaillées comme suit :

Réserve légale	2 000 000
Réserve facultative	7 305 870
Primes d'émission	4 206 546
Primes de fusion	407 974
Autres réserves	111 483
Résultat reporté (Créditeur)	249 785
Réserve pour réinvestissements exonérés	27 254 130
Réserve spéciale de réévaluation	1 948 685
<b>Total :</b>	<b>43 484 473</b>

Conformément à la décision de l'AGO en date du 23 Mai 2017, la répartition du résultat 2016 a été effectuée comme suit :

Résultat au 31/12/2016 :	13 787 216
Résultat reporté :	14 037 420
<b>Total à distribuer :</b>	<b>27 824 636</b>

Réserve pour réinvestissements exonérés	<6 027 500>
Réserve pour réserves facultatives	<10 000 000>

**Résultat reporté : 11 797 136**

Conformément à la décision de l'AGE en date du 23 Mai 2017, le capital social de la Compagnie est porté de 20 000 000 Dinars à 30 000 000 Dinars, par incorporation de réserves facultatives et attribution d'une action gratuite pour deux actions anciennes.

La ventilation des réserves est présentée au niveau de la note P dans la rubrique informations diverses sur le bilan. Par ailleurs, aucun élément du bilan n'ayant fait l'objet d'une réévaluation durant l'exercice 2017.

### 5.5 / Provisions pour sinistres à payer

Récapitulation de la provision pour sinistres à payer Vie et Non Vie				
LIBELLE	Non Vie	Vie	31/12/2017	31/12/2016
Provision pour sinistres à payer	100 355 925	2 330 831	102 686 756	100 863 946
Chargement de gestion	8 502 794	304 270	8 807 064	8 334 948
Prévision de recours à encaisser	<2 209 768>		<2 209 768>	<1 835 073>
Provision SAP Acceptations	718 392		718 392	824 897

<b>TOTAL</b>	<b>107 367 343</b>	<b>2 635 101</b>	<b>110 002 444</b>	<b>108 188 718</b>
--------------	--------------------	------------------	--------------------	--------------------

L'état des règlements et des provisions pour sinistres à payer par exercice de survenance est présenté en annexe N°10.

### 5.6 / Informations diverses sur le bilan

#### A - Actif du bilan

##### Note - A 1 - Actifs incorporels

<b>LIBELLE</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Amorti.</b>	<b>VNC 31/12/2017</b>	<b>VNC 31/12/2016</b>
Logiciels	1 131 439	<798 705>	332 734	193 722
<b>TOTAL</b>	<b>1 131 439</b>	<b>&lt;798 705&gt;</b>	<b>332 734</b>	<b>193 722</b>

##### Note - A 2 - Actifs corporels d'exploitation

<b>LIBELLE</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Amorti.</b>	<b>VNC 31/12/2017</b>	<b>VNC 31/12/2016</b>
AC 21 - Installations techniques et machines	5 242 605	<4 211 261>	1 031 344	1 030 210
AC 22 - Autres installations, outillages et mobiliers	1 066 271	<915 301>	150 970	134 266
AC 23 - Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	9 728	-	9 728	120 333
<b>TOTAL</b>	<b>6 318 604</b>	<b>&lt;5 126 562&gt;</b>	<b>1 192 042</b>	<b>1 284 809</b>

## Note - A 3 - Placements

### A 3.1 - Terrains, constructions et actions des sociétés immobilières non cotées

<b>LIBELLE</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Amorti.</b>	<b>VNC 31/12/2017</b>	<b>VNC 31/12/2016</b>
AC 311- Terrains et constructions d'exploitation	3 855 502	<2 325 036 >	1 530 466	1 618 499
AC 312 - Terrains et constructions hors exploitation	10 001 689	<2 798 551>	7 203 138	3 634 539
AC 313 - Parts et actions dans des sociétés immobilières non cotées	9 096 500	-	9 096 500	690 000
<b>TOTAL</b>	<b>22 953 691</b>	<b>&lt;5 123 587&gt;</b>	<b>17 830 105</b>	<b>5 943 038</b>

### A 3.2 - Placements dans les entreprises liées & Participations

<b>LIBELLE</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Provision</b>	<b>VNC 31/12/2017</b>	<b>VNC 31/12/2016</b>
AC 321 - Parts dans des entreprises liées	26 102 517	-	26 102 517	26 102 517
AC 323 - Parts dans les entreprises avec lien de participation	6 101 904	-	6 101 904	6 101 904
<b>TOTAL</b>	<b>32 204 421</b>	<b>-</b>	<b>32 204 421</b>	<b>32 204 421</b>

### A 3.3 - Autres placements financiers

<b>LIBELLE</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Amorti.</b>	<b>VNC 31/12/2017</b>	<b>VNC 31/12/2016</b>
AC 331 - Actions, autres titres à revenu variable	97 070 643	<13 731 996>	83 338 647	82 516 953
AC 332 - Obligations et autres titres à revenu fixe	102 705 191	<417>	102 704 774	92 098 635
AC 333 - 334 Prêts	1 166 169	<120 027>	1 046 142	949 493
AC 335 - Dépôts monétaires	108 970 000	-	108 970 000	102 270 000
<b>TOTAL</b>	<b>309 912 003</b>	<b>&lt;13 852 440&gt;</b>	<b>296 059 563</b>	<b>277 835 081</b>



### A 3.4 - Créances pour espèces déposés auprès des entreprises cédantes

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Provisions pour Primes non acquises acceptations	577 042	796 620
Provisions pour Sinistres à payer acceptations	1 155 297	824 897
<b>TOTAL</b>	<b>1 732 339</b>	<b>1 621 517</b>

### Note - A 4 - Part des réassureurs dans les provisions techniques

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
AC 510 - Provisions pour primes non acquises	8 236 053	7 261 892
AC 530 - Provisions pour sinistres vie	-	181 272
AC 531 - Provisions pour sinistres non vie	22 363 197	26 365 660
AC 550 - Provisions d'égalisation et d'équilibrage Non vie	266 244	266 244
<b>TOTAL</b>	<b>30 865 494</b>	<b>34 075 068</b>

### Note - A 5 - Créances

#### A 5.1 - Créances nées d'opérations d'assurances directes

##### A 5.1.1 - Primes acquises et non émises

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Primes acquises et non émises non vie	6 229 455	5 482 261
Primes acquises et non émises vie	1 118 740	1 013 168
<b>S/Total :</b>	<b>7 348 195</b>	<b>6 495 429</b>
<b>Primes à annuler</b>	<2 167 626>	<3 200 229>
<b>TOTAL</b>	<b>5 180 569</b>	<b>3 295 200</b>

### A 5.1.2 – Autres créances nées d'opérations d'assurances directes

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Quittances de primes à recevoir	49 065 021	45 157 210
Quittances de primes à recevoir/Sinistres Affaires en Co-assureurs	46 347	117 746
Comptes à régulariser agences, courtiers et Bureau Direct – Débit	3 822 094	4 836 144
Effets en portefeuille	1 304 945	2 245 337
Chèques impayés	514 881	301 638
<b>S/Total :</b>	<b>54 753 288</b>	<b>52 658 075</b>
Provisions au titre des arriérés primes	<17 086 014>	<11 306 755>
Provision au titre des chèques impayés	<514 881>	<301 638>
Provision au titre des effets impayés	<1 198 827>	<1 314 558>
<b>TOTAL</b>	<b>35 953 566</b>	<b>39 735 124</b>

### A 5.1.3 – Créances indemnisées, subrogées à l'entreprise d'assurance

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Avances sur recours matériels	1 310 177	1 136 205
Avances sur recours corporels	1 541 531	1 202 650
Indemnisation Directe des Assurés	2 080 390	2 003 634
Sinistres officieux	1 523	1 523
Autres créances indemnisées subrogées à l'entreprise d'assurance	780 152	316 762
<b>S/Total :</b>	<b>5 713 773</b>	<b>4 660 774</b>
Provisions pour dépréciation de créances	<756 384>	<358 867>
<b>TOTAL</b>	<b>4 957 389</b>	<b>4 301 907</b>

### A 5.2 – Créances nées d'opération de réassurance

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Cessionnaires	1 142 164	1 177 603
Cédantes	120 650	108 564
<b>S/Total :</b>	<b>1 262 814</b>	<b>1 286 167</b>
Provision pour dépréciation de créances	<614 433>	<614 433>
<b>TOTAL</b>	<b>648 381</b>	<b>671 734</b>

## 5.3 - Autres créances

### A 5.3.1 - Personnel

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Avances au personnel	110 261	76 648
Autres avances	96 982	76 095
<b>TOTAL</b>	<b>207 243</b>	<b>152 743</b>

### A 5.3.2 - Etat, Organismes de Sécurité Sociale, Collectivités Publiques

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Acomptes provisionnels	4 158 487	3 472 742
Avances sur impôts/sociétés	122 267	152 561
Autres	184 256	201 018
<b>TOTAL</b>	<b>4 465 010</b>	<b>3 826 231</b>

### A 5.3.3 - Débiteurs divers

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Compte de liaison avec la délégation Maroc	750 908	583 552
Avances	223 928	222 568
<b>S/Total :</b>	<b>974 836</b>	<b>806 120</b>
Provision pour dépréciation	<961 299>	<793 942>
<b>TOTAL</b>	<b>13 537</b>	<b>12 178</b>

## Note A 6 - Autres éléments d'actif

### A 6.1 - Avoirs en banques, CCP, chèques et caisse

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Banques, CCP et chèques à l'encaissement	6 743 733	5 975 840
Effets remis à l'encaissement	2 086 776	3 345 738
Comptes bancaires en Devises	125	-
Autres	108	88
<b>TOTAL</b>	<b>8 830 742</b>	<b>9 321 666</b>

### A 6.2 - Frais d'acquisition reportés

Conformément aux principes comptables adoptés par la Compagnie et ci-dessus évoqués, les frais d'acquisition reportés s'élèvent au 31/12/2017 à **3 569 413 DT** contre **3 051 075 DT** au 31/12/2016.

### A 6.3 - Compte de régularisation Actif

### A 6.3.1 - Intérêts et loyers acquis et non échus

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Intérêts s/Valeurs Mobilières courus et non échus	6 694 352	5 435 658
Loyers échus et à recevoir	182 842	82 339
<b>TOTAL</b>	<b>6 877 194</b>	<b>5 517 997</b>

### A 6.3.2 - Autres comptes de régularisation actif

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Autres comptes de régularisation Actif	934 226	389 121
Autres charges constatées ou payées d'avance	29 547	63 933
Estimation de réassurance et d'acceptation	5 770	5 770
<b>TOTAL</b>	<b>969 543</b>	<b>458 824</b>

### Note - P - Capitaux propres et passif du Bilan

#### Note -P1 - Capitaux propres

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>P 1.1 - Capital social</b>	<b>30 000 000</b>	<b>20 000 000</b>
<b>P 1.2 - Réserves et primes liées au capital</b>	<b>24 155 873</b>	<b>22 831 872</b>
Réserve légale	2 000 000	2 000 000
Réserve facultative	17 429 870	16 105 870
Primes d'émission	4 206 546	4 206 545
Primes de fusion	407 974	407 974
Autres réserves	111 483	111 483
<b>P 1.3 - Autres capitaux propres</b>	<b>35 633 815</b>	<b>39 730 316</b>
Réserves spéciales de réévaluation	1 948 685	1 948 686
Réserves pour réinvestissements exonérés	33 685 130	37 781 630
<b>P 1.4 - Résultat reporté</b>	<b>11 797 136</b>	<b>14 037 420</b>
<b>S/Total :</b>	<b>101 586 824</b>	<b>96 599 608</b>
<b>P 1.5 - Résultat de la période</b>	<b>15 029 794</b>	<b>13 787 216</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES APRES AFFECTATION :</b>	<b>116 616 618</b>	<b>110 386 824</b>

## Note - P 2 – Passif

### P 2.1 – Provisions pour autres risques et charges

Le solde de la provision pour autres risques et charges se présente comme suit :

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Provision d'ouverture</b>	<b>7 132 109</b>	<b>7 433 798</b>
Constitution	2 340 000	2 525 000
Reprise	-	<2 826 689>
<b>Provision d'ouverture</b>	<b>9 472 109</b>	<b>7 132 109</b>

### P 2.2 – Provisions techniques brutes

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
PA 310- Provisions pour primes non acquise Non vie	33 716 646	30 478 375
PA 320- Provisions d'assurance Vie	115 667 038	95 396 348
PA 330- Provisions pour sinistre Vie	2 635 102	2 733 268
PA 331- Provisions pour sinistre Non Vie	107 367 342	105 455 451
PA 340- Provisions pour P.B & Ristournes Vie	1 414 896	1 297 766
PA 341- Provisions pour P.B & Ristournes Non Vie	1 715 621	1 589 568
PA 350- Provisions pour Egalisation & Equilibrage Non Vie	281 510	281 510
PA 360- Autres provisions techniques Vie	787 248	53 685
PA 361- Autres provisions techniques Non Vie :	2 957 603	2 909 929
- Réserve mathématique de rentes	2 905 237	2 843 463
- Réserve d'invalidité	29 016	46 822
- Arrérages à payer	19 644	19 644
- Provision pour risque en cours	3 706	-
<b>TOTAL</b>	<b>266 543 005</b>	<b>240 195 900</b>

### P 2.3 – Dettes pour dépôts en espèces reçus des Cessionnaires :

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Provisions pour sinistres non vie	14 900 819	16 970 512
Provisions pour sinistres vie	-	181 272
Provisions pour primes non acquises	4 572 441	6 584 804
<b>TOTAL</b>	<b>19 473 260</b>	<b>23 736 588</b>

### P 2.4 – Autres Dettes

#### P 2.4.1 – Dettes nées d'opérations d'assurance directe

##### P 2.4.1.1 – Autres dettes nées d'opérations d'assurance directe

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
----------------	-------------------	-------------------

Commissions sur arriérés	5 718 955	4 863 958
Comptes de régularisation	2 133 103	4 105 247
Primes affaires collectives à payer	432 701	684 908
<b>TOTAL</b>	<b>8 284 759</b>	<b>9 654 113</b>

**P 2.4.1.2 - Dettes indemnisées subrogées à l'entreprise d'assurance**

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Comptes de régularisation Sinistres	1 211 524	2 145 080
Sinistres officiels	253 425	281 631
Recours client	80 514	68 163
<b>TOTAL</b>	<b>1 545 463</b>	<b>2 489 874</b>

**P 2.4.2 - Dettes nées d'opérations de réassurances**

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Cessionnaires	15 021 606	17 246 792
Cédantes	1 226 464	1 112 095
Récessionnaires	25 429	25 055
<b>TOTAL</b>	<b>16 273 499</b>	<b>18 333 942</b>

## P 2.5 – Autres dettes

### P 2.5.1 – Dépôts et cautionnements reçus

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dépôts de Garanties en espèces des Assurés	370 503	370 503
Dépôts de Garanties en espèces des locataires	123 358	121 748
<b>TOTAL</b>	<b>493 861</b>	<b>492 251</b>

### P 2.5.2 – Personnel

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dettes provisionnées pour congés payés	560 000	507 645
Autres charges à payer	558 761	782 270
Autres dettes	93 152	87 714
<b>TOTAL</b>	<b>1 211 913</b>	<b>1 377 629</b>

### P 2.5.3 – Etats, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Impôts sur les Sociétés et autres charges fiscales à payer	7 844 619	6 272 595
Cotisations Sociales	793 824	609 776
Taxes d'assurance à payer	640 996	557 938
Retenues à la source	503 891	340 729
Autres charges sociales à payer	380 000	338 000
<b>TOTAL</b>	<b>10 163 330</b>	<b>8 119 038</b>

### P 2.5.4 – Crédoiteurs divers

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Actionnaires, dividendes à payer	217 463	196 084
Dettes sur acquisition d'immobilisations et de valeurs mobilières de Placement	232 807	166 898
Autres crédoiteurs divers	307 120	311 713
<b>TOTAL</b>	<b>757 390</b>	<b>674 695</b>

## P 2.6 – Autres passifs

### P 2.6.1 – Comptes de régularisation Passif

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Encaissements en instance d'affectation	198 575	216 877
Intérêts et loyers perçus ou comptabilisés d'avance	52 673	50 235
Autres comptes de régularisation Passif	802 829	642 460
<b>TOTAL</b>	<b>1 054 077</b>	<b>909 572</b>

## 6. Informations diverses sur l'état de résultat

### 6.1 / Ventilation des produits & charges de placement

La ventilation des produits et charges de placement est présentée au niveau de l'annexe N°11.

### 6.2 / Résultats techniques par catégorie d'assurances

Les résultats techniques vie et non vie sont présentés respectivement en annexes N°12 et N°13.

### 6.3 / Affectation des produits aux différentes catégories

Les produits des placements sont ventilés au prorata de la moyenne des montants des provisions techniques à l'ouverture et des montants des provisions techniques à la clôture.

La méthode de cantonnement des produits et charges de placements est effectuée conformément à la norme NC27.

### 6.4 / Ventilation des charges de personnel

L'effectif du personnel se détaille au 31 décembre 2017 comme suit :

<b>CATEGORIE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Cadres	106	108
Agents d'encadrement	48	43
Agents d'exécution	30	28
Personnel de services	3	3
Personnel en détachement	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>188</b>	<b>183</b>



Les frais de personnel s'élèvent au 31/12/2017 à la somme de 9 959 371 DT et sont ventilés comme suit :

<b>CATEGORIE</b>	<b>MONTANT</b>	
	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Salaires	6 429 650	6 114 680
Charges sociales	1 971 206	1 704 000
Assurance collective vie	1 430 000	1 351 000
Personnel en détachement	128 515	145 774
<b>TOTAL</b>	<b>9 959 371</b>	<b>9 315 454</b>

### 6.5 / Charges de commissions

Le montant total des commissions servies aux intermédiaires, s'élevant à la somme de 14 520 270 DT, se détaille comme suit :

<b>CATEGORIE</b>	<b>MONTANT</b>	
	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Agents généraux	7 785 448	7 006 685
Courtiers	2 976 349	2 410 741
Autres commissions	3 649 792	2 528 104
Commissions Acceptations	108 681	288 176
<b>TOTAL</b>	<b>14 520 270</b>	<b>12 233 706</b>

### 6.6 / Ventilation des primes par zone géographique

La ventilation par zone géographique des primes émises nettes de taxes et d'annulations en cours, s'élevant à la somme de **144 119 646 DT** au 31 décembre 2017 se détaille comme suit :

<b>ZONE</b>	<b>MONTANT</b>	
	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Nord	120 999 959	108 836 241
Centre	6 778 465	6 124 003
Sud	16 341 222	15 455 542
<b>TOTAL</b>	<b>144 119 646</b>	<b>130 415 786</b>

### 6.7 / Ventilation des produits non techniques

Les produits non techniques se détaillent comme suit :

<b>LIBELLE</b>	<b>MONTANT</b>
Profits exceptionnels sur exercice en cours	146 537

Profits exceptionnels sur exercice antérieures	61 339
<b>TOTAL</b>	<b>207 876</b>

### 6.8 / Ventilation des autres charges non techniques

Les charges non techniques se détaillent comme suit :

<b>LIBELLE</b>	<b>MONTANT</b>
Provision pour risques & charges CNSS	2 340 000
Autres pertes	31
<b>TOTAL</b>	<b>2 340 031</b>

### 6.9 / Tableau de passage du résultat comptable au résultat fiscal

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Résultat Comptable</b>	<b>22 619 751</b>	<b>19 849 936</b>
Réintégration	10 833 449	8 803 212
Déductions	<7 450 809>	<9 424 100>
<b>Résultat Fiscal avant réinvestissements exonérés</b>	<b>26 002 391</b>	<b>19 229 048</b>
Réinvestissements exonérés	<7 027 500>	<6 027 500>
<b>Résultat Fiscal</b>	<b>18 974 891</b>	<b>13 201 548</b>
Impôts sur les sociétés	<6 641 212>	<4 620 542>
Contribution Conjoncturelle	<948 745>	<1 442 178>
<b>Bénéfice Comptable</b>	<b>15 029 794</b>	<b>13 787 216</b>

### 6.10 / Provisions d'assurance vie

Les provisions d'assurance vie ont été évaluées conformément aux méthodes comptables décrites dans la rubrique principes comptables. La variation entre le montant d'ouverture et de clôture est présentée comme suit :

<b>LIBELLE</b>	<b>31/12/2017</b>
Provision mathématique vie à l'ouverture	95 396 348
Charges de provisions au 31/12/2017	22 367 315
<b>S/Total :</b>	<b>117 763 663</b>
Capitaux échus, rentes et rachats polices vie payées	<2 096 625>
<b>TOTAL</b>	<b>115 667 038</b>

## **6.11 /Tableau de raccordement du résultat techniques par catégorie d'assurance aux états financiers**

Les tableaux de raccordement des états de résultat techniques vie et non vie sont présentés au niveau des annexes N°15 et N°16.

### **7. Note sur l'état des engagements hors bilan**

Le tableau des engagements reçus et donnés est présenté en annexe N° 6. Conformément à la norme NC26 § 47, la compagnie ne présente aucun engagement à l'égard des dirigeants.

### **8. Note sur l'état de flux de trésorerie**

L'état de flux de trésorerie est présenté en annexe N°7. Les composantes des liquidités ou équivalents de liquidités sont déterminées sur la base d'un système de recensement individuel par flux dont l'imputation au niveau des rubriques correspondantes se fait systématiquement après comptabilisation du flux.

### **9. Comparabilité des comptes**

#### **▪ Changement de méthodes comptables**

Conformément à la norme NC26, aucun changement n'a été opéré au 31 décembre 2017 sur les méthodes d'estimation, d'évaluation et de comptabilisation utilisées au 31 décembre 2016.

### **10. Diligences spécifiques**

- Conformément à l'article 58 bis du Code des Assurances, la marge de solvabilité requise pour la Compagnie est évaluée, au 31 décembre 2017, à **27 319 KDT**. Ainsi, les capitaux propres s'élevant à **116 618 KDT** représentent plus de **4,27 fois** la marge de solvabilité minimum.
- Conformément à l'arrêté du Ministre des Finances de 2001, le taux des actifs admis en représentation des engagements techniques de la Compagnie s'élève, au 31 décembre 2017, à **131,34 %**.



**Annexe n° 9 : Etat récapitulatif des Placements au 31/12/2017**

	<b>Valeur Brute</b>	<b>Valeur Nette</b>	<b>Juste Valeur</b>	<b>Plus ou moins Value latente</b>
<b>Placements immobiliers et placements immobiliers en cours</b>	13 857 191	8 733 605	19 052 502	10 318 897
<b>Parts et actions de Sociétés immobilières non cotées</b>	9 096 500	9 096 500	9 096 500	0
<b>Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM</b>	87 353 203	73 622 913	110 162 406	36 539 493
<b>Parts d'OPCVM détenant uniquement des titres à revenu fixe</b>	29 597 871	29 597 871	29 921 685	323 814
<b>Autres parts d'OPCVM</b>	12 323 990	12 322 284	14 156 430	1 834 146
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	102 705 191	102 704 775	102 704 775	0
<b>Autres Dépôts</b>	108 970 000	108 970 000	108 970 000	0
<b>TOTAL :</b>	<b>363 903 946</b>	<b>345 047 948</b>	<b>394 064 298</b>	<b>49 016 350</b>

	<b><u>Valeur nette</u></b>	<b><u>Juste Valeur</u></b>
<b>Actions cotées</b>	15 811 223	52 350 715
<b>Actions non cotées</b>	57 811 691	57 811 691
<b>Total :</b>	<b>73 622 914</b>	<b>110 162 406</b>
<b>Obligations cotées</b>	29 252 590	29 252 590
<b>Obligations non cotées</b>	8 200 000	8 200 000
<b>Titres de créances négociables et bons du trésor</b>	65 252 185	65 252 185
<b>Total :</b>	<b>102 704 775</b>	<b>102 704 775</b>

**Annexe n° 10 : Etat des règlements et des provisions pour sinistres à payer**

Année d'inventaire	Exercice de survenance				
	2011	2012	2013	2014	2015
<b><i>Inventaire 2015</i></b>					
Règlements cumulés	45 968 351	62 667 000	36 277 734	36 688 778	28 354 776
Provisions pour sinistres	9 543 282	8 003 043	12 673 363	18 449 282	34 921 950
<b>Total charges des sinistres</b>	<b>55 511 633</b>	<b>70 670 043</b>	<b>48 951 097</b>	<b>55 138 060</b>	<b>63 276 726</b>
Primes acquises	79 741 133	82 579 031	83 402 780	91 523 084	99 802 503
% sinistres / primes acquises	<b>69,61%</b>	<b>85,58%</b>	<b>58,69%</b>	<b>60,24%</b>	<b>63,40%</b>

Année d'inventaire	Exercice de survenance				
	2012	2013	2014	2015	2016
<b><i>Inventaire 2016</i></b>					
Règlements cumulés	64 583 006	40 207 472	42 547 509	40 788 393	28 202 481
Provisions pour sinistres	5 412 951	7 001 264	12 189 295	16 936 447	36 504 293
<b>Total charges des sinistres</b>	<b>69 995 957</b>	<b>47 208 736</b>	<b>54 736 805</b>	<b>57 724 840</b>	<b>64 706 774</b>
Primes acquises	82 579 031	83 402 780	91 523 084	99 802 503	102 432 504
% sinistres / primes acquises	<b>84,76%</b>	<b>56,60%</b>	<b>59,81%</b>	<b>57,84%</b>	<b>63,17%</b>

Année d'inventaire	Exercice de survenance				
	2013	2014	2015	2016	2017
<b><i>Inventaire 2017</i></b>					
Règlements cumulés	42 186 464	45 869 816	47 498 576	44 731 676	28 789 854
Provisions pour sinistres	4 206 500	7 488 265	10 503 057	19 340 437	38 902 857
<b>Total charges des sinistres</b>	<b>46 392 964</b>	<b>53 358 081</b>	<b>58 001 633</b>	<b>64 072 113</b>	<b>67 692 712</b>
Primes acquises	83 402 780	91 523 084	99 802 503	102 432 504	110 077 636
% sinistres / primes acquises	<b>55,63%</b>	<b>58,30%</b>	<b>58,12%</b>	<b>62,55%</b>	<b>61,50%</b>

**Annexe n° 11 : Ventilation des charges et produits des placements au 31/12/2017**

	<b>Revenus et frais financiers concernant les placements dans des Entreprises liées et avec lien de participation</b>	<b>Autres revenus et frais financiers</b>	<b>Total</b>	<b>Raccordement</b>
Revenus des placements immobiliers		1 238 947	<b>1 238 947</b>	PRNT11+PRV21
Revenus des participations	4 466 030	17 284 204	<b>21 750 234</b>	PRNT11+PRNT13+PRNT14+PRV21+PRV23+PRV24
Revenus des autres placements		412 642	<b>412 642</b>	PRNT11+PRV21
Autres revenus financiers (Honoraires, commissions)				
<b>Total produits des placements</b>	<b>4 466 030</b>	<b>18 935 793</b>	<b>23 401 823</b>	
Intérêts		654 237	<b>654 237</b>	CHNT11+CHV91
Frais externes et internes	736 123	2 848 907	<b>3 585 031</b>	CHNT11+CHNT12+CHNT13+CHV91+CHV92+CHV93
Autres frais				
<b>Total charges des placements</b>	<b>736 123</b>	<b>3 503 144</b>	<b>4 239 267</b>	

**Annexe n°12 : Résultat technique de la catégorie Vie au 31/12/2017**

<b>Résultat technique de la catégorie Vie au 31/12/2017</b>	<b>Vie</b>	<b>Décès</b>	<b>Mixte</b>	<b>Capitalisation</b>	<b>Total</b>
Primes Acquises	339 937	15 076 318	1 527 776	15 242 707	32 186 737
Charges de prestations	-103 938	-3 784 970	-578 988	-1 413 699	-5 881 595
Charges des provisions d'assurance Vie et des autres provisions techniques	-185 902	-3 392 467	-417 884	-16 385 832	-20 382 086
<b>Solde de souscription :</b>	<b>50 097</b>	<b>7 898 880</b>	<b>530 903</b>	<b>-2 556 824</b>	<b>5 923 056</b>
Frais d'acquisition	-36 211	-1 605 993	-162 745	-1 623 717	-3 428 667
Autres charges de gestion nettes	-23 077	-1 023 459	-103 714	-1 034 753	-2 185 003
<b>Charges d'acquisition et de gestion nettes :</b>	<b>-59 288</b>	<b>-2 629 452</b>	<b>-266 459</b>	<b>-2 658 470</b>	<b>-5 613 670</b>
Produits nets de placements	573 815	1 901 570	351 505	3 153 150	5 980 040
Participation aux résultats	-119 511	0	-80 405	-473 663	-673 578
<b>Solde Financier :</b>	<b>454 304</b>	<b>1 901 570</b>	<b>271 100</b>	<b>2 679 487</b>	<b>5 306 461</b>
Part des réassureurs dans les primes acquises	0	-117 872	-282 516	0	-400 388
Part des réassureurs dans les prestations payées	0	336 410	0	0	336 410
Part des réassureurs dans les charges de provisions	0	-181 272	0	0	-181 272
Part des réassureurs dans les participations aux résultats	0	-83 262	101 711	0	18 448
Commissions reçues des réassureurs	0	0	31 712	0	31 712
<b>Solde de réassurance :</b>	<b>0</b>	<b>-45 997</b>	<b>-149 093</b>	<b>0</b>	<b>-195 090</b>
<b>Résultat technique 2017 :</b>	<b>445 112</b>	<b>7 125 002</b>	<b>386 451</b>	<b>-2 535 808</b>	<b>5 420 758</b>
<b>Résultat technique 2016 :</b>	<b>-152 693</b>	<b>5 311 395</b>	<b>874 532</b>	<b>-1 589 271</b>	<b>4 443 962</b>
<b>Variation 2017 - 2016 :</b>	<b>597 806</b>	<b>1 813 607</b>	<b>-488 081</b>	<b>-946 537</b>	<b>976 795</b>
	<b>-392%</b>	<b>34%</b>	<b>-56%</b>	<b>-60%</b>	<b>22%</b>
<b>Informations complémentaires :</b>					
Versement périodique de rente Vie	<b>100 373</b>		<b>78 584</b>	<b>30 416</b>	<b>30 416</b>
Rachats Vie payés	<b>3 564</b>		<b>500 405</b>	<b>179 201</b>	<b>358 158</b>
Capitaux échus Vie	<b>10 537 405</b>		<b>6 576 769</b>	<b>1 204 082</b>	<b>1 708 051</b>
Provisions techniques brutes Vie à la clôture	<b>10 084 061</b>	<b>33 296 469</b>	<b>5 922 336</b>	<b>65 256 395</b>	<b>115 667 038</b>
Provisions techniques brutes Vie à l'ouverture		<b>30 519 388</b>		<b>48 870 563</b>	<b>95 396 348</b>





**Annexe n° 14 : Tableau récapitulatif des éléments constitutifs  
de la participation des assurés aux résultats techniques et financiers au 31/12/2017**

Année d'inventaire	Exercice				
	2013	2014	2015	2016	2017
Participation aux résultats (état de résultat technique)	0	0	0	0	0
* Participation attribuée à des contrats (y compris intérêts techniques)					
* Variation de la provision pour participation aux bénéfices	378 963	595 608	1 295 383	270 097	653 773
					0
Participation aux résultats des contrats d'assurance vie					
* Provisions mathématiques moyennes	94 131 263	105 782 505	95 512 387	86 251 329	105 531 693
* Montant minimum de participation	0	0	0	0	0
* Montant effectif de la participation	0	0	0	0	0
dont attribuée (y compris intérêts techniques)					
dont variation de la provision pour PB					

La première partie du tableau correspond à la décomposition du poste participation aux bénéfices et ristournes de l'état de résultat technique de l'assurance vie en participation attribuée aux contrats et variation de la provision pour participation aux bénéfices. Ces éléments sont obtenus à partir de la nomenclature comptable. La seconde partie du tableau reprend les éléments suivants:

- a)** Les provisions mathématiques moyennes qui correspondent à la moyenne arithmétique des provisions mathématiques à l'ouverture et à la clôture de l'exercice;
- b)** Le montant minimum de la PB qui est déterminé sur la base des obligations contractuelles en la matière.
- c)** Le montant effectif de la participation aux bénéfices qui reprend le total de la partie (1) du tableau.

**Annexe n°15 : Tableau de rattachement du résultat technique  
par catégorie d'assurance aux états financiers**

**Catégorie : Vie au 31/12/2017**

	<b>Rattachement</b>	<b>Total</b>
Primes Acquisées	PRV11	32 186 737
Charges de prestations	CHV11	-5 881 595
Charges des provisions d'assurance Vie et des autres provisions techniques	CHV12, CHV21, CHV22	-20 382 086
<b>Solde de souscription :</b>		<b>5 923 056</b>
Frais d'acquisition	CHV41, CHV42	-3 428 667
Autres charges de gestion nettes	PRV4, CHV43, CHV5	-2 185 003
<b>Charges d'acquisition et de gestion nettes :</b>		<b>-5 613 670</b>
Produits nets de placements	PRV2, CHV9	5 980 040
Participation aux Bénéfices	CHV3	-673 578
<b>Solde Financier :</b>		<b>5 306 462</b>
Primes cédées ou rétrocédées	PRV11 2° Colonne	-400 388
Part des réassureurs dans les prestations payées	CHV11 2° Colonne	336 410
Part des réassureurs dans les charges de provisions	CHV12 2° Colonne	-181 272
Part des réassureurs dans les participations aux résultats	CHV3 2° Colonne	18 448
Commissions reçues des réassureurs	CHV44 2° Colonne	31 712
<b>Solde de réassurance :</b>		<b>-195 090</b>
<b>Résultat technique :</b>		<b>5 420 758</b>
<b>Informations complémentaires :</b>		
Versements périodiques de rentes Vie		30 416
Montants des rachats Vie		358 158
Capitaux échus Vie		1 708 051
Provisions techniques brutes Vie à la clôture		115 667 038
Provisions techniques brutes Vie à l'ouverture		95 396 348

**Annexe n°16 : Tableau de raccordement du résultat technique  
par catégorie d'assurance aux états financiers  
Catégorie : Non Vie au 31/12/2017**

	<b>Raccordement</b>	<b>Total</b>
<b>Primes acquises</b>		
Primes émises	PRNV11	113 315 907
Variation des primes non acquises	PRNV12	-3 238 271
<b>Charges de prestations</b>		
Prestations et frais payés	CHNV11	-62 977 415
Charges des provisions pour prestations diverses	CHNV12, CHNV2, CHNV3	-5 224 988
<b>Solde de souscription :</b>		<b>41 875 233</b>
Frais d'acquisition	CHNV41+CHNV42	-6 174 448
Autres charges de gestion nettes	CHNV43, CHNV5 et PRNV2	-17 777 123
<b>Charges d'acquisition et de gestion nettes :</b>		<b>-23 951 571</b>
Produits nets de placements	PRNT3	7 795 054
Participation aux Bénéfices	CHNV3	-226 125
<b>Solde Financier :</b>		<b>7 568 928</b>
Part des réassureurs dans les primes cédées	PRNV11, PRNV12 2° Colonne	-21 477 847
Part des réassureurs dans les prestations payées	CHNV11 2° Colonne	7 180 117
Part des réassureurs dans les charges de provisions	CHNV12, CHNV2 2° Colonne	-4 002 463
Commissions reçues des réassureurs	CHNV44 2° Colonne	6 751 287
<b>Solde de Réassurance :</b>		<b>-11 548 906</b>
<b>Résultat technique :</b>		<b>13 943 683</b>
<b>Informations complémentaires :</b>		
<b>Provisions pour primes non acquises à la clôture</b>		<b>33 716 646</b>
Provisions pour primes non acquises à l'ouverture		30 478 375
<b>Provisions pour Sinistres à payer à la clôture</b>		<b>107 367 343</b>
Provisions pour Sinistres à payer à l'ouverture		105 455 451
<b>Provision pour Equilibrage Crédit à la Clôture</b>		<b>281 509</b>
Provision pour Equilibrage Crédit à l'Ouverture		281 509
<b>Provision pour participation aux bénéfices et ristournes</b>		<b>1 715 621</b>
Provision pour participation aux bénéfices et ristournes		1 589 568
<b>Autres provisions techniques à la clôture</b>		<b>2 957 604</b>
Autres provisions techniques à l'ouverture		2 909 929

# RAPPORT GENERAL

Mesdames et Messieurs les Actionnaires  
Compagnie d'Assurances et de Réassurances « ASTREE »  
45, Avenue Kheireddine Pacha, 1080 Tunis

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la compagnie d'assurances et de réassurances «ASTREE» au titre de l'exercice arrêté au 31 décembre 2017, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

## **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la compagnie « ASTREE » , qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, les états de résultats techniques, l'état de résultat global et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir un total net du bilan de 451 889 285 dinars, des capitaux propres positifs de 116 616 618 dinars, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 15 029 794 dinars.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la compagnie au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises en Tunisie.

## **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Paragraphe d'observation**

Nous attirons votre attention sur le fait que la société doit se conformer aux dispositions de l'article 466 du Code des Sociétés Commerciales traitant des participations croisées au sein des groupes de sociétés. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons estimé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

### **▪ Evaluation des provisions techniques :**

Au 31 décembre 2017, les provisions techniques brutes totalisent un montant de 266 543 005 dinars au regard d'un total bilan de 451 889 285 dinars, ce qui représente 59% de ce dernier. Cette rubrique est composée essentiellement des provisions d'assurances vie pour un montant de 115 667 038 dinars, provisions pour sinistres non vie pour une valeur de 107 367 343 dinars et d'autres provisions techniques pour un montant total de 43 508 625 dinars.

La composition détaillée de ces provisions est présentée au niveau de la note « P2.2 ».

Nous avons considéré que la valeur de ces provisions est un point clé de l'audit en raison de leur importance significative par rapport au total bilan de la compagnie, de leur évaluation, le plus souvent basée sur des hypothèses, des estimations ou des appréciations comme indiqué dans les notes « 4.2 » et « 4.3 » des états financiers et de l'influence qu'ils peuvent représenter dans l'appréciation du respect des deux ratios réglementaires de la compagnie.

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et d'autres techniques de contrôle, pris connaissance et évalué les procédures mises en place par la compagnie pour l'évaluation et la présentation des provisions techniques.

Nos travaux ont consisté également à :

- Apprécier le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la compagnie en matière des provisions technique notamment l'arrêté du Ministre de Finance du 27

février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation,

- Apprécier le caractère raisonnable et approprié des hypothèses retenues par la compagnie pour l'évaluation de ses engagements futurs,
- Désigner un actuaire pour l'audit des provisions techniques conformément à la circulaire du Comité Général des Assurances (CGA) n°258/2010 fixant les conditions et modalités de rédaction du rapport des commissaires aux comptes des compagnies d'assurances et réassurances destiné au CGA.
- S'assurer de l'exhaustivité et de l'exactitude des provisions techniques ainsi que le bien fondé des méthodes d'évaluation appliquées par la compagnie, moyennant le recours aux travaux d'un actuaire,
- Analyser les tendances et corroborer les estimations moyennant le rapprochement entre les estimations historiques et les réalisations de la compagnie,
- Rapprocher les données issues du système d'information avec les chiffres comptabilisés.

Par ailleurs, nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes « P2.2 », « 4.2 » et « 4.3 » des états financiers relatives à la composition des provisions techniques et les modalités de leur évaluation.

▪ **Provisions pour créances douteuses :**

Les créances sur intermédiaires et assurés inscrites à l'actif de la compagnie s'élèvent au 31 décembre 2017 à 49 065 021 dinars. A cette même date, les provisions pour créances douteuses comptabilisées, à ce titre, s'élèvent à 17 086 014 dinars, soit une dotation supplémentaire de 5 779 258 dinars par rapport à la provision constatée en 2016.

Compte tenu de la nouvelle circulaire du CGA n°24/2017 en date du 29 mars 2017 fixant une nouvelle méthodologie de calcul des provisions pour les primes arriérées, nous avons considéré l'évaluation des provisions pour créances douteuses comme un point clé de notre audit.

Nous avons examiné les méthodes d'évaluation retenues par la compagnie tel que décrites au niveau de la note « 4.5 » des états financiers. En effet, nos travaux ont principalement consisté à :

- S'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'évaluation des provisions pour les primes arriérées,
- Apprécier les principes retenus pour estimer la provision pour créances douteuses au regard des procédures internes applicables par la compagnie,
- Apprécier l'analyse des risques effectuée par la compagnie en se basant sur les rapports d'inspection,

- Analyser la composition, la nature et l'évolution des arriérés, moyennant des revues analytiques détaillées,
- Effectuer des demandes d'information auprès des intermédiaires afin de confirmer l'exhaustivité et l'exactitude des chiffres constatés dans les comptes de la compagnie, et
- Etudier le caractère approprié des informations fournis dans les notes « 4.5 » et « A.5.1.2 » des états financiers.

### **Rapport de gestion**

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectué, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au Conseil qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'Assemblée des actionnaires a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil de surveiller le processus d'information financière de la société.

### **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers**



Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des

événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

### **Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

- **Efficacité du système de contrôle interne**

En application des dispositions de l'article 3 (nouveau) de la loi n° 94 – 117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, et des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la Société.

▪ **Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur**

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la compagnie « ASTREE » avec la réglementation en vigueur.

Fait à Tunis, le 06 avril 2018

Les commissaires aux comptes

Mohamed Hédi KAMMOUN  
ECC MAZARS

Chiheb GHANMI  
La Générale d'Audit & Conseil

# RAPPORT SPECIAL

## **Mesdames et Messieurs les actionnaires,**

En application des articles 200 et 475, du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte in fine dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues à travers nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

## **A- Conventions et opérations nouvellement réalisées (autres que les rémunérations des dirigeants)**

Votre Conseil d'Administration ne nous a pas informé de l'existence de conventions ou opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice arrêté le 31 décembre 2017.

## **B- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures**

Un membre du personnel de la Banque de Tunisie a été détaché auprès de sa filiale ASTREE. La charge brute du personnel détaché auprès de cette société relative à l'exercice 2017 s'élève à 128 515 Dinars.

Par ailleurs, et en dehors de la convention précitée, nos investigations n'ont relevé aucune convention en dehors des opérations courantes nécessaires à la réalisation de l'objet social, y compris une convention de bancassurance, une convention de location à titre onéreux de locaux

d'archivage avec la Banque de Tunisie et deux conventions de location à titre onéreux de deux locaux pour abriter deux agences de la Banque de Tunisie.

### **C- Obligations et engagements vis-à-vis des dirigeants**

#### **1- Les obligations et engagements vis-à-vis des dirigeants tels que visés à l'article 200 nouveau II § 5 du CSC sont définies comme suit :**

Le comité de rémunération, issu du Conseil d'Administration du 24 novembre 2016, a décidé d'accorder au Directeur Général de la Compagnie :

- Une rémunération annuelle brute fixe de 200 000 dinars payable sur douze mensualités.
- Une prime annuelle variable calculée en fonction du Bénéfice Net de la compagnie, avec un plafond de 50 000 dinars par an, payable après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Par ailleurs, le Directeur Général bénéficie d'une voiture de fonction avec une prise en charge des frais d'essence par la compagnie.

Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis annuellement à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

2- Les obligations et engagements vis-à-vis du Directeur Général et des membres du conseil d'administration, tels qu'ils ressortent des états financiers clos le 31 décembre 2017, se présentent comme suit (en dinars) :

	<b>DG</b>	<b>Administrateurs</b>
	Charges de l'exercice	
Avantages à court terme	200 000	15 000
Jetons de présence	11 111	88 889
<b>TOTAL</b>	<b>211 111</b>	<b>103 889</b>

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivant et 475 du code des sociétés commerciales.

Fait à Tunis, le 06 avril 2018

Les commissaires aux comptes

Mohamed Hédi KAMMOUN  
ECC MAZARS

Chiheb GHANMI  
La Générale d'Audit & Conseil

## Etats financiers annuels de SICAV

### ATTIJARI PLACEMENTS SICAV

ATTIJARI PLACEMENTS SICAV, SICAV en cours de liquidation, publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **11 mai 2018**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes CMC-DFK International représenté par M. Hichem AMOURI.

**BILAN**  
**arrêté au 31/12/2017**  
**(Unité : en Dinars Tunisiens)**

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
<b><u>ACTIF</u></b>			
<b>AC 1 - Portefeuille - titres</b>	<b>3-1</b>	<b>216 404</b>	<b>448 487</b>
a - Actions, Valeurs assimilées et droits rattachés		216 404	448 487
b - Obligations et Valeurs assimilées		-	-
c - Autres Valeurs		-	-
<b>AC 2 - Placements monétaires et disponibilités</b>		<b>395 399</b>	<b>263 627</b>
a - Placements monétaires		-	-
b - Disponibilités	<b>3-10</b>	395 399	263 627
<b>AC 3 - Créances d'exploitation</b>		-	-
<b>AC 4 - Autres actifs</b>		-	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>611 804</b>	<b>712 114</b>
<b><u>PASSIF</u></b>			
<b>PA 1- Opérateurs créditeurs</b>	<b>3-6</b>	4 166	4 345
<b>PA 2 - Autres créditeurs divers</b>	<b>3-7</b>	79 212	91 141
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>83 378</b>	<b>95 486</b>
<b><u>ACTIF NET</u></b>			
<b>CP 1 -Capital</b>	<b>3-4</b>	<b>533 238</b>	<b>610 930</b>
<b>CP 2 - Sommes distribuables</b>	<b>3-5</b>	<b>-4 813</b>	<b>5 698</b>
a - Sommes distribuables des exercices antérieurs		-	-
b - Sommes distribuables de l'exercice		-4 813	5 698
<b>ACTIF NET</b>		<b>528 426</b>	<b>616 629</b>
<b>TOTAL PASSIF ET ACTIF NET</b>		<b>611 804</b>	<b>712 114</b>

## ETAT DE RESULTAT

Période du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2017  
(Unité : en Dinars Tunisiens)

	Notes	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017	Période du 01/01/2016 au 31/12/2016
<b><u>PR 1 - Revenus du portefeuille - titres</u></b>	<b>3-2</b>	<b>14 242</b>	<b>110 034</b>
a - Dividendes		14 242	94 985
b - Revenus des obligations et valeurs assimilées		-	15 049
c - Revenus des autres valeurs		-	-
<b><u>PR 2 - Revenus des placements monétaires</u></b>	<b>3-3</b>	<b>5 363</b>	<b>35 121</b>
<b>TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS</b>		<b>19 605</b>	<b>145 156</b>
<b><u>CH 1 - Charges de gestion des placements</u></b>	<b>3-8</b>	<b>-9 309</b>	<b>-59 848</b>
<b>REVENU NET DES PLACEMENTS</b>		<b>10 296</b>	<b>85 307</b>
<b><u>PR 3 - Autres produits</u></b>		-	-
<b><u>CH 2 - Autres charges</u></b>	<b>3-9</b>	<b>-15 109</b>	<b>-15 126</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>-4 813</b>	<b>70 181</b>
<b><u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation</u></b>		-	-64 483
<b>SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE</b>		<b>-4 813</b>	<b>5 698</b>
<b><u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u></b>		-	64 483
* Variation des +/- values potentielles sur titres		28 361	-578 082
* +/- values réalisées sur cession des titres		-104 301	374 722
* Frais de négociation de titres		-1 752	-19 309
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>-82 505</b>	<b>-152 488</b>

**ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET**  
**Période du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2017**  
*(Unité : en Dinars Tunisiens )*

	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017	Période du 01/01/2016 au 31/12/2016
<b><u>AN 1 - Variation de l'Actif Net résultant des opérations d'exploitation</u></b>		
a - Résultat d'exploitation	-4 813	70 181
b - Variation des +/- values potentielles sur titres	28 361	-578 082
c - +/- values réalisées sur cession de titres	-104 301	374 722
d - Frais de négociation de titres	-1 752	-19 309
<b><u>AN 2 - Distribution des dividendes</u></b>	<b>-5 698</b>	<b>-54 160</b>
<b><u>AN 3 - Transaction sur le capital</u></b>		
a - Souscriptions	-	1 386
* Capital	-	1 392
* Régularisation des sommes non distrib.	-	-10
* Régularisations des sommes distrib.	-	5
* Droits d'entrée	-	-
b - Rachats	-	-4 001 163
* Capital	-	-4 174 694
* Régularisation des sommes non distrib.	-	238 020
* Régularisation des sommes distrib.	-	-64 489
* Droits de sortie	-	-
<b>VARIATION DE L'ACTIF NET</b>	<b>-88 203</b>	<b>-4 206 425</b>
<b><u>AN 4 - Actif Net</u></b>		
a - En début de l'exercice	616 629	4 823 054
b - En fin de l'exercice	528 426	616 629
<b><u>AN 5 - Nombre d'actions</u></b>		
a - En début de l'exercice	428	3 427
b - En fin de l'exercice	428	428
<b>VALEUR LIQUIDATIVE</b>	<b>1 234,640</b>	<b>1 440,721</b>
<b>DIVIDENDE</b>	<b>13,313</b>	<b>15,804</b>
<b>AN 6 TAUX DE RENDEMENT</b>	<b>-13,38%</b>	<b>3,49%</b>



## NOTES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

ARRETES AU 31/12/2017

(Unité en Dinars Tunisiens)

### 1- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2017, sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

### 2 - PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

#### **2- 1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents**

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et valeurs similaires et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

#### **2- 2 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées**

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date du 31 Décembre 2017, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation, des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 Décembre 2017, ou à la date antérieure la plus récente.

Les titres OPCVM sont évalués à leurs valeurs liquidatives au 31 Décembre 2017.

L'identification et la valeur des titres ainsi évalués sont présentées dans la note sur le portefeuille-titres.

#### **2- 3 Evaluation des placements en obligation et valeurs assimilées :**

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- À la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- À la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

## **2- 4 Evaluation des placements monétaires**

Les placements monétaires sont évalués à la date d'arrêté à leur valeur nominale déduction faite des intérêts précomptés non courus.

## **2- 5 Cession des placements**

La cession des placements donne lieu à leur annulation à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

## **3 - NOTES SUR LES ELEMENTS DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT**

### **3- 1 Note sur le Portefeuille-titres**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 216 404 Dinars contre 448 487 Dinars au 31/12/2016, et se détaille ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b><i>Coût d'acquisition</i></b>	<b>272 931</b>	<b>533 375</b>
- Actions et droits rattachés	89 967	504 579
- Titres OPCVM	182 964	28 796
<b><i>Plus ou moins-values potentielles</i></b>	<b>-56 527</b>	<b>-84 888</b>
- Actions et droits rattachés	-54 563	-84 959
- Titres OPCVM	-1 964	71
<b><i>Intérêts courus sur Obligations et valeurs assimilées</i></b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>216 404</b>	<b>448 487</b>

L'état détaillé du portefeuille est présenté en annexe 1.

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuilles-Titres", sont indiqués ci-après :

	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Intérêts Courus</u>	<u>+/-values latentes</u>	<u>Valeur Fin exercice</u>	<u>+/- values réalisées</u>
<b>Solde au 31/12/2016</b>	<b>533 375</b>	<b>-</b>	<b>- 84 889</b>	<b>448 487</b>	
<b><u>Acquisitions de l'exercice</u></b>	<b>327 364</b>			<b>327 364</b>	
Actions et droits rattachés	190			190	
Obligations	-			-	
Titres OPCVM	327 174			327 174	
<b><u>Cessions &amp; Remboursements de l'exercice</u></b>	<b>-587 808</b>			<b>-587 808</b>	<b>-104 301</b>
Actions et droits rattachés	-414 802			-414 802	-104 639
Obligations	-			-	-
Titres OPCVM	-173 006			-173 006	338
<b>* <u>Variation des +/- values latentes</u></b>			<b>28 361</b>	<b>28 361</b>	
<b>*<u>Variation des intérêts courus</u></b>		<b>-</b>		<b>-</b>	
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>272 931</b>	<b>-</b>	<b>-56 528</b>	<b>216 404</b>	<b>-104 301</b>

### **3- 2 Note sur les revenus du portefeuille- titres**

Les revenus du portefeuille-titres totalisent 14 242 Dinars au 31/12/2017, contre un montant 110 034 de Dinars en 2016:

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Revenus des actions	6 768	86 933
- Revenus des Titres OPCVM	7 474	8 051
- Revenus des Obligations et des valeurs assimilées	-	15 049
<b>Total</b>	<b>14 242</b>	<b>110 034</b>

### **3-3 Note sur les revenus des placements monétaires**

Les revenus des placements monétaires s'élèvent pour la période allant du 01/01/2017 au 31/12/2017, à 5 363 Dinars contre 35 121 Dinars du 01/01/2016 au 31/12/2016, et représentent le montant des intérêts courus sur le compte courant.

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Intérêts/ Compte courant	5 363	15 303
- Intérêts / dépôt à terme	-	19 818
- Intérêts / certificat de dépôt	-	-
<b>Total</b>	<b>5 363</b>	<b>35 121</b>

### **3-4 Note sur le capital**

<b>Capital au 01/01/2017</b>	
- Montant	610 930
- Nombre de titres	428
- Nombre d'actionnaires	12
<b>Souscriptions réalisées</b>	
- Montant	-
- Nombre de titres	-
- Nombre d'actionnaires nouveaux	-
<b>Rachats effectués</b>	
- Montant	-
- Nombre de titres	-
- Nombre d'actionnaires sortants	-
<b>Autres effets sur le capital</b>	
- Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres	28 361
- Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres	-104 301
- Frais de négociation de titres	-1752
<b>Capital au 31/12/2017</b>	
- Montant	533 238
- Nombre de titres	428
- Nombre d'actionnaires	12

### **3- 5 Note sur les sommes distribuables**

Les sommes distribuables correspondantes aux sommes distribuables de l'exercice, et aux sommes distribuables des exercices antérieurs, se détaillent ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
-Sommes distribuables de l'exercice	-4 813	5 698
-Sommes distribuables des exercices antérieurs	-	-
<b>Total</b>	<b>-4 813</b>	<b>5 698</b>

### **3- 6 Note sur les opérateurs créditeurs**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 4 166 Dinars contre 4 345 Dinars au 31/12/2016, et se détaille ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Gestionnaire	1584	1 710
- Dépositaire	2582	2 635
<b>Total</b>	<b>4 166</b>	<b>4 345</b>

### **3- 7 Note sur les autres créditeurs divers**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 79 212 Dinars contre un solde de 91 141 Dinars au 31/12/2016, détaillé comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Honoraires du Commissaire aux Comptes	7 866	10 454
- Honoraires du Liquidateur	2 976	-
- Dividende à payer exercice 1995	67	67
- Dividende à payer exercice 1996	13 230	13 230
- Dividende à payer exercice 1997	3 828	3 828
- Dividende à payer exercice 1998	3 159	3 159
- Dividende à payer exercice 1999	3 585	3 585
- Dividende à payer exercice 2000	66	66
- Dividende à payer exercice 2001	69	69
- Dividende à payer exercice 2002	1 078	1 078
- Dividende à payer exercice 2003	633	633
- Dividende à payer exercice 2004	6 210	6 210
- Dividende à payer exercice 2005	851	851
- Dividende à payer exercice 2006	338	338
- Dividende à payer exercice 2007	3 375	3 375
- Dividende à payer exercice 2008	134	134
- Dividende à payer exercice 2009	133	133
- Dividende à payer exercice 2010	221	221
- Dividende à payer exercice 2011	157	157
- Dividende à payer exercice 2012	129	129
- Dividende à payer exercice 2013	172	172
- Dividende à payer exercice 2014	159	159
- Dividende à payer exercice 2015	111	111
- CMF à payer	46	50
- Provision pour frais de l'Assemblée et JP	16 402	28 254
- TCL à régulariser	13 477	13 477
- Etat Impôt à payer	740	1 201
<b>Total</b>	<b>79 212</b>	<b>91 141</b>

### **3- 8 Note sur les charges de gestion des placements**

Les charges de gestion des placements s'élèvent pour la période allant du 01/01/2017 au 31/12/2017, à 9 309 Dinars contre 59 848 Dinars pour la même période en 2016, et se détaillent ainsi:

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Rémunération du gestionnaire	6 538	42 036
- Rémunération du dépositaire	2 771	17 812
<b>Total</b>	<b>9 309</b>	<b>59 848</b>

### **3- 9 Note sur les autres charges**

Les autres charges allant du 01/01/2017 au 31/12/2017, s'élèvent à 15 109 Dinars, contre 15 126 Dinars du 01/10/2016 au 31/12/2016, et se détaillent comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Rémunération d'intermédiaire et honoraire (CAC)	6100	10 000
- Honoraires du Liquidateur	2976*	-
- Redevance CMF	555	3 562
- Autres charges	169	73
- Contribution conjoncturelle	5264	-
- TCL	45	1 491
<b>Total</b>	<b>15 109</b>	<b>15 126</b>

\* L'abonnement de la charge du liquidateur a été effectué sur la durée de son mandat (une année) au lieu de l'abonnement total de la charge sur l'exercice 2017

### **3-10 Note sur les disponibilités**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 395 399 Dinars contre 263 627 Dinars au 31/12/2016, et se détaille comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Avoirs en banque	393 743	254 292
- Sommes à l'encaissement	261	8 706
- Sommes à régler	-212	-212
- Intérêts courus /compte courant	1606	841
<b>Total</b>	<b>395 399</b>	<b>263 627</b>

## 4 - AUTRES INFORMATIONS

### 4- 1 Rémunération du gestionnaire

La gestion de la société est confiée à la société « ATTIJARI GESTION ». Celle-ci se charge du choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie des prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1,18 % TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La rémunération d'« ATTIJARI GESTION » au 31/12/2017, s'élève à 6 538 Dinars TTC.

### 4- 2 Rémunération du dépositaire

La fonction de dépositaire est confiée à « ATTIJARI BANK ». En contrepartie des prestations, le dépositaire perçoit une rémunération de 0,5% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La rémunération d'« ATTIJARI BANK » au 31/12/2017, s'élève à 2 771 Dinars TTC.

### 4.3 Données par actions :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total des revenus des placements	45,806	339,149	46,494	52,153	128,507
Charges de gestion des placements	-21,750	-139,832	-24,940	-24,744	-57,003
<b>Revenu nets de placements</b>	<b>24,055</b>	<b>199,316</b>	<b>21,555</b>	<b>27,409</b>	<b>71,504</b>
Autres produits	-	-	-	-	-
Autres charges	-35,300	-35,342	-5,834	-5,593	-10,705
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-11,245</b>	<b>163,974</b>	<b>15,721</b>	<b>21,817</b>	<b>60,799</b>
Régularisations du résultat d'exploitation	-	-150,661	0,083	0,950	-36,266
<b>Sommes distribuables de l'exercice</b>	<b>-11,245</b>	<b>13,313</b>	<b>15,804</b>	<b>22,766</b>	<b>24,533</b>
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	66,265	-1 350,658	-63,667	47,802	-378,622
+/- values réalisées sur cession de titres	-243,693	875,520	-5,542	38,187	204,625
Frais de négociation de titres	-4,093	-45,115	-1,666	-2,152	-8,399
<b>Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation</b>	<b>-181,523</b>	<b>-520,254</b>	<b>-70,874</b>	<b>83,837</b>	<b>-182,396</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-192,769</b>	<b>-356,279</b>	<b>-55,154</b>	<b>105,653</b>	<b>-121,597</b>
Droits d'entrée et droits de sortie	-	-	-	-	-
<b>Résultat non distribuable de l'exercice</b>	<b>-181,523</b>	<b>-520,254</b>	<b>-70,874</b>	<b>83,837</b>	<b>-182,396</b>
Régularisation du résultat non distribuable	-	556,097	-0,395	-7,050	88,531
<b>Sommes non distribuables de l'exercice</b>	<b>-181,523</b>	<b>35,843</b>	<b>-71,270</b>	<b>76,787</b>	<b>-93,865</b>
Distribution de dividendes	13,313	15,804	22,766	24,533	18,410
<b>Valeur liquidative</b>	<b>1 234,640</b>	<b>1 440,721</b>	<b>1 407,369</b>	<b>1 485,600</b>	<b>1 410,580</b>

#### 4.4 Ratios pertinents :

Libellé	2017	2016	2015	2014	2013
Actif Net Moyen	554 069	356 049	5 087 380	5 038 549	12 601 817
Total charges / actif net moyen	4,41%	2,10%	2,07%	2,06%	2,00%
charges de gestion des placements / actif net moyen	1,68%	1,68%	1,68%	1,68%	1,68%
autres charges / actif net moyen	2,73%	0,42%	0,39%	0,38%	0,32%
résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	-0,87%	1,97%	1,06%	1,48%	1,79%

#### 4- 5 Evénements significatif de l'exercice

La société « ATTIJARI PLACEMENT SICAV » a obtenu l'agrément de liquidation prévu par l'article 32 du Code des Organismes de Placement Collectif en date du 18 Avril 2017. L'assemblée Générale Extra Ordinaire tenue le 20 Juin 2017, a décidé l'ouverture de la phase de liquidation de la société et la nomination de Monsieur Aymen EL ABED en tant que liquidateur de la société.

#### 4- 6 Institution d'une contribution conjoncturelle exceptionnelle au profit du budget de l'Etat :

L'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 Décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017, a institué au profit du budget de l'Etat et au titre de l'année 2017, une contribution conjoncturelle exceptionnelle (CCE) due par les entreprises et les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ainsi que celles qui en sont exonérées. Il s'ensuit que malgré son exonération de l'impôt sur les sociétés, la société « ATTIJARI PLACEMENT SICAV » se trouve dans le champ d'application des dispositions de l'article 48 précité. En application de la prise de position de la Direction Générale des Études et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 Janvier 2017, et malgré le fait qu'elle soit assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 Décembre 2016, (au taux de 7,5%), la charge encourue au titre de la CCE, s'élevant à 5 264 Dinars, a été rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017, et a été réglée au Trésor public à la fin de cet exercice.

#### Annexe 1

##### PORTEFEUILLE AU 31/12/2017

(Unité : en Dinars Tunisiens)

Désignation du titre	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur Au 31/12/2017	%Actif	% Actif Net	%Capital Emis
<b>Actions &amp; Droits rattachés</b>		<b>89967,065</b>	<b>35403,614</b>	<b>5,787%</b>	<b>6,700%</b>	
AIR LIQUIDE	1	216,989	89,000	0,015%	0,017%	0,00%
UADH	13 774	89 531,000	35 206,344	5,755%	6,662%	0,04%
DA1/12 AIRLI2014	1	20,106	8,000	0,001%	0,002%	0,00%
DA1/25AIRLI2015	1	9,280	3,700	0,001%	0,001%	0,00%
DA1/28AIRLI2016	1	8,000	3,400	0,001%	0,001%	0,00%
DA1/31AIRLI2017	1	7,000	2,670	0,000%	0,001%	0,00%
DA1/5AIRLIQUIDE2012	10	174,690	90,500	0,015%	0,017%	0,00%
<b>TITRES OPCVM</b>		<b>182 964,160</b>	<b>181 000,863</b>	<b>29,585%</b>	<b>34,253%</b>	
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	1761	182 964,160	181 000,863	29,585%	34,253%	0,13%
<b>Total Général</b>		<b>272 931,225</b>	<b>216 404,477</b>	<b>35,372%</b>	<b>40,953%</b>	



## **RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

### **I. Rapport sur l'audit des états financiers**

#### **Opinion**

Nous avons audité les états financiers de la société « **ATTIJARI PLACEMENT SICAV** » arrêtés au 31 Décembre 2017, comprenant le Bilan, ainsi que l'état du résultat, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joint présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « **ATTIJARI PLACEMENT SICAV** », ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 Décembre 2017, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

#### **Observation**

**1/** Comme indiqué dans la note aux états financiers n° 4-5, La société « **ATTIJARI PLACEMENT SICAV** » a obtenu l'agrément de liquidation prévu par l'article 32 du Code des Organismes de Placement Collectif en date du 18 Avril 2017. Ainsi, l'Assemblée Générale Extraordinaire réuni le 20 Juin 2017 a décidé l'ouverture de la phase de liquidation de la société. En conséquence, la société n'est plus en situation de respect des ratios réglementaires.

**2/** Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers n°4-6 dont le contenu indique que, par référence à la prise de position de la Direction Générale des Études et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 Janvier 2017, la charge encourue par la société « **ATTIJARI PLACEMENT SICAV** » au titre de la contribution conjoncturelle exceptionnelle, instituée par l'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 Décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017, et dont le montant s'élève à 5 264 Dinars, a été assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 Décembre 2016, et rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017. Notre opinion ne comporte pas de réserve à l'égard de ce point.

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des Autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

Les états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société « **ATTIJARI PLACEMENT SICAV** ». Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de

l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport.

Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

## **II. Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Norme professionnelles.

### **Rapport du Conseil d'administration**

La responsabilité du rapport du conseil d'administration incombe à la direction.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport du conseil d'administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur**

En application des dispositions de l'article 19 du Décret n° 2001-2728 du 20 Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires en matière des conditions d'inscription des valeurs mobilières. À ce titre, la société « ATTIJARI PLACEMENT SICAV » assure le suivi de la liste des actionnaires sur la base des informations reçues se rapportant aux transactions sur le capital.

### **Efficacité du système de contrôle interne**

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis le 21 mars 2018

**Le Commissaire aux Comptes :**

**CMC – DFK International**

**Hichem AMOURI**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

En application de l'article 200 et 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte in fine dans les états financiers .Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer , sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit , leur caractéristiques et modalités essentielles , sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé . Il vous appartient d'apprécier l'intérêts qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

**1 .Convention et opérations conclues au cours de l'exercice 2017 :**

Au cours de l'exercice écoulé, nous n'avons pas reçu d'avis qu'une convention rentrant dans le cadre des articles sus mentionnés ait été soumise à l'autorisation du conseil d'administration et devant selon les mêmes articles être approuvée par l'assemblée générale ordinaire délibérant sur la base d'un rapport que nous devons vous soumettre.

**2. Conventions conclues au cours des exercices précédents et qui continuent à produire des effets au cours de l'exercice 2017 :**

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, se sont poursuivies au cours de cet exercice :

- La convention de dépositaire conclue entre la société « ATTIJARI PLACEMENTS SICAV » et « ATTIJARI BANK » au titre de laquelle la Banque perçoit une rémunération annuelle de 0,5% TTC de l'actif net avant les frais de gestion. A ce titre, les honoraires d'« ATTIJARI BANK » au titre de l'exercice 2017, s'élèvent à 2 771 Dinars TTC.
- La convention de gestion conclue entre la société « ATTIJARI PLACEMENTS SICAV » et la société « ATTIJARI GESTION » qui accepte l'ensemble des tâches relatives à la gestion commerciale, financière et administrative. La rémunération annuelle de la société « ATTIJARI GESTION» est calculée au taux de 1,18% TTC de l'actif net avant les frais de gestion. A ce titre, les honoraires de la société « ATTIJARI GESTION » au titre de l'année 2017, s'élèvent à 6 538 Dinars TTC.
- En outre la société « ATTIJARI PLACEMENTS SICAV » reçoit une rémunération sur le compte courant créditeur ouvert auprès de la société « ATTIJARI BANK » à un taux de 2 %. La rémunération du compte courant créditeur relative à l'exercice 2017, est prise en compte pour un montant de 5 363 Dinars.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des articles précités.

Tunis le 21 mars 2018

**Le Commissaire aux Comptes :**  
**CMC – DFK International**  
**Hichem AMOURI**

## Etats financiers annuels de SICAV

### ATTIJARI VALEURS SICAV

ATTIJARI VALEURS SICAV, SICAV en cours de liquidation, publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **11 mai 2018**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes CMC-DFK International représenté par M. Chérif BEN ZINA.

#### BILAN

arrêté au 31/12/2017

(Unité : en Dinars Tunisiens)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
<b><u>ACTIF</u></b>			
<b>AC 1 - Portefeuille - titres</b>	<b>3-1</b>	<b>228 348</b>	<b>651 817</b>
a - Actions, Valeurs assimilées et droits rattachés		228 348	508 018
b - Obligations et Valeurs assimilées		-	143 800
c - Autres Valeurs		-	-
<b>AC 2 - Placements monétaires et disponibilités</b>		<b>786 381</b>	<b>442 993</b>
a - Placements monétaires		-	-
b - Disponibilités	<b>3-4</b>	786 381	442 993
<b>AC 3 - Créances d'exploitation</b>		-	-
<b>AC 4 - Autres actifs</b>		-	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 014 729</b>	<b>1 094 810</b>
<b><u>PASSIF</u></b>			
<b>PA 1- Opérateurs créditeurs</b>	<b>3-7</b>	4 521	4 740
<b>PA 2 - Autres créditeurs divers</b>	<b>3-8</b>	233 856	243 970
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>238 377</b>	<b>248 710</b>
<b><u>ACTIF NET</u></b>			
<b>CP 1 -Capital</b>	<b>3-5</b>	<b>768 641</b>	<b>833 242</b>
<b>CP 2 - Sommes distribuables</b>	<b>3-6</b>	<b>7 712</b>	<b>12 858</b>
a - Sommes distribuables des exercices antérieurs		<b>6</b>	<b>3</b>
b - Sommes distribuables de l'exercice		7 706	12 855
<b>ACTIF NET</b>		<b>776 352</b>	<b>846 100</b>
<b>TOTAL PASSIF ET ACTIF NET</b>		<b>1 014 729</b>	<b>1 094 810</b>

**ETAT DE RESULTAT**  
**Période du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2017**  
*(Unité : en Dinars Tunisiens)*

	Notes	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017	Période du 01/01/2016 au 31/12/2016
<b><u>PR 1 - Revenus du portefeuille - titres</u></b>	<b>3-2</b>	<b>25 374</b>	<b>73 720</b>
a - Dividendes		18 942	55 613
b - Revenus des obligations et valeurs assimilées		6 432	18 107
c - Revenus des autres valeurs		-	-
<b><u>PR 2 - Revenus des placements monétaires</u></b>	<b>3-3</b>	9 429	22 320
<b>TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS</b>		<b>34 803</b>	<b>96 040</b>
 <b><u>CH 1 - Charges de gestion des placements</u></b>	<b>3-9</b>	-13 432	-37 014
 <b>REVENU NET DES PLACEMENTS</b>		<b>21 370</b>	<b>59 025</b>
<b><u>PR 3 - Autres produits</u></b>		-	-
<b><u>CH 2 - Autres charges</u></b>	<b>3-10</b>	-13 665	-12 849
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>7 706</b>	<b>46 177</b>
<b><u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation</u></b>		-	-33 321
<b>SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE</b>		<b>7 706</b>	<b>12 855</b>
 <b><u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u></b>		-	33 321
* Variation des +/- values potentielles sur titres		-53 589	-264 486
* +/- values réalisées sur cession des titres		-8 323	66 098
* Frais de négociation de titres		-2 689	-8 334
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>-56 896</b>	<b>-160 545</b>

**ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET**  
**Période du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2017**  
*(Unité : en Dinars Tunisiens )*

	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017	Période du 01/01/2016 au 31/12/2016
<b><u>AN 1 - Variation de l'Actif Net résultant</u></b>		
<b><u>des opérations d'exploitation</u></b>		
a - Résultat d'exploitation	7 706	46 177
b - Variation des +/- values potentielles sur titres	-53 589	-264 486
c - +/- values réalisées sur cession de titres	-8 323	66 098
d - Frais de négociation de titres	-2 689	-8 334
<b><u>AN 2 - Distribution des dividendes</u></b>	<b>-12 852</b>	<b>-37 256</b>
<b><u>AN 3 -Transaction sur le capital</u></b>		
<b>a - Souscriptions</b>	-	<b>13 508</b>
* Capital	-	13 757
* Régularisation des sommes non distrib.	-	-448
* Régularisations des sommes distrib.	-	199
* Droits d'entrée	-	-
<b>b - Rachats</b>	-	<b>-1 804 348</b>
* Capital	-	-1 925 326
* Régularisation des sommes non distrib.	-	154 504
* Régularisation des sommes distrib.	-	-33 526
* Droits de sortie	-	-
<b>VARIATION DE L'ACTIF NET</b>	<b>-69 748</b>	<b>-1 988 641</b>
<b><u>AN 4 - Actif Net</u></b>		
a - En début de l'exercice	846 100	2 834 741
b - En fin de l'exercice	776 352	846 100
<b><u>AN 5 - Nombre d'actions</u></b>		
a - En début de l'exercice	6 504	20 538
b - En fin de l'exercice	6 504	6 504
<b>VALEUR LIQUIDATIVE</b>	<b>119,365</b>	<b>130,089</b>
<b>DIVIDENDE DISTRIBUE</b>	<b>1,976</b>	<b>1,814</b>
<b>AN 6 TAUX DE RENDEMENT</b>	<b>-6,72%</b>	<b>-4,43%</b>

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

ARRETES AU 31/12/2017

(Unité en Dinars Tunisiens)

### 1- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31/12/2017, sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

### 2 - PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

#### **2- 1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents**

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et valeurs similaires et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

#### **2- 2 Évaluation des placements en actions et valeurs assimilées**

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date du 31/12/2017, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation, des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31/12/2017, ou à la date antérieure la plus récente.

Les titres OPCVM sont évalués à leurs valeurs liquidatives au 31/12/2017.

L'identification et la valeur des titres ainsi évalués sont présentées dans la note sur le portefeuille-titres.

#### **2- 3 Évaluation des placements en obligation et valeurs assimilées**

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- À la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- À la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.



## **2- 4 Evaluation des placements monétaires**

Les placements monétaires sont évalués à la date d'arrêté à leur valeur nominale déduction faite des intérêts précomptés non courus.

## **2- 5 Cession des placements**

La cession des placements donne lieu à leur annulation à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

# **3 - NOTES SUR LES ELEMENTS DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT**

## **3-1 Note sur le Portefeuille-titres**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 228 348 DT contre 651 817 DT au 31/12/2016, et se détaille ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b><i>Coût d'acquisition</i></b>	<b>284 690</b>	<b>650 770</b>
- Actions et droits rattachés	89 564	469 588
- Titres OPCVM	195 126	41 182
- Obligations et valeurs assimilées	-	140 000
<b><i>Plus ou moins values potentielles</i></b>	<b>-56 342</b>	<b>-2 752</b>
- Actions et droits rattachés	-54 345	-3 073
- Obligations et valeurs assimilées	-	-
- Titres OPCVM	-1 997	321
<b><i>Intérêts courus sur Obligations et valeurs assimilées</i></b>	<b>-</b>	<b>3 799</b>
<b>Total</b>	<b>228 348</b>	<b>651 817</b>

L'état détaillé du portefeuille est présenté en annexe 1.

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste « portefeuille titres » sont indiqués ci-après :

	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Intérêts Courus</u>	<u>+/-values latentes</u>	<u>Valeur Fin exercice</u>	<u>+/-values réalisées</u>
<b>Solde au 31/12/2016</b>	<b>650 769</b>	<b>3 799</b>	<b>-2 753</b>	<b>651 817</b>	
<b>Acquisitions de l'exercice</b>	<b>326 655</b>			<b>326 655</b>	
Actions et droits rattachés	0			0	
Emprunt National	0			0	
Titres OPCVM	326 655			326 655	
<b>Cessions &amp; Remboursements de l'exercice</b>	<b>-692 734</b>			<b>-692 734</b>	<b>-8 323</b>
Actions et droits rattachés	-380 024			-380 024	-8 956
Emprunt National	-140 000			-140 000	0
Titres OPCVM	-172 710			-172 710	633
<b>* Variation des +/- values latentes</b>			<b>-53 589</b>	<b>-53 589</b>	
<b>*Variation des intérêts courus</b>		<b>-3 799</b>		<b>-3 799</b>	
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>284 690</b>	<b>0</b>	<b>-56 342</b>	<b>228 348</b>	<b>-8 323</b>

### **3- 2 Note sur les revenus du Portefeuille- titres**

Les revenus du portefeuille-titres totalisent 25 374 DT pour la période allant du 01/01/2017, au 31/12/2017, contre un montant de 73 720 DT pour la même période en 2016, et se détaillent ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Revenus des actions	10 967	50 786
- Revenus des Titres OPCVM	7 975	4 827
- Revenus des Obligations et valeurs assimilées	6 432	18 107
<b>Total</b>	<b>25 374</b>	<b>73 720</b>

### **3-3 Note sur les revenus des placements monétaires**

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01/2017, au 31/12/2017, à 9 429 DT contre 22 320 DT pour la période du 01/01/2016, au 31/12/2016, et représente le montant des intérêts sur le compte courant.

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Intérêts/ compte courant	9 429	10 662
- Intérêts/ Dépôt à terme	-	11 658
<b>Total</b>	<b>9 429</b>	<b>22 320</b>

### **3-4 Note sur les disponibilités**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 786 381 DT contre 442 993 DT au 31/12/2016, et se détaille comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Avoir en banque	784 240	441 835
- Sommes à l'encaissement	14	14
- Sommes à régler	-622	-623
- intérêts sur compte courant	2 749	1 767
<b>Total</b>	<b>786 381</b>	<b>442 993</b>

### **3-5 Note sur le capital**

#### **- Capital au 01/01/2017**

- Montant	833 242
- Nombre de titres	6 504
- Nombre d'actionnaires	43

#### **Souscriptions réalisées**

- Montant	-
- Nombre de titres	-
- Nombre d'actionnaires nouveaux	-

#### **Rachats effectués**

- Montant	-
- Nombre de titres	-
- Nombre d'actionnaires sortants	-

#### **Autres effets s/capital**

- Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres	-53 589
- Plus ou moins values réalisées sur cession de titres	-8 323
- Frais de négociation de titres	-2 689

#### **- Capital au 31/12/2017**

- Montant	768 641
- Nombre de titres	6 504
- Nombre d'actionnaires	43

### **3- 6 Note sur les sommes distribuables**

Les sommes distribuables correspondantes aux sommes distribuables de l'exercice et aux sommes distribuables des exercices antérieurs se détaillent ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Sommes distribuables de l'exercice	7 706	12 855
Sommes distribuables des exercices antérieurs	6	3
<b>Total</b>	<b>7 712</b>	<b>12 858</b>

### **3- 7 Note sur les opérateurs créditeurs**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 4 521 DT contre un solde de 4 740 DT au 31/12/2016, détaillé comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
-Gestionnaire	2 321	2 475
-Dépositaire	2 200	2 265
<b>Total</b>	<b>4 521</b>	<b>4 740</b>

### **3- 8 Note sur les autres créditeurs divers**

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2017, à 233 856 DT contre un solde de 243 970 DT au 31/12/2016, détaillé comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Honoraires du Commissaire aux Comptes	2 434	4 412
-Honoraire liquidateur	2 977	-
- Dividende à payer exercice 1998	15 037	15 037
- Dividende à payer exercice 1999	11 556	11 556
- Dividende à payer exercice 2000	13 358	13 358
- Dividende à payer exercice 2001	15 514	15 514
- Dividende à payer exercice 2002	15 041	15 041
- Dividende à payer exercice 2003	19 837	19 837
- Dividende à payer exercice 2004	26 980	26 980
- Dividende à payer exercice 2005	7 249	7 249
- Dividende à payer exercice 2006	5 866	5 866
- Dividende à payer exercice 2007	8 069	8 069
- Dividende à payer exercice 2008	4 979	4 979
- Dividende à payer exercice 2009	12 832	12 832
- Dividende à payer exercice 2010	8 842	8 842
- Dividende à payer exercice 2011	7 171	7 171
- Dividende à payer exercice 2012	6 635	6 635
- Dividende à payer exercice 2013	7 720	7 720
- Dividende à payer exercice 2014	7 701	7 701
- Dividende à payer exercice 2015	5 770	5 770
- CMF à payer	35	72
- Provision pour frais de l'Assemblée et JP	14 737	26 361
- TCL à régulariser	12 423	12 423
- Etat à payer	1 093	545
<b>Total</b>	<b>233 856</b>	<b>243 970</b>

### **3-9 Note sur les charges de gestion des placements**

Le solde de ce poste s'élève pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017, à 13 432 DT contre 37 014 DT pour la même période en 2016, et se détaille ainsi :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Rémunération du gestionnaire	9 434	25 998
- Rémunération du dépositaire	3 998	11 016
<b>Total</b>	<b>13 432</b>	<b>37 014</b>

### **3-10 Note sur les autres charges**

Le solde de ce poste s'élève pour la période du 01/01/2017, au 31/12/2017, à 13 665 DT contre 12 849 DT pour la même période en 2016, et se détaille ainsi:

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
- Rémunération d'intermédiaire et honoraire (CAC)	6 100*	10 000
-Honoraire du Liquidateur	2 976	-
- Redevance CMF	800	2 203
- Services Bancaire et Autres charges	146	94
-Contribution conjoncturelle	3 463	-
- TCL	180	552
<b>Total</b>	<b>13 665</b>	<b>12 849</b>

\* l'abonnement de la charge du liquidateur a été effectué sur la durée de son mandat (une année) au lieu de l'abonnement total de la charge sur l'exercice 2017

## **4- AUTRES INFORMATIONS**

### **4-1 Rémunération du gestionnaire**

La gestion de la société est confiée à « Attijari Gestion » gestionnaire à partir du 01/01/2009. Celui-ci se charge du choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie des prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1,18% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La rémunération d'« Attijari Gestion » au 31/12/2017, s'élève à 9 434 DT TTC.

### **4- 2 Rémunération du dépositaire**

La fonction de dépositaire est confiée à Attijari Bank. En contrepartie des prestations, le dépositaire perçoit une rémunération de 0,5% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La rémunération d'Attijari Bank au 31/12/2017, s'élève à 3 998 DT TTC.

#### **4-3 Données par action**

<b>Libellé</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Revenus des placements	5,351	14,766	4,672	5,630	16,010
Charges de gestion des placements	-2,065	-5,691	-2,446	-2,386	-7,057
<b>Revenu net des placements</b>	<b>3,286</b>	<b>9,075</b>	<b>2,226</b>	<b>3,244</b>	<b>8,953</b>
Autres produits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres charges	-2,101	-1,976	-0,412	-0,822	-1,506
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1,185</b>	<b>7,100</b>	<b>1,814</b>	<b>2,422</b>	<b>7,448</b>
Régularisation du résultat d'exploitation	0,000	-5,123	0,000	-0,001	-5,021
<b>Sommes distribuables de l'exercice</b>	<b>1,185</b>	<b>1,977</b>	<b>1,813</b>	<b>2,421</b>	<b>2,427</b>
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	-8,239	-40,665	-10,748	0,017	-47,533
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	-1,280	10,163	1,251	7,056	27,413
Frais de négociation de titres	-0,413	-1,281	-0,158	-2,225	-1,138
<b>Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation</b>	<b>-9,933</b>	<b>-31,784</b>	<b>-9,654</b>	<b>-6,848</b>	<b>-21,258</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-8,748</b>	<b>-24,684</b>	<b>-7,840</b>	<b>-9,271</b>	<b>-13,81</b>
Droits d'entrée et droits de sortie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
<b>Résultat non distribuable de l'exercice</b>	<b>-9,933</b>	<b>-31,784</b>	<b>-9,654</b>	<b>-6,848</b>	<b>-21,258</b>
Régularisation du résultat non distribuable	0,000	23,686	0,000	0,014	11,426
<b>Sommes non distribuables de l'exercice</b>	<b>-9,933</b>	<b>-8,097</b>	<b>-9,654</b>	<b>-6,834</b>	<b>-9,832</b>
Distribution de dividendes	1,976	1,814	2,421	2,427	2,216
<b>Valeur liquidative</b>	<b>119,365</b>	<b>130,089</b>	<b>138,024</b>	<b>148,286</b>	<b>141,457</b>

#### **4-4 Ratios pertinents**

<b>Libellé</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Actif net moyen	799 481	2 203 025	2 989 648	2 914 418	8 631 478
Total charges / actif net moyen	3,39%	2,26%	1,96%	2,26%	2,04%
charges de gestion des placements / actif net moyen	1,68%	1,68%	1,68%	1,68%	1,68%
autres charges / actif net moyen	1,71%	0,58%	0,28%	0,58%	0,36%
résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	0,96%	2,10%	1,25%	1,71%	1,77%

#### **4- 5 Evénements significatif de l'exercice**

La société « ATTIJARI VALEURS SICAV » a obtenu l'agrément de liquidation prévu par l'article 32 du Code des Organismes de Placement Collectif en date du 18 Avril 2017. L'assemblée Générale Extra Ordinaire tenue le 20 Juin 2017, a décidé l'ouverture de la phase de liquidation de la société et la nomination de Monsieur « AYMEN EL ABED » en tant que liquidateur de la société.

#### **4-6 Institution d'une contribution conjoncturelle exceptionnelle au profit du budget de l'Etat :**

L'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 Décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017, a institué au profit du budget de l'Etat et au titre de l'année 2017, une contribution conjoncturelle exceptionnelle (CCE) due par les entreprises et les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ainsi que celles qui en sont exonérées. Il s'ensuit que malgré son exonération de l'impôt sur les sociétés, la société « ATTIJARI VALEURS SICAV » se trouve dans le champ d'application des dispositions de l'article 48 précité. En application de la prise de position de la Direction Générale des Études et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 Janvier 2017, et malgré le fait qu'elle soit assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 Décembre 2016, (au taux de 7,5%), la charge encourue au titre de la CCE, s'élevant à 3 463 Dinars, a été rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017, et a été payée au Trésor public à la fin de cet exercice.

#### **Annexe I**

##### **PORTEFEUILLE AU 31/12/2017**

<b>Désignation du Titre</b>	<b>Nombre de Titres</b>	<b>Coût d'acquisition</b>	<b>Valeur au 31/12/2017</b>	<b>% Actif</b>	<b>% K EMIS</b>
<b>ACTIONS &amp; DROITS RATTACHES</b>					
		<b>89 563,500</b>	<b>35 219,124</b>	<b>3,47%</b>	
UADH	13779	89 563,500	35 219,124	3,47%	1,53%
<b>Titres OPCVM</b>					
		<b>195 126,713</b>	<b>193 129,257</b>	<b>19,03%</b>	
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	1879	195 126,713	193 129,257	19,03%	0,13%
<b>TOTAL PORTEFEUILLE TITRE</b>					
		<b>284 689,913</b>	<b>228 348,381</b>	<b>22,50%</b>	

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

**I. Rapport sur l'audit des états financiers**

**Opinion**

Nous avons audité les états financiers de la société « **ATTIJARI VALEURS SICAV** » arrêtés au 31 Décembre 2017, comprenant le Bilan, ainsi que l'état du résultat, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joint présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « **ATTIJARI VALEURS SICAV** », ainsi que de sa la performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 Décembre 2017, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

**Observation**

**1/** Comme indiqué dans la note aux états financiers n° 4-5, La société « **ATTIJARI VALEURS SICAV** » a obtenu l'agrément de liquidation prévu par l'article 32 du Code des Organismes de Placement Collectif en date du 18 Avril 2017. Ainsi, l'Assemblée Générale Extraordinaire réuni le 20 Juin 2017, a décidé l'ouverture de la phase de liquidation de la société. En conséquence, la société n'est plus en situation de respect des ratios réglementaires.

**2/** Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers n°4-6 dont le contenu indique que, par référence à la prise de position de la Direction Générale des Études et de la Législation Fiscale (DGELF) n° 230 du 4 Janvier 2017, la charge encourue par la société « **ATTIJARI VALEURS SICAV** » au titre de la contribution conjoncturelle exceptionnelle, instituée par l'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 Décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017, et dont le montant s'élève à 3 463 Dinars, a été assise sur le résultat d'exploitation de l'exercice clos le 31 Décembre 2016, et rattachée, par abonnement quotidien, à l'exercice 2017. Notre opinion ne comporte pas de réserve à l'égard de ce point.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des Autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

Les états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société « **ATTIJARI VALEURS SICAV** ». Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.



Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre

des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport.

Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

## **II. Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Normes Professionnelles.

### **Rapport du Conseil d'administration**

La responsabilité du rapport du conseil d'administration incombe à la direction.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport du conseil d'administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur**

En application des dispositions de l'article 19 du Décret n° 2001-2728 du 20 Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires en matière des conditions d'inscription des valeurs mobilières. À ce titre, la société « ATTIJARI VALEURS SICAV » assure le suivi de la liste des actionnaires sur la base des informations reçues se rapportant aux transactions sur le capital.

### **Efficacité du système de contrôle interne**

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis le 21 mars 2018

**Le Commissaire aux Comptes :**

**CMC – DFK International**

**Chérif BEN ZINA**

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017.**

En application de l'article 200 et 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte in fine dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leur caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

### **1 .Convention et opérations conclues au cours de l'exercice 2017 :**

Au cours de l'exercice écoulé, nous n'avons pas reçu d'avis qu'une convention rentrant dans le cadre des articles sus mentionnés ait été soumise à l'autorisation du conseil d'administration et devant selon les mêmes articles être approuvée par l'assemblée générale ordinaire délibérant sur la base d'un rapport que nous devons vous soumettre.

### **2. Conventions conclues au cours des exercices précédents et qui continuent à produire des effets au cours de l'exercice 2017 :**

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, se sont poursuivies au cours de cet exercice :

- La convention de dépositaire conclue entre la société « ATTIJARI VALEURS SICAV » et « ATTIJARI BANK » au titre de laquelle la Banque perçoit une rémunération annuelle de 0,5% TTC de l'actif net avant les frais de gestion. A ce titre, les honoraires d'« ATTIJARI BANK » au titre de l'exercice 2017, s'élèvent à 3 998 Dinars TTC
- La convention de gestion conclue entre la société « ATTIJARI VALEURS SICAV » et la société « ATTIJARI GESTION » qui accepte l'ensemble des tâches relatives à la gestion commerciale, financière et administrative. La rémunération annuelle de la société « ATTIJARI GESTION » est calculée au taux de 1,18% TTC de l'actif net avant les frais de gestion. A ce titre, les honoraires de la société « ATTIJARI GESTION » au titre de l'année 2017, s'élèvent à 9 435 Dinars TTC.
- En outre « ATTIJARI VALEURS SICAV » reçoit une rémunération sur le compte courant créditeur ouvert auprès de « ATTIJARI BANK » à un taux de 2 %. La rémunération du compte courant créditeur relative à l'exercice 2017, est prise en compte pour un montant de 9 429 Dinars.

Par ailleurs et en dehors de ces opérations, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention conclue au cours de l'exercice, et nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 21 mars 2018

**Le Commissaire aux Comptes :**

**CMC – DFK International**

**Cherif BEN ZINA**

## AVIS DES SOCIETES

### ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### **SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE -STB-** Siège social : Rue Hédi Nourira 1001 Tunis

La Société Tunisienne de Banque publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 28 avril 2018. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes Mr Fathi SAIDI et Mr Samir LABIDI.

#### **BILAN CONSOLIDE** Arrêté au 31 Décembre 2017 (Unité : en milliers de dinars)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
<b><u>ACTIF</u></b>			
Caisse et avoir auprès de la BCT, CCP ET TGT		289 874	286 380
Créances sur les établissements bancaires et financiers		265 525	308 715
Créances sur la clientèle		6 077 211	5 528 457
Portefeuille titres commercial	3.1	1 170 337	1 104 445
Portefeuille d'investissement	3.2	248 628	257 353
Titres mis en équivalence	3.3	103 690	69 920
Ecarts d'acquisition		-4 970	-6 259
Valeurs immobilisées		140 151	123 846
Actif d'impôt différé		9 956	6 877
Autres actifs		788 981	746 811
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>9 089 384</b>	<b>8 426 545</b>
<b><u>PASSIF</u></b>			
Banque centrale et C.C.P		1 486 900	1 035 393
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers		152 749	234 916
Dépôts et avoirs de la clientèle		5 985 516	5 480 964
Emprunts et ressources spéciales		255 613	397 573
Passif d'impôt différé		16 484	23 119
Autres passifs		724 704	886 303
<b>Total Passif</b>		<b>8 621 966</b>	<b>8 058 268</b>
<b>Intérêts Minoritaires</b>	3.4	<b>6 375</b>	<b>-70 385</b>
<b><u>CAPITAUX PROPRES</u></b>			
Capital		776 875	776 875
Réserves consolidées	3.5	-335 337	-341 265
Actions propres *	3.6	-5 509	-5 509
Résultat Consolidé	3.5	25 013	8 561
<b>Total Capitaux Propres</b>		<b>461 043</b>	<b>438 662</b>
<b>TOTAL PASSIF- INTERETS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>9 089 384</b>	<b>8 426 545</b>

## ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 Décembre 2017

(Unité : en milliers de dinars)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
<b><u>PASSIFS EVENTUELS</u></b>			
Cautions, avals et autres garanties données	3.7	1 304 811	1 167 114
Crédits documentaires	3.8	462 411	335 605
Actifs donnés en garantie		-	-
<b>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</b>		<b>1 767 222</b>	<b>1 502 719</b>
<b><u>ENGAGEMENTS DONNES</u></b>			
Engagements de financements donnés		135 207	128 194
Engagements sur titres		2 809	4 933
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>138 016</b>	<b>133 127</b>
<b><u>ENGAGEMENTS RECUS</u></b>			
Engagements de financement reçus		-	-
Garanties reçues	3.9	1 634 444	1 476 761
<b>TOTAL ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>1 634 444</b>	<b>1 476 761</b>
<hr/>			
<hr/>			

**ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE**  
**Période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2017**  
(Unité : en milliers de dinars)

		<u>Notes</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
<b><u>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</u></b>				
PR 1	Intérêts et revenus assimilés		437 772	369 388
PR 2	Commissions (en produits)		78 789	65 953
PR 3	Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières		107 044	68 073
PR 4	Revenus du portefeuille d'investissement		18 110	16 532
	<b>Total Produits d'Exploitation Bancaire</b>		<b>641 714</b>	<b>519 946</b>
<b><u>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</u></b>				
CH 1	Intérêts encourus et charges assimilées		-279 590	-227 304
CH 2	Commissions encourues		-3 129	-2 447
CH 3	Pertes sur portefeuille-titre commercial et opérations financières		-979	-1 336
	<b>Total Charges d'Exploitation Bancaire</b>		<b>-283 699</b>	<b>-231 087</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>			<b>358 015</b>	<b>288 859</b>
PR5/CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif		-127 038	-121 712
PR6/CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		-4 019	-10 468
PR7	Autres produits d'exploitation		43 889	32 253
CH6	Frais de personnel		-182 512	-136 728
CH7	Charges générales d'exploitation		-53 184	-39 441
CH8	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		-9 588	-9 435
CH8	Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		-1 647	1 590
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>23 916</b>	<b>4 918</b>
PR8/CH9	Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires		3 519	-1 264
CH11	Impôt sur les bénéfices		-2 392	-3 821
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>			<b>25 042</b>	<b>-167</b>
PR 9/CH10	Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires		-5	-110
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>			<b>25 037</b>	<b>-277</b>
PR 9/CH10	Intérêts minoritaires dans le résultat	3.10	-6 535	-8 838
<b>PART DANS LE RESULTAT DES MINORITAIRES IMPUTABLE AUX MAJORITAIRES</b>			3.11	<b>6 558</b>
<b>RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE AVANT MODIFICATION COMPTABLE</b>			<b>25 013</b>	<b>8 561</b>
Effet des modifications comptables			-	-
<b>RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE APRES MODIFICATIONS COMPTABLES</b>			3.12	<b>25 013</b>
			<b>25 013</b>	<b>8 561</b>

**ETAT DE FLUX DE TRESORERIE**

Arrêté au 31 Décembre 2017

(Unité : en milliers de dinars)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
<b><u>ACTIVITES D'EXPLOITATION</u></b>			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		655 312	542 827
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-293 029	-228 735
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers		1 952	-23 137
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-772 774	-344 726
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle		506 117	49 080
Acquisitions/cessions des titres de placement		-48 653	-314 811
Sommes versées au personnel et créiteurs divers		-183 040	-121 594
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		-296 238	-66 129
Impôts sur les sociétés payés		-4 115	-4 325
<b>Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation</b>		<b>-434 469</b>	<b>-511 550</b>
<b><u>ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</u></b>			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement		17 610	16 116
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement		-6 309	-58 102
Acquisitions / cessions des immobilisations		-13 944	-18 141
<b>Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement</b>		<b>-2 644</b>	<b>-60 127</b>
<b><u>ACTIVITES DE FINANCEMENT</u></b>			
Emissions d'actions		-	-
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales		-64 042	-88 077
Dividendes versés		-1 368	-126
Résultat Consolidé			
<b>Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement</b>		<b>-65 411</b>	<b>-88 203</b>
<b><u>Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période</u></b>		<b><u>-502 524</u></b>	<b><u>-659 880</u></b>
Ajustement suite au variation du périmètre		-	200
Liquidités et équivalents en début de la période		-630 768	28 912
<b>Liquidités et équivalents en fin de la période</b>	3.13	<b>-1 133 292</b>	<b>-630 768</b>

(\*) retraité pour le besoin de comparabilité

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**  
**AU 31 DECEMBRE 2017**

**NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**1.1. REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 Mars 1999 ainsi que les Normes Comptables Techniques n°35 à 39 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 1<sup>er</sup> décembre 2003.

**1.2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION**

**1.2.1. Périmètre de consolidation**

Le périmètre des états financiers consolidés comprend, outre la société mère, 20 entités au 31 décembre 2017 :

- 13 filiales traitées par intégration globale ;
- 7 entreprises associées traitées par mise en équivalence.

Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt du groupe ainsi que les méthodes de consolidation se présentent comme suit :



Sociétés consolidables	% de Contrôle du Groupe			Méthode de consolidation		% d'intérêt du Groupe		
	2017	2016	Var %	2017	2016	2017	2016	Var %
<b>1. STB BANK</b> <i>(société Mère)</i>	99,91%	99,69%	0,22%	I-G	I-G	99,69%	99,69%	0,00%
<b>2. STB INVEST</b>	99,51%	99,01%	0,50%	I-G	I-G	99,19%	98,50%	0,69%
<b>3. SOFI ELAN SICAF</b>	58,59%	58,59%	0,00%	I-G	I-G	57,68%	57,22%	0,46%
<b>4. STB MANAGER</b>	99,96%	99,96%	0,00%	I-G	I-G	94,08%	91,43%	2,65%
<b>5. STB FINANCE</b>	96,70%	96,70%	0,00%	I-G	I-G	95,17%	93,23%	1,94%
<b>6. STB SICAR</b>	99,50%	99,50%	0,00%	I-G	I-G	98,77%	85,59%	13,18%
<b>7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE</b>	99,90%	99,90%	0,00%	I-G	I-G	98,28%	98,07%	0,21%
<b>8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"</b>	100,00%	100,00%	0,00%	I-G	I-G	99,67%	99,63%	0,04%
<b>9. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES</b>	50,00%	50,00%	0,00%	I-G	I-G	49,85%	49,85%	0,00%
<b>10. SOCIETE ED DKHILA</b>	67,87%	67,87%	0,00%	I-G	I-G	67,63%	67,58%	0,05%
<b>11. SOCIETE ACTIVHOTELS</b>	99,97%	99,97%	0,00%	I-G	I-G	99,35%	96,53%	2,82%
<b>12. BFT</b>	78,80%	78,80%	0,00%	I-G	I-G	78,53%	78,52%	0,01%
<b>13. SICAV L'INVESTISSEUR</b>	71,35%	73,28%	-1,93%	M-E	M-E	70,92%	72,43%	-1,51%
<b>14. SICAV L'AVENIR</b>	98,44%	98,61%	-0,17%	M-E	M-E	97,79%	96,26%	1,53%
<b>15. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B»</b>	44,18%	46,00%	-1,82%	M-E	M-E	44,04%	45,86%	-1,82%
<b>16. STE MOYENS GENERAUX</b>	100,00%	100,00%	0,00%	I-G	I-G	93,79%	90,68%	3,11%
<b>17. S.T.C.V VERITAS</b>	27,06%	27,06%	0,00%	M-E	M-E	26,97%	26,98%	-0,01%
<b>18. SONI BANK</b>	25,00%	25,00%	0,00%	M-E	M-E	24,92%	24,92%	0,00%
<b>19. S.E.D SOUSSE NORD</b>	H-P	24,92%	-24,92%	-	M-E	HP	24,85%	-24,85%
<b>20. S.C.I " LA MAISON DU BANQUIER"</b>	21,64%	21,64%	0,00%	M-E	M-E	21,22%	21,22%	0,00%
<b>21. S.P.C.M "ELFEJJA"</b>	20,00%	20,00%	0,00%	M-E	M-E	19,94%	19,94%	0,00%
<b>22. STB SECURITE ET GARDIENNAGE</b>	100,00%	99,95%	0,05%	I-G	I-G	93,88%	90,71%	90,71%

IG : intégration globale

ME : Mise en équivalence

**Par ailleurs, il est à signaler que les comptes consolidés ont été établis sur la base des états financiers de la société mère et ceux des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation. Toutefois, les sociétés VERITAS, LA MAISON DU BANQUIER, EL FEJJA, BFT et TFB, n'ont pas fourni**

***de comptes certifiés par leurs commissaires aux comptes à la date d'arrêté des états financiers consolidés.***

Les secteurs d'activité et les pays de résidence des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation se présentent comme suit :

<b>SOCIETES CONSOLIDEES</b>	<b>POLE D'ACTIVITE</b>	<b>PAYS DE RESIDENCE</b>
STB	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	TUNISIE
BANQUE FRANCO-TUNISIENNE B.F.T	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	TUNISIE
TUNISIAN FOREIGN BANK (ex UTB)	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	FRANCE
SONIBANK	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	NIGER
STB SICAR	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
STB INVEST	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
SOFI ELAN SICAF	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
STB MANAGER	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
STB FINANCE	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
SICAV AVENIR	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
SICAV L'INVESTISSEUR	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
ED-DKHILA	TOURISME	TUNISIE
STVC VERITAS	SERVICE	TUNISIE
SOCIETE ACTIVHOTELS	TOURISME	TUNISIE
EL FEJJA	SERVICE	TUNISIE
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	SERVICE	TUNISIE
"STRC"	SERVICE	TUNISIE
MAISON DU BANQUIER	SERVICE	TUNISIE
STE LA GENERALE DE VENTE	SERVICE	TUNISIE
STE SECURITE ET GARDIENNAGE	SERVICE	TUNISIE
STE MOYENS GENERAUX S.A	SERVICE	TUNISIE

### **1.2.2. Traitements particuliers**

**Consolidation des comptes de la TUNISIAN FOREIGN BANK -TFB-** : le pourcentage de contrôle du groupe de la STB dans la TFB a été arrêté au 31 décembre 2017 à 44,18%. Cependant, la TFB a été consolidé e par la

méthode de mise en équivalence étant donné que la STB estime qu'elle ne dispose pas du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ladite société.

**Consolidation des comptes des SICAV :** les pourcentages de contrôle du groupe STB dans les SICAV dépassent 50%. Cependant, les SICAV ont été consolidées par la méthode de mise en équivalence étant donné que la STB ne dispose pas du pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles (contrôle exercé par le Conseil du Marché Financier).

### **1.2.3. Variation du périmètre de consolidation du groupe STB (2016-2017)**

La société SED NORD, société faisant partie du périmètre de consolidation de l'exercice 2016 a été exclue du périmètre de consolidation du groupe STB arrêté au 31 décembre 2017 étant donné l'impossibilité d'avoir les états financiers de cette société, arrêtés au 31 décembre 2017.

La contribution de la société SED NORD, consolidée par intégration globale en 2016, dans les réserves et les résultats consolidés de l'exercice 2016 se présente comme suit :

RESERVES CONSOLIDEES 2016	4 636
RESULTATS CONSOLIDES 2016	-952
<b>Total en mille dinars</b>	<b>3 684</b>

### **1.2.4. Méthode de consolidation**

#### **⇒ Les sociétés consolidées par intégration globale**

Les sociétés intégrées globalement sont les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait. Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

***Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres comprennent le montant à la date du regroupement d'origine, calculé selon NC38, relative aux regroupements d'entreprises et la***

***part des minoritaires dans les mouvements des capitaux propres depuis la date du regroupement.***

- Les soldes intra-groupe et transactions intra-groupe et les profits latents en résultant sont éliminés de manière réciproque. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse être recouvré.
- Les différences temporaires qui proviennent de l'élimination des profits et des pertes latents résultant de transactions intragroupe sont traitées selon les règles comptables relatives à l'impôt sur les résultats.

⇒ **Les sociétés mises en équivalence**

Les sociétés mises en équivalence sont les entreprises sur lesquelles le groupe n'exerce qu'une influence notable. Le groupe exerce une influence notable d'une société lorsqu'il est en mesure de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Selon la méthode de mise en équivalence, la participation est initialement enregistrée au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Les distributions reçues de l'entreprise détenue réduisent la valeur comptable de la participation. Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires pour des modifications dues à des variations des capitaux propres de l'entreprise détenues qui n'ont pas été incluses dans l'état de résultat.

Ainsi, la valeur des titres de participations seront substituées par la part du groupe dans les capitaux propres y compris le résultat des sociétés mises en équivalence.

**1.3. REGLES SPECIFIQUES A LA CONSOLIDATION**

**1.3.1. Traitement des écarts de première consolidation**

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant au plus ou moins-values latentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au Goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif. Les écarts d'acquisition déterminés ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

**1.3.2. Traitement des pertes revenant aux minoritaires**

Dans le cas où les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée sont supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale, cet excédent et toutes les pertes futures

relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

### 1.3.3. Traitement des impôts différés

Seules les éliminations des opérations réciproques ayant une incidence sur les résultats et les réserves ont donné lieu à la constatation de l'impôt différé.

Les différences temporelles issues des états financiers individuels des sociétés du groupe, n'ont pas donné lieu à la constatation éventuelle d'impôts différés.

### 1.4. SOCIETES EXCLUES DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sont exclues du périmètre de consolidation du groupe STB, 37 sociétés pour les motifs présentés ci-dessous :

- Les sociétés en liquidation :

N°	Raison Sociale
1	SKANES PALACE
2	AFRICA SOUSSE
3	STE ANONYME DE CONSTR. ELECTROMECHANIQUES "SACEM"
4	STE TUN. DE DEVPT. DU CINEMA & DE L'AUDIOV."STDCA"
5	STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM "HOTEL NOUR EL AIN"
6	EL MARASSI
7	STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD "SEDHS"
8	STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE "SEDAT"
9	STE COND. IMPR. & PUBLICITE "CIP"
10	STE DES IND. METALLURGIQUES "SIMET"

- Les sociétés en veilleuses :

N°	Raison Sociale
1	COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS
2	STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE
3	STE D'ET. & DE DEVPT "ZOUARAA"
4	S.H.T. LES BERGES 2000 "Hôtel l'Atrium"
5	DUNES DE NEFZEOUA

- Les sociétés dont les états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 sont indisponibles :

N°	Raison Sociale
1	SIDCO SICAR
2	SED SOUSSE NORD

- Les sociétés dont la STB a perdu le contrôle suite à une décision de justice (sociétés sous administration judiciaire) :

N°	Raison Sociale
1	CIE MED. DE TOURISME "HOTEL DALIA"
2	STE HOTELIERE "BEL AIR"

- Les sociétés dont la STB a perdu le contrôle (STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR) ;
- Les sociétés en phase d'investissement (STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI "SOCIK") ;
- Les sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ainsi que les sociétés pour lesquelles une procédure de cession est engagée :

N°	Raison Sociale
1	CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)
2	STE RAMLA TOZEUR
3	STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA
4	STE D'ACTIVITE TQUE "HOTEL ZODIAC"
5	STE HOTEL BYZANCE
6	Sté d'Etudes et de Prom.Tque " Hôtel Mariqueen"JERBA MARITIM
7	STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)
8	STE HOTEL YOUNES
9	STE TOURISME & ANIMATION "RAIS CLUB"
10	STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS
11	STE INTLE DE GEST. HOT. "H. BYBLOS"
12	COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL
13	MAISON BLANCHE
14	NEPTUNIA
15	STE HOTELIERE «DAR DHIAFA » TROPICANA CLUB

- Les sociétés qui se trouvent dans l'impossibilité de transférer des fonds à la STB, ou se trouvent sous contraintes durables (CIE TQUE ARABE "CTA" (MARINA MONASTIR).

## **NOTE 2 – FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE :**

### **2.1 Créance de la STB envers la Tunis-Ré**

En vertu du contrat de couverture du risque de change conclu par la STB, La banque a remboursé l'emprunt syndiqué contracté en devise au cours de la date de remboursement et a supporté ainsi une différence de change de l'ordre de 127,121 millions de dinars.

Cette différence de change doit être réglée par l'État et ce en application du contrat de couverture contre le risque de fluctuation du taux de change par le fond national de garantie.

La créance envers TUNIS-RE, gestionnaire de ce fond, est ainsi de l'ordre de 127,578 millions de dinars.

### **2.2 Garantie de l'Etat au profit de la Banque Franco-Tunisienne**

La STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne »BFT » dont elle détient 78,18% un prêt interbancaire de 70 millions de dinars. Ce prêt est garanti par l'État qui a accordée une enveloppe totale de garantie à hauteur de 201 millions de dinars qui couvre 80% du passif de la BFT.

### **2.3 Migration vers le nouveau système d'information**

Dans le cadre de la refonte de son système d'information, la société Tunisienne de Banque a acquis deux nouvelles applications Carthago-Agence et Carthago-Engagements. Le déploiement de ces applications a été entamé courant le mois d'Avril 2017 et achevé au mois de Novembre 2017.

### **2.4 Départ volontaire à la retraite**

Dans le cadre de son programme de restructuration, la STB a élaboré un plan d'assainissement social qui porte sur le départ volontaire à la retraite de 378 employés dont 136 employés ont bénéficié de cette mesure fin 2017. Le départ de 242 employés a été programmé pour les exercices 2018 et 2019.

Le coût actualisé du plan d'assainissement s'élève au 31 décembre 2017 à 76 millions de dinars dont 57 millions de dinars ont été comptabilisés parmi les provisions par référence à la norme comptable internationale IAS 19 et 19 millions de dinars ont été comptabilisés parmi les charges de l'exercice 2017.

### **2.5 Prorogation des mesures exceptionnelles pour le secteur touristique**

La BCT a émis une circulaire n°2017-05 en date du 24 juillet 2017 prévoyant la prorogation des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises du secteur touristique objet de la circulaire

n°2015-12 à l'exception de l'article 2 de ladite-circulaire concernant l'octroi de nouveaux crédits destinés au financement du besoin en fonds de roulement.

En effet, les établissements de crédit peuvent rééchelonner les échéances de l'année 2017 des crédits accordés aux entreprises touristiques ayant déjà bénéficiées des mesures de la circulaire 2015-12. Le remboursement de ces échéances pourrait commencer à partir de l'année 2018.

## **2.6 Affaire BRUNO POLI**

Affaire engagée contre la STB par Mr BRUNO POLI prétendant avoir déposé auprès de l'Ex BNDT 07 bons de caisse au porteur libellés en dollars sans préciser la banque émettrice et la date d'échéance en se prévalant d'une copie conforme à l'originale d'une attestation non datée établie au nom personnel d'un ex-employé de la BNDT et sans porter le cachet de la banque. Un jugement mal fondé a condamné la STB à lui restituer les bons en question ou la valeur équivalente, ce jugement fait l'objet d'un appel qui a confirmé le jugement de première instance.

Un pourvoi en cassation a été formulé avec obtention d'un sursis à l'exécution sans consignation.

Un arrêt a été rendu en faveur de la Banque en date du 26 mars 2018, par lequel la cour de cassation a cassé l'arrêt d'appel avec renvoi.

## **2.7 Radiation et cession des créances**

En application du paragraphe VII quater decies de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS, la STB a procédé à la radiation des créances bancaires irrécouvrables courant l'exercice 2017.

Et par référence à la loi n°98-4 du 2 février 1998, relative aux sociétés de recouvrement des créances, la STB a procédé à la cession de deux lots de créances bancaires à sa filiale STRC.

L'enveloppe totale des créances radiées et cédées sont à hauteur de 460,6 millions de dinars dont 197 millions de dinars au titre des intérêts de retard.

## **NOTE 3 - NOTES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

*(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)*

### **3.1. Portefeuille titre commercial**

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2017 un total de 1 170 337 mDT contre 1 104 445 mDT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

<b>Libellé</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	1 134 342	1 066 542
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	35 995	37 903
<b><i>TOTAL</i></b>	<b><u>1 170 337</u></b>	<b><u>1 104 445</u></b>



### 3.2. Portefeuille titre d'investissement

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2017 un total de 248 628 mDT contre 257 353 mDT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	173 379	178 757
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	75 249	78 596
<b>TOTAL</b>	<b><u>248 628</u></b>	<b><u>257 353</u></b>

### 3.3. Titres mis en équivalence

Au 31 décembre 2017, le total de cette rubrique est de 103 690 mDT contre 69 920 mDT au 31 décembre 2016, et se détaille comme suit :

Société Mis en Equivalence	31/12/2017	31/12/2016
1. SICAV L'INVESTISSEUR	987	963
2. SICAV L'AVENIR	1 109	995
3. STCV VERITAS	1 540	1 512
4. TUNISIAN FOREIGN BANK ( EX UTB)	34 506	12 179
5. SONI BANK	54 846	37 599
6. EL FEJJA	9 465	9 520
7. MAISON DU BANQUIER	1 237	1 173
8. SED NORD	-	5 979
<b>TOTAL</b>	<b><u>103 690</u></b>	<b><u>69 920</u></b>

### 3.4. Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2017, le total de cette rubrique s'élève à 6 375 mDT contre (- 70 385) mDT au 31 décembre 2016, et se détaille comme suit :

Société	31/12/2017			31/12/2016		
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total
1. S.T.B	153	-118	35	142	-158	-16
2. STB INVEST	11	292	303	14	641	655
3. SOFI ELAN SICAF	104	3360	3464	131	3 353	3484
4. S.T.B Manager	23	51	74	34	117	150
5. STB FINANCE	-28	340	312	-60	630	570
6. S.T.B SICAR	8	134	142	38	3 069	3107
7. L'IMMOBILERE DE L'AVENUE	-	-78	-78	-80	-21	-101
8. S.T.R.C	-	-14	-14	1	-161	-160
9. GENERALE DES VENTES	-101	698	597	-297	892	595
10. STE ED DKHILA	-147	1 677	1530	-641	2 151	1510
11. ACTIVHOTELS	-	-	-	-11	-195	-206
12. BFT	-	-	-	-7 680	-71 927	-79607
13. STB SECURITE ET GARDIENNAGE	-	-	-	-193	18	-175
14. STB MOYENS GENERAUX	-	-	-	-236	45	-191
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>6 351</b>	<b>6 375</b>	<b>(-8 838)</b>	<b>(-61 546)</b>	<b>(-70 385)</b>

### 3.5. Réserves et Résultat Consolidés

Au 31 décembre 2017, le résultat consolidé, s'est situé à 25 013 mDT contre 8 561 mDT au 31 décembre 2016. Par ailleurs, les réserves consolidées sont passées de -341 265 mDT au 31 décembre 2016 à - 335 337 mDT au 31 décembre 2017 :

Sociétés Consolidées	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2017	2016	2 017	2016
<b>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT</b>	<b><u>-402 075</u></b>	<b><u>-365 705</u></b>	<b><u>26 660</u></b>	<b><u>6 971</u></b>
1 STB	9 214	-51 126	51 203	44 229
2 STB INVEST	13 922	13 060	1 410	920
3 SOFI ELAN SICAF	1 507	1 499	142	175
4 STB MANAGER	786	763	368	359
5 STB FINANCE	1 757	1 947	- 548	-828
6 STB SICAR	2 828	-773	629	225
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	-11 328	-8 559	4 543	-4049
8 STRC	- 47 346	-49 433	4 080	135
9 LA GENERALE DES VENTES	-1294	- 1 102	-101	-295
10 ED DKHILA	-169	799	-307	-1 335
11 ACTIVHOTELS	-1 731	-6 337	-16	-316
12 BFT	-370 094	-266 386	-29 459	-28 067
13 STE SECURITE ET GARDIENNAGE	-55	-18	-2 460	-1 886
14 STE MOYENS GENERAUX	-72	-40	-2 823	-2 296
<b>SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE</b>	<b><u>66 739</u></b>	<b><u>24 440</u></b>	<b><u>1 647</u></b>	<b><u>1 590</u></b>
15 SICAV L'INVESTISSEUR	321	-90	51	78
16 SICAV L'AVENIR	-48	-84	61	-64
17 STCV VERITAS	992	1 012	434	386
18 UNION TUNISIENNE DE BANQUE « UTB »	19 584	-8 426	-7 854	-2 904
19 SONI BANK	41 302	24 575	5 356	4 836
20 EL FEJJA	4 571	3 531	241	142
21 MAISON DU BANQUIER	17	-714	64	68

<b>22 SED SOUSSE NORD</b>	-	4 636	-	-952
<b>TOTAL</b>	<b>-335 337</b>	<b>-341 265</b>	<b>25 013</b>	<b>8 561</b>

### **3.6 Rachats des actions propres par des sociétés du groupe :**

Cette rubrique accusant un solde de 5 509 mDT au 31 décembre 2017 comporte les rachats d'actions effectués par la société consolidante.

### **3.7. Cautions, avals et autres garanties données:**

Au 31/12/2017, cette rubrique présente un solde de 1 304 811 mDT qui correspond au cumul des Cautions, avals et autres garanties données par la société mère et sa filiale BFT.

### **3.8. Crédits documentaires**

Au 31/12/2017, cette rubrique présente un solde de 462 411 mDT qui correspond aux engagements sur crédits documentaires de la société mère.

### **3.9. Garanties reçues**

Au 31/12/2017, les garanties reçues consolidées présentent un solde de 1 634 444 mDT. Ce solde découle des garanties STB (retraitées par élimination des garanties reçues de ses filiales l'immobilière de l'avenue et Ed-dkhila) ainsi que des garanties reçues constatées chez la BFT.

### 3.10. Intérêts des minoritaires dans le résultat :

Au 31/12/2017 les intérêts des minoritaires dans le résultat s'élèvent à -6 535 mDT et se détaillent comme suit :

Société	31/12/2017	31/12/2016
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les résultats
1. S.T.B	153	142
2. STB INVEST	11	14
3. SOFI ELAN SICAF	104	131
4. S.T.B Manager	23	34
5. STB FINANCE	-28	-60
6. S.T.B SICAR	8	38
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	78	-80
8. S.T.R.C	14	1
9. GENERALE DES VENTES	-101	-297
10. STE ED DKHILA	-147	-641
11. ACTIVHOTELS	-	-11
12. BFT	-6 325	-7 680
13. STB GARDIENNAGE	-150	-193
14. STB MOYENS GENERAUX	-175	-236
<b>TOTAL</b>	<b>(6 535)</b>	<b>(8 838)</b>

### 3.11 Parts des minoritaires imputables aux majoritaires :

Au 31/12/2017, la part des minoritaires imputable aux majoritaires s'élève à 6 558 mDT et se détaille comme suit :

Société	31/12/2017 (*)
	Intérêts minoritaires dans les résultats
1. BFT	6 325
2. IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-78
3. STB MOYENS GENERAUX	175
4. STB SECURITE ET GARDIENNAGE	151
5. STRC	-14
6. ACTIVHOTELS	0,105
<b>TOTAL</b>	<b>6 558</b>

*(\*) Les données 2016 relatives aux parts des minoritaires imputables aux majoritaires n'ont pas été retraitées pour les besoins de comparabilité.*

### 3.12. Les liquidités et équivalents de liquidités consolidés

Les liquidités et équivalents de liquidités consolidés à fin 2017 s'élève à -1 133 292 mDT contre -630 768 mDT à fin 2016, soit une variation de 80% découlant principalement de la variation de la liquidité de fin de période de la STB (société mère) qui est passée de -382 050 mDT à fin 2016 à -775 588 mDT à fin 2017 soit 103%.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE STB  
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2017**

**1. *Opinion avec réserves***

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, sous réserve des incidences des questions décrites dans la section « *fondement de l'opinion avec réserves* », les états financiers consolidés, ci joints, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

**2. *Fondement de l'opinion avec réserves***

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

2.1 Les rubriques « Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT », « Créances sur les établissements bancaires et financiers », « Banque Centrale et CCP » et « Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers » des états financiers de la société mère STB comportent des comptes qui présentent des suspens anciens non apurés se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

En attendant la justification et l'apurement des opérations restées en suspens, nous ne sommes pas en mesure d'établir que ces comptes ne contiennent pas d'anomalies significatives provenant d'erreurs ou d'opérations non autorisées, ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres du groupe que ces travaux pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

2.2 La STB (société mère) ne dispose pas d'une comptabilité régulière et exhaustive des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base des situations communiquées par les structures internes à la STB à l'exception des avals et des cautions.

Par conséquent, nous formulons une réserve sur la régularité et l'exhaustivité de l'état des engagements hors bilan consolidé.

2.3 Les états financiers de la Banque Franco-Tunisienne « BFT », intégrée globalement, ont fait l'objet d'une opinion défavorable en raison de l'incertitude significative qui pèse sur la capacité de la BFT à poursuivre son exploitation et sur sa capacité de recouvrer ses actifs et de payer ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Un éventuel retrait de la BFT du périmètre de consolidation du groupe STB impacterait significativement de nombreux éléments des états financiers consolidés du groupe STB

2.4 Les créances bancaires cédées par la STB (société mère) à sa filiale, la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances (STRC), ne font pas l'objet de retraitement pour les ramener à leur juste

valeur par la reconstitution de l'encours brut, à base consolidé, ainsi que leur couverture sous forme de provisions et d'agios réservés après avoir éliminé les résultats de cession interne.

Ainsi, les actifs de la STRC comportent des créances acquises depuis plus de 4 ans pour 113 millions de dinars provisionnés à hauteur de 80 millions de dinars et qui ne font pas l'objet d'une politique de décote.

Les corrections à apporter à la juste valeur de ces créances, et conséquemment des provisions complémentaires à constituer risquent d'impacter la situation financière et la performance du groupe.

2.5 La méthode de partage des capitaux propres des filiales retenue par le Groupe STB repose sur la détermination de la part du Groupe dans les réserves consolidées et le résultat consolidé sur la base des réserves individuelles et résultats individuels des sociétés intégrées globalement retraités par élimination de toutes les opérations réciproques y compris celles n'ayant pas d'impact sur le résultat du Groupe.

Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'effet de la correction de la méthode de partage sur le résultat et les capitaux propres du Groupe.

2.6 Certaines sociétés du Groupe STB, ne comptabilisent pas les charges relatives aux indemnités de départ à la retraite ainsi que les charges relatives aux cotisations assurance-groupe des retraités qu'au moment du départ effectif à la retraite. La prise en compte de ces charges impacterait la situation financière et la performance du Groupe.

2.7 Ainsi qu'il a été donné au niveau de la note 1.2.1 « périmètre de consolidation », les travaux de consolidation ont été effectués sur la base des états financiers non certifiés de 5 sociétés sur un périmètre composé de 20.

Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'effet des ajustements que les travaux des commissaires aux comptes pourraient, le cas échéant mettre en évidence.

2.8 Ainsi qu'il a été mentionné au niveau de la note 1.3.3 « traitement des impôts différés », l'impôt différé est constaté uniquement au titre des éliminations des opérations intra-groupe. Les actifs et passifs d'impôt éventuels sur les autres différences temporaires découlant des états financiers individuels des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation ne sont pas constatés au niveau des états financiers au Groupe.

### **3. Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport :

#### **3.1 Classification des créances et estimation des provisions**

##### Question clé d'audit

Le Groupe procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes soient remplis.

Compte tenu de l'exposition du Groupe de la STB au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification



des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par le Groupe STB, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements du Groupe repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi poursuivi la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par le Groupe en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par le Groupe.

### ***3.2 Comptabilisation des intérêts et des commissions***

#### Question clé d'audit

Les intérêts sur les engagements et commissions portés au niveau du résultat de l'exercice 2017 s'élèvent à 516 millions de dinars.

Nous avons estimé que la prise en compte des intérêts et des commissions en résultat constitue un point clé d'audit en raison de l'importance de cette rubrique et des limites inhérentes au système d'information du Groupe.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par le Groupe en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux « engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La vérification de la fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.
-

### **3.3 Prise en compte et présentation des Bons de Trésor Assimilables – BTA**

#### Question clé d'audit

La présentation des BTA en portefeuille d'investissement ou en portefeuille commercial découle de la politique retenue par la STB (société mère).

Au 31 décembre 2017, la valeur du portefeuille BTA de la STB (société mère) s'élève à 1068 millions de dinars. L'application de la politique adoptée par la STB aboutit à la présentation d'un portefeuille BTA en Portefeuille titres Commercial.

En raison du caractère significatif des encours de BTA et du recours aux hypothèses et aux intentions de la gouvernance du Groupe quant à l'affectation de ces titres, nous estimons que la prise en compte du portefeuille et sa valorisation constitue un point clé de l'audit.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons apprécié le dispositif de contrôle mis en place par la STB concernant l'évaluation et la comptabilisation de son portefeuille. Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants:

- La conformité aux dispositions de la norme comptable n°25 relative au portefeuille titre dans les établissements bancaires ;
- L'appréciation de la politique de liquidité de la Banque et sa corroboration avec l'historique de détention et de placement des BTA ;
- L'appréciation des critères de classement du portefeuille et la fiabilité des modèles d'évaluation appliqués ;
- La vérification des informations fournies au niveau des notes aux états financiers.

### **3.4 Migration vers le nouveau système d'information**

#### Question clé d'audit

Dans le cadre de la refonte de son système d'information, la STB (société mère) a acquis deux nouvelles applications Carthago-Agence et Carthago-Engagements. Le déploiement de ces applications a été entamé courant le mois d'Avril 2017 et achevé au mois de Novembre 2017.

En raison des risques que peut renfermer le nouveau système d'information, nous estimons que l'examen de ce système constitue un point clé de l'audit.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons examiné le nouveau système d'information mis en place par la STB du point de vue documentation, validation des données, paramétrage, sauvegarde des opérations de migration et de basculement, contrôle de l'exploitation et maîtrise des pistes d'audit .

### **3.5 Périmètre de Consolidation**

#### Question clé d'audit

Le périmètre de consolidation du Groupe STB est composé de 21 sociétés dont 14 sociétés intégrées globalement et 7 sociétés consolidées par mise en équivalence. Par ailleurs, 37 sociétés ont été exclues du périmètre de consolidation pour divers motifs.

Nous avons estimé que l'audit du périmètre de consolidation constitue un point clé de l'audit en raison de l'importance du nombre de sociétés exclues.

#### Procédures d'audit mises en œuvre

Dans le cadre de notre audit du périmètre de consolidation du Groupe STB, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- La vérification du respect des normes comptables tunisiennes n°35 à 37 relatives aux états financiers consolidés en matière de détermination du périmètre de consolidation ;
- La vérification de la méthode de détermination du pourcentage de contrôle exercé par le Groupe sur chaque entité ;
- L'appréciation de la nature du contrôle exercé compte tenu de plusieurs règles édictées par les normes comptables dont notamment le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité, le pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent... ;
- L'examen du bien-fondé des motifs d'exclusion de certaines sociétés du périmètre de consolidation du Groupe ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

#### **4 Paragraphes d'observation**

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les capitaux propres du Groupe comportent une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars constituée en vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
2. Les actifs du Groupe comportent des engagements des entreprises opérant dans le secteur touristique, ayant bénéficié des mesures exceptionnelles prévues par la circulaire BCT n°2015-12 du 22 juillet 2015 et prorogées par la circulaire BCT n°2017-05 du 24 juillet 2017 et maintenus dans leurs classes de risque de l'exercice 2014, s'élevant à 534 millions de dinars. Ces créances sont couvertes par des provisions de l'ordre de 49 millions de dinars.
3. Les actifs du Groupe comportent 31 millions de dinars au titre de créances prises en charge par l'État, sur une période de 25 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999.
4. Une action en justice a été intentée contre la STB (société mère) en 2011 par Monsieur BRUNO POLI pour la restitution de bons de caisse remis à la BNDT. En date du 29/10/2015, un jugement de première instance, confirmé en appel, a été prononcé contre la banque la condamnant à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. Un pourvoi en cassation a été formulé avec obtention d'un sursis de l'exécution sans consignation. Par référence à l'avis de l'avocat chargé de cette affaire, la banque n'encourt aucun risque.
5. Ainsi qu'il a été mentionné dans le rapport général du commissaire aux comptes sur les états financiers de la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances (STRC), contrairement aux dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales et bien que les fonds propres de la STRC soit en deçà de la moitié du capital social, aucune régularisation n'a eu lieu.

#### **5 Rapport de gestion**

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## **6 Responsabilité de la Direction et du Conseil d'Administration dans la préparation et la présentation des états financiers consolidés**

Le Conseil d'Administration et la Direction sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration et à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe STB à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration et la Direction ont l'intention de proposer de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

## **7 Responsabilité des Co-commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur

les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**Tunis, le 13avril 2018**

**Les Co-commissaires aux comptes**

**CFA Fathi Saidi**  
**Fathi Saidi**

**Groupement CSL- CNH**  
**Samir Labidi**